



## AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : [ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr](mailto:ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr)

## LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

[http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg\\_droi.php](http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php)

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>

# LE MARCHÉ DU LIVRE AFRICAIN ET SES DYNAMIQUES LITTÉRAIRES

---

## LE CAS DU CAMEROUN Vol. 2 : Annexes

Thèse présentée par M. Raphaël THIERRY  
pour l'obtention du Doctorat en *Langues, littératures et civilisations*  
Spécialités : *Littérature générale et comparée*  
Sous la direction de MM. François GUIYوبا et Pierre HALEN

**Soutenance : 13 novembre 2013**

Jury :

**M. Jean-Yves MOLLIER**

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, rapporteur

**M. Xavier GARNIER**

Université Paris 3, rapporteur

**M. Anthony MANGEON**

Université de Strasbourg

**M. Luc PINHAS**

Université Paris 13

**M. François GUIYوبا**

École Normale Supérieure de Yaoundé

**M. Pierre HALEN**

Université de Lorraine

**ANNÉE UNIVERSITAIRE 2012-2013**

## Table des matières - Volume 2

Introduction .....	344
<b>Publications .....</b>	<b>345</b>
Annexe 1 : « Une histoire du livre et de l'édition à Lubumbashi » .....	346
Annexe 2 : « Le livre en Côte d'Ivoire : aperçu » .....	357
Annexe 3 : « Le livre à Madagascar : aperçu » .....	363
Annexe 4 : « Le livre au Sénégal : aperçu » .....	369
Annexe 5 : « Le rôle de l'écrivain dans nos sociétés » .....	375
Annexe 6 : « L'édition africaine au 32 <sup>ème</sup> salon du livre de Paris » .....	388
Annexe 7 : « L'édition africaine au 33 <sup>ème</sup> Salon du livre de Paris : du centre vers les "marges" » .....	401
<b>Entretiens .....</b>	<b>406</b>
Annexe 8 : Entretien avec Ernest Alima - Écrivain .....	407
Annexe 9 : Entretien avec Djaïli Amadou Amal - Écrivaine .....	413
Annexe 10 : Entretien avec Kalliopi Ango Ela - Fondation Paul Ango Ela de Géopolitique en Afrique centrale .....	417
Annexe 11 : Entretien avec Jean-Claude Awono - Éditions Ifrikiya .....	424
Annexe 12 : Entretien avec Japhet-Marie Bidjek - Presses Universitaires de Yaoundé .....	429
Annexe 13 : Entretien avec Japhet-Marie Bidjek et Théodore Mayene - Presses Universitaires de Yaoundé .....	435
Annexe 14 : Entretien avec Odile Biyidi Awala - Librairie des Peuples Noirs .....	442
Annexe 15 : Entretien avec Dramane Boaré et Muriel Diallo - Éditions Les Classiques Ivoiriens .....	450
Annexe 16 : Entretien avec Angéline Solange Bonono - Écrivaine .....	461
Annexe 17 : Entretien avec Aminata Diop et Pauline Pétesch - Stand « Livres et Auteurs du Bassin du Congo » .....	468
Annexe 18 : Entretien avec Gaston-Paul Effa, Hilaire Sikounmo et Kouam Tawa - Écrivains .....	477
Annexe 19 : Entretien avec Joseph Fumtim et François Nkémé - Éditions Ifrikiya .....	485
Annexe 20 : Entretien avec Isabelle Gremillet - L'Oiseau Indigo Diffusion .....	497
Annexe 21 : Entretien avec Roger Kaffo et Hilaire de Prince Pokam - Enseignants .....	503
Annexe 22 : Entretien avec Patrice Kayo - Écrivain .....	512

Annexe 23 : Entretien avec Marcel Kemadjou - Association « Livre Ouvert » .....	517
Annexe 24 : Entretien avec Charles W. Kiven - Directeur adjoint de la Bibliothèque Universitaire de Buea.....	522
Annexe 25 : Entretien avec Jean-Yves Mollier - Enseignant en histoire du livre et de l'édition .....	525
Annexe 26 : Entretien avec Mouhammadou Modibo Aliou - Enseignant .....	533
Annexe 27 : Entretien avec Adamou Mouthe - Auteur .....	542
Annexe 28 : Entretien avec Henry N'Koumo ( <i>et al.</i> ) - Stand Côte d'Ivoire (Salon du livre de Paris) .....	546
Annexe 29 : Entretien avec Judith Egoume Ombang (1) - Librairie Technique et Professionnelle .....	562
Annexe 30 : Entretien avec Judith Egoume Ombang (2) - Librairie Technique et Professionnelle.....	567
Annexe 31 : Entretien avec Rosemary M. Shafack - Bibliothèque Universitaire de Buea .....	572
Annexe 32 : Entretien avec Emmanuel Tcheukam - Bibliothèque municipale Douala II .....	575
Annexe 33 : Entretien avec Marcelin Vounda Etoa (1) - Éditions CLÉ.....	579
Annexe 34 : Entretien avec Marcelin Vounda Etoa (2) - Éditions CLÉ.....	587
Annexe 35 : Table Ronde à l'Alliance Franco-Camerounaise de Bamenda - « Les problématiques du Livre au Cameroun ».....	591
<b>Table des matières générale.....</b>	<b>599</b>

## **Introduction**

Ce second volume regroupe différents travaux réalisés en annexe de notre recherche principale. Nous avons organisé ce corpus en deux sections. La première rassemble plusieurs articles publiés durant la réalisation de notre doctorat et trois notes professionnelles rédigées pour le compte du Bureau International de l'Édition Française en 2010. La seconde partie rassemble des entretiens que nous avons réalisés avec des écrivains, des éditeurs, des libraires, des bibliothécaires, des universitaires et des enseignants au cours des cinq années de notre recherche. Ces rencontres se sont déroulées au Cameroun et en France, entre février 2008 et mars 2013.

## **PUBLICATIONS**

## Annexe 1 - Une histoire du livre et de l'édition à Lubumbashi

« Les villes sont un ensemble de beaucoup de choses : de mémoire, de désirs, de signes d'un langage ; les villes sont des lieux d'échange, comme l'expliquent tous les livres d'histoire économique, mais ce ne sont pas seulement des échanges de marchandises, ce sont des échanges de mots, de désirs, de souvenirs. »

Italo Calvino, préface aux *Villes invisibles*, p. VI

Cet exposé entend apporter quelques éléments d'information sur une thématique encore peu explorée par les différents domaines des sciences humaines et sociales. L'histoire du livre et de l'édition est, en effet, une des voies possibles pour l'étude de l'histoire des littératures et, pourquoi pas, un chemin d'accès préalable à toute approche littéraire.

N'étant pas un spécialiste du domaine littéraire lushois, j'ai trouvé plus prudent d'assoir mon essai de présentation sur des bases factuelles plutôt que critiques. Considérez donc cet exposé comme un simple outil mis à la disposition de la communauté des chercheurs, universitaires, étudiants et autres curieux, et qui ne trouvera sa raison d'être qu'en étant approfondi, complété et, je l'espère, relié à des recherches bien plus spécialisées.

Je parlerai de l'édition produite à Lubumbashi, quelle qu'en soit sa forme : évoquant tour à tour l'édition d'ouvrages, de revues, et l'existence de structures ayant favorisé de près ou de loin l'émergence d'un système littéraire singulièrement lushois. De même et par soucis de concision, je me bornerai à observer la progression du milieu éditorial dans la cité entre les années 1910 et 1980.

Étant engagé dans des recherches sur l'histoire des systèmes littéraires en Afrique subsaharienne, je constate assez régulièrement l'éparpillement et le peu de ressources consacrées à l'édition et à la formation des réseaux africains du livre. Ce problème se présente avec d'autant plus d'acuité lorsque je me confronte à la question des villes d'édition. Il semble que l'édition semble encore très peu prise en compte par la recherche et, d'autre part, que la réflexion sur tout corpus (de textes ou de structures) fonctionne toujours plus efficacement (ou plus facilement) lorsqu'on se réfère à des échelles globales (le pays, la sous-région, le continent, l'hémisphère) plutôt que locales (la ville, la province).

Il s'agit ici de m'attacher à décrire le matériel de la littérature, à son amont et à ses lieux d'origine : quelles sont les personnes (techniciens, éditeurs, journalistes), et les structures (imprimeries, journaux, universités) ayant œuvré à l'implantation de l'édition dans l'environnement littéraire, intellectuel, culturel de Lubumbashi ?

Je répondrai à ces questions en deux temps, suivant une démarche chronologique :

En premier lieu je m'attacherai à relever les éléments liés à l'apparition de l'édition à Lubumbashi entre les années 1910 et 1950.

Dans un second temps, j'observerai l'appropriation de cette même édition par des congolais, et l'évolution du milieu éditorial vers un véritable système littéraire lushois, des années 1960 aux années 1980.

Un élément me paraît préalablement essentiel pour une bonne compréhension de l'évolution du milieu éditorial et littéraire au Katanga : il s'agit la rivalité que la région entretient avec la capitale Kinshasa. Je cite Charles Djungu Simba : « Deux paramètres ont influencé d'une manière ou d'une autre les différentes stratégies développées par les créateurs pour instaurer une vie intellectuelle au Congo : l'enclavement et la compétition »<sup>1</sup>.

Je tiens également à souligner la situation particulière qu'occupe le Katanga au sein de l'espace congolais : province la plus éloignée sur le fleuve Congo, la région a, certes, fait l'objet de l'implantation d'une mission catholique à Mpala en 1884, mais ne connaîtra pas immédiatement la même implication missionnaire (catholique et protestante) que d'autres provinces congolaises. Cette donnée a son importance dans la perspective où les missionnaires vont favoriser l'essor de l'écriture, de l'imprimé et de la littérature écrite dans d'autres régions congolaises<sup>2</sup>.

Les débuts de l'exploitation minière au Katanga au début du vingtième siècle est à l'origine de la fondation d'Élisabethville, future Lubumbashi, qui va être sujette à un processus d'urbanisation et d'industrialisation rapide. Les colons qui s'implantent initialement dans la région se constituent principalement d'une population ouvrière, de commerçants, d'entrepreneurs et d'une bourgeoisie citadine.

Certainement en raison des caractéristiques de développement de Lubumbashi à partir du développement urbain et de l'industrialisation plutôt que de l'implantation des missions religieuses, l'apparition d'une imprimerie locale est à l'image des premiers temps de la cité : les premiers journaux qui paraissent sur des presses lushoises sont des publications laïques et commerciales (je souligne)<sup>3</sup>.

---

1 Djungu-Simba (Charles K.), « Congo : la production littéraire en RDC », Société des Missions Africaines : [http://www.missions-africaines.net/index.php?id=article&tx\\_ttnews\[tt\\_news\]=492&cHash=65339de01](http://www.missions-africaines.net/index.php?id=article&tx_ttnews[tt_news]=492&cHash=65339de01) [site consulté en juillet 2013].

2 Le futur Congo est déjà le théâtre de l'implantation de la Mission Suédoise en 1877 qui fonde la première imprimerie dans le Bas-Congo (1885), puis de la Société Missionnaire Baptiste (1878), qui traduit des textes chrétiens en Kikongo, et imprime à partir de 1895 à la mission de Bolobo différents ouvrages (notamment une version kikongo du Voyage du pèlerin de John Bunyan). Cf. Gerard (Albert), « Spécificités de la littérature zaïroise », dans *Papier blanc, encre noire*. Sous la direction de Marc Quaghebeur. Bruxelles : Labor, p. 435.

3 L'imprimerie étant par exemple déjà apparue en 1885 à la mission de Mudingungu (près de Boma dans le Bas-Congo), en 1893 à la mission de Londe, en 1895 à la mission de Bolobo (Bandundu), ou encore en 1906 à la mission de Yakusu (Province Orientale). Cf. « Evolution des médias au Congo », Overblog : <http://www.mbokamosika.com/article-11255320.html> [site consulté en juillet 2013].



Deux journaux sont publiés à cette période : L'Etoile du Congo, qui sort des presses éponymes le 3 mai 1911, avec : « comme cible essentielle les groupes et familles d'Européens qui commençaient à se fixer à résidence dans la colonie »<sup>4</sup> et Le Journal du Katanga qui est imprimé aux presses de la Société Générale du Sud-Katanga à partir du 5 août 1911. Propriété de la Société Générale de Belgique, ce journal défend et assure « la promotion du capitalisme et du libéralisme »<sup>5</sup>.

Si ces premiers exemples sont exclusivement destinés aux colons, en 1922 paraît un premier périodique « indigène » à Lubumbashi. Soutenu par les Frères des Écoles Chrétiennes, *Kirongozi/Le Guide* est édité en Swahili et diffusé dans le Haut-Congo et le Katanga<sup>6</sup>.

Le littéral essor de la presse katangaise est à suivre. Le 8 mars Jean Sepulchre fonde le journal L'Essor du Congo. L'Essor du Congo constitue le premier organe de presse katangais hebdomadaire<sup>7</sup> et va devenir un des plus importants acteurs de l'édition de la province. En 1929, a lieu l'inauguration de l'imprimerie des Editions Congolaises, mais surtout, Jean Sepulchre crée l'Imprimerie Belgo-Congolaise (Imbelco), et importe à cette occasion les deux premières linotypes d'Afrique Centrale à Lubumbashi<sup>8</sup>. La structure jouera un très grand rôle dans la vie éditoriale du Katanga jusqu'aux années 1970, j'aurai l'occasion d'y revenir.

Il semble qu'un des premiers ouvrages édités sous l'étiquette de L'Essor du Congo (et aux presses de l'Imbelco) ait été La politique des Missions Protestantes au Congo de Jean Félix de Hemptinne, en 1929. Il faut aussi relever l'existence de la maison d'édition belge L'Escorial à Lubumbashi qui édite en 1928 le R.P. Gilliard et sa Grammaire synthétique du Lontomba.

Les premiers ouvrages édités à Lubumbashi sont donc soit linguistiques, soit religieux, alors que la presse diversifie quelque peu plus ses sources : il me paraît notable de souligner que L'Essor du Congo proposait, dès ses débuts, une bande dessinée à caractère historique, laquelle constituerait un des prémices de la bande dessinée congolaise<sup>9</sup>. De même, en 1931 est créé le journal *L'Écho du Katanga*, diffusé par le Service de l'Information du Gouvernement Général, publiant, notamment, des encarts littéraires et des strips de bande dessinée.

---

4 Ekambo (J.-C.), « Le journal au Congo : 3 frs ! », dans *Le Phare*, 19 mars 2010.

5 Ayimpam (T.), « Les chroniques du Congo : La colonie du Congo belge », dans *Le Climat tempéré*, 25 mai 2010.

6 Ce journal catholique s'inscrit cependant dans une continuité missionnaire et ne représente en rien une « révolution ». Des missions protestantes et catholiques éditaient déjà des journaux d'édification religieuse en swahili, lingala, tshiluba ou kikongo comme *Minsamu-mia-yenge/Bonne nouvelle* (1891), *Ntetembo eto* (1901), *Se Kukianga/Espoir* (1891), *Mboli ya tengali* (1906), *Ku Kiele* (1908), *Ekim'ea nsango/Courrier de l'Évangile* (1914) ou encore *Nkuruse/La Croix* (1914).

7 Le quotidien privé L'Avenir Colonial Belge était déjà publié depuis le 4 juillet 1920 à Kinshasa.

8 René (A.), « L'Essor du Katanga », dans *L'Essor du Katanga* n° 22, 4ème Année, 2010.

9 Cassiau-Haurie (C.) « La BD en RDC, une tradition coloniale », *Africultures* : <http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=8081> [site consulté en juillet 2013].

Durant les années 1930, les éditions de la revue juridique du Congo Belge éditent plusieurs ouvrages à Lubumbashi, tel *Enquête sur le Droit Coutumier congolais* de P. Van Arenbergh (1935), ou *L'âme luba* de W.F.P. Burton (1939).

Une petite révolution survient en 1934 lorsqu'Auguste Verbeken, un ancien commissaire de district, édite le premier journal laïque destiné à « l'élite noire » katangaise, il s'agit de *Ngonga/La Cloche*. Ce projet fait, d'une certaine manière, écho à la publication du journal catholique *La Croix du Congo*, un an auparavant à Kinshasa, « premier hebdomadaire congolais en langue française et d'informations générales pour les noirs »<sup>10</sup>.

L'annonce est faite que les colonnes de *Ngonga* seront ouvertes aux observations de lecteurs africains. Le projet est pris au sérieux et de nombreuses lettres arrivent à la rédaction. Cependant, dans un courrier adressé aux autorités belges, Mgr de Hemptinne dénonce le libéralisme de la publication qui, jugée subversive, est interdite après seulement quelques numéros<sup>11</sup>.

Ce n'est, en effet, qu'en 1945 (le premier janvier), que le pouvoir colonial favorise la création du mensuel *La Voix du Congolais* à Kinshasa, dont la rédaction est, cette fois, congolaise (Antoine-Roger Bolamba en sera le premier rédacteur en chef), et dont l'objectif est de « permettre aux noirs évolués de dire ouvertement et raisonnablement ce qu'ils pensent et ce qu'ils veulent »<sup>12</sup>. Cela fournit l'occasion à Verbeken de créer, en 1946 (sous la forme d'une réplique) l'hebdomadaire : *L'Étoile/Nyota*, qui sera un journal bilingue français-swahili destiné aux populations de la province du Katanga et imprimé à l'Imbelco. D'une certaine façon, Verbeken incarne alors la concurrence intellectuelle entre Kinshasa et Lubumbashi, mais aussi une évidente volonté de dissension. Verbeken présentait ainsi *L'Étoile* par rapport à *La voix du congolais*, journal auquel il reprochait de s'adresser :

[...] particulièrement à une élite, [...] ne publi[ant] que des articles intéressant cette catégorie d'indigènes disséminés dans toute la colonie. Il est donc nécessaire que des articles de caractère plus régional puissent être publiés. C'est le rôle de ce nouveau journal « l'Étoile » qui peut toucher spécialement les populations de la province d'Elisabethville, ou plutôt des régions que comprend le pays qu'il est convenu d'appeler le Katanga<sup>13</sup>

Nous nous situons alors dans le contexte de la conférence de Brazzaville (6 février 1944), Lubumbashi a reçu son statut (25 juin 1941), et différents facteurs favorisent l'évolution de la presse congolaise : l'abolition des ordonnances contraignantes de la presse (1946), le retour des mobilisés après la guerre et l'autorisation de fonctionnement des syndicats professionnels pour les travailleurs congolais (une émancipation en date du 10 mai 1946). Il est surtout à prendre en compte l'accroissement du taux de scolarisation, qui « explose » après 1945 avec une croissance annuelle de

10 Ayimpam (T.), « Les chroniques du Congo : La colonie du Congo belge », dans *Le Climat tempéré*, 25 mai 2010.

11 Coquery-Vidrovitch (C.), Forest (A.), Weiss (H.), *Rébellions et révolutions au Zaïre*. Paris : L'Harmattan, 1987, p. 68.

12 Nzuji Mukala (K.), *La littérature zaïroise de langue française : 1945-1965*. Paris : L'Harmattan, 1984, p. 46.

13 Nzuji Mukala (K.), *La littérature zaïroise de langue française : 1945-1965, op. cit.*, p. 46.

l'ordre de 6 %. A l'indépendance, et sur près de 15 millions d'habitants, le Congo compte environ un million huit cent milles jeunes scolarisés, soit à peu près 12 % de la population <sup>14</sup>.

Concernant la période 1945-1960, je parlerais d'un contexte « d'institutionnalisation culturelle » à l'œuvre à Lubumbashi. On peut, en effet, observer un véritable essor culturel, artistique et éditorial, durant ces quinze années.

Les presses de l'Imbelco sont au cœur de l'évolution éditoriale katangaise. Elles publient le *Petit cours de Kiswahili* d'Auguste Verbeken (1944), *Pluies tropicales*, recueil de poésie de Juliette Aderca (1945) et, sous l'étiquette de la revue *Lovania*, la première édition de *La philosophie bantoue* (1945) d'un certain Père Placide Tempels<sup>15</sup>, traduit du néerlandais par Antoine Rubbens (la réédition de la Philosophie Bantoue inaugurera en 1949 le catalogue des éditions Présence Africaine). Rubbens lui même publie le 25 octobre suivant *Dettes de guerre*, compilation d'articles édités entre 1944 et 1946 dans *L'Essor* <sup>16</sup>. Le journal débute d'ailleurs son activité d'édition, sous les Presses de l'Imbelco. Les Editions de L'Essor du Congo intègrent des nationaux à leur catalogue, publiant, en 1947, un recueil poétique d'Antoine-Roger Bolamba (par ailleurs déjà publiés dans *La voix du Congolais*) : il s'agit des *Premiers essais*, préfacé par Olivier de Bouveignes.

Suit, en 1949, un ouvrage à caractère sociologique : *Les problèmes de l'évolution de la femme noire* du même Bolamba, Antoine Munongo publie les *Pages d'histoire Yéké* (1949), et sont aussi publiés plusieurs écrits politiques d'Evariste Kimba (1949). L'édition lushoise s'est donc nationalisée et diversifiée avec les années 1940.

Autre fait marquant : L'Union Africaine des Arts et des Lettres (fondée en 1946 par Albert Maurice, membre de la revue coloniale belge), affiche son ambition de faire de Lubumbashi un centre intellectuel majeur : « le Katanga, carrefour du monde » ; la section littérature de « L'Union » publie, à partir de 1947, la revue littéraire *Jeune Afrique* qui comptera trente deux numéros jusqu'en 1960 et impliquera aussi bien des écrivains Congolais, Burundais ou Rwandais. L'Union institue aussi les prix littéraires de la meilleure nouvelle et de la meilleure pièce de théâtre (prix décerné à Albert Mongita pour sa pièce *Mangene*) <sup>17</sup>.

En parallèle, l'Union Minière du Haut Katanga (U.M.H.K.) se dote d'un Centre d'Études des Problèmes Sociaux Indigènes (CEPSI). Le Centre étudie les coutumes, le droit traditionnel, ou encore les problématiques du développement des populations locales. Le CEPSI édite également des ouvrages

---

14 Ekwa Bis Isal (M.), « L'école zaïroise de demain », dans *Zaire-Afrique*, n°266, juin-juillet-août 1992, p. 361.

15 Reproduction de l'ouvrage original : Centre Æquatoria (Centre de Recherches Culturelles Africanistes) : <http://www.aequatoria.be/tempels/FTLovaniaFR.htm> [site consulté en septembre 2010]

16 Tshonda Omasombo (J.), *Le Zaïre à l'épreuve de l'histoire immédiate: hommage à Benoît Verhaegen*, p. 105. On trouve notamment dans *Dettes de guerre* deux articles de Tempels : « La philosophie de la rébellion », 31 août 1944, p.1, col.4-5 et p.2, et « Le travail des prolétaires », 7 février 1945, p.1, col.4-5 et p.2, col.1-2.

17 Milongo Kalonda Ma-Mpeta (H.), *Dictionnaire de littérature congolaise de langue française, Lubumbashi*. CELTRAM, 2009, p. 181.

comme Aperçu sur quelques problèmes indigènes sous la direction de Louis Ballegeer (1947). C'est aussi l'inauguration de l'édition en sciences sociales à Lubumbashi, quelques huit années avant la création de l'Université Officielle du Congo et du Rwanda-Urundi (26 octobre 1955). Il est peut être intéressant de souligner que le CEPSI avait en 1954 une bibliothèque suffisamment riche pour qu'y soient recensés quelques 1861 manuels différents dont 244 en kiswahili et 84 en d'autres langues bantoues <sup>18</sup>.

Il paraît donc évident qu'un véritable processus éditorial s'opère de 1911 à 1950 à Lubumbashi, avec un passage subtil des publications périodiques vers une édition plus traditionnelle, laquelle voit apparaître des éditeurs tout à fait généralistes comme L'Essor du Congo, ou plus spécialisés comme le CEPSI.

D'une certaine manière, les années 1950 constituent un second temps de l'édition lushoïse. Si des congolais participent déjà à la vie littéraire à travers certaines revues, et publient déjà des textes localement, l'édition est encore exclusivement gérée par des Européens. Les congolais s'approprient progressivement le milieu de l'édition.

La décennie 1950-1960 est marquée par plusieurs faits culturels essentiels dans la ville : la « réforme Buisseret » en 1954 qui généralise l'enseignement du français, jusque-là enseigné comme discipline scolaire (cette même année, l'École Professionnelle Kafubu d'Élisabethville, édite le manuel de géographie *Geografia*, en langue française), et la fondation de l'Université Officielle du Congo et du Rwanda-Urundi, le 26 octobre 1955, qui suit l'ouverture de l'Université Catholique Lovanium à Kinshasa (1954), inaugurant le cycle de l'enseignement supérieur au Congo. L'université ouvre ses portes en 1956, et jouera « ce rôle d'incubatrice de talents littéraires et de foyers de développement des lettres congolaises » <sup>19</sup>.

Toujours au début des années 1950, Jean Sépulchre fait appel à son cousin, Marc Mikolajczak, pour le seconder en tant que rédacteur à L'Essor du Congo. Mikolajczak est nommé peu après Rédacteur en Chef, puis Directeur, jusqu'à l'indépendance du Congo. En 1954, Mikolajczak associe Evariste Kimba aux activités de L'Essor. La maison édite encore *Propos sur le Congo politique de demain, autonomie et fédéralisme* de Jean Sépulchre en 1958, et *Mes opinions sur les problèmes du Congo pré-indépendant* d'Evariste Kimba en 1960.

Il est essentiel de souligner que Les Éditions de L'Essor du Congo constituent, une des toutes premières entreprises éditoriales privées d'Afrique subsaharienne francophone <sup>20</sup>, à plus forte raison avec un personnel local, à partir de 1954.

---

18 Vinck (H.), « Livrets scolaires coloniaux, méthodes d'analyse », dans *History in Africa*, n°199, 1999, p. 379-408.

19 Djungu-Simba K. (C.), *Les écrivains du Congo Zaïre : approches d'un champ littéraire africain*. Université Paul Verlaine Metz-Centre de Recherche « Écritures », 2007, p. 13.

20 L'Essor ayant édité des ouvrages bien avant la création de la Société Nationale d'Édition et de Diffusion dirigée par Pierre-Jean Oswald à Tunis (1962) ou les éditions CLE, créées par des Évangélistes hollandais à Yaoundé (1963).

En 1958 a lieu un autre évènement : l'arrivée des pauliniens, qui fondent l'antenne lushoïse de la société Saint-Paul à Lubumbashi. Il s'agit de leur seconde imprimerie après celle de Kinshasa créée un an avant. Cette même année 1958, Saint Paul ouvre sa première librairie à Kinshasa, dont la gestion est immédiatement confiée aux Filles de Saint-Paul à leur arrivée au Congo.

Autour des années 1960, le CEPSE (devenu en 1957 CEPSE : Centre d'Exécution de Programmes Sociaux et Économiques) se montre très actif, éditant, par exemple la revue swahili *Mwana Shaba* (*Enfant du cuivre*) en 1957, puis, de 1965 à 1992 le bimestriel pour enfants *Mwana Shaba junior*, dans lequel figure les populaires Aventures de Mayélé, (dessinées et écrites par deux ingénieurs belges de la l'U.M.H.K.). *Mwana Shaba Junior*, imprimé et diffusé par la société Saint-Paul, connaîtra un tirage record pour un journal pour enfants, imprimé à quelques 41.000 exemplaires (pour comparer, *Le journal de Mickey* est aujourd'hui tiré à quelques 50 000 exemplaires). On trouve, au cours des années 1970 dans *Mwana Shaba Junior* une rubrique « A la découverte de l'écrivain zaïrois », alimentée par des écrivains congolais et des critiques littéraires <sup>21</sup>.

L'indépendance du Congo le 30 juin 1960 est suivie au Katanga par la création de l'Université d'Etat d'Elisabethville, qui remplace l'Université Officielle du Congo et du Ruanda-Urundi. Mikolajczak signe d'ailleurs l'article « La naissance d'un nouvel État » dans le numéro spécial du 30 juin 1960 de L'Essor. La société est ensuite vendue à des nationaux (les étrangers ne pouvant plus s'occuper de politique). Le groupe des dignitaires katangais qui l'achètent est dirigé par Samuel Mawawa Ayind Mband <sup>22</sup> qui en devient président du Conseil d'Administration jusqu'en 1964. Suite à la séparation katangaise (11 juillet 1960), l'entreprise change ensuite son nom pour devenir L'Essor du Katanga à partir du 1er janvier 1961 <sup>23</sup>.

Les premières années d'indépendance sont une période de mise en place d'un système d'édition très lié à la scolarisation d'une part, cherchant d'autre part un compromis entre l'utilisation de structures déjà existantes (et surtout religieuses) et la nécessité de soutenir l'essor scolaire du nouvel État. Un système s'élabore progressivement, qui privilégie « l'édition scolaire au service de l'enseignement primaire et secondaire » <sup>24</sup>.

---

21 Cassiau-Haurie (C.), « Afrique : terre d'accueil pour les dessinateurs européens », *Africultures* : <http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=8100> [site consulté en septembre 2010], et Milongo Kalonda Ma-Mpeta (H.), *Dictionnaire de littérature congolaise de langue française, op. cit.*, p. 175.

22 Président du tribunal des commerçants de Lubumbashi de 1955 à 1960.

23 Mikolajczak sera employé en tant que directeur de publication de 1961 à 1964 à L'Essor du Katanga, désormais géré par des Congolais. Amisi Jean Chrysostome est nommé en mars 1963, « éditeur responsable », premier congolais occupant cette fonction, puis Jacques Tshilembe Kote occupe le poste de Rédacteur en Chef dès 1963, puis de Directeur Editeur Responsable en 1967. Celui-ci renomme le journal *Taïfa, Quotidien du Shaba* en 1972. Une réforme de la presse transforme ensuite *Taïfa* en *Mwanga*, en juillet 1975. *Mwanga* fait place à *Mjumbe/Le Messenger* en 1976. Il est enfin à noter qu'en 2006, Paul Tshilembe Tshiwewe (fils du premier rédacteur en chef), refonde *L'Essor du Katanga*.

24 Ekwa Bis Isal (M.), « L'école zaïroise de demain », *op. cit.*, p. 361.

A Lubumbashi, le CEPSE et l'imprimerie/éditions Imbelco restent très compétitifs entre les années 1960 et 1970, profitant du développement des départements de sciences humaines et sociales à l'Université, mais aussi de l'accroissement intensif du taux de scolarisation en français <sup>25</sup>.

Les années 1960 correspondent par ailleurs à une transition éditoriale pour la ville : l'édition littéraire n'y est pas implantée comme à Kinshasa (par exemple les cercles littéraires, premier de tous : « la Pléiade du Congo », créé en 1964 par Clémentine Faik Nzuji, mais encore « les lettres congolaises », « Ngongi », « Les Belles Lettres », qui deviennent en 1969 « Congolia », et des éditeurs comme les éditions Mandore, les éditions Okapi, le Centre Africain de littérature, Les éditions du Léopard, les éditions, Bobiso).

L'imprimerie Concordia installée à Lubumbashi après l'indépendance, se tourne vers l'édition et édite à compte d'auteur à partir de 1963 <sup>26</sup>. En 1967 la première antenne du Centre Culturel Français de Kinshasa à Lubumbashi publie les *Poèmes* d'Ida Harvey Kabongo et d'Armand Kaunda.

L'activité d'édition s'intensifie donc avec les années 1970, le milieu de la décennie étant par ailleurs marqué par l'élaboration d'une loi sur le dépôt légal (1974) <sup>27</sup>.

Les éditions Saint Paul demeurent dans un premier temps sur une ligne éditoriale assez « traditionnelle » de l'édition religieuse au Congo, avec des ouvrages de linguistique et des adaptations de textes religieux en Kiswahili <sup>28</sup>. Parallèlement, « les imprimeries Saint-Paul, à Kinshasa et à Lubumbashi, assurent l'impression de presque tous les travaux d'importance pour l'ensemble du pays » <sup>29</sup>, particulièrement la production scolaire congolaise ou les journaux pour jeunes (*Mwana Shaba junior* et Jeunes pour Jeunes contenant *Les aventures de Mata Mata et Pili Pili* de Mongo Sisé).

Si, dans les années 1960, Saint-Paul publient sans interruption des livres religieux, des manuels de santé, des guides <sup>30</sup> et des livres techniques, tout en trustant l'imprimerie des manuels scolaires, il faut par contre attendre 1970 pour que ne soit publié un premier texte littéraire, il s'agit de *Tanita, la fille de la reine de Saba* de R. Musema. L'année suivante, Saint Paul inaugure sa collection littéraire. Entre 1970 et 1990, l'éditeur va publier quelques dix-huit littérateurs <sup>31</sup>. Il est à noter que la bande dessinée constitue les meilleurs tirages cumulés de St-Paul sur l'ensemble de la production de la

---

25 L'Imbelco pourvoit la province en livres scolaires : Programme des 5ème et 6ème années (1960), Programme de la troisième année (1960). Le CEPSE édite *L'enfant africain et ses jeux dans le cadre de la vie traditionnelle au Katanga* (1963), *La femme et le destin de l'Afrique* (1964), *De la naissance de la classe moyenne à Elisabethville* (1964).

26 *Tabalayi* de Mabika Kalanda, 1963.

27 Loi N°74-003 du 2 janvier 1974 «relative au dépôt obligatoire des publications ».

28 *Lectionnaire Kisanga : Bya kutanga mu. Matango ne Maevangelio a kusapula mu mingu yonso ne mu mafuku makatampe* (1962), *Enjili nyi Yilinga yia Thunganda* (1963), *Mafumbo ya Rosari* (1965).

29 Djungu-Simba K. (C.), *Les écrivains du Congo-Zaïre*, op. cit., p.53.

30 *Les droits de l'enfant, Les droits de l'homme*.

31 Djungu-Simba K. (C.), *Les écrivains du Congo-Zaïre*, op. cit., p. 136.

maison (ces bandes dessinées sont toujours rééditées par Mediaspaul <sup>32</sup> qui ont repris le fond de Saint-Paul en 1990) <sup>33</sup>.

En 1971 Lubumbashi se retrouve au cœur de la scène littéraire congolaise. A la fondation de l'Université du Zaïre (UNAZA), Lubumbashi devient le campus des lettres (jusqu'en 1981, avec la création de l'Université de Lubumbashi), entraînant l'arrivée d'intellectuels et le développement d'un microcosme littéraire.

Épiphénomène de la concentration des lettres à Lubumbashi, des cercles littéraires émergent ou s'exportent dans la ville, il s'agit aussi bien de la Cellule littéraire de Lubumbashi créée en septembre 1976, que du cercle « UJIO », ou encore le cercle « Synthèses », présidé par Mudimbe dès son arrivée à Lubumbashi.

Il faut préciser que peu d'éditeurs émergeront sur place, Kinshasa continuant à centraliser une grande partie des activités d'édition de l'époque : si l'on écrit à Lubumbashi, on imprime (ou édite) beaucoup plus à Kinshasa. Les éditions du Mont Noir en sont un bon exemple : fondées en 1971 à Kinshasa par V.Y. Mudimbe et Georges Ngal (avec le soutien de Pierre Détéienne), elles seront dirigées à partir de Lubumbashi, puisque Mudimbe et Ngal sont mutés à la faculté des lettres la même année.

Plus que toute autre, les Éditions du Mont-Noir favoriseront la publication de poésie <sup>34</sup>, de nombreux essais <sup>35</sup>, romans <sup>36</sup>, contes <sup>37</sup>, et des ouvrages d'initiation aux langues congolaises <sup>38</sup>.

Si les Éditions du Mont Noir ne survivent pas au départ de Mudimbe du Congo en 1980, elles exercent néanmoins une influence certaine sur le milieu éditorial lushois : dans leur sillage, plusieurs éditeurs de poésie apparaissent, avec un catalogue plus ou moins conséquent ; c'est le cas par exemple des éditions Folange <sup>39</sup> ou des éditions du Soupirail <sup>40</sup>. De manière beaucoup plus éparse et dans

---

32 Les bande dessinées de Lépa Mabila Saye : *Sha Mazulu la femme au long nez*, *Mikombe et le démon*, Charles Djungu Simba : *Les oreilles ne dépassent jamais la tête*, *Kipenda-Roho*, Tshibanda : *Je ne suis pas un sorcier*, *De Kolvezi à Kazaki*, Zamenga Batukezanga : *Les hauts et les bas*, *Carte postale*, *Mille kilomètres à pied*, *Bandoki le sorcier*, et les ouvrages édités durant les années 1950 par la Bibliothèque de l'Etoile à Lusanga, que Saint-Paul rééditent : le « best seller » *Ecrire une lettre* (122 000 exemplaires en rééditions en 2000).

33 Reboul (A.), « Publier pour la jeunesse en Afrique centrale, la traversée du désert », dans *L'édition de jeunesse en Afrique francophone*, 2009, p. 191.

34 *Testament* de N'Gayé-Lussa Sumaili, *Somme première* de Nzanzu Mabelemadiko Masegabio, *Lianes* de Clémentine Nzuji, *Déchirures* de Mudimbe, *Réveil dans un nid en flammes* de Matala Mukadi Tshiakatumba.

35 *Essai de psychanalyse existentielle des traditions européenne et africaine* de Jacques L. Vincke, *Muntu Animisme et Possessions* de Mwilambwe Kahoto Wa kumwimba, *Introduction à l'histoire de l'Afrique noire* de Léopold Greindl.

36 *La confession du Sergent Wanga* de Mbiango Kekese.

37 *Contes populaires du Kasai* de Maalu Bung.

38 *Kusoma na Kwandika Kiswahili* de Wamenka N'sanda.

39 *Les yeux qui voient* (1973) et *Crépuscule équinoxial* (1977) de Pius Ngandu Nkashama.

40 José Tshisungu wa Tschisungu, prix Littéraire Zaïre-Canada (1984) pour son recueil *Semences*.

d'autres domaines, plusieurs maisons d'édition manifestent une activité (bien que l'on ne relève souvent qu'un unique ouvrage au catalogue). Les éditions Alpha-Omega, par exemple, publient le fameux roman *Giambatista Viko ou le viol du discours africain* de Georges Ngal en 1975. Un seul éditeur semble par ailleurs s'être intéressé au théâtre, il s'agit des Editions Lettres d'Afrique qui publient *Cœur et sang* de Cheik Fita Dibwe, en 1985.

Sur l'ensemble de la production, c'est la poésie qui semble la mieux représentée à Lubumbashi dans la décennie de l'UNAZA, un fait me paraît d'ailleurs relever de cette attraction : les éditions de l'Union des Ecrivains du Zaïre, nées en 1972 dans le cadre du programme de zaïrianisation du pays et solidement implantées à Kinshasa, éditent à Lubumbashi plusieurs ouvrages poétiques<sup>41</sup>, un parallèle pouvant être réalisé avec les Editions Mandore qui publient les recueils de poésie de Clémentine Faik Nzuji d'abord à Kinshasa (*Kasala*, 1969 ; *Le temps des amants*, 1969), puis à Lubumbashi (*Gestes interrompus*, 1976).

Des années 1970 à la fin des années 1980, l'édition universitaire n'est pas en reste, liée aux filières actives sur le campus de Lubumbashi. On trouve notamment les Editions Africa (sciences politiques)<sup>42</sup>, les éditions Ciondo (critique littéraire)<sup>43</sup>, mais encore, le Centre de Linguistique Théorique et Appliquée (C.E.L.T.A) qui se déplace de Kinshasa à Lubumbashi au début des années 1970, tout comme le Centre d'Études et de Recherches Documentaires sur l'Afrique Centrale (C.E.R.D.A.C.), mené de front par Mudimbe et qui constituera le « pendant » universitaire des éditions du Mont Noir jusqu'en 1980<sup>44</sup>.

Je fais enfin une place à part aux Editions Impala, lesquelles partagent leur catalogue entre édition scolaire, essai, sciences politiques et littérature<sup>45</sup>.

On peut donc constater que, des années 1950 aux années 1980, une mutation s'opère progressivement dans le milieu du livre lushois. Une édition à proprement parler coloniale laisse peu à peu la place à des opérateurs privés, locaux et nationaux. Une observation attentive des genres édités au cours de cette période laisse, en effet, percevoir une diversification de l'édition. De même, le milieu du livre semble s'associer progressivement à un milieu associatif, universitaire, et à une certaine élite

---

41 *Des matins éternels* de Ngoy Mutenge, Muyumba Luboya et Kilanga Musinde (1984), *Eveil de Sumba, Nsangu et Mukuntu* (1984), *Saveurs ignobles* de Wenu Bekere (1985), *L'Echo des ombres* de Kilanga Musinde et Kiluba Mwiza (1987).

42 *Les systèmes politiques africains* de Jean Mwamba Sinonda et Mwanakibulu Ngoy Nkuso (1984), *La géopolitique internationale du Zaïre* de Pyana-Fumu Yezi (1979) et *Sociologie politique* d'Adrien Mulumbati Ngasha (1988).

43 *Recueil des proverbes Luba et des poèmes : Commentaires, contexte de culture euro-africaine* de Kabeya Lumbayi Nkanda.

44 Le C.E.R.D.A.C. publie *Initiation au français* (1971), *Contribution à l'étude des variations du genre grammatical des mots français d'origine latine* de V.Y. Mudimbe et Eloko a N.O (1976), ou *Le Vocabulaire politique zaïrois* de Losso Grazi, M. Matumele et N.Y. Rubango (1976).

45 *Éléments de grammaire Swahili, La Francophonie au Zaïre* de Fidèle Petelo Nginamau, *Un cauchemar* de Pie Tshibanda Wamuela Bujitu, *Misère au point* de Kangomba Lulamba.



intellectuelle. Une exception peut cependant être faite à l'endroit des Editions Saint-Paul, qui développent progressivement leur rôle d'éditeur religieux et d'imprimeur scolaire vers une production de littérature populaire et de jeunesse tout à fait conséquente en termes de tirages et de rééditions.

Il me paraît important de souligner qu'un système littéraire s'est imposé dans l'espace culturel lushois, mettant en lumière des dynamiques locales, un rapport aux institutions de la place, et suscitant une dynamique littéraire à deux vitesses (populaire et élitiste).

J'aimerais enfin souligner que Lubumbashi fête aujourd'hui ses cent ans, et qu'il s'agit de la deuxième ville de la République Démocratique du Congo. Dans ce sens, un tort culturel est souvent fait aux villes qui ne sont pas des capitales : d'une certaine manière, au pouvoir si souvent centraliste d'une capitale, s'ajoute une représentation symbolique et écrasante pour les autres espaces urbains. Il me paraît pourtant essentiel de mettre en avant l'importance de l'étude des « périphéries » comme Lubumbashi, en particulier vis-à-vis d'une ville comme Kinshasa, dont le gigantisme n'aurait d'égal que la quantité de courants, influences sur les champs locaux, multiplicité pour laquelle il devient rapidement difficile de cerner une substantifique claire.

De même, l'histoire de l'édition africaine demeure encore assez peu connue hors des frontières nationales (si ce n'est provinciales). Le monde du livre africain (dans le seul cas francophone) étant en lui-même souvent « médiatiquement » réduit à sa plus simple expression éditoriale parisienne.

Je clôturerai donc mon modeste propos (au risque de faire œuvre d'un brin de militantisme !) sur le simple enjeu d'une meilleure connaissance de l'édition et du livre en Afrique, de leurs histoires et de leurs trajectoires. Reconnaître ces éditions africaines reviendrait aussi à en favoriser l'insertion dans un monde du livre globalisé laissant si souvent craindre l'annihilation d'un ailleurs culturel au profit d'un tout équitable. Comprendre l'histoire du livre dans une ville nous aide aussi à saisir le destin des œuvres qui y sont nées, d'envisager d'autres possibilités littéraires, enfin de se projeter dans de nouvelles pistes de recherches, tout à fait enthousiasmantes.

**Référence bibliographique : THIERRY (Raphaël), « Une histoire de l'édition à Lubumbashi à travers le vingtième siècle », dans *Lubumbashi : Cent ans d'histoire*. Textes rassemblés par Maurice Amuri Mpala-Lutebele. Paris : L'Harmattan, 2013.**

## **Annexe 2 - Le livre en Côte d'Ivoire : aperçu**

### **Aperçu historique**

#### ***Le CEDA***

Depuis l'indépendance du pays, l'édition en Côte d'Ivoire s'oriente beaucoup vers le manuel scolaire. L'État crée ainsi, en 1961, le Centre d'Édition et de Diffusion Africain (CEDA). Société d'économie mixte avec des partenaires français (Hatier, Didier, Mame), la première directive du CEDA est de fournir des manuels scolaires à la Côte d'Ivoire à travers la diffusion et la distribution des ouvrages de ses partenaires étrangers.

#### ***Du CEDA aux NEA***

En 1972, à l'initiative du président du Sénégal, Léopold Sédar Senghor, les Nouvelles Editions Africaines (NEA) sont créées à Dakar avec le soutien d'Armand Colin, Nathan, Présence Africaine, Le Seuil et Edicef. Tout d'abord concentrée sur son activité de distribution, la maison d'édition s'oriente ensuite vers la production du manuel scolaire grâce au monopole que l'État lui accorde en 1980 : il faut doter en un temps record le pays en manuels scolaires. En 1982, le CEDA ayant manifesté la volonté de participer à la production scolaire, l'État répartit les titres de la collection « École et Développement » entre les deux structures à qui il accorde l'exclusivité d'exploitation des manuels de primaire.

#### ***La privatisation du marché éditorial***

Les deux maisons développent à cette période une production dans d'autres secteurs comme la littérature de jeunesse et la littérature générale. La production annuelle des deux éditeurs est alors estimée à 7 millions de livres pour 100 à 150 nouveautés en littérature générale et scolaire. L'industrie du livre réalise à cette époque un chiffre d'affaire annuel de 12 à 15 milliards de FCFA. En 1988, les NEA donnent naissance au Bureau Ivoirien des Nouvelles Editions Africaines (BINEA). Dans le cadre du plan d'ajustement structurel, les deux maisons sont privatisées en 1992 le BINEA, en grandes difficultés, devient les Nouvelles Editions Ivoiriennes. L'État reste néanmoins actionnaire des NEI à hauteur de 20 %, l'actionnaire référent est Edicef (Hachette), avec 29 % des parts ; les autres actionnaires sont essentiellement des privés ivoiriens. Pour le CEDA, Hatier International possède 41 % des parts, l'État conserve 20 %, 31 % appartiennent à des actionnaires privés ivoiriens, et 9 % à Hurtubise HMH (Canada). En 1996, Hatier est racheté par Hachette, créant un monopole de fait du marché scolaire par un éditeur étranger, Edicef.

## ***La guerre et la fusion du CEDA et des NEI***

La séparation du pays en deux zones en 2002 et la fermeture du marché du Nord porte un coup à l'ensemble de l'économie du livre, particulièrement au CEDA dont une grosse part de l'activité consiste à distribuer la production du groupe Hachette. La guerre cause des difficultés financières aux deux entités, qui se rapprochent et fusionnent en 2003.

## **Situation du marché du livre**

### **L'édition**

#### ***Import-export et poids des éditeurs français sur le marché ivoirien***

La balance commerciale import-export reste encore à équilibrer vis-à-vis du rapport que les éditeurs ivoiriens entretiennent avec les éditeurs français. Les principaux éditeurs importateurs en RCI sont Hachette, Hatier, Magnard et Belin, surtout dans le domaine scolaire. La Côte d'Ivoire représente le quatrième marché d'exportation d'Afrique subsaharienne pour l'édition française, soit 3,7 millions d'euros en 2008 (selon les chiffres de la Centrale de l'Edition). A ceci s'ajoute une certaine marge dans les domaines de l'enseignement professionnel et de la littérature générale et enfantine. Comparativement, l'édition ivoirienne n'importe que quelques 42000 euros d'ouvrages vers la France la même année... L'espace francophone et la sous-région représentent pour leur part des marchés d'importation en développement pour les éditeurs ivoiriens.

#### ***Le tournant du XXI<sup>ème</sup> siècle et la diversification de l'édition ivoirienne***

Autour des années 2000, le nombre de maisons d'édition créées en Côte d'Ivoire augmente singulièrement, ce développement est perceptible au regard d'un accroissement significatif des publications et des genres éditoriaux. On peut ainsi concevoir le système éditorial ivoirien comme une industrie du livre au regard des 80 % de livres vendus dans le pays qui y sont conçus et fabriqués. Le pays présente un important marché scolaire et universitaire, mais aussi un marché pour la littérature, les livres d'érudition et les ouvrages techniques. Le marché du livre local en Côte d'Ivoire est aujourd'hui partagé entre une dizaine de structures d'importance économique variable, qu'il s'agisse du Centre d'Édition et de Diffusion Africaines (roman, jeunesse, scolaire préscolaire, contes), les Nouvelles Éditions Ivoiriennes (scolaire, littérature pour enfants et jeunesse, parascolaire, pédagogique, littérature générale), les Éditions Livre Sud (Edilis) : scolaire, littérature générale et enfants, préscolaire et parascolaire, les Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI) : livres scientifiques, scolaires et universitaires, livres jeunesse et littérature générale, les Éditions Eburnie (littérature générale, scolaire, littérature pour enfants et parascolaire), ou encore Aniss productions et Vallesse Éditions, spécialisés dans le livre de jeunesse, citons également les Presses des Universités de Côte d'Ivoire (PUCI), Les Classiques Ivoiriens et FratMat Éditions du Groupe Fraternité Matin.

### ***Genres éditoriaux***

Relativement à la demande, les genres à succès se retrouvent principalement dans la littérature générale avec les « romans d'âmes », les recueils de nouvelles, les essais politiques et les biographies. L'édition universitaire est l'un des maillons faibles du point de vue des interventions ou encore des subventions des ministères de tutelle. Toutefois, il faut relever que les Editions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI) et les Presses des universités de Côte d'Ivoire (PUCI) s'efforcent de publier des œuvres et revues universitaires à compte d'auteur, ainsi que des œuvres relevant de domaines plus généralistes.

### ***Sponsoring, mécénat et compte d'auteur***

Parce que les maisons d'édition n'ont pas suffisamment de moyens financiers, le financement des productions littéraires trouve un soutien occasionnel sous la forme du sponsoring (sponsors industriels tels que France Telecom), mais ce sont surtout le mécénat ou le compte d'auteur, voire le contrat d'édition « en participation » qui sont de plus en plus pratiqués pour permettre la publication d'ouvrages.

### ***Coût de fabrication du livre et conséquences directes***

La Côte d'Ivoire ayant ratifié les accords de Florence et leur protocole de Nairobi (1950, 1976), les intrants (papier et encre) sont détaxés. Cependant, le problème se pose au niveau du coût d'achat du papier, très élevé car exclusivement importé (la Côte d'Ivoire ne possède pas d'industrie de fabrication de papier), ainsi que sur la taxation des outils et machines d'impression. Ces différents coûts sont une part très importante dans le prix de fabrication du livre, qui, pour atteindre un seuil de rentabilité nécessaire, oblige les éditeurs à établir des prix en relatif décalage avec le pouvoir d'achat local.

### **Les rapports interprofessionnels**

De nombreuses difficultés persistent entre les différents acteurs en Côte d'Ivoire (rapports de confiance, problèmes de moyens financiers soutenant l'action des associations professionnelles), cette situation suscite une certaine opacité sur la question de l'économie et de la fiscalité du livre.

Cependant, les rapports interprofessionnels sont encouragés entre éditeurs, libraires et écrivains à travers leurs associations respectives, que ce soit l'Association des Editeurs Ivoiriens (ASSEDI), l'Association des Libraires de Côte d'Ivoire (ALCI) ou l'Association des Ecrivains de Côte d'Ivoire (AECI). Les trois associations ont ainsi mis en commun une plate forme d'échanges et de discussions afin de défendre leurs intérêts partagés et contribuer à la protection et à la promotion de leurs activités.

### **La distribution du livre en Côte d'Ivoire**

### ***Circulation du livre à l'intérieur du pays***

La circulation du livre en Côte d'Ivoire se fait essentiellement dans les grandes villes où se situent des librairies, entre les centres urbains, entre les centres et les périphéries la diffusion dépend surtout de la présence d'une librairie. Le livre ne circule pas, ou très peu, dans les zones rurales.

La distribution du livre assure un monopole à la structure d'Edipresse, filiale des NMPP (Hachette), qui distribue la presse nationale et la presse importée, ainsi que la librairie en gros, soit quelques 300000 exemplaires annuels.

### ***Les librairies***

Née de la fusion entre la structure SALIPACI et Librairie de France en 2002, Librairie de France Groupe constitue le plus important libraire du pays, avec près de 50 filiales à travers la Côte d'Ivoire. Il est également important de relever la présence d'un réseau très dense de librairies indépendantes telles que Arte Lettres (Abidjan), la Nouvelle librairie de Côte d'Ivoire (Bouaké), la librairie d'Ehania (Aboisso), la librairie Carrefour (Abidjan), la librairie Univers du Livre (Abidjan), la librairie du Plateau (Abidjan), la librairie Art et Culture (Abidjan) ou encore la librairie de Koumassi (Abidjan). Enfin, les Classiques Ivoiriens consacrent 90 % de leur activité à la distribution du livre, et 10 % à l'édition.

### ***La vente informelle***

Comme dans de nombreux autres pays africains, la librairie par terre représente une importante économie parallèle, on note par exemple d'importants marchés du livre l'occasion dans les quartiers d'Adjamé, du Plateau et de Treichville à Abidjan.

### **Politique du livre**

#### ***Soutien de l'État***

Le Ministère de la culture et de la Francophonie étant la tutelle du livre en Côte d'Ivoire, une Direction du Livre et de la Documentation a été créée par décret présidentiel en 2004 avec des missions claires et spécifiques. Mais le manque de moyens et la situation de crise que traverse le pays depuis lors ne permettent pas véritablement à cette structure de mener efficacement sa mission.

La question des manuels et des livres scolaires relève de la compétence du Ministère de l'Education Nationale. Grâce à une politique spécifique bien structurée des manuels scolaires en Côte d'Ivoire, à la faveur de la libéralisation du marché des manuels en 2002 et de l'avènement de la nouvelle collection de l'enseignement primaire « Ecole et Nation » en 2006, la passation des marchés s'effectue par voie d'appels d'offres nationaux ou internationaux, conformément au code des marchés publics.

### ***Programmes de coopération***

D'un point de vue global, il n'existe pas de programmes de coopération en faveur du livre. L'essor ou encore le développement de l'activité du livre relève essentiellement des actions gouvernementales et des initiatives privées des professionnels du secteur.

### ***Soutien institutionnel et associatif***

Les institutions et associations que sont L'OIF, l'AILF ou le CAFED sont très présentes auprès des professionnels ; on peut également citer d'autres associations telles Espace Afrique International (Suisse) ou La Maison de l'Afrique Mandingo (Montréal).

### **Certains enjeux de l'édition ivoirienne**

#### ***La coédition***

Si le Syndicat National de l'Édition ne relevait en 2007 ni cession ni acquisition de droits entre la France et la Côte d'Ivoire, la concurrence s'assainit et gagnerait à être encouragée dans le sens d'initiatives de coéditions qui favorisent un partage des charges (suivi pédagogique, prépresse, impression) et un allègement des coûts. C'est le cas de la collection « Terres solidaires », créée en 2007 par l'Alliance des Éditeurs Indépendants qui négocie les conditions de cession des droits d'ouvrages d'auteurs africains avec des éditeurs français comme Actes Sud.

La collection « enjeux planète » a ainsi permis la coédition panafricaine de l'ouvrage *Kaveena* de Boubacar Boris DIOP en 2009, coédition répartie entre éditeurs algériens, béninois, burkinabés, camerounais, congolais, maliens, marocains, rwandais, togolais, et enfin Ivoirien (Eburnie). On peut également noter l'édition de *Sozaboy* de Ken Saro-Wiwa en 2008, coédité entre les éditions Barzakh (Algérie), Ruisseaux d'Afrique (Bénin), Éburnie (Côte d'Ivoire) et les Presses universitaires d'Afrique (Cameroun). Les ouvrages sont vendus pour des très sommes bien plus abordables pour le lectorat local (de 1500 à 3000 FCFA : de 2,3 à 4,5 €).

#### ***La réduction des coûts d'impression***

La réduction des coûts s'opère aussi à travers des stratégies d'impression à l'étranger CEDA-NEI imprime certains de ses gros tirages au Liban, en Tunisie et l'Ile-Maurice pour les ouvrages de littérature enfantine au format quarto. CEDA-NEI, FratMat Editions et les Editions Eburnie, les principaux éditeurs de manuels scolaires, impriment également dans ces zones les titres qu'ils exploitent.

#### ***L'évènementiel***

Dans le cadre de la promotion de l'industrie du livre en Côte d'Ivoire, l'ASSEDI a, sous l'égide du Ministère de la Culture et de la Francophonie, institué le Salon International du Livre d'Abidjan (SILA) dont la quatrième édition date de 2004. Cet évènement représente une bonne opportunité pour les professionnels ivoiriens, sous-régionaux et occidentaux qui y participent. Des démarches et des

recherches de financement sont actuellement menées pour l'organisation du cinquième SILA en 2010, envisagé dans la période mai-juin 2010.

**Sources :**

MARILL (Stéphane), *L'édition en Côte d'Ivoire : étude du secteur scolaire soumis à appel d'offres*. Paris : ScoLibris, mars 2008.

SYLLA (Omar), *Le livre en Côte-d'Ivoire*. Paris : L'Harmattan, 2007.

**Questionnaire soumis à :**

Marie-Agathe AMOIKON FAUQUEMBERGUE pour les Editions Eburnie.

Anges-Félix NDAKPRI pour l'Association des Editeurs Ivoiriens et Frat Mat Editions.

Serge GRAH pour Vallesse Editions.

**Référence bibliographique : THIERRY (Raphaël), « Le livre en Côte d'Ivoire : aperçu » - note professionnelle rédigée pour le compte du Bureau International de l'Édition Française. Février 2010.**

## **Annexe 3 - Le livre à Madagascar : aperçu**

### **Situation du marché du livre**

#### **L'édition**

##### ***De l'offre et de la demande***

Le secteur du livre à Madagascar demeure un marché difficile, représentant un décalage flagrant de l'offre et de l'import par rapport à la demande : sur les 132 centres de lecture implantés dans les zones reculées, 85 % de livres en français sont importés de France, alors que le pays compte 83 % de lecteurs monolingues-malgache. Les importations françaises sont cependant en baisse depuis plusieurs années ; si, en 2003, ces dernières avoisinaient les 5 millions d'euros (troisième marché d'Afrique subsaharienne francophone à ce moment), l'import ne représente plus, en 2008, que 992 000 euros.

Les livres français tout en restant nécessaires, sont très chers sur place car leur acheminement est extrêmement coûteux. Le problème du don de livres est également souvent pointé du doigt, les dons ne correspondant pas au besoin réel du lectorat, créant un sentiment de gratuité du livre qui n'encourage pas l'économie locale.

Une véritable chaîne du livre existe cependant sur place : vingt cinq librairies, seize éditeurs, essentiellement situés à Antananarivo, 295 bibliothèques à travers le pays). La production locale doit faire face à de très nombreuses difficultés. Alors qu'en 1982 1549 titres étaient recensés, en 2007, l'édition malgache ne compte que 1400 titres dont 236 manuels scolaires, 33 livres parascolaires et 55 livres de littérature pour la jeunesse.

Face à une telle conjoncture, les éditeurs locaux doivent faire preuve d'une grande ténacité pour survivre et alimenter leurs catalogues en diversifiant leurs activités. Les éditeurs-libraires ne sont pas rares à Madagascar.

Le nombre de parutions locales parvient tout de même à couvrir l'essentiel des domaines : de la littérature générale au livre technique et scientifique, du préscolaire au scolaire, de la poésie à l'édition religieuse, sans oublier, bien sûr, la littérature de jeunesse, qui représente pour les éditeurs un des principaux marchés du pays (53 % de la population a moins de 19 ans et 82 % moins de 40 ans). Les éditions bilingue français-malgache et monolingue-malgache peinent encore à s'imposer commercialement.

Le défaut de soutien du Ministère de la Culture pour la promotion du livre malgache pose un réel problème vis-à-vis de la dépendance du secteur éducatif sur le fond des bailleurs traditionnels (banque



mondiale, FMI) qui favorisent dans les appels d'offres les grands groupes internationaux du scolaire en écartant les éditeurs locaux.

### ***L'impression et les coûts de fabrication du livre***

Sur les 130 titres édités chaque année, 90 % ne peuvent être réédités faute de moyens. Les éditeurs doivent faire face à la flambée des prix du papier surtout importé. Pour palier aux difficultés économiques, ces derniers ont recours à différentes stratégies telles que l'impression à l'Ile Maurice, intéressante en termes de coûts mais seulement à partir de tirages de 3000 exemplaires (à Madagascar, les premiers tirages se situent plutôt entre 500 et 1.000 exemplaires).

Prendre connaissance des problèmes, c'est aussi regarder leurs origines, notamment la politique mise en place de 1972 à 1986 par l'Etat : censure, surtaxation des intrants nécessaires à la fabrication du livre, inexistence du livre scolaire, ont eu pour conséquence une absence du livre dans l'éducation scolaire et les habitudes culturelles. De même, le relatif échec des politiques dites de « malgachisation » de l'enseignement dans la même période a créé une relative dévalorisation de ce qui s'écrit en malgache, dont le marché connaît aujourd'hui d'extrêmes difficultés à s'imposer.

### ***L'exportation du livre***

Le faible pouvoir d'achat à Madagascar contraint les éditeurs à chercher des marchés extérieurs. L'Association réunissant les professionnels du livre malgache : la Synergie Nationale des Auteurs, Editeurs et Libraires (SYNAEL), tente de faire connaître les livres édités à Madagascar en France, notamment à la Diaspora malgache. Les 30 000 malgaches résidant en France constituent un important marché potentiel. Dans ce sens, le salon du livre et de la presse de jeunesse de Montreuil représente une opportunité considérable pour les éditeurs. En 2007, sept éditeurs malgaches y étaient notamment présents.

### ***La distribution et le difficile dialogue avec les éditeurs français***

La TMV, seul grossiste généraliste de Madagascar (et agence des NMPP), a récemment cessé ses activités d'importation. La fermeture de la société, qui fournissait la majeure partie des librairies de Madagascar, est un coup porté à l'économie du livre. Avec la fermeture des comptes chez les éditeurs français, les difficultés de l'édition locale, le coût des livres importés et les dévaluations successives du franc malgache, l'activité du libraire se trouve ébranlée. Côté français, la fermeture de la TMV n'a pas de réelle incidence sur le chiffre d'affaires des éditeurs, tant le marché est mince pour ces derniers (le chiffre d'affaire annuel de Hachette y est estimé à quelques 60 000 euros, par exemple). Pour le moment, Hachette continue à fournir la SOFIP, opérateur privé qui approvisionne les établissements scolaires français à Madagascar.

### ***Les éditeurs malgaches***

Principalement implantés dans la capitale du pays, les éditeurs, en diversifiant leurs activités s'efforcent de maintenir une production exhaustive pour couvrir tous les secteurs du marché et

répondre à la demande locale. Un exemple notable est la Société Presse Édition & Diffusion (PREDIFF), qui centre ses activités principales sur la vente de périodiques étrangers par abonnement, la gestion de communication internationale, la librairie, la carterie et l'édition de livres pour la jeunesse à travers les éditions Jeunes Malgaches qui publient contes et livres pour la jeunesse bilingues, ainsi que des ouvrages préscolaires bilingues. Des ouvrages techniques et religieux émergent à Madagascar, souvent en malgache, à travers des maisons d'éditions confessionnelles comme Pelamialy Felandefona, ou encore Edisiona Masindahy Paoly (Md Paoly) ou la maison Trano Printy Fiangonana Loterana Malagasy (TPFLM), qui fêtait récemment les 130 ans de la création de son imprimerie. Ces maisons publient aussi des livres pour les enfants (TPFLM compte plusieurs livres de coloriage à son catalogue).

Il est important de mentionner les éditions de la Librairie Mixte dont le catalogue se constitue de contes bilingues et de poésie, les Editions Saint Paul, les Editions le Lauréat, Tsipika (qui ont publié l'ouvrage *Presque songesen* coédition avec l'éditeur français Sepia), la société Océan Editions publie des essais politiques, le Centre d'Information Technique et Economique (CITE) publiant des essais, l'éditeur Sedico spécialisé dans le scolaire, enfin, les éditions Créations Jurid'ika et Foi et Justice qui mettent à la portée du grand public des textes et essais juridiques et politiques.

### ***Les rapports interprofessionnels***

L'association Synergie Nationale des Auteurs, Editeurs et des Libraires (SYNAEL) a été créée en 2003, avec pour objectifs de redynamiser le secteur et de favoriser une politique générale du livre auprès des instances ministérielles. L'association, qui fédère 12 membres (2 auteurs, 6 éditeurs-libraires et 3 éditeurs), participe à différentes expositions à travers le pays pour la promotion du livre et de la lecture. En 2007, le Synael a édité un annuaire des professionnels du livre sur l'île.

Le Synael s'efforce de maintenir un dialogue avec les associations d'auteurs malgaches, ces derniers qui publient souvent des ouvrages à leur propre compte, livres qui restent en général des premières éditions, et qui ne sont soumises à aucune législation, dépôt légal ou droit d'auteurs. A terme, un des enjeux majeurs de l'association est de permettre un enrichissement de l'édition locale, très en demande d'écrivains "du terroir", particulièrement dans les secteurs du conte, de la jeunesse et de la nouvelle.

### **La distribution du livre à Madagascar**

#### ***L'importation du livre***

La lourdeur des formalités douanières pousse les libraires à fractionner leur approvisionnement en commandes répétées, les exposant au risque de rupture de stock. Alors que les libraires se fournissaient, jusqu'il y a peu, essentiellement par transport maritime, certains libraires utilisent aujourd'hui le transport aérien (pourtant très onéreux) pour répondre à certains événements (semaine de la Francophonie...). Du côté de l'achat, l'impossibilité de retours des invendus des ouvrages à

l'office incite le libraire à une extrême prudence vis à vis de ses sélections. Du côté de la vente, il faut sans cesse multiplier les actions de promotion auprès du public local.

### ***Les rapports interprofessionnels***

13 libraires malgaches sont aujourd'hui réunis au sein de l'Association des Libraires Malgaches (ALM). Un certain nombre de libraires adhèrent également à l'Association Internationale des Libraires Francophones. L'ALM a été créé en 2003, la même année que le SYNAEL avec qui elle travaille en partenariat (cinq des éditeurs-libraires du SYNAEL sont aussi membres de l'ALM). L'Association a pour objectifs de regrouper les librairies, d'œuvrer à la vente et la promotion du livre, de développer des liens d'échanges réciproques, de défendre le métier de libraire, d'assurer un contact permanent avec les services culturels français et les ministères, tout en assurant un mailing auprès des institutions pour faire connaître l'association et ses membres. Enfin, l'association est un relais logistique pour les formations organisée par l'AILF et le BIEF. L'association travaille actuellement à préparer le Sommet de la Francophonie en 2010.

### **Les librairies**

A l'exception de quelques structures comme la librairie Fakra située à Tamatave, la majorité des libraires malgaches sont implantés dans la capitale. Une première catégorie partage ses activités de vente avec une activité d'édition comme la Librairie Mixte, le Centre Malgache de Promotion du Livre, la librairie PREDIFF, ou La librairie Tshipika, la seconde catégorie réunit les librairies plus traditionnelles comme la librairie « Il était une fois », la librairie « Espace Loisir », la librairie de Madagascar ou la librairie « Lecture Loisir ». La plupart des librairies exercent aussi une activité de papèterie.

### **Politique du livre**

#### ***Action de l'État***

Une politique nationale du livre initiée en octobre 2008 est actuellement suspendue, liée à la sortie de crise politique. La future politique nationale du livre pourra alors reprendre le travail amorcé en faveur des éditeurs locaux et souhaitant diffuser leurs ouvrages auprès des centres documentaires (CLAC, CLIC, CLEF, Bibliothèques communales...). En parallèle, l'Etat malgache devra valider la politique linguistique pour éclaircir la place de la langue malgache vis à vis des deux autres langues officielles que sont l'anglais et le français. La présence institutionnelle de la Francophonie n'offre pour le moment que peu de champ à un soutien des actions culturelles en faveur du livre en malgache.

#### ***Les institutions, la coopération culturelle et l'action associative***

L'action de la Francophonie, du SCAC, mais aussi de certaines associations comme Trait d'union, travaillent à réduire l'écart culturel entre zones rurales et zones urbaines, cependant, en renforçant la présence de la langue française en milieu rural, essentiellement malgachophone (avec un apport de 80 % d'ouvrages en français), leurs politiques respectives ne semblent pas s'adapter concrètement aux réalités socio-culturelles.

## **Certains enjeux du livre malgache**

### ***Coéditions et cessions de droits***

Le débat lié à la réédition et au rachat des droits demeure un des enjeux prégnant de l'édition malgache. En cherchant à racheter les droits de certaines œuvres d'auteurs malgaches publiés en France pour les traduire dans la langue nationale, les éditeurs entendent enrichir l'offre éditoriale et valoriser les productions locales.

Deux éditeurs sont actuellement membres de l'Alliance Internationale des Editeurs Indépendants, Tsipika et Jeunes Malgaches, mais n'ont, pour le moment, participé à aucune coédition.

### ***Projets éditoriaux***

Certains enjeux sont liés au développement d'une édition de livres bilingues malgo/français, ce qui pourrait réduire progressivement le clivage lié à la dépréciation dont les ouvrages malgaches font l'objet depuis l'échec de la politique scolaire menées dans les années 1970.

Le dialogue entre éditeurs locaux et éditeurs français n'a pour le moment pas encore été soutenu, ouvrant pourtant des perspectives intéressantes vis à vis d'une édition d'ouvrages édités en France à des formats différents, sur des supports moins coûteux et accroissant le marché. L'édition la plus réaliste se ferait alors à travers l'édition locale et à moindre coûts.

Des marchés très intéressants peuvent ainsi se développer pour les éditeurs locaux à travers l'édition jeunesse, comme tentent de le faire les éditions Jeunes Malgaches à travers un projet de collection de nouvelles pour adolescents. Par une édition en langue française dans un premier temps, la maison d'édition espère alors trouver un écho favorable en se projetant vers un marché conséquent et immédiat.

Le marché du livre scolaire constitue un des principaux enjeux pour les opérateurs locaux. Le projet initié il y a peu par le ministère de l'Education Nationale malgache souhaite ainsi susciter un renouvellement des manuels scolaires de la 1ère à la 6ème primaire, opéré sur trois années. Ce marché public, financé par la Banque Mondiale, a fait l'objet d'une concertation interprofessionnelle en 2008. Les éditeurs devront créer les manuels scolaires du CP à la 6ème, dernière année du primaire. Les espoirs se portent sur l'association des éditeurs locaux et les éditeurs étrangers du scolaire pour une adaptation de méthodes au malgache, les imprimeurs proposant pour leur part de travailler ensemble pour assumer des tirages très importants (800 000 livres à éditer la première année puis 3 autres phases successives 1 500 000, 4 000 000 puis 15 000 000 d'ouvrage). Néanmoins et pour le moment, la première tranche du projet (classes de 1ère et 6ème primaire) vient d'être menée à bien par un éditeur... québécois, sans partenariat avec un éditeur local, pour des manuels imprimés à Singapour.

### ***Un projet mobilisateur***

Le projet Bokiko, initié en 2006 par l'association Hetsika Diaspore en France, constitue une très intéressante réflexion menée entre la Direction Générale des Centres Malgaches pour le Développement

de la Lecture Publique et l'Animation Culturelle du Ministère de la Culture et du Tourisme (CEMDLAC), le PREDIFF et l'association Hetsika Diaspora France (HDF) sur les problèmes inhérents au livre et son impact sur l'éducation à Madagascar. Cette réflexion est à l'origine d'un projet de création et d'édition d'un livre d'enfant en bilingue français-malgache, premier ouvrage d'une collection pour enfants. L'édition se fait à Madagascar, avec des auteurs et des illustrateurs malgaches et un éditeur malgache partenaire du projet. L'éditeur Tsipika a récemment publié un ouvrage dans le cadre du projet.

### **Sources :**

#### **Questionnaires soumis à :**

Marie-Michèle Razafintsalama pour les éditions « Jeunes Malgaches ».

Céline Morize pour la librairie « Il était une fois ».

#### **Bibliographie :**

« L'Océan Indien et le livre de jeunesse », *Takam Tikou*, n°14. Paris : La joie par les livres, 2007.

CORBOU (Fabien), « libraire à Madagascar : rigueur et imagination pour “révéler ou réveiller l'utilité des livres” ». BIEF : <http://www.bief.org/Publication-2776-Portrait-et-entretien-de-professionnels/etre-libraire-dans-un-pays-francophone-Portraits-de-3-libraires.html> [site consulté en juillet 2013].

DEBBIAGE (Agnès), « Quel avenir pour la librairie à Madagascar ? » : [http://www.librairesfrancophones.org/rubrique.php3?id\\_rubrique=80](http://www.librairesfrancophones.org/rubrique.php3?id_rubrique=80) [site consulté en juillet 2013].

BOURDONCLE (Laure), « Madagascar : libraires sinistrés », *Livres Hebdo*, 31 janvier 2005.

Haisoratra : <http://www.haisoratra.org> [site consulté en janvier 2013].

Projet Bokiko : <http://echoscapricorne.perso.neuf.fr/french/echos-bokiko.html> [site consulté en juillet 2013].

**Référence bibliographique : THIERRY (Raphaël), « Le livre à Madagascar : aperçu » - note professionnelle rédigée pour le compte du Bureau International de l'Édition Française. Février 2010.**

## **Annexe 4 - Le livre au Sénégal : aperçu**

### **Aperçu historique**

#### ***L'imprimerie et la tutelle française***

L'histoire du livre au Sénégal commence dès les premières activités menées par l'imprimerie Saint Paul en 1848, puis, l'introduction du livre de langue française en 1903, sous la tutelle coloniale, amorce un essor. Cet essor est suivi jusqu'en 1960, avec l'implantation de bibliothèques, d'une dizaine de librairies et d'imprimeries. Durant la période coloniale, la métropole fournit le Sénégal en livres et en manuels scolaires, alors que les imprimeries sénégalaises se spécialisent dans la production de journaux, de revues, de périodiques et de fascicules. Il faut attendre l'indépendance et l'année 1972 pour que le pays développe une production locale de livres scolaires, pour soutenir les programmes d'alphabétisation de masse. Entre 1960 et 1980, l'Etat commande d'importantes quantités de manuels scolaires en France (80 % des importations en livres), permettant ainsi à des éditeurs français spécialisés d'être en situation de quasi-monopole (Imprimerie Strasbourgeoise (ISTRA), Hachette, Nathan, Bordas, Hatier Ecole Paris, Vuibert et Magnard).

#### ***Des NEA aux NEAS***

La création des Nouvelles Editions Africaines (NEA) en 1972 participe à une démarche d'intégration de l'édition sénégalaise sur le plan sous-régional, et de partenariat avec d'autres éditeurs sur le plan international. Les NEA accèdent, entre 1978 et 1980, à de nombreux prix littéraires panafricains et internationaux, alors que l'essor de l'édition privée sénégalaise (Editions Sankoré, Trois fleuves, Muntu, Xamle, Filgor, Florilège) impose une production locale de plus en plus diversifiée. Victimes de nombreuses difficultés économiques, les NEA éclatent en 1988 au profit de la création des NEA Sénégal (NEAS), des NEA Togo et des Nouvelles Editions Ivoiriennes (NEI). Recomposées en 1989 autour de l'Etat sénégalais (20 % du capital), d'EDICEF, de Nathan, et de Présence Africaine, les NEAS ont pour mission de produire des manuels scolaires pour les besoins de l'Etat, de promouvoir la littérature générale, et de permettre au pays de maîtriser la production nationale de livres. Soutenues par l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT), l'UNESCO, l'Université Cheikh Anta Diop, le Ministère de l'éducation nationale, la structure s'assure un certain leadership en se voyant confiée la moitié des commandes sénégalaises en livres, pour un chiffre d'affaire annuel de près de 300 millions de F CFA.

#### ***Les années 1990 du public au privé***

Les années 1990 voient la structure s'enfoncer progressivement dans une crise financière. En 1999, Vivendi investit dans la maison pour aider à son redressement et à son développement. En dépit

du relatif monopole français et depuis la fin d'activité éditoriale de l'INEADE (structure d'Etat chargée des programmes scolaires, dont la partie éditoriale produira 31 ouvrages entre 1987 et 2000 grâce à un système de ventes subventionnées), le marché scolaire s'affirme, depuis les années 2000, comme un enjeu central pour toutes les maisons d'édition sénégalaises, à travers la politique d'encouragement à la privatisation de l'édition scolaire locale. Depuis 2000, L'INEADE organise la compétition entre les 17 maisons d'édition sénégalaises concernées, en décidant de l'attribution des marchés.

## **Situation du livre**

### **L'édition**

#### ***Les difficultés de l'édition sénégalaise***

Malgré une diversification dans de nombreux genres, l'édition au Sénégal a de grande difficulté à faire face à la pression des maisons occidentales. Très peu d'éditeurs parviennent à être présents aux grands rendez-vous et foires du livre de par le monde. Que se soient les difficultés liées au pouvoir d'achat local ou la très faible culture d'achat de livres « non-prescrits », l'édition locale cherche une stabilité dans des secteurs plus « solides » tels que le scolaire. Néanmoins, la France reste le premier fournisseur du Sénégal : ses importations de livres scolaires, techniques et scientifiques s'élevaient ainsi en 2001 à 3,6 milliards de FCFA (environ 5,5 millions d'euros). De l'autre côté, les éditeurs sénégalais cèdent régulièrement leurs droits aux maisons françaises, sans tirer de plus grands bénéfices que l'élargissement du marché qui résulte de la cession. La question de la promotion et de la diffusion des œuvres sénégalaises est au centre de nombreux débats. Les ambitions panafricaines ont, en effet, souvent suscité de grandes déceptions. Dans ce sens, l'action des institutions francophones reste à développer pour encourager la promotion et la diffusion du livre Nord- Sud et Sud-Sud.

Le métier d'éditeur au Sénégal est bien plus une affaire de personnes que de grands groupes. Ceci constitue sa richesse et sa faiblesse. En effet, la pluralité de l'édition constitue une garantie de survie, particulièrement pour une littérature ne représentant qu'une faible part vis à vis du marché global. Cependant, le fonctionnement des maisons d'édition repose le plus souvent sur une seule personne plutôt qu'une équipe. La taille des entreprises est une des principales causes, au sein desquelles une seule personne peut assumer des tâches allant de la fabrication à la livraison des livres, de l'administration à la vente. Cela pose le problème de la pérennité de l'édition dans la durée. Les problèmes de financement auxquels sont sans cesse confrontées les structures éditoriales sénégalaises freinent considérablement le développement du secteur. La non-résolution de ces problèmes a pour conséquence le maintien de micro-structures produisant en faibles quantités (les bons tirages sont autour de 1000 exemplaires).

Au niveau « strictement local », une nécessité de dialogue entre les professions se fait sentir. Lorsque de nombreux auteurs s'auto-éditent, par exemple, ceci crée un relatif flou autour de l'acte de publier et l'acte d'éditer, discréditant le travail des éditeurs de la place. L'Association des Ecrivains

Sénégalais (AES) travaille actuellement à se rapprocher des professionnels du livre autour des forums créés par des événements comme le Fildak, afin d'améliorer les rapports interprofessionnels.

### ***Circulation du livre***

Pour palier aux difficultés de diffusion locale, certaines structures d'édition assurent leur propre diffusion, notamment dans le secteur scientifique (CODESRIA, ENDA, IFAN). L'exemple des éditions Khoudia est remarquable, ces dernières ont monté leur propre réseau par la diffusion de leur catalogue au niveau national et international, ainsi que la création d'une librairie. Khoudia pratiquent aussi une politique de ventes par dépôts dans les autres librairies sénégalaises. De même, les NEAS disposent dans leurs locaux d'un magasin. Les EENAS, EDJA et Xamal tentent, pour leur part, de palier aux insuffisances du réseau de distribution sénégalais par la vente directe et la vente par dépôts. Au Sénégal, la culture connaît de grandes difficultés à la décentralisation, on parle alors plus de villes épicrocentres pour le livre (Dakar, Saint Louis, Thiès), bien que l'essentiel des réalités du livre restent implantées à Dakar.

### ***Les éditeurs***

Si les Editions des Ecoles Nouvelles Africaines du Sénégal (EENAS) s'affirment aujourd'hui comme les principales concurrentes des NEAS sur le marché scolaire, les années 90 ont vu l'apparition de nouvelles structures : les Editions Feu de brousse (poésie, littérature générale, ouvrages scolaires et didactiques), Maguilen (théâtre, poésie), Khoudia (littérature de jeunesse, poésie et universitaire), Falia Productions Enfance (jeunesse), auxquelles il faut ajouter les éditions Papyrus, le Nègre international, Xamal, Enda, BLD, Clairafrique, CAEC, ASE, Khadimal Moustapha, CAPEF, EDJA.

### ***La distribution du livre au Sénégal***

L'édition sénégalaise ne bénéficie pas sur le territoire national de conditions de circulation, de diffusion et de distribution favorables. La concentration des infrastructures à Dakar et la quasi-absence de tout circuit de distribution dans les zones rurales rendent l'accès au livre difficile à travers le Sénégal. Le livre français tient une place essentielle dans les fonds des librairies sénégalaises et représente près de 90 % du chiffre d'affaires, les ouvrages en langues nationales ne représentent que rarement plus de 1 % (et il est intéressant de rappeler qu'au Sénégal 80 % de la population parle Wolof, contre seulement 20 % qui est francophone).

### ***Import-export***

La distribution du livre au plan international est extrêmement réduite, et le très haut coût des envois postaux décourage les initiatives. Les difficultés liées aux crédits, l'importance des taxes douanières (le Sénégal n'a jamais ratifié les Accords de Florence et leur Protocole de Nairobi) posent de réels problèmes à l'import. Le livre s'exporte très peu, et seulement à travers des opérateurs isolés comme l'Alliance des Editeurs Indépendants, la librairie en ligne Soumbala ou encore Meabooks pour



les centres documentaires : les éditeurs doivent trouver leurs propres solutions. De telles contraintes se répercutent invariablement sur le coût du livre, même s'il faut souligner qu'un pas en avant a été réalisé en 2002 avec la suppression totale de la TVA sur les livres (alors que tous les autres produits sont taxés à 18%).

### ***Distribution***

L'Agence de Distribution de Presse (ADP) ne diffuse que très peu d'ouvrage, concentrant l'essentiel de ses activités sur la Presse. Cette filiale du groupe NMPP, présente au Sénégal depuis 1941, A Dakar, détient près de 75 % du réseau de distribution de la presse. Au niveau national, la société approvisionne la plupart des structures de distribution : la librairie Claire Afrique, les Quatre vents, la chaîne de grands magasins Score, les stations services, les kiosques ADP, sans oublier le réseau informel (soit les librairies par terre).

### ***Les librairies***

Les librairies principales sont situées à Dakar avec Les librairies Clairafrique et Quatre vents qui détiennent environ 1/3 du marché national, la librairie Athéna possède également une importance significative sur le marché (autour de 10 % à Dakar), sans oublier la Librairie de l'Atlantique aussi à Dakar. Hors de la capitale, la ville de Thiès est un pôle important, Clairafrique y possède une filiale, et l'on y trouve la librairie Panoa et la librairie Daliel Brothier. A Saint Louis les librairies Hachem, Nord Africa et Wakhatilène sont solidement implantées, et, enfin, la librairie Diocésaine et la librairie Sud Africa se situent à Ziguinchor,

### **Politique du livre**

#### ***L'État sénégalais***

Le gouvernement a très tôt mis en place un certain nombre de structures et un cadre législatif destiné à favoriser et à encadrer le développement d'une industrie nationale du livre. En 1972, est créé un Conseil Supérieur du Livre, mais la structure semble depuis avoir déçu par rapport aux espoirs qu'elle suscitait.

Un fonds Spécial d'aide à l'édition a été annoncé à travers la circulaire ministérielle n°000 997 du 6 Juillet 2009, dont les objectifs sont d'appuyer la publication, la traduction, la réimpression et la promotion d'ouvrages (romans, nouvelles, pièces de théâtre, recueils de poésie, essais, documents, littérature de jeunesse...), écrits en français, en langues nationales ou en arabe, de renforcer et améliorer, par l'équipement et la formation, les capacités d'intervention des écrivains et des opérateurs professionnels du secteur du livre et de la lecture, soutenir les initiatives et actions de promotion du livre et de la lecture, contribuer à la préservation et à la valorisation du patrimoine écrit du Sénégal, faire connaître la création littéraire et la production éditoriale du Sénégal dans les foires, salons et rencontres internationales du livre. Ce fond devrait être doté d'un budget initial de 500 millions de FCFA.

## **Projets de coopération**

Dans le cadre de sa politique de coopération, la France a mis en place en 2001 un projet d'appui à la lecture publique, à la diffusion et à l'édition jeunesse au Sénégal. Doté d'un budget de 610 000 €, ce projet a eu pour objectif de dynamiser l'ensemble de la chaîne du livre par des appuis stratégiques : réorganiser le réseau de lecture publique, rationaliser le développement des bibliothèques, gérées par la société civile, soutenir l'édition sénégalaise de livres de jeunesse (actions de formation).

Pour sa part, l'Unesco, dans le cadre de « l'Alliance globale pour la diversité culturelle », à travers son bureau régional de Dakar (BREDA), entend soutenir une législation sur le livre au Sénégal. Mettant l'accent sur la coopération Sud-Sud. Le projet vise à soutenir la mise en place d'une politique nationale du livre, en portant une attention particulière à l'édition en langues locales.

## **Certains enjeux de l'édition sénégalaise**

### ***La coédition***

La coédition et la coproduction présentent un certain nombre d'avantages pour les éditeurs sénégalais, en assurant un élargissement des marchés aux structures partenaires. Elle assure de meilleures assises financières en limitant la prise de risques, et permet une baisse des prix de revient unitaire (par le partage des frais éditoriaux et de fabrication), très utile dans des domaines potentiellement porteurs, mais cependant coûteux (livres scolaires, littérature pour enfants). Au niveau international, les coéditions peuvent être encouragées à travers des opérateurs comme l'Alliance Internationale des Editeurs Indépendants. L'Alliance a notamment permis aux éditions Khoudia (seules, puis en partenariat avec CAEC) de participer aux coéditions panafricaines au sein des collections Terres Solidaires (pour l'ouvrage *De l'autre côté du regard* de Ken Bugul) et Terres d'Écritures (pour l'ouvrage *Une aiguille nue* de Nurunddin Farah). En 2008, et en 2009, les éditions Papyrus ont participé à la coédition de la version panafricaine du *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, cette même année les éditions BLD ont également coédité, grâce à l'Alliance, l'ouvrage *Maman* de Béatrice Lalinon Gbado.

### ***L'évènementiel***

Dans l'idéal d'un cadre de concertation permanent entre les différents professionnels du livre, la Foire Internationale du Livre et du Matériel Didactique de Dakar (FILDAK) dont la douzième édition se tenait du 2 au 7 décembre 2009 (la première édition remonte à 1985) est un rendez-vous immanquable du livre sénégalais. L'évènement souhaite impliquer aussi bien les écrivains que les professionnels du livre et des matériels didactiques. Sous le patronage du ministère de la Culture et du Patrimoine historique classé, le FILDAK a ainsi établi un partenariat avec l'Association des Écrivains du Sénégal (AES). Ce partenariat sera bientôt formalisé par la signature d'un protocole entre l'AES et le Conseil régional de Dakar.

## Sources :

### Questionnaire soumis à :

Lina Husseini pour la librairie Athéna.

### Bibliographie :

Ramatoulaye Fofana, *L'édition au Sénégal : bilan et perspectives de développement*. ENSSIB, Mémoire d'études, 2003.

Isabelle Bourgueil, « Politiques du livre en instance, les éditeurs et la lecture en souffrance », *Africultures*, n°57, 2003.

APS, « Sénégal: Le directeur de Papyrus Afrique invite l'Etat à "mettre de l'ordre" dans le secteur de l'édition », *Agence de Presse Sénégalaise*, 15 Décembre 2009.

Amadou Lamine Sall, « Liberté de presse au Sénégal ? Regardez devant les ...tribunaux. Si la Francophonie n'était pas aujourd'hui une catastrophe... », *L'Aurore*, mardi 24 juillet 2007.

*Appui à la lecture publique, à la diffusion et à l'édition jeunesse au Sénégal*. France Diplomatie/Ministère des Affaires étrangères et européennes :

[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france\\_830/livre-ecrit\\_1036/](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/livre-ecrit_1036/) [site consulté en juillet 2013].

« L'édition de livres se porte mal en Afrique selon un écrivain sénégalais », *Afrique Avenir*, 10 novembre 2009.

Elie-Charles Moreau, « L'édition comme elle va au Sénégal », *Le Messager*,

Mbagnick Ngom, « Lundi 7 Décembre 2009, Journée de l'écrivain africain : Amadou Moustapha Wade immortalisé à Keur Birago », *L'Aurore*, 7 novembre 2009.

**Référence bibliographique : THIERRY (Raphaël), « Le livre au Sénégal : aperçu » - note professionnelle rédigée pour le compte du Bureau International de l'Édition Française. Février 2010.**

## **Annexe 5 - Table ronde « Le rôle de l'écrivain dans nos sociétés », Observatoire de la diversité culturelle, Les Lilas, 4 mai 2012**

*Laureus Gangoueus (modération), Yahia Belaskri, Bernard Magnier, Jean-Luc Raharimanana, Thibaud Willette, Emmanuel Leroueil*

**Thibaud Willette (directeur de l'ODC) :** L'Observatoire de la Diversité Culturelle est ancré en Seine-Saint-Denis depuis plusieurs années. Ce département est pour nous une place importante de métissage, de rencontres et une terre d'immigration. L'observatoire a pour vocation de réfléchir et d'agir autour de la diversité culturelle. Nous avons l'habitude d'y organiser des rencontres dans le but de faire découvrir des régions, des pays et pour montrer la diversité des cultures, qui permet des enrichissements et des ouvertures individuelles. Cet enrichissement est constitutif de toute civilisation, la civilisation étant, par nature, ouverte au dépassement des frontières. Toute civilisation se construit réellement dans l'ouverture, dans les rencontres et dans le respect des minorités.

Ce soir, nous mettons à l'honneur des écrivains francophones. Ce qui démontre bien en quoi la culture francophone est lumineuse, humaniste et, finalement, républicaine quand elle dépasse les frontières. La variété, la diversité des écrivains et des voyages, des trajectoires, des origines et des découvertes, permettent l'enrichissement de la culture francophone. C'est cette expression-là que nous souhaitons vous livrer ce soir en tant qu'Observatoire de la Diversité Culturelle.

**Emmanuel Leroueil (directeur de publication à TerangaWeb) :** Je remercie l'Observatoire de la Diversité Culturelle, avec qui nous organisons cette rencontre aujourd'hui. Pour présenter rapidement l'association TerangaWeb, c'est un groupe de réflexion qui a été fondé il y a à peu près deux ans, et qui réunit des étudiants et des professionnels de différents pays africains.

Le but que nous nous sommes fixé est de réfléchir pour comprendre un peu les enjeux qui se posent aujourd'hui à l'Afrique, à travers différents prismes, que ce soit de manière politique, économique ou culturelle. C'est donc un enjeu important pour nous de se demander quelle est l'Afrique d'aujourd'hui, quels sont les défis qui se posent à elle et, surtout, comment elle peut les relever en mobilisant ses propres ressources.

Nous avons ce soir l'honneur d'accueillir trois invités de marque. Nous aurons l'occasion de les écouter nous expliquer dans quel contexte ils s'impliquent en tant qu'écrivains et éditeur. Ce sont trois personnes qui comptent et nous souhaitons profiter avec vous de leurs réflexions sur "le rôle de l'écrivain dans nos sociétés aujourd'hui".

**Lareus Gangoueus (responsable de la rubrique culture de TerangaWeb) :** Bonsoir à tous et merci à l'Observatoire de la Diversité Culturelle de nous accompagner dans cette rencontre. Nous recevons aujourd'hui deux auteurs aux multiples casquettes, et un éditeur. Avant d'aborder le thème de la soirée, je vais tout de suite commencer la présentation des trois intervenants. Nous aurons un échange sur la question "quelle place et quel rôle de l'écrivain dans nos sociétés" ? Ensuite, nous allons rentrer dans le

cœur du sujet avec les regards croisés des auteurs et la vision - avec plus de recul - de Bernard Magnier, en tant qu'éditeur et responsable de la collection "Lettres africaine" chez Actes Sud.

Quelques mots de présentation : Bernard Magnier a été journaliste à Radio France Internationale. Il est responsable de la collection "Lettres africaine" depuis son lancement et depuis pratiquement vingt ans. Il a édité de nombreux auteurs francophones, tout en permettant aussi la traduction de nombreux écrivains anglophones. Dans le catalogue des "Lettres africaines" on trouve notamment Jamal Mahjoub, André Brink, Emmanuel Dongala, Wilfried N'Sondé, Véronique Tadjo, Nimrod...

Jean-Luc Raharimanana est un auteur malgache dont la bibliographie commence à être très conséquente. Il a été amené à quitter Madagascar à l'âge de 22 ans. Depuis, il a publié plusieurs romans : en 2001, Nour, 1947 (aux éditions du Serpent à Plumes) ; Za aux éditions Philippe Rey, en 2008. Il a aussi publié des récits comme L'arbre anthropophage aux éditions Joëlle Losfeld (2004), et Tsiaron'ny nofo, tononkalo aux éditions K'A (2008), un recueil de poèmes en malgache dont nous aurons peut-être l'occasion de discuter à nouveau ce soir. Je n'oublierai pas non plus ce magnifique objet littéraire que constitue Les cauchemars du gecko (2011), ainsi que des ouvrages comme Portraits d'insurgés, Madagascar 1947 (2011), tout ceci édité aux éditions Vents d'ailleurs. Jean-Luc Raharimanana est aussi l'auteur de nombreuses pièces de théâtre, parmi lesquelles Le prophète et le président (éditions Ndzé, 2008).

Yahia Belaskri est un auteur algérien. Il a publié 6 œuvres dont 3 romans. Le dernier roman est paru il y a seulement un mois : Une longue nuit d'absence, aux éditions Vents d'ailleurs ; c'est un texte sur la guerre d'Algérie. Vous avez aussi édité le roman Si tu cherches la pluie elle vient d'en haut qui a obtenu le "Prix Ouest-France Étonnant voyageurs". Je n'oublie pas non plus d'autres textes comme Algéries 50, toujours aux éditions Vents d'ailleurs.

Je tiens à souligner que nous sommes ce soir en face d'auteurs qui ont écrit des textes forts, des textes très engagés, et engageant. Mais nous sommes aussi en face de passionnés de la langue française.

**Je vais donc aborder notre sujet en demandant à nos invités ce que représente, pour eux, ce fameux "nos sociétés" dans le travail de l'écrivain. Durant les nombreux débats que nous avons eus pour la préparation de cette rencontre, nous nous sommes notamment demandés si nous devons parler d'un "espace francophone", d'un "espace africain"... Nous avons finalement préféré laisser une ouverture pour que les deux écrivains puissent, eux-mêmes, définir le public auquel ils s'adressent : est-ce vous-même ? ou bien est-ce que votre terre d'origine ?**

**Yahia Belaskri :** Bonsoir et merci. Il me semble qu'un écrivain, lorsqu'il est face à sa feuille ou devant son ordinateur, n'écrit pas pour un acteur précis, il écrit pour lui-même. C'est un exercice personnel, solitaire, difficile, complexe. C'est du moins cela au départ. Maintenant, quand le livre devient objet, qu'il se retrouve en librairie, que les lectrices et les lecteurs s'en emparent, cela devient tout autre chose. À ce moment-là il n'appartient plus à l'écrivain, il appartient au lecteur. Pour ma part, au fur et à mesure du temps, mes textes, mes lecteurs, mes lectrices sont là, en France. "Nos sociétés", c'est la

société française. Mes textes sont sortis en Algérie - à chaque fois un an plus tard - mais j'y ai très peu de lecteurs. Premièrement, parce que je n'écris pas en arabe : ce sont des textes dont les droits ont été achetés ici, ils sortent en français pour un public francophone et algérien francophone. Ce public est très restreint. Il faut savoir qu'en Algérie, quand on parle de "best-seller", cela représente quelque cinq mille exemplaires. Il faut garder une idée de ces proportions... Je n'ai pas de public, je n'ai pas de lecteurs là-bas, ou si peu. Donc, c'est ici que je vais à la rencontre des lectrices et des lecteurs. Je n'ai pas d'autres préoccupations quand je travaille... que d'écrire ! Il s'agit pour moi de donner un imaginaire à découvrir à mes lectrices et mes lecteurs. Et le public algérien ne me connaît pas, sauf quelques personnes bien sûr : des critiques, des journalistes, des copains, des amis, la famille... Vous en avez vite fait le tour ! Je ne vends rien en Algérie ; et même si l'éditeur sort deux mille exemplaires, il est vrai que le ministère de la culture en achètera la moitié pour les distribuer dans les bibliothèques de toutes les villes d'Algérie. C'est intéressant et assez sympathique, mais cela ne va pas très loin. Mais quand je sors un ouvrage ici, en France, je rencontre des lectrices et des lecteurs dans les librairies, dans les villes et dans les médiathèques...

**Il était tout de même question que vous vous rendiez à Oran pour présenter votre dernier ouvrage [ndlr : Une si longue nuit d'absence, éditions Vents d'ailleurs, 2012], qui est une déclaration d'amour à la ville. Vous avez eu la démarche de vous rendre en Algérie pour promouvoir votre travail !**

**Y. B. :** Oui, mais c'est pour le plaisir ! Le livre était à peine sorti en France en mars il y a un peu plus d'un mois que l'Institut Français d'Oran - ma ville natale - m'avait programmé. Il s'agissait en fait d'une programmation plus ancienne de mon précédent ouvrage. Ce livre est sorti et ils l'ont annoncé. J'ai donc eu le plaisir, très singulier et très personnel, de le présenter dans ma ville natale, devant un public très restreint. C'est dans cette ville que je suis né. Que je me suis abreuvé. Et j'étais heureux, et bien plus encore ! Mais je suis revenu... Le livre n'est pas là-bas. Il faut être honnête.

**Jean-Luc Raharimanana, quelle a été la réception de vos œuvres en France et à Madagascar ?  
L'accueil du public oriente-t-il votre manière d'écrire ?**

**Jean-Luc Raharimanana :** Bonsoir à tout le monde. L'écrivain peut dire "bonsoir" mais pas le livre. Pour répondre à cette question, j'essaierai de faire la distinction entre l'écrivain, celui qui écrit le livre, et l'œuvre. Ce n'est pas du tout le même rôle, et ce n'est pas du tout la même portée. Je dirais que mon ambition d'écrivain est d'être dépassé par mes livres. C'est aussi d'être effacé derrière mes livres. À ce moment-là, lorsque le livre devient plus important que l'écrivain, je suis très content. Et c'est donc là mon rôle, de faire en sorte que l'œuvre que j'écris dépasse parfaitement mon objectif et que les lecteurs me renvoient ce que représente le livre pour eux, quelle autre histoire ce livre peut leur raconter. Je pense qu'à un moment donné, l'œuvre de l'écrivain a pour fonction de sublimer les choses, de sublimer le sens, de sublimer à la fois le lecteur à travers le livre et à travers les mots ; ces lecteurs, qui vont peut-être reconnaître quelque chose qu'ils n'avaient pas soupçonné. Il y a au départ du livre des portions, ou même la totalité du livre, qui vont faire écho à d'autres références, faire échos à d'autres

mémoires, à d'autres imaginaires... Parce que c'est cela la force de la langue, c'est toute la force de la littérature : les mots disent toujours plus qu'on ne le croit. Et c'est là l'effort que je fais, de faire en sorte que le livre me dépasse, moi-même. À ce moment donné le livre devient une sorte de puits, où chacun va puiser quelque chose, où chacun va peut-être aussi partager quelque chose.

Sinon, et pour parler de choses plus concrètes, Bernard Magnier était à Madagascar il y a quinze jours et il peut en juger : à Madagascar, on ne me connaît pas plus que ça. Mes livres ne sont pas présents ! Mais en même temps, si moi, en tant qu'auteur, je viens à Madagascar, cela va toujours provoquer quelque chose. Même pour ceux qui ne m'ont pas lu ! Parce qu'il y a ce statut de l'écrivain qui est important, qui est symbolique, qui représente plus que ce que l'auteur veut bien croire. Et c'est là que l'auteur va, à un moment donné, se positionner, parce que l'on va mettre sur l'auteur beaucoup, beaucoup de choses. Lorsqu'on se trouve dans cette situation à Madagascar, où le pays est pauvre, où le pays a besoin de parler, et où le pays a besoin d'écrire et donc, lorsque les lecteurs ou les gens tout simplement, se retrouvent face à un écrivain, ils vous demandent de "tout dire". De dire "toute" la réalité du pays : "Pourquoi vous n'écrivez pas sur les forêts qui brûlent ?" ; "Pourquoi vous n'écrivez pas sur telle ou telle situation politique, sociale ?" ; "Pourquoi vous n'écrivez pas sur telle ou telle histoire ?" ; "Pourquoi vous écrivez comme ça et pas comme ceci et cela ?" Mais un écrivain ne peut pas faire tout ça !

**Bernard Magnier, vous qui rencontrez beaucoup d'auteurs en tant qu'éditeur, cette question du "nos sociétés", cette question du territoire auquel on s'adresse, apparaissent-elles dans vos échanges avec vos auteurs ?**

**Bernard Magnier :** Bonsoir. J'ai tout entendu là-dessus. J'ai entendu des écrivains qui vous disent "J'écris pour moi. Je suis le premier lecteur et c'est celui-là qui compte" ; les écrivains qui vont dire "j'écris pour les autres" ; "Pour le lecteur qui voudra bien me lire" ; "J'écris pour la société" ; "J'écris pour faire bouger les choses". On entend toutes les réponses quand on pose certaines questions ! Le statut de l'écrivain dans "les sociétés de lecture" (dans les pays africains par exemple), est un statut complexe. Il est ambigu. Il est différent. Il y a des choses très sympathiques : on a tous entendu des anecdotes comme cet écrivain auquel le chauffeur de taxi ne fait pas payer la note parce qu'il sait qu'il est écrivain ; le douanier qui demande qu'on lui signe un roman pour son fils parce qu'il a reconnu un écrivain qui est étudié dans telle ou telle classe. Ça, c'est le côté sympathique. Et puis, il y a l'autre côté, moins sympathique : c'est tous ces écrivains qui ont eu à subir les régimes politiques, qui sont passés par la prison, par l'exil, et ceux qui sont morts... Quand on travaille sur ces littératures et que l'on fait un travail biographique sur ces écrivains, on s'aperçoit qu'il y a une proportion considérable qui ne vit pas dans le pays où ils sont nés. Mais je pense que ce n'est pas uniquement par souci de tourisme ou d'intérêt d'un exotisme européen ! C'est contraint par des situations économiques, familiales, mais aussi par des contraintes sociales et politiques. Il y a aussi l'exil. Et quand je dis "en exil" ce n'est pas uniquement un exil de l'Afrique vers l'Europe. Il y a aussi un exil interne au continent africain. On a toujours cette notion du Sud vers le Nord. Mais quand on regarde les biographies

d'écrivains, on s'aperçoit que beaucoup d'entre eux ont vécu dans d'autres pays que le leur, à l'intérieur même du continent africain. Prenez le grand écrivain Ahmadou Kourouma : il a vécu fort longtemps au Togo alors qu'il était ivoirien. Curieux d'ailleurs, quelqu'un qui, d'une certaine façon, fuit un régime pour aller dans un autre qui, vu de l'extérieur, n'est pas forcément mieux !

Donc, les attentes du public que l'on évoque aujourd'hui, elles sont assez diverses, et c'est vrai que les écrivains sont sollicités par des attentes. Que ce soient des attentes du côté européen ou des attentes du côté africain. Le côté africain, c'est effectivement "Et pourquoi tu ne parles pas des drames qui sont autour de nous ?" ; "Pourquoi tu ne parles pas de ceci ou de cela ?" ; "Tu es le porte-parole" ; "Tu es "la bouche des bouches qui n'ont pas de bouche", comme disait Césaire" ; "C'est à toi de parler".

En Europe, il y a d'autres attentes aussi, c'est "Il faut nous parler de l'Afrique", cette Afrique que l'on ne connaît pas, mais dont on a un certain nombre d'images. Et les auteurs qui vont situer leur plume ailleurs que sur le continent africain vont parfois avoir du mal à trouver leur place et à convaincre le public. Je pense à quelqu'un comme Sami Tchak, qui est togolais, et dont trois ou quatre livres se situent sur le continent latino-américain. Il a de temps en temps du mal avec le public, car le public est venu pour entendre un auteur "Africain" avec tous les guillemets qu'il faut et avec un grand "A"... et voilà que tout d'un coup vous êtes en face de quelqu'un qui vous parle de Filles de Mexico, qui vous parle de Paradis des chiots qui se passe dans un espace latino-américain pas tout à fait défini. Dans tous les cas, il ne nous parle pas de la dictature du Togo, il ne parle pas des maux de la société togolaise ; et on le lui reproche ici, comme on le lui reproche, éventuellement, là-bas.

C'est toute l'ambiguïté. Nous avons tous des attentes vis-à-vis des écrivains. Beaucoup d'écrivains ont satisfait ces attentes, je crois, dans une première génération et parce qu'il y avait cette volonté de dénonciation, de militantisme. Et puis, de plus en plus les écrivains disent "Je". Les écrivains ne disent plus "Nous". Ils ont revendiqué ce "Je" pour affirmer une présence, et dire "J'ai aussi le droit de vous raconter une histoire d'amour qui se passe bien, ou mal, et qui n'engage pas forcément mon peuple, ma race, mon pays etc."

**Alphonse Mbuyamba Kankolongo publiait un article dans le quotidien Le Potentiel de Kinshasa. Sur le rôle de l'écrivain, il écrit ceci : "Ce rôle existe et peut se résumer en quatre points : en premier lieu les écrivains tiennent lieu de "mémoire collective", ils constituent cette "bibliothèque de la culture" ; deuxièmement, l'écrivain assure une fonction de "vigile" pour éviter les écarts et les abus, il observe la société et imagine dans quel sens il faut améliorer telle et telle chose ; troisièmement, l'écrivain est "le miroir de la société", c'est par lui que celle-ci se regarde ; quatrièmement : c'est un "voyeur d'avenir", il perçoit toujours le sens dans lequel la société va évoluer. Yahia Belaskri, comprenez-vous une telle définition ?**

**Y. B. :** Qu'est-ce qu'on demande à un écrivain ? Je reprends cette phrase de Julien Gracq : "cette sensation insolite, (...) de vent autour des tempes". La lecture, c'est quelque chose qui nous donne le tournis, qui nous fait du bien. Lorsque l'on prend un texte comme Gabriel Garcia Marquez et que l'on



voyage comme cela avec la famille Buendia, c'est extraordinaire ! c'est fabuleux ! Quand on lit un poème de Pablo Neruda et que l'on s'ouvre à son univers, quand on lit un poème de Kateb Yacine, "bonjour la vie, vous mes espérances, me voici revenu au fossé où naquit la misère". C'est ça pour moi, la littérature ! Cette quête du "beau". La quête du beau, pour moi, c'est cette possibilité d'arrêter l'horreur. L'horreur fondamentale. C'est cela. S'il y a engagement, c'est à ce niveau-là. S'il y a littérature, c'est à ce niveau-là. Je veux dire par là que le fardeau, il faut le déposer. Moi, je ne porte comme fardeau que le mien ; et il est assez lourd, le mien. Mon fardeau est assez lourd, et déjà je m'empêtré là-dedans pour m'en sortir, et je n'y arrive pas. Donc je n'ai aucun fardeau à prendre.

Si l'on prend la littérature algérienne d'expression française, arabophone, amazir : elle est ancienne dans les trois langues. Il y a énormément d'écrivains algériens ! Il y a aussi énormément d'écrivains en dehors d'Algérie qui sont d'origine algérienne. Énormément ! Vous ne pouvez pas imaginer le nombre d'écrivains depuis le début des années 1920, 1930, 1940... Tout le monde a entendu parler de Kateb Yacine, de Assia Djebar, de Mohammed Dib, de Mouloud Feraoun, Mouloud Mammeri et puis tous les autres, des années 1970 et 1980 : Youcef Sebti, Rachid Mimouni... Aujourd'hui encore : Yasmina Khadra, Boualem Sansal, Anouar Benmalek... et tous les autres que je ne cite pas. Il y a énormément d'écrivains algériens. Mais vous savez quel est le revers ? C'est qu'il n'y a pas de lecteurs. Il n'y a pas de public.

En quoi Kateb Yassine a influencé la vie en Algérie ? Aujourd'hui, vous pouvez vous rendre en Algérie, dans toutes les villes, mais personne ne connaît Kateb Yassine ! Alors que c'est un immense poète ! Un immense poète étudié dans les universités de par le monde ! Mais en Algérie, personne ne le connaît. Je vous ai parlé de Rachid Mimouni : qui connaît Rachid Mimouni ? Pourtant, il nous a laissé une œuvre magnifique, dans laquelle il interrogeait sa société. Mais qui le connaît ? Malheureusement, les jeunes ne connaissent pas ces écrivains. Sauf une petite élite à Alger, à Oran, à Constantine et puis ça s'arrête là. C'est fini. Vous rentrez à l'intérieur du pays, et personne ne connaît Rachid Mimouni. Personne n'a un livre de Rachid Mimouni, de Youcef Sebti ou de Tahar Djaout. Le drame, il est là !

En mon sens l'écrivain écrit, travaille, "donne une œuvre" et, comme disait Jean-Luc, cette œuvre ensuite, elle a sa vie, bien sûr... sauf dans les sociétés comme la société algérienne où il y a un traumatisme terrible, terrifiant et qui continue encore, dans ces sociétés où il y a une rupture totale. À ce moment-là, il n'y a pas de lecteurs. Il faut tout reconstruire. Peut-être qu'à l'avenir, ces œuvres-là trouveront leur place... Mais pour l'instant, pour l'écrivain que je suis, moi, Algérien vivant en France, ma seule interrogation, vraiment, dans mes livres, dans mon travail, c'est l'Être humain, l'Homme. Qu'est-ce qui advient de lui, cet individu, quel qu'il soit ? Qu'il soit algérien, chilien, français etc. : qu'est ce qu'il est dans son entièreté ?

**Mais vos romans restent ancrés en Algérie. Pourquoi est-ce important, pour vous ? S'il y a des ponts qui se dressent entre l'Afrique du Nord et l'Europe, pourquoi choisir de situer vos personnages là-bas ?**

**Y. B. :** Parce que j'ai tout transporté avec moi. Parce que mon dos est plein de cicatrices. Parce que je suis enfant de cette terre, et de ses blessures. Et, bien évidemment, je ne porte que ça ! Mais en même temps ce n'est pas faire acte militant, c'est faire, tout simplement, acte d'écrivain ! C'est faire, acte d'écrivain d'aller voir cet homme, cet individu brisé, empêché, empêtré, humilié : Comment réagit-il ? Comment peut-il survivre ? Comment peut-il être ? Voilà les interrogations, à mon niveau.

Et puis, je suis dans la société française, c'est la société dans laquelle je vis, je respire, j'invente, je recule, j'avance. Eh bien c'est cette société-là qui m'intéresse ! Bien entendu, ça m'intéresse d'être aussi publié en Algérie. Je suis publié en Algérie, même si j'aimerais être lu en Algérie... Tout autant que j'aimerais être publié en espagnol, en allemand, en anglais ! C'est un vrai bonheur d'être publié dans d'autres langues. J'aimerais être traduit en arabe, être lu en arabe. Quitte à m'interroger, à me rejeter. Ce n'est pas grave. J'aimerais être, un jour, traduit en amazir, pour les gens qui le lisent. Pour moi ce serait un vrai bonheur. Quel est l'auteur qui ne souhaiterait pas être lu dans toutes les langues ?

**J.-L. R. :** Moi, je n'intègre pas la question de l'espace où j'écris dans l'espace de mon écriture. C'est-à-dire que ce n'est pas important pour moi. Je suis en France depuis vingt ans, mais ça n'a pas d'importance ! Ça n'a pas d'importance que je sois ici, car j'ai toujours écrit. Je n'ai pas commencé à écrire il y a vingt ans, quand je suis arrivé en France. J'ai toujours écrit, quand j'étais enfant. J'ai toujours été avec la matière, le récit, l'écriture, les mots, la langue etc. Et à partir de ce moment-là, j'ai accumulé aussi des choses, j'ai eu aussi des ambitions de beauté comme disait Yahia tout à l'heure. On est en quête de beau tout le temps ! Je vois tout le temps du beau. Mes yeux sont habitués à voir, d'abord, du beau. Et après, évidemment, il y a les taches, il y a la laideur... mais je cherche d'abord le beau. C'est d'abord ça, la première chose. J'exerce mes yeux à toujours être dans la quête de quelque chose d'original. De quelque chose qui va toujours me surprendre, de quelque chose qui va toujours me ravir. Mais dans cet exercice des yeux, qui consiste à balayer l'espace comme cela, mes yeux passent aussi sur la laideur. Ce qui fait que la question, à ce moment-là, c'est de se dire "est-ce que je vais laisser la laideur ? Ne parler que de la beauté ?" C'est possible, c'est absolument possible. Et c'est là que la question éthique va se poser pour moi qui je viens de ce pays qui est Madagascar, ce pays, avec des paysages extraordinaires ! Je n'ai qu'à lever les yeux et je ne vois que de la beauté mais, dès que je baisse un peu les yeux - là - je vais voir des gens par terre, je vais voir aussi des mines qui ont creusé dans les collines pour porter les terres rares, pour fabriquer les petits portables que l'on va écouler, etc.

Donc, la question se pose à ce moment-là pour moi. Je me demande "est-ce que je vais juste rester dans ce ravissement qui me plaît (forcément) ou, alors, assumer aussi ce que mes yeux m'ont montré. Et c'est là que se pose aussi la question "engagement ou pas engagement ?" Mais ce n'est même pas cela la vraie question pour moi : il ne s'agit pas de dire "je vais m'engager pour telle ou telle cause"... Je vais plutôt me demander "Est-ce que je vais me trahir moi-même, est-ce que je vais être dans l'imposture de ce que mes yeux ont vu ?" C'est tout simple une question de respect envers soi-même. Ou alors, je ne fais pas ce travail de regarder le monde, de contempler le monde, mais je me dis

simplement "Je fais complètement autre chose". Parce que sinon, je n'aurais tout simplement pas supporté de parler de la question de la beauté. Et en même temps, je ne veux pas abandonner non plus cette quête de la beauté. Ce qui fait que, dans mes textes, je peux passer d'une ligne à l'autre, d'un monde où la beauté domine complètement et, dans la phrase d'après me retrouver dans une certaine violence, dans une certaine laideur et ainsi de suite.

Mais je n'écoute pas beaucoup, à vrai dire, les personnes qui disent que les écrivains "doivent être ceci ou cela". Je ne les écoute absolument pas. Les quatre points que vous énonciez tout à l'heure, j'ai tout fait pour ne pas les entendre !

Je me rappelle avoir lu, quand j'avais une quinzaine d'années, un long poème de Malcolm de Chazal, très grand poète mauricien, français, créole... Dans ce poème, il y a un long passage qui dit "conseil à un jeune poète". Il égrène certains conseils et, à la fin, dernier conseil : "oubliez tous ces conseils !" Et j'ai retenu cela. Mais surtout, l'important, c'est ce travail que j'ai avec les mots. J'ai une matière et cette matière, c'est comme le sculpteur. Le sculpteur, soit il taille la pierre, soit il taille le bois : il a toutes sortes de matériaux. Il observe d'abord cette chose et, petit à petit, il fait surgir la forme. Et même s'il a une idée derrière la tête, il sait très bien que l'image qu'il a en tête ne sera jamais ce que la pierre va lui donner. Il va essayer de s'approcher au maximum et peut-être qu'il va en sortir autre chose. Personnellement, je suis aussi dans cette approche-là, j'ai une matière : les mots. Les mots, c'est du sens. C'est même plus que du sens... Mais il y a aussi quelque chose de complètement immatériel, de complètement incontrôlable et c'est ça que je travaille, pour donner quelque chose. Je ne sais pas bien, au départ, ce que ça peut donner, mais j'ai une idée derrière la tête. J'essaye et puis après, soit le mot résiste, soit il me donne autre chose. Je suis. Je suis "un suiveur de mots". Je ne suis pas un "créateur de mots", parce que les mots existent déjà. Je suis un suiveur.

Et en même temps, quand il y a tout ce travail que j'ai fait autour de 1947 et la rébellion à Madagascar contre la colonisation française : au départ, quand j'ai écrit mon premier roman Nour 1947, j'ai mis 10 ans à le finir ; parce qu'il y avait toujours cette question, de tailler dans les mots, de sculpter dans les mots et, en même temps, de retrouver une certaine mémoire des mots. Et c'est arrivé à ce thème de 1947. Au départ, c'était juste un petit conte qui m'a toujours fasciné quand j'étais enfant. Il était question d'un personnage qui dit qu'il n'a été créé par personne. Ni par les dieux, ni par son père, ni par la société et surtout pas par sa mère. Et donc il fait tout : il va défier les dieux ; il va défier les rois ; il va défier son père et, au moment de défier sa mère, il s'aperçoit qu'il ne pourra jamais soutenir qu'il ne sort pas du ventre de sa mère ! Et c'est là, au fur et à mesure que j'ai commencé à développer ce mythe et que j'ai calqué ce mythe sur l'histoire de Madagascar... Il y a beaucoup de gens qui ont essayé de forger une identité malgache. Il y a eu des vagues successives d'immigration et puis la colonisation est arrivée, et puis 1947 est arrivé. Les colons ont appelé les indigènes des "enfants", il fallait "forger leur identité"... et donc je suis arrivé à 1947.

Il y a eu très peu de livres sur 1947 et lorsque le livre est sorti, évidemment, les Malgaches ont reconnu que "là, il y a eu un travail de mémoire". Et c'est toujours la même chose. Ce que je disais tout

à l'heure c'est que je contemple le monde, que j'écris le monde que je vois devant mes yeux ; après, c'est cette œuvre, que j'ai lancée, qui me reviens. Et qu'est-ce que j'en fais alors ? Là, j'ai décidé d'assumer, sur la question de 1947, ce qui a donné toute une série de travaux sur ce thème : la pièce de théâtre, un essai et maintenant une exposition intitulée "portraits d'insurgés" (3). Et ça va continuer. Et je sais que, quelque part, lorsque je viens voir les témoins de 1947, les gens qui sont encore vivants et lorsque ces derniers me disent "On te transmet la parole", je ne veux pas dire "Excusez-moi monsieur, je suis juste un écrivain tout court !"

**D'où la nécessité du retour. Pour laisser une place au lecteur dans notre discussion, il y a quelque chose sur lequel Yahia a insisté : c'est, quelque part, cette désertion du public, je ne sais pas si l'on peut vraiment parler de désertion ou s'il le public a jamais existé. Moi qui suis blogueur, je vois cependant que, quand j'écris un article sur Yahia Belaskri, il y a des connexions depuis l'Algérie. Mais la question du retour est importante et je voudrais alors interroger Bernard Magnier : je ne sais pas si le lectorat est quantifiable pour vous, comment ciblez-vous l'orientation d'un lecteur quand vous faites le choix d'une parution ? Est-ce que, finalement, la notion des publics est un paramètre important, sachant que vous êtes très sélectif dans votre collection (je crois qu'il y a environ une publication pour cent manuscrits) ? En tant qu'éditeur, cette question d'un public qui n'existe pas et des autres publics, pour lesquels on va faire découvrir des œuvres, influence-t-elle la manière dont vous choisissez des œuvres et votre manière de faire notre travail d'éditeur ?**

**B. M. :** Je publie entre trois et cinq livres par an. Les bonnes années c'est six, les années moyennes c'est trois ou quatre. Et sur la durée, ça représente environ cinquante titres dans la collection. Si je répondais "oui" à votre question, cela signifierait que je sais comment un livre peut marcher et comment on peut cibler tel public pour qu'il y ait tant de milliers de lecteurs. Si j'avais la recette, je pense que je l'aurais déjà appliquée... malheureusement je n'ai pas la recette. En même temps, je ne peux pas non plus dire tout à fait "non", parce qu'il y a des critères... Par exemple, on ne peut pas sortir quatre livres qui vont parler du même sujet en l'espace de douze mois ! Forcément, il y a des critères de ce genre qui entrent en compte. Quand on s'occupe d'une collection qui s'appelle "Lettres africaines" qui s'intéresse géographiquement à un territoire qui est l'Afrique subsaharienne, on essaye aussi de faire en sorte que les livres ne soient pas tous issus d'auteurs Sénégalais. On essaye donc de faire en sorte qu'ils soient un peu répartis sur l'ensemble du territoire, même si je ne vais pas forcément "à la chasse" aux territoires que je n'ai pas encore explorés.

Les livres me parviennent par les biais les plus divers : sur cinquante titres édités, je peux pratiquement vous raconter trente histoires différentes d'arrivées de manuscrits (directement dans ma boîte aux lettres, à la maison d'édition le plus souvent, par le biais d'intermédiaires, par le biais d'agents, etc.) ; ce sont des histoires différentes à chaque fois ! Et ensuite, il faut faire une sélection. Il faut d'abord que le livre qui va être publié me séduise, parce que je suis le premier lecteur. Pour qu'ensuite, j'en parle avec empathie, il faut que j'aie été absolument conquis par ce livre. Il faut que ce

livre me touche, qu'il m'ait ému. Donc, forcément, à un moment ou à un autre, ça passe par moi. Et c'est à la fois très agréable, parce que, d'une certaine façon, on fait un peu ce que l'on veut. Mais c'est en même temps terriblement pesant, parce que l'on se dit "J'ai pris ce manuscrit, j'ai écarté celui-là". Et quand je connais aussi le poids, l'affect, le pathos, la charge émotionnelle qu'il peut y avoir dans certains livres, par exemple dans un premier livre dans lequel un auteur a pu raconter des choses absolument terribles qu'il a vécues... Mais malheureusement, comme chacun le sait, la douleur ne donne aucun talent littéraire. On peut avoir subi les pires choses et ne pas savoir les transcrire. Et, inversement, quelqu'un qui n'aurait pas subi cela, vivant dans un confort matériel pourra, lui, trouver les mots.

Par ailleurs, c'est difficile aussi de dire non à quelqu'un que l'on connaît. C'est pour ça que c'est plus facile pour moi d'être loin des auteurs. C'est difficile de dire non à un ami, à un copain. Quand un éditeur est sur place - je pense aux pays africains - les éditeurs ont des pressions qui sont beaucoup plus importantes. Si c'est le voisin qui apporte le manuscrit, si c'est le beau-frère qui apporte le manuscrit ou si c'est le ministre de l'éducation nationale qui apporte le manuscrit, ce n'est pas tout à fait pareil ! Moi, le ministre de l'éducation nationale peut bien m'envoyer son manuscrit, ça m'est égal ! Je n'ai pas de souci à renvoyer son manuscrit parce que pour moi, c'est un écrivain. Mais pour l'éditeur qui est dans le pays, ce n'est pas du tout pareil !

Et par rapport aux chiffres de vente, bien sûr que ça m'intéresse ! Quand je vois que le dernier roman d'Emmanuel Dongala Photo de groupe au bord du fleuve est un vrai succès ici, évidemment que je suis ravi. Quand je vois certains chiffres qui sont moins enthousiasmants, je suis plutôt triste pour l'auteur, et puis on se dit que l'on s'est peut-être trompé... Et puis, très vite après, on se dit "Eh bien non, ce n'est pas parce qu'il s'est mal vendu que c'est un mauvais livre !" De la même manière, ce n'est pas parce qu'il s'est bien vendu que c'est forcément un chef-d'œuvre. Il suffit de regarder la littérature mondiale pour s'apercevoir de ça.

J'essaie d'être le plus... - "objectif" ce n'est pas possible, donc éliminons ce mot-là - disons "le plus honnête". Et de lire ce manuscrit comme je pourrais lire n'importe quel manuscrit venu d'une quelconque partie du monde. Parce que ce qui m'intéresse c'est la littérature. Il se trouve que je travaille sur les littératures africaines, très bien ! Mais je travaillerais sur la littérature scandinave que ça serait un autre champ de travail. Ce qui m'intéresse c'est ce qui est dit, et la force des mots que j'ai lus, j'ai envie de la transmettre : comme journaliste à l'écrit ou à l'oral - comme je le fais aujourd'hui - ou en tant que passeur.

Vous savez, j'ai appris ceci en devenant directeur de collection : on ne lit pas un manuscrit comme on lit un livre. Un livre, il est publié. Il est public. On peut en faire ce que l'on veut, on peut en dire ce que l'on veut. Enfin, "ce que l'on veut", c'est-à-dire dans les limites du genre : "Je n'ai pas aimé parce que ceci" ou "J'ai aimé parce que cela". Le manuscrit, il est perfectible. On peut encore, éventuellement, travailler avec l'auteur, avoir un échange. Et puis, on peut amener ce manuscrit à rencontrer un public. Et ça, c'est un pur bonheur ! Vous savez, quand André Brink m'a demandé s'il pouvait venir dans la

collection, c'était un pur bonheur. Mais quand Wilfried N'Sondé, que personne ne connaissait alors, m'envoie son manuscrit et que je trouve ce manuscrit intéressant, on travaille sur le texte. Il est publié. Il obtient des prix littéraires, y compris le "Prix des cinq continents". Il rencontre un public. C'est un pur bonheur aussi ! Pour moi, il n'y a d'intérêt à faire ce métier qu'en faisant en sorte que ce que j'ai aimé, d'autres l'aient aussi.

**Y. B. :** Je voudrais réagir sur la question du beau, car cela m'intéressait, cette discussion avec Jean-Luc, autour de la beauté et de la laideur. Quand je parlais de la recherche du beau... pour moi, le beau se trouve partout. Même dans la laideur ! C'est-à-dire que ce qui est laid c'est un homme ou une femme qui dort dans la rue tous les soirs. Ça, c'est laid. Mais ce qui est beau, c'est quand une femme passe devant lui et elle s'arrête : "Vous dormez ici ?" Il répond oui. Elle habite à côté, elle monte chez elle, elle redescend avec une couverture. C'est splendide. C'est beau. Ça m'intéresse. Voilà, pour moi, ce que je dirais du beau. C'est à ce niveau-là.

Je vais au marché, il y a une femme, je n'ai pas fait attention à elle, mais voilà qu'elle achète deux poulets. J'ai vu qu'elle achète deux poulets. Et puis, on se retrouve sur le chemin et elle s'arrête, cette femme aussi, devant un SDF qui ne l'avait pas vue venir et lui dépose un poulet avec des frites. Et elle s'en va. Il est surpris "Madame ! Madame !" Elle ne se retourne même pas et elle s'en va. C'est ça pour moi ce que c'est que le beau.

Dans mon texte Si tu cherches la pluie elle vient d'en haut, on ne va pas dire que la laideur est absente. Elle est là, au centre de tout. Mais précisément, ce que moi écrivain j'ai opposé à cette laideur, c'est le beau. Et pour moi, le beau ici c'est l'amour. L'amour, c'est regarder l'autre dans les yeux, c'est dire qu'on l'aime. C'est tendre la main. Ça, pour moi, c'est une manière d'arrêter cette laideur du monde. D'arrêter cette horreur fondamentale.

**Pour la génération d'écrivains dont vous faites partie, n'y a-t-il pas une préoccupation, une considération de style plus importante ? N'y a-t-il pas un dogme du beau dans l'écriture ? Et est-ce que cette préoccupation-là n'est pas, finalement, quelque chose qui peut empêcher le discours ? Au niveau de l'art, par exemple la manière dont on conçoit l'art en Afrique et en Occident, ce ne sont pas les mêmes. La préoccupation du beau est dominante en Europe, alors que la préoccupation du sens et de la fonction est essentielle, dans la société du masque, par exemple. En Europe, un masque va interpeller d'abord par son style, alors qu'en Afrique c'est parce qu'il sert à une cérémonie et qu'il prend sens quand on le porte...**

**Y. B. :** Mais c'est beau, en même temps !

**J.-L. R. :** Un masque doit être beau ! Et si le masque n'est pas beau il n'a pas de sens non plus ! Je suis complètement à l'opposé de cette idée. Je ne fais pas ce distinguo sur les différentes manières de parler d'art. On ne parle pas seulement de littérature. Je ne suis pas d'accord sur le fait que l'on dise qu'en Occident, on attend d'abord l'esthétique et puis, en Afrique ou ailleurs, on attend le discours. Je ne suis pas du tout d'accord. J'écris dans les deux langues, en malgache et en français. Et je ne vais pas me

permettre de ne pas travailler l'esthétique dans la langue malgache. Ce que je veux dire, c'est que l'esthétique, ce n'est pas seulement résister au temps : l'écriture, la littérature c'est abandonner complètement la notion d'espace dont je parlais tout à l'heure.

Je peux aussi ajouter la notion de temps. Et c'est pour cela aussi que pour moi, je ne dirais pas que le public n'a pas d'importance... mais au moment de l'écriture, il est absent. Parce que je suis dans un travail intemporel, et que je ne sais pas qui va me lire. Peut-être que le livre ne va pas du tout rencontrer un public sur le moment, mais plus tard... J'ai un exemple de livre : *Rêves sous le linceul*, que j'ai sorti deux ans après mon premier livre, *Lucarnes*. Mon premier livre avait tout de suite rencontré son public, il a marché, a tout de suite été traduit en trois langues : un mois après la sortie il y avait déjà trois demandes de traductions ! Au moment où j'ai sorti le deuxième livre, le premier marchait encore. Et pourtant, *Rêves sous le linceul* a été un échec commercial au départ ! Mais, dix ans après et sans que l'éditeur fasse quoi que ce soit, le livre est ressorti, ressorti et ressorti... et je ne cherche même pas à comprendre pourquoi il est ressorti !

Au niveau de la question de la langue, un auteur, dans sa langue, doit être en dehors de la langue habituelle. Elle doit être exceptionnelle dans le sens littéral du terme. C'est-à-dire que la langue que je travaille ce n'est pas la langue du présent. C'est une langue qui n'appartient ni au passé, ni au présent et je ne sais pas si elle va appartenir au futur : c'est une langue hors usage. Ce que j'espère, lorsque les gens entrent dans mes livres, c'est qu'ils rencontrent une langue qu'ils n'ont jamais rencontrée. Et c'est là que le lecteur va se dire "Tiens, il y a une autre manière de dire et de concevoir le monde !". Et le lecteur, à ce moment-là, reste avec cette langue. C'est la liberté du lecteur, de pouvoir sortir de cette langue pour aller puiser une autre langue chez d'autres écrivains, alors que l'écrivain, à un moment donné, est prisonnier de sa propre langue. Et c'est pour cela qu'il est intéressant de passer d'un livre à un autre et d'un genre à un autre ; cela permet de se réinventer, toujours, à chaque fois.

Maintenant, si je dois donner un rôle à l'écrivain, c'est de toujours bousculer la langue que l'on croit connaître. Une langue est un puits de savoir, une langue a existé depuis des milliers d'années. La langue française a existé depuis des milliers d'années. Avant la langue française, il y a eu d'autres langues et le débat que l'on a en ce moment, les Grecs l'avaient eu en leur temps : "À quoi sert un poète dans la cité ?" Ce n'est pas nouveau comme débat ! Et tout simplement, j'essaie de prendre conscience que la langue que je propose, c'est un temps infime, un aspect infime de la langue que je manie. Et qu'importe que ce soit du français ou du malgache ou de l'anglais. On est confronté à cette matière-là : "Voici la langue. Qu'est-ce que vous en faites ?"

*B. M.* : Il n'y a pas d'œuvres d'art sans la plus-value artistique qui fait que c'est quelque chose qui va durer. Sinon, on fait un article de journaliste. Je n'ai rien contre, mais c'est tout autre chose ! La quête du beau, elle est toujours là. La seule chose, peut-être, que l'on peut dire si on prend les premiers textes des littératures des Caraïbes, du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne et qu'on les lit sur la durée, sur trente ou quarante ans, on constate qu'une première génération était extrêmement préoccupée de dénoncer très vite et de dire le plus clairement ce qu'il y avait à dire. Il y avait moins de recherche

formelle. Mais la quête du beau, elle était là. Simplement, les livres en général commençaient à telle date et se terminaient à telle date, d'une façon assez linéaire. On prenait un héros et on le suivait, dans une langue qui était relativement simple et avec assez peu d'audaces. Très vite ensuite, il y a eu des audaces pour bousculer la langue.

Une deuxième petite chose par rapport à ce qui était dit sur le lieu d'écriture : je pense que le lieu d'écriture interfère d'une manière ou d'une autre et dans tous les cas sur la durée. Entre un écrivain qui est resté en Algérie et qui écrit en Algérie et un écrivain qui n'est plus dans son pays et qui reste dix ou vingt ans à l'étranger, je pense qu'il y a une modification du regard. Mais de n'importe quel regard ! Je pourrais aussi dire qu'entre la Corrèze et Les Lilas ce n'est pas la même chose ! Quelqu'un qui naît en Corrèze et qui y reste n'écrira pas la même chose que s'il vient vivre aux Lilas. C'est une absolue évidence.

Il y a aussi une autre différence, c'est qu'il me semble que les écrivains des premières générations venaient en France - souvent à Paris - pour y rester dix ans, trente ans... Je prends deux exemples : Mongo Beti et Tchikaya U'Tam'si. Le premier Camerounais et le second Congolais. Un à Rouen et l'autre à Paris. Ils ont pourtant écrit quasiment toute leur œuvre sur le Cameroun et le Congo qu'ils avaient quitté depuis au moins dix ans. Ils n'ont quasiment pas écrit sur Rouen ou sur Paris. En revanche, les écrivains de la nouvelle génération, très vite, écrivent sur Paris. C'est Alain Mabanckou, qui écrit Black Bazar, qui écrit Bleu blanc rouge, son premier roman, qui se passe à Paris ; c'est Sami Tchak que je citais tout à l'heure : ça se passe Place des fêtes, à Paris. Là, c'est une modification. L'écrivain s'empare de l'espace d'exil et l'intègre dans cette littérature beaucoup plus vite. Pas tous bien sûr, mais c'est en tout cas une démarche majoritaire ; ce que les autres ne faisaient pas dix ou vingt ans plus tôt.

**Référence bibliographique : THIERRY (Raphaël), « Le rôle de l'écrivain dans nos sociétés (table ronde retranscrite) », Africultures, 4 juin 2012 :**

**[www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=10787](http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=10787) - consultation 19.09.2013.**



## Annexe 6 - L'édition africaine au 32<sup>ème</sup> salon du livre de Paris

### *Une édition mieux représentée mais encore infime dans cette grande librairie...*

La nouvelle formule du salon du livre de Paris aura décidément fait couler beaucoup d'encre. Avec un format plus court <sup>46</sup>, le SDL ne met plus un seul pays à l'honneur, mais se fait désormais le chantre d'un thème (les lettres japonaises), d'un genre (le manga), d'un autre média (l'adaptation des livres au cinéma), d'une ville (Moscou ville invitée) et d'une problématique (le livre dans la cité). L'idée générale est de concentrer l'évènement et semble-t-il, de « ratisser » plus large au niveau des visiteurs.

Une édition 2012 (presque) record, si l'on se fie aux quelques 190 000 visiteurs qui se sont rendus porte de Versailles cette année <sup>47</sup>, surtout si l'on tient compte du prix élevé du billet d'entrée (9,5 euros et des restrictions d'accès notables <sup>48</sup>). Rappelons que le salon se tenait sur fond de débat autour de la décision d'augmenter la TVA sur le livre par le gouvernement français sortant <sup>49</sup>.

Selon Antoine Gallimard, membre du comité d'organisation, le SDL 2012 c'était donc « 40 pays, 20 auteurs japonais à l'honneur et 18 auteurs moscovites invités, ainsi que plus de 2 000 auteurs français [qui] ont pu échanger avec le public lors de plus de 500 rencontres organisées pendant ces quatre jours du Salon »<sup>50</sup>. Ces rencontres étaient réparties sur 500 stands rassemblant pas moins de 1200 éditeurs du monde entier.

Et si le monde entier était effectivement représenté durant les quatre jours, il y avait pourtant des littératures et des livres que M. Gallimard ne mentionne pas. Un coup de projecteur sur les productions littéraires et éditoriales africaines exposées aurait été le bienvenu.

Un petit tour d'horizon des 55 000 m<sup>2</sup> du parc des expositions de la porte de Versailles laisse en effet apercevoir une petite mais tangible présence de l'édition et des littératures africaines. Parmi ces « ilots », il y avait tout d'abord, en plein cœur du parc, le grand stand des « Livres et Auteurs du bassin du Congo » et ses 280 m<sup>2</sup>. L'Algérie pouvait revendiquer un bel espace de 95 m<sup>2</sup>, non loin de la Côte d'Ivoire (25 m<sup>2</sup>), du Maroc (24 m<sup>2</sup>), de la Tunisie (21 m<sup>2</sup>) et de la Guinée (14 m<sup>2</sup>). Il y avait aussi le bel espace de la Librairie du Sud, subventionné par l'Institut Français et où l'on pouvait trouver un

---

46 Quatre jours contre six jusqu'en 2010.

47 Soit 10 000 de plus qu'en 2011, d'après le Syndicat National de l'Édition.

48 Les étudiants de moins de 26 ans n'avaient un accès gratuit que pour une seule journée au Salon.

49 Une augmentation de 5,5 % à 7 %.

50 Le propos d'Antoine Gallimard est rapporté par Adrien Aszerman : <http://www.actualite.com/actualite/monde-edition/societe/hausse-de-frequentation-de-5-pour-le-salon-du-livre-de-paris-32889.htm> dans un article publié sur le portail Actualité, les univers du livre [site consulté en juillet 2013].

certain nombre d'ouvrages édités en Afrique. L'institut soutenait également le déplacement d'une partie de la délégation guinéenne et de plusieurs écrivains et professionnels du livre africains <sup>51</sup>.

Et puis, en marge de ces représentations « officielles », il y avait aussi la délégation camerounaise (deux éditeurs et trois officiels invités par le Bureau du livre du ministère de la culture du Cameroun) et sénégalaise (deux écrivains et une libraire invités par l'Institut Français). Deux présences qui présagent, peut-être, de nouveaux stands africains durant le Salon du livre 2013. Enfin, nous n'achèverons pas cette revue sans évoquer l'association l'Oiseau Indigo Diffusion, qui représentait au Salon les ouvrages d'éditeurs du pourtour méditerranéen, ainsi que les Classiques Africains pour la Côte d'Ivoire.

L'édition 2012 aura ainsi été assez riche en termes d'exposants africains. Un progrès que l'on nuancera en rappelant que l'Afrique représentant tout au plus 1 % de la surface d'exposition totale du salon du livre <sup>52</sup>.

### ***Livres et Auteurs du Bassin du Congo : une présence littéraire forte***

Mais si le Salon du livre de Paris reste encore un événement très franco-français, il faut reconnaître que le désormais bien connu « Livres et auteurs du bassin du Congo », a apporté une certaine fraîcheur littéraire durant ces quatre jours. D'un certain point de vue, le stand congolais semble devenir, année après année, un point de repère des littératures africaines à Paris <sup>53</sup>.

Le discours prononcé par Henri Lopès <sup>54</sup> à l'inauguration de l'espace aura mis l'accent sur la volonté de symbole et de rassemblement artistique affichée par les organisateurs : « L'Afrique est fière, l'Afrique est singulière, l'Afrique est vivante : c'est ce que démontre avec une vigueur croissante cet espace qui a pour ambition de valoriser notre continent dans ce qu'il a de plus noble : l'art et l'écriture [...]. Des rencontres, des débats, des tables rondes, des tête-à-tête s'y succéderont sans interruption, du matin au soir, [permettent] aux plus grands noms de la littérature africaine de se retrouver afin de parler du passé, du présent, du futur, de la vie, de l'art, bref de tout ce qui nous passionne ».

---

51 Le stand de la Librairie du Sud prend une place croissante depuis 2010 (année de la Francophonie) : <http://www.institutfrancais.com/sites/default/files/Programmelibrairiesud.pdf> Le programme 2012 du de la Librairie du Sud est disponible en version .sur le site Web de l'Institut Français [site consulté en juillet 2013].

52 Pour rappel, le Stand du Congo qui en est à sa troisième édition n'avait encore jamais occupé une telle surface. Un petit retour sur les dernières éditions du salon est éloquent : en dehors de la présence de la librairie du Sud (subventionnée depuis plusieurs années par Cultures-France), l'Afrique aux salons du livre 2007, 2008 et 2009, c'était essentiellement le stand de la librairie Afrique et Caraïbes ; en 2006 il y avait un stand Afrique ; en 2005, année « faste » l'association Afrilivres avait inauguré un espace au SDL (une initiative hélas jamais renouvelée depuis), cette même année, l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants avait aussi son propre espace, tout à côté d'Afrilivres.

53 Le stand n'avait donc jamais été aussi bien placé (en H69), ni autant fréquenté. François Hollande y fera d'ailleurs une halte lors de sa visite dominicale.

54 En tant qu'ambassadeur de la République du Congo en France.

L'aspect politique de la présence littéraire de la République du Congo à Paris était indéniable, mais nous avons néanmoins apprécié le fait que les organisateurs ne jouent pas seulement le jeu de « l'Afrique au salon du livre », en liant leur programme aux thématiques générales : le vendredi, une table ronde était ainsi consacrée à Pouchkine <sup>55</sup> ; de même, une autre rencontre mettait en valeur le rôle citoyen du livre politique.

Sans revenir sur l'intégralité du très riche programme de l'espace <sup>56</sup>, il y a eu des moments forts et des rencontres passionnantes au cours des quatre journées « congolaises ». Il y a par exemple eu ces tables rondes consacrées aux « Revues littéraires du monde noir » : Présence Africaine (Romuald Fonkoua), Tropiques (Jean-Michel Place), Africultures (Boniface Mongo Mboussa), La Revue littéraire du monde noir (Michel de Breteuil) ; « Entre la Russie et l'Afrique : Pouchkine symbole de l'âme Russe » (Dieudonné Gnamankou, André Markowicz, Boniface Mongo Mboussa) ; « Le rôle et la place des femmes dans la transmission des traditions » (Fatou Diome, Gabriel Okoundji, Djaili Amadou Amal, Khadi Hane) ; « Hommage à la profession d'éditeur en Afrique » (Mukala Kadima-Nzuzi, Thierry Quinqueton, Marie-Michèle Razafintsalama, Mireille Opa).

L'espace Congo se sera encore positionné avec plusieurs rencontres de « Géopolitique Africaine » (« Le rôle et la place de l'Afrique dans la francophonie » ; « Le développement durable enjeu du développement du Bassin du Congo », etc.).

Le grand public était lui aussi convié sur le stand : il y a eu de beaux moments consacrés aux jeunes lecteurs, comme cette table ronde autour de la littérature de jeunesse (Antoinette Corrêa, Gabriel Kinsa, Mathilde Davignon, Viviana Quiñones) ou cette animation « Reporters en herbe ».

Pour l'édition française, la maison Gallimard était très présente. L'éditeur parisien était d'ailleurs un des partenaires de « Livres et auteurs du bassin du Congo. Une table ronde sera logiquement consacrée aux nouveaux ouvrages de la collection « Continents Noirs » de Jean-Noël Schifano (Henri Lopes pour *Une enfant de Poto-Poto*, Jacques Dalodé pour *Très bonnes nouvelles du Bénin*, Libar M. Fofana pour *L'étrange rêve d'une femme inachevée*, Scholastique Mukasonga pour *Notre-Dame du Nil* et Mamadou Mahmoud N'Dongo pour *Mood Indigo*). La réédition de Black Label, dans la collection poche de Gallimard, a également donné lieu à une rencontre autour de l'œuvre de Léon-Gontran Damas.

Enfin, la remise du premier prix « Mokanda » <sup>57</sup>, qui récompense un « homme ou une femme de lettres francophone africain pour l'ensemble de son œuvre » a constitué un des moments clef de l'édition 2012. On se souviendra que le premier « Mokanda » a été décerné le 16 mars à Ananda Devi, en lice avec Alain Mabanckou et Boualem Sansal. L'écrivaine mauricienne n'a pas caché sa fierté :

---

55 Qui avait, certes, un aïeul de la région du Nord-Cameroun.

56 <http://ddata.over-blog.com/xxxxxy/3/91/63/93/Programmation-Stand-LABC-2012.pdf> [site consulté en juillet 2013].

57 « Lettre » en lingala.

« C'est un honneur d'être la première, car c'est aussi la récompense d'une décennie de travail. J'en suis fière, parce que le mot Mokanda me ramène à mes années passées à Brazzaville dans les années 1980 à l'ombre de la voix du fleuve, de Brazzaville, à l'ombre de Tchikaya et de La Vie et demie de Sony Labou Tansi ».

### *L'édition africaine au second plan sur le stand du bassin du Congo*

Les littératures africaines francophones et leurs écrivains ont donc été au premier plan durant ces quatre journées ; mais les livres du bassin du Congo beaucoup moins. Il faudra en effet distinguer le côté intellectuel - passionnant - de l'espace « Congo 2012 », d'une représentation décevante des éditeurs de la sous région ou plus globalement d'Afrique.

Le livre africain était tout de même représenté par les éditions Hémar de Brazzaville, au même titre que les éditions « Les Manguiers » du Ministère de la culture et des arts du Congo-Brazzaville ou les (très françaises) éditions camerounaises Ndzé. Celles-ci n'auront cependant pas suffi à faire pencher la balance dans le sens de la promotion du livre africain. Nous avons constaté que le riche feuillet publié par Les Dépêches de Brazzaville pour l'évènement évoquait l'édition à Lubumbashi ; l'édition lushoise était pourtant tout à fait absente du salon du livre de Paris. Il est dommage que l'édition africaine n'ait pas été davantage représentée. Frais d'acheminement ? dispersion des acteurs ? manque d'organisation ? Le regroupement des éditeurs devrait faciliter les choses à l'avenir.

La tribune était belle, mais le stand restera surtout parisien du point de vue des structures du livre. Comme souvent, les voix littéraires ont surtout été celles des écrivains édités en France.

Une nuance, peut-être : le dernier jour du salon a été l'occasion d'une table ronde « Hommage à la profession d'éditeur en Afrique ». Et le choix d'un tel intitulé rendait bien compte du parti-pris de l'organisation, à savoir de saluer le courage des éditeurs en Afrique, de rappeler les multiples problèmes auxquels ces derniers font face pour développer leurs catalogues et diffuser leurs productions.

Cette intéressante rencontre se tenait lors de la journée professionnelle. Étaient invités Mukala Kadima-Nzuzi (directeur des éditions Hémar), Marie-Michèle Razafintsalama (Présidente de l'association Afrilivres), Thierry Quinqueton (Président de l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants) et Mireille Opa (responsable du livre et de la lecture de la République du Congo). C'est la diversité professionnelle des intervenants qui nous a tout d'abord frappés ; il n'est en effet pas courant de voir réunis un éditeur congolais « historique »<sup>58</sup>, la présidente d'une association panafricaine d'éditeurs (elle-même editrice et libraire à Madagascar), le président d'une organisation militant - entre autres - pour une redistribution des droits d'auteurs et le responsable du livre d'un pays africain.

---

58 M. Kadima-Nzuzi, participait en 1971 à l'aventure des Éditions du Mont Noir, lancées par V. Y. Mudimbe et G. Ngal à Lubumbashi, en RDC.

Nous avons noté plusieurs points au fil des différentes prises de parole :

- Une étude de l'association Afrilivres sur la situation du livre à Madagascar a relevé « que les livres fabriqués localement n'étaient pas attrayants par manque de professionnalisme plus que par manque de moyens » ;

- selon M-M. Razafintsalama, le faible pouvoir d'achat des populations [malgaches] ne permet [...] pas d'envisager une quelconque amélioration de la situation » ;

- M. Kadima-Nzuji a dénoncé le manque de vrais professionnels du livre en Afrique. Ce dernier a expliqué que les ouvrages des éditions Hémar étaient fabriqués en Belgique « parce que, malgré les distances, coût de fabrication et transport compris, le livre revenait moins cher produit à Bruxelles qu'à Kinshasa ou même Brazzaville » ;

- Thierry Quinqueton a évoqué « les possibilités « intermédiaires » entre le livre imprimé et le livre numérique, le tout étant de préserver l'existence des deux dans une dynamique complémentaire »<sup>59</sup> ;

- Mireille Opa a décrit le travail mené par le ministère de la culture congolais pour donner « une place plus grande [...] au livre et à la lecture ». Rappelons que la nouvelle direction générale du livre et de la lecture avait déjà organisé la « Rentrée du livre » du 31 janvier au 2 février 2012, à Brazzaville. À cette occasion, le ministre de la culture et des arts, Jean-Claude Gakosso, s'était exprimé : « la Rentrée du livre est la mise en application de la politique nationale en matière du livre et de la lecture publique ». Elle vise à favoriser l'organisation des manifestations culturelles (foires, expositions, concours, jardins du livres, etc.) ; promouvoir la coopération avec toutes les institutions culturelles œuvrant dans les métiers du livre ; vulgariser le livre sur toute l'étendue du territoire national par l'extension du réseau de lecture publique ; œuvrer encore avec plus d'ardeur à la promotion de la littérature congolaise »<sup>60</sup>. La participation du Congo au Salon du livre s'inscrit ainsi dans la continuité des actions menées par les instances congolaises.

Si nous sommes convaincus que les organisateurs de la table ronde ont privilégié – à raison – le pluralisme des intervenants, n'aurait-il pas été tout aussi intéressant de convier des représentants du livre de Côte d'Ivoire et du Cameroun. Une rencontre croisée aurait été une rare occasion d'évoquer et de comparer les actions de soutien à la filière éditoriale menées dans différents pays.

Avouons-le, c'est cette absence de points de comparaison qui nous a frustrés dans cette rencontre, chaque intervenant évoquant ses difficultés et ses actions, sans forcément de liens avec les autres invités et sans laisser beaucoup de place à de possibles débats.

---

59 Cf. Raphaël Safou « Hommage à la profession d'éditeur en Afrique avec des maisons d'édition africaines », *Les Dépêches de Brazzaville*, 21 Mars 2012.

60 Cf. Gaspard Lenckonov « Ouverture de la "Rentrée du livre" à Brazzaville », *Star du Congo*, 1<sup>er</sup> février 2012.

C'est en fin de compte de manière indirecte que la problématique de l'édition africaine s'est immiscée dans les exposés et les discussions :

- Premièrement, sous la forme d'une intervention qui nous a beaucoup marqués. En marge de la table ronde consacrée aux « Revues littéraires du monde noir », Marcelin Vounda Etoa, directeur des éditions CLÉ (ndlr : la plus ancienne maison d'édition camerounaise), est intervenu durant la discussion qui faisait suite à l'exposé des politiques éditoriales des quatre revues (Tropiques, Présence Africaine, Africultures et la Revue littéraire du monde noir) :

« Je suis heureux qu'en passant, on ait évoqué les revues produites sur le continent. Monsieur Fonkoua l'a fait en parlant d'Éthiopiennes, je voulais signaler aussi en passant la revue Abbia, qui a été créée en même temps que les éditions CLÉ, que j'ai le privilège de représenter ici. Je voudrais simplement m'étonner de ce que, finalement, tout ce qui se fait sur le continent ne soit pas autant que cela pris en compte par les revues qui paraissent ici. Nous sommes donc finalement tombés dans un autre enfermement, au-delà de celui de la couleur de la peau : nous sommes dans un enfermement au centre, avec une négation totale [...] ». L'éditeur a suggéré une piste : « Du point de vue de ce qui paraît, de ce qui se fait dans la périphérie - si l'on peut parler ainsi - il y aurait lieu de réfléchir à des mécanismes et à des moyens de mettre en relation des contributeurs du continent dans les projets qui sont conçus ici, pour que la perspective soit plus ouverte et que l'on se sente concernés ».

Une seconde intervention nous aura marqué. Au cours de la table ronde « le rôle et la place des femmes dans la transmission des traditions », il est passé totalement inaperçu que Djaili Amadou Amal était l'unique romancière publiant dans une maison africaine (l'éditeur camerounais Ifrikiya). À côté d'œuvres éditées chez des structures françaises (Denoël, Flammarion, William Blake and Co), la présence d'un éditeur camerounais avait pourtant beaucoup de sens.

### *La question de la diffusion du livre en Afrique*

Il aura donc fallu attendre le dernier jour et la matinée professionnelle du salon du livre pour assister à la présentation d'un rapport consacré à la diffusion du livre en Afrique. Commandé par l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants, cette étude était présentée par Sophie Godefroy sur le stand de la Librairie du Sud.

Un travail qui est le fruit d'une enquête menée en 2011<sup>61</sup>, avec pour objectif d'évaluer les obstacles à une bonne distribution du livre africain en Afrique et hors d'Afrique. Sur un second plan, il était question de préconiser des actions pour favoriser une meilleure diffusion des productions. À partir d'entretiens avec quatre-vingt-dix professionnels (dont 27 libraires et 21 éditeurs), les responsables de l'étude ont déduit que le livre africain représente 5 à 10 % du chiffre d'affaire des librairies du continent.

Nous avons relevé différents éléments d'information au cours de cette présentation :

---

61 D'après Sophie Godefroy, l'étude sera bientôt publiée sur le site Internet de l'Institut Français.

- « [en Afrique,] beaucoup de maisons d'édition sont spécialisées en jeunesse » ;

- « elles utilisent les méthodes classiques : les librairies. Il y a également les foires où des éditeurs se trouvent pour concevoir leur projet ensemble. Il est clair que l'Afrique est à la recherche de sa foire. La foire de Dakar ne contente pas tout le monde »<sup>62</sup> ;

- « La diffusion se fait dans le pays d'origine de l'éditeur. Quelques éditeurs vont dans les pays limitrophes. Pour un éditeur comme les Classiques Ivoiriens, [la diffusion] représente en Afrique 10 à 15 % de son chiffre d'affaire. On a aussi observé des accords de diffusion croisée. La diffusion des éditeurs africains au Nord, se fait au coup par coup » ;

- « Nous avons constaté que les éditeurs africains sont assez isolés, et travaillent très peu ensemble » ;

L'association Afrilivres était aussi concernée par le rapport<sup>63</sup> :

- Le projet de départ était la visibilité de l'édition africaine et une structure de distribution en Afrique et au Nord. Mais le site est maintenant caduc et la centrale ne fonctionne plus comme une centrale. Le volume d'échanges est donc faible. « Il y a une véritable démobilité ».

- « Faute de moyens et de liens avec les producteurs, le volume des échanges [est] extrêmement faible. Donc il nous a semblé bien de préconiser une refonte totale d'Afrilivres de façon à ce qu'il y ait une véritable mutualisation et une synergie entre les éditeurs africains.

- Le nouveau bureau devra prendre en charge une politique de communication / promotion des éditeurs et la veille des marchés de dotation des bibliothèques pour lesquels les éditeurs africains sont absents.

- « L'idée est de confier l'édition à des plateformes spécialistes du livre africain aussi bien en Afrique qu'en France : trois plateformes en Afrique , une en Côte d'Ivoire qui aura une compétence au Togo, au Bénin, Burkina et au Niger, une au Mali qui aura une compétence sur le Sénégal, la Guinée et la Mauritanie, une au Cameroun qui aura compétence sur les États de l'Afrique centrale et une en France qui aura compétence sur la Belgique, Suisse et Canada. Tout le schéma a été fait dans l'étude ».

Quelques pistes ont, par ailleurs, été évoquées :

---

62 Nous nous permettrons de nuancer ce propos en évoquant les éditions tunisiennes Elyzad (présentes au salon, sur le stand de l'Union des Éditeurs Tunisiens). La maison d'édition remportait en effet le 12<sup>ème</sup> prix Alioune Diop « pour la promotion de l'édition en Afrique » de la Foire Internationale du Livre et du Matériel Didactique de Dakar, en décembre 2011. La maison d'édition a reçu un chèque d'un million cinq cent mille Francs CFA. Les Nouvelles Éditions Ivoiriennes-Centre d'Édition et de Diffusion Africaines (NEI-CEDA) ont obtenu la deuxième place et un chèque d'un million de Francs CFA. Ce concours, soutenu par l'Organisation Internationale de la Francophonie, est destiné à « apporter un soutien matériel au secteur éditorial africain ». Elyzad y participait au même titre que 16 autres maisons d'édition africaines (Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal, Togo, Tunisie). Le prix Alioune Diop représente, selon nous, un bon exemple d'une interrelation des marchés africains du livre.

63 Afrilivres est une initiative collective, créée fin 2001 à partir du développement des activités de la revue *Africultures*. Le projet est progressivement devenu indépendant. Les objectifs d'Afrilivres sont de rendre visible la production de livres en vente et édités en Afrique et de faciliter la commercialisation au Nord d'une sélection de titres.

- « Il faut une aide au transport. On s'est rendu compte que le coût du transport du livre entre la France et le Bénin était beaucoup plus faible qu'entre le Cameroun et le Bénin » ;

- « Le système d'aide au transport qui existe en France est apprécié par les librairies [...]. L'Uemoa s'est dite intéressée par cette étude et peut participer au financement de certains points particuliers si c'est nécessaire » ;

- « Ce sera le rôle des personnes qui seront en charge d'Afrilivres et d'autres institutions. Ce serait aussi intéressant de faire de la promotion auprès des médias aussi bien de la radio (...) et de la télévision qui sont très écoutées en Afrique » <sup>64</sup>.

À la suite à cette présentation, Marie-Michèle Razafintsalama a présenté la nouvelle directrice d'Afrilivres : Agnès Adjaho <sup>65</sup> aura pour mission de remobiliser le réseau Afrilivres pour favoriser la diffusion des éditeurs membres.

Thierry Quinqueton interviendra enfin, au titre de Président de l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants. Selon lui, le « Print on demand » (POD) constitue un nouvel enjeu pour les éditeurs africains. Grâce à cette technologie développée depuis 2007, un libraire ayant fait l'acquisition d'une machine dans la lignée de l'Expresso Book Machine <sup>66</sup> peut imprimer le fichier numérique d'un ouvrage au format .PDF. Dans cette perspective « on peut tout à fait imaginer (et cela commence à se faire) que des éditeurs africains vendent des livres numériques », selon M. Quinqueton.

Si cette éventualité semblait correspondre aux nouveaux enjeux de diffusion évoqués par Sophie Godefroy, Philippe Goffé, vice Président de l'Association Internationale des Libraires Francophones, est venu tempérer l'enthousiasme du Président de l'AIEI. En mettant en garde l'assistance, ce dernier a signalé que les sociétés commercialisant le matériel d'impression n'ont pour le moment pas encore apporté des garanties suffisantes à un véritable respect de la chaîne du livre. Des questions qui resteront en suspens...

### ***La Côte d'Ivoire et la réconciliation par le livre***

L'édition africaine était-elle directement représentée sur le salon ? En périphérie, sur les allées W et X. On y trouvait en l'occurrence le stand de la Côte d'Ivoire, voisin des espaces des pays du Maghreb (Maroc, Algérie et Tunisie) <sup>67</sup> et de la Guinée.

---

64 Moustapha Barry, « Sophie Barluet, auteure du rapport sur les librairies et les éditions en Afrique », Walfadjri, 23 mars 2012. [sic]

65 Présidente de l'Association Internationale des Libraires Francophones de 2005 à 2008, ancienne responsable de la librairie Notre Dame à Cotonou.

66 Cette catégorie de machines est commercialisée par des sociétés Nord-Américaines comme On Demand Books (USA) ou Ricoh (Canada).

67 Une présence sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir dans un prochain article.



La présence de la Côte d'Ivoire, après plusieurs années d'absence au Salon du livre de Paris, était forte de signification. Le slogan sur le livret édité pour l'occasion rendait bien compte de la volonté affichée par la délégation ivoirienne, moins d'un an après les troubles postélectorales qui ont bouleversé le pays : « L'art et la culture nous réconcilient ». En plus d'une trentaine d'écrivains venus dédicacer leurs œuvres sur le stand, la délégation ivoirienne était accompagnée d'une dizaine de maisons d'édition, d'un libraire et d'un diffuseur <sup>68</sup>.

Il y a eu une forte volonté de communication de la part des organisateurs. Nous avons assisté à la conférence de presse « les enjeux de la participation de la Côte d'Ivoire au Salon du livre de Paris ».

Fauséni Dembélé (représentant de cabinet du ministre de la culture et de la francophonie, Maurice Bandama) a expliqué la raison de la venue de la Côte d'Ivoire à Paris ; une présence qui s'inscrit dans continuité institutionnelle : « L'État de Côte d'Ivoire a décidé d'apporter un appui essentiel à la création littéraire et, de façon particulière, nous avons inscrit le livre comme thème central en cette année culturelle dans le pays ». L'année 2012 fera une part belle au livre : « Il y aura une série de manifestations, et de projets, pour soutenir et dynamiser le secteur qui, il faut le dire, en 10 années de crise que le pays a connu, a traversé des moments difficiles », a souligné M. Dembélé. Le représentant du ministère de la culture a mis l'accent sur les ambitions professionnelles de la délégation : « Nous entendons, avec les opérateurs d'ici et d'ailleurs (éditeurs, libraires et autres écrivains), nouer des partenariats. Pour nous, le salon du livre de Paris, est une occasion et une opportunité à saisir. C'est pourquoi, après une dizaine d'années d'absence ou de quasi-absence, la Côte d'Ivoire est fortement présente aujourd'hui, avec une gamme très représentative de ses auteurs ». L'accent a été particulièrement mis sur l'ouverture : « pour que notre pays s'ouvre davantage au monde [...], qu'il puisse faire connaître sa culture et sa production littéraire, qui est une des plus variées et des plus riches d'Afrique ».

L'occasion nous a été donnée de poser plusieurs questions aux responsables de la conférence de presse. Notre première interrogation portait sur le travail mené par l'association des écrivains ivoiriens. C'est Isabelle Kassi Fofana, présidente de l'Association Akwaba Culture, qui nous a répondu : « Nous avons effectué ce déplacement avec le président de l'association des écrivains de Côte d'Ivoire, Monsieur Josué Guébo, et je pense que c'est une équipe dynamique qui vient de se mettre en place. Elle vient de prendre ses fonctions endécembre dernier. Elle a déjà créé un site Internet. Je pense que les choses se mettent en place assez rapidement ».

Notre seconde question portait sur le travail actuel de l'association Afrilivres et de son rapport avec les éditeurs ivoiriens. Ange Felix N'Dakpri, Président de l'association des éditeurs de Côte d'Ivoire a apporté une première réponse qui mettait en valeur l'importance des échanges entre les structures africaines : « les éditeurs ivoiriens réalisent pas mal de collaborations avec les éditeurs sous-

---

68 FratMat Éditions, NEI CEDA, les éditions Eburnie, Les Classiques Ivoiriens, Vallesse Éditions, Cercle Éditions, les Presses des Universités de Côte d'Ivoire, Passerelles Éditions, Edilis et le Centre de Publication Évangélique pour les éditeurs, Librairie de France Groupe pour la librairie, EdiPresse pour la diffusion.

régionaux mais aussi avec les éditeurs internationaux. Dans le cadre de l'Association Internationale des Éditeurs Indépendants, il y a des éditeurs en Côte d'Ivoire qui échangent avec leurs confrères de ces différents pays. Afrilivres, je pense, est en plein renouvellement de ses instances. Certains membres de notre association sont acteurs d'Afrilivres. C'est pour vous signaler que des échanges existent entre le Nord et le Sud mais également au niveau intra-Sud ».

Fauséni Dembélé a prolongé la réponse de M. N'Dakpri sur un point historique : « on pourrait ajouter qu'il y avait une expérience avant-gardiste avec les Nouvelles Éditions Africaines. C'était une maison commune à plusieurs pays africain : la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Togo... malheureusement l'expérience a été de courte durée et les pays ont repris leur souveraineté en la matière ». Concernant l'enjeu du rassemblement : « de plus en plus, nous nous rendons compte que, par rapport au marché, par rapport à la nécessité d'avoir des entreprises de grande envergure pour faire face, aussi, à la concurrence internationale, il y a lieu de retisser des liens de coopération assez forts. Et nous n'avons pas le choix si nous voulons survivre. Nos marchés étant assez restreints, nos capacités faibles. La coopération africaine dans le domaine s'impose », a-t-il souligné.

### ***Un projet qui se développe en lien avec les opérateurs africains***

Le dernier après-midi du salon, avait lieu une réunion de présentation des écrivains et éditeurs de Côte d'Ivoire présents au salon. Cette rencontre qui s'est déroulée sur le stand ivoirien était modérée par Isabelle Gremillet, la fondatrice et Présidente de l'association arlésienne L'Oiseau Indigo Diffusion. Un opérateur de plus en plus présent sur la scène éditoriale africaine, depuis 2009.

Au moment de la fondation de la structure, Isabelle Gremillet posait plusieurs questions : « Est-il indispensable à un auteur du Sud d'être diffusé par un éditeur français pour être reconnu et bénéficier d'un large lectorat ? » ; « La diffusion d'un éditeur du Sud est-elle nécessairement limitée à son marché national ? ».

Trois années plus tard, la présence de l'association au Salon du livre de Paris (stand T 27 sur l'espace Provence Alpes Côte d'Azur) et ses liens avec le stand ivoirien atteste de la cohérence de l'entreprise. L'Oiseau Indigo entend, en effet, assurer une présence à ses éditeurs sur les principaux salons du livre de la zone francophone du Nord<sup>69</sup>. Le diffuseur élargit peu à peu son réseau : depuis quelques mois (nous soulignons), les Classiques Ivoiriens constituent la première maison d'édition d'Afrique de l'Ouest diffusée et distribuée par l'association.

---

69 Un regard sur les déplacements de l'association est éloquent : salon du livre de Paris (2010, 2011 et 2012), Festival les Voix de la Méditerranée à Lodève (juillet 2010 et 2011), Festival Africa Fête (juin 2010 et 2011), Festival Africajarc (juillet 2010 et 2011), Salon du livre de l'île de Ré (2010), Salon du Patrimoine (octobre 2010), Maghreb des livres (février 2011 et 2012), SIEL – Casablanca (février 2010 et 2011), Des frontières et des hommes, Thionville (mai 2011), Printemps des éditeurs à la Tour d'Aigues (mai 2011), Étonnants Voyageurs, Saint-Malo (juin 2011), Orléans, Capitale des Cinémas du Maghreb (juin 2011), Fête de l'Humanité (septembre 2011), Salon de la plume noire à Paris (octobre 2011), Salon du Livre de Beyrouth (novembre 2011), Salon de Saint-Priest (novembre 2011), Lettres d'automne à Montauban (novembre 2011), Fête du livre à Toulon (novembre 2010 et 2011), Salon des éditeurs indépendants L'autre Livre (novembre 2011), Foire du livre de Bruxelles (février 2012), Salon du livre et des cultures du Luxembourg (février 2012).

Lorsque nous rencontrons Isabelle Gremillet en 2006, son projet était encore en maturation. Elle nous parlait alors de l'African Books Collective (ABC), projet inédit lancé à Oxford, en 1989, à l'initiative d'Hans Zell et de 17 éditeurs africains avec pour but d'assurer la diffusion des éditeurs africains dans le Commonwealth. L'idée de départ s'inspire donc du travail de l'ABC, en se projetant cependant vers les aires francophone et arabophone. L'Oiseau Indigo revendique « un service de diffusion, de distribution et de promotion aux éditeurs du Sud (les éditeurs du sud de la Méditerranée et au-delà), permettant de rendre leurs ouvrages visibles et disponibles dans le réseau du livre en France et par extension en Suisse et en Belgique ».

Le projet de L'Oiseau Indigo se veut par ailleurs une plate forme pour ses éditeurs. Isabelle Gremillet nous précisait que : « la qualité du catalogue de L'Oiseau Indigo est avant tout le reflet de la qualité du catalogue de nos éditeurs. C'est le sens et le principe sur lesquels repose notre projet, de se faire le relai du travail que les maisons d'édition réalisent déjà au quotidien ».

### ***Incertitudes du numérique et édition africaine***

Ce même jour et après quatre jours d'expositions, de rencontres et de conférences, le rideau est tombé sur la 32<sup>ème</sup> édition du Salon du livre de Paris. Une édition le livre numérique s'est fait très présent. Il n'est en effet plus du tout question d'un phénomène d'édition marginal. À titre d'exemple, les librairies en lignes (Feedbooks, BdBuzz, Décitre, Amazon, Apple) ainsi que les constructeurs de tablettes numériques (Sony, Nenuphar Development) figuraient, cette année, parmi les exposants. Ces enjeux numériques n'ont pas échappé aux éditeurs africains. Un marché semble-t-il directement concerné, puisque la première tablette numérique africaine a été lancée en janvier dernier, en République du Congo <sup>70</sup>.

Il y a pourtant encore beaucoup de flou autour de la problématique du numérique en Afrique ; et l'on se demandera si les craintes exprimées par Philippe Goffe ne laissent pas présager de nouveaux problèmes et futures batailles juridiques. Pour le moment, il n'y a en tout cas pas de « miracle » numérique à espérer pour l'édition africaine. Sur la seule question des blogs ou sites Internet, l'outil numérique n'est encore que très inégalement occupé par les éditeurs et regroupements de professionnels africains. Les éditeurs qui possèdent un site Web et diffusent leur catalogue sont encore peu nombreux.

Une interrogation liée peut d'ailleurs être formulée sur le point de la diffusion de l'information. Faiblement centralisée, cette dernière ne transite par aucun canal établi. On ne relève encore aucune base de données exhaustive renvoyant vers les sites existants d'éditeurs africains. La publication périodique (hélas pas assez reconnue) de l'éditeur écossais Hans Zell Publishing, Books & Readings in Sub-Saharan Africa représente probablement l'outil documentaire le plus complet, au niveau de la

---

70 La marque congolaise VMK a lancé sur le marché la Way-C, tablette tactile commercialisée au prix de 150 000 francs CFA.

quantité d'informations sur les éditeurs et structures du livre en Afrique, comme de la fréquence des mises à jour de la version électronique de l'ouvrage <sup>71</sup>.

Il y a lieu de rappeler ici le propos d'Octavio Kulesz (publié dans une récente étude consacrée au livre numérique dans les pays du Sud) ; ce dernier écrivait : « dans un monde d'une variété infinie et qui se trouve en développement au sens littéral du terme, l'édition numérique du Sud est le territoire de tous les devenirs. Mais si les technologies mutent et que les contextes locaux sont instables, cette industrie naissante ne va-t-elle pas connaître la même extrême fragilité ? L'édition électronique dans les pays en développement ne restera-t-elle pas excessivement exposée aux va-et-vient de l'histoire et à l'arbitraire des colosses nord-américains, européens et japonais, indépendamment de ce que mettront en œuvre ses protagonistes ? [...] Nous ne nous référons pas ici à la géographie ou au climat, mais bien aux formes spécifiques d'interaction avec la technologie qui existent dans chaque région : formes structurées par l'histoire, la langue, la culture, la religion, la politique, entre autres aspects » <sup>72</sup>.

Nous le disions, l'édition africaine était mieux représentée, cette année à Paris. La délégation congolaise à d'ores et déjà annoncé son retour en 2013, de même que la délégation ivoirienne et une présence camerounaise serait envisagée l'an prochain.

On retiendra enfin de cette édition le signal fort envoyé par Afrilivres autour de la mise en place de sa nouvelle direction. Le collectif semble aujourd'hui travailler en partenariat étroit avec l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants <sup>73</sup> et entretenir des rapports de collaboration avec l'Association Internationale des Libraires Francophones. Afrilivres aura un rôle évident à jouer dans le mouvement actuel associé à la numérisation éditoriale, aussi bien au niveau de la recherche des nouvelles possibilités d'édition et de diffusion, que de la défense des intérêts de la profession. La question des échanges intra-sud constituera aussi un des grands enjeux du travail de l'association.

Il est pour le moment encore trop tôt pour parler d'un véritable changement du paysage de l'édition, porte de Versailles. Nous ne pourrions cependant pas nous empêcher d'espérer une présence accrue des éditeurs africains à Paris, lors des prochaines éditions du salon du livre. Ces derniers, par leur représentation, rendent l'enjeu essentiel de la bibliodiversité bien moins abstrait. En 2006, Gilles Colletu écrivait : « On ne peut que souhaiter qu'un rééquilibrage s'opère et que la diversité éditoriale soit le reflet de la multiplicité des cultures à travers une constellation d'éditeurs, petits, moyens et

---

71 <http://www.hanszell.co.uk/pbrssa/index.shtml> [site consulté en juillet 2013].

72 Octavio Kulesz, L'édition numérique dans les pays en développement, Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants, p. 150-151 (étude disponible à l'URL suivante : <http://alliance-lab.org/etude/archives/author/octavio>) ><http://alliance-lab.org/etude/archives/author/octavio> [site consulté en juillet 2013].

73 En atteste l'étude sur la diffusion du livre en Afrique.

gros, indépendants ou non, garantissant aux citoyens la pluralité des idées, la diversité des propos, la multiplication des supports du savoir »<sup>74</sup>.

Pour clore notre propos, nous considérerons que la présence africaine au salon du livre témoigne d'une certaine vitalité de l'édition sur le continent, malgré une visibilité des maisons d'édition encore réduite à l'international et des échanges professionnels très dépendants de différents collectifs associatifs. Par ailleurs, si de multiples échanges se passent entre éditeurs sur le continent, l'information sur les mouvements et la vitalité de l'édition africaine est, pour sa part, encore assez maigre.

Globalement, la question littéraire prévaut encore sur l'aspect éditorial. Le Salon du livre de Paris ne constitue pas encore, à proprement parler, un tremplin pour l'édition africaine.

**Référence bibliographique : THIERRY (Raphaël), « L'édition africaine au 32e Salon du livre de Paris », *Africultures*, 27 mars 2012 :**

**[www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=10666](http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=10666) - consultation 19.09.2013.**

---

74 Gilles Collet, *Editeurs indépendants : de l'âge de raison vers l'offensive ?* Paris : Alliance Internationale des Editeurs Indépendants, 2006, p. 146.

## Annexe 7 - L'édition africaine au 33<sup>ème</sup> Salon du livre de Paris : du centre vers les « marges »

L'an passé, nous constatons que le Salon du livre de Paris ne constituait pas encore un réel « tremplin pour l'édition africaine »<sup>75</sup>. Si des livres africains étaient présents sur les stands du Maghreb, de la Côte d'Ivoire, de l'Institut français et de l'association L'Oiseau Indigo, on relevait par ailleurs l'habituel mélange des genres : l'édition [française] de littératures africaines occultait encore largement les productions du continent. Une situation mettant en lumière le déséquilibre – flagrant – de la représentation des littératures éditées dans l'hexagone et des productions africaines<sup>76</sup>. Dans un contexte de monopole littéraire, on pourrait en effet concevoir que les littératures africaines sont encore et toujours une « affaire du Nord ». Mais il ne serait toutefois pas juste de réduire la production littéraire africaine au seul espace français (où plus globalement à l'hémisphère Nord). La frustration que nous avons pu ressentir en 2012 imposait un nouveau tour d'horizon, un an plus tard. Par rapport à 2012, le bilan 2013 était-il réellement différent ? Premiers éléments de réponse.

“The international market place is only “marginally interested” in the publishing output of many countries, not only books originating from Africa”. Hans Zell<sup>77</sup>

Dans un précédent article, nous avons souligné le fait que le principal problème de l'édition africaine réside dans une insuffisante diffusion (médiatique et professionnelle). L'édition 2012 du « SDL » aura ainsi été une affirmation supplémentaire de la réalité économique et médiatique des littératures africaines : d'un côté des catalogues français sous les feux des projecteurs<sup>78</sup>, de l'autre, des éditeurs africains relégués dans les traverses de la « grande librairie parisienne ». Rien de bien neuf sous le [fragile] soleil parisien, pourrait-on dire !

La 33<sup>e</sup> édition du Salon du livre aurait ainsi pu n'être que la répétition d'un refrain désormais bien connu : « oui, le public français reconnaît aujourd'hui la qualité et la diversité littéraire africaines ; oui, les écrivains africains sont désormais reconnus comme des écrivains « tout court » ; oui, la littérature française n'est plus le cœur des lettres francophones, etc. » Mais toutes ces œuvres sont publiées en France. Mais toutes ces œuvres sont surtout vendues en France et au Nord. Rien de bien nouveau donc, sauf que le SDL a cette année été le théâtre d'une affirmation plus importante de la présence éditoriale africaine...

---

75 « L'édition africaine au 32<sup>e</sup> Salon du livre de Paris » : <http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=10666> [site consulté en juillet 2013].

76 Ce déséquilibre a notamment été qualifié de « néocolonialisme littéraire » par Vivan Steemers dans un récent ouvrage. Voir la critique de l'ouvrage publiée par Africultures : <http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=11236> [site consulté en juillet 2013].

77 Hans Zell, « African Scholarly Publishing Essays », *Review in The African Book Publishing Record*, vol. 33, n° 2, 2007, p. 107.

78 Gallimard, Hatier, Le Seuil, Actes Sud, etc.

Durant les quatre journées du salon, les visiteurs du Parc des expositions de la Porte de Versailles ont pu découvrir des livres auxquels ils ne sont pas habitués et des productions littéraires méconnues en France. Une édition 2013 qui restera riche de promesses et – surtout – de perspectives éditoriales.

### ***Du livre aux éditeurs africains***

Le lundi 25 mars 2013, le 33e Salon du livre de Paris a fermé ses portes. Alors que l'édition 2012 enregistrait déjà des records de fréquentation, les chiffres de cette année auront été sensiblement les mêmes<sup>79</sup>. Une continuité donc, ainsi que dans la formule des cinq axes déjà expérimentée l'an passé. Les « Lettres roumaines » étaient à l'honneur ; Barcelone ville invitée ; la cuisine bénéficiait d'une mise en valeur, avec un stand thématique de 600 m<sup>2</sup> ; le « art square » dédié au beau livre proposait différentes plateformes ; enfin, « la programmation éditoriale française » profitait d'un espace de débats et de réflexions autour des transformations actuellement en cours au sein de l'univers du livre (les questionnements numériques en tête). On le voit bien, le « SDL » se veut, année après année, un rendez-vous ouvert sur la diversité du monde du livre.

Mais il y a différentes manières de concevoir « le monde ». Force nous est de constater que l'organisation du salon pense encore ses thématiques en fonction du Nord<sup>80</sup>. On l'aura bien compris, l'édition et les littératures africaines sont encore loin de trouver grâce au sein de la programmation parisienne. Un « oubli » thématique qui n'a pourtant pas été synonyme d'absence littéraire ou éditoriale.

Comme nous avons pu l'évoquer, par rapport à 2012, l'édition 2013 a été le cadre d'évolutions significatives et d'une « montée en puissance » de la présence [éditoriale] africaine.

Progression d'une part, de même qu'émergence de nouveaux opérateurs et enfin affirmation de nouvelles problématiques. On pourra alors se demander si le « SDL » constitue un juste reflet des dynamiques contemporaines de l'édition africaine, ou bien s'il s'agit plutôt d'un épisode de plus sur le chemin d'un secteur économique encore trop irrégulièrement représenté au Nord (et ce depuis plusieurs décennies).

### ***Une présence éditoriale africaine au pluriel dans la « grande librairie parisienne »***

Pour peu qu'ils aient pris le temps de traverser le vaste Parc des expositions, les 195 000 visiteurs du salon auront pu noter la présence de différents pôles d'édition africaine : d'un côté<sup>81</sup>, les éditeurs du Maghreb : Royaume du Maroc, Algérie, Tunisie<sup>82</sup> et les foires du livre du Monde Arabe (Sharjah,

---

79 Autour de 195 000 visiteurs, 2 000 auteurs et 1 200 exposants répartis sur 55 000 m<sup>2</sup>.

80 En atteste ce programme consacré à « l'édition française » en partenariat avec le Centre National du Livre et l'Institut Français.

81 Allées W et X.

82 Les éditeurs tunisiens étaient hébergés sur le stand des éditions Averroès, suite à différents problèmes de financement.

Téhéran) ; de l'autre, <sup>83</sup> les stands de l'Afrique subsaharienne : Livres et Auteurs du Bassin du Congo (République du Congo), Côte d'Ivoire (« Le livre et l'art nous réconcilient ») et Union du Fleuve Mano (qui réunissait la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone). Enfin, et alors que nous regrettons l'existence d'une édition africaine francophone dans l'ombre médiatique des catalogues français, nous ne saurions oublier, parmi ces différents stands, l'association L'Oiseau Indigo Diffusion <sup>84</sup> et la Mauritanie <sup>85</sup>. Une bonne partie de ces opérateurs étaient d'ailleurs déjà présents lors des précédentes éditions du SDL, alors que des « nouveaux » (Union du Fleuve Mano, Mauritanie) faisaient cette année leur apparition.

Pendant les quatre journées, le public a d'autre part eu la possibilité d'aller à la rencontre des livres qui n'avaient pas été présents au Salon du livre depuis... 2002 ! À l'époque, l'association d'éditeurs africains francophones Afrilivres, fraîchement lancée, avait présenté un stand avec le soutien de l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants. Onze années se sont écoulées, au cours desquelles l'association Afrilivres est passée par des hauts et des bas, avant de repartir sur une dynamique prometteuse, à partir de 2010. Et si Afrilivres ne possédait pas d'espace propre cette année, on aura observé avec intérêt que ses éditeurs étaient exposés sur les stands des « Livres et auteurs du bassin du Congo » (avec près de la moitié des tables), de la Côte d'Ivoire (les Classiques Ivoiriens, Eburnie, Edilis et les éditions Vallesse) et de « L'Union du fleuve Mano » (Eburnie, Ganndal, Graines de Pensées).

Une implantation plurielle d'Afrilivres, qui suit une dynamique proche de celle de L'Oiseau Indigo Diffusion, association spécialisée depuis 2009 dans la diffusion des ouvrages d'Afrique subsaharienne, du Maghreb et de la Méditerranée. On aura ainsi remarqué que les éditeurs défendus par le collectif arlésien étaient présents sur l'ensemble des stands africains du salon.

Mais 2013 a également signifié la disparition de la « Librairie du Sud » organisée par l'Institut Français (IF) ; un espace traditionnellement ouvert aux éditeurs africains. Cet arrêt a été expliqué lors d'une rencontre par l'orientation des politiques de l'IF, qui ne favorise désormais plus autant « la promotion des contenus » et resserre son action « autour du réseau diplomatique à l'étranger » <sup>86</sup>. Un retrait qui n'est toutefois pas synonyme d'arrêt pur et simple : on soulignera par exemple le fait que des politiques d'accompagnement de l'édition du Sud sont toujours prises en charge par l'IF (aide à la cession Nord-Sud, aide à la diffusion-distribution) <sup>87</sup>.

---

83 Allées C et H.

84 Stand Provence Alpes Côte d'Azur.

85 Allée Z, représentée par les éditions 15/21 et leur directeur, Ahmed Sellami Ould El Mekki.

86 Soit le réseau des Centres Culturels des Ambassades de France.

87 On évoquera le soutien de l'Institut Français à l'association Afrilivres, le partenariat engagé avec l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants, ou encore le renforcement des réflexions consacrées au livre numérique.



### *Une édition africaine « en marge » et des perspectives globales*

Aussi intéressant qu'il soit, le Salon du livre de Paris reste un évènement parmi d'autres pour l'édition africaine : Genève, Bologne, Ouagadougou, Abidjan, Harare sont autant d'autres lieux de résonance de la diversité du livre du continent. Et puis, un évènement n'est rien sans une réalité structurelle qu'il accompagne. Sans des dynamiques économiques extérieures, le SDL ne serait ainsi qu'un « musée de livres à vendre ». À notre sens, le salon ne constitue pas un tremplin pour l'édition africaine. Ce n'est pas là son rôle. Il est par contre beaucoup plus intéressant de situer l'évènement dans un contexte général : celui du développement et de l'affirmation d'une diffusion éditoriale africaine hors des frontières nationales.

En effet, et bien que l'évènement se soit tenu la veille et hors du salon du livre, il est important de se souvenir de la tenue d'un atelier organisé par l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants (AEI). Avec pour thème « le don de livre, un système à repenser »<sup>88</sup>, cette rencontre préparatoire des « Assises internationales de l'édition indépendante »<sup>89</sup> se voulait – précisément – en marge du SDL<sup>90</sup>. Et si la rencontre se situait « à côté » du principal rendez-vous du livre, elle était bien loin de faire office de happening marginal.

« Dans un moment de transformations profondes, nous voulons nous réunir pour interroger nos pratiques, pour écouter d'autres agitateurs d'idées et intégrer de jeunes générations d'éditeurs partageant nos préoccupations. Considérant entre autres deux nouvelles donnes – l'émergence de nouveaux acteurs du numérique et la crise financière globale, nous souhaitons questionner notre rôle et réaffirmer les enjeux de la bibliodiversité » est-il écrit dans le préambule des Assises.

Rejoignant la réflexion de l'Alliance des Éditeurs Indépendants, ce n'est ni dans l'atelier consacré au don de livre, ni même dans le Salon du livre de Paris que nous situerons le cœur de notre propos, mais plutôt dans le contexte de ces dernières années. Nous l'avons dit, en 2010, Afrilivres a relancé ses activités, avec le soutien notable de l'Institut Français. En 2012, un partenariat avec Africultures a permis à l'association de relancer le site Web Afrilivres.net. Alors que depuis 2009, L'Oiseau Indigo a ouvert une fenêtre pour l'édition africaine dans le monde du livre francophone, de 2012 à 2014, des professionnels du livre africain réfléchiront, échangeront, imagineront de meilleurs moyens de faire face à la montée d'une globalité et d'une numérisation du livre encore floue. Des évolutions qui inquiètent et justifient, plus que jamais, la défense de la bibliodiversité et d'une « autre édition ». Rappelons enfin qu'en 2014, une ville africaine (Port Harcourt, au Nigeria) sera « capitale mondiale du livre ».

---

88 <http://www.alliance-editeurs.org/-le-don-de-livres-un-systeme-a-128-> [site consulté en juillet 2013].

89 <http://www.alliance-editeurs.org/-assises-internationales-de-l,121-> [site consulté en juillet 2013].

90 L'atelier prenait la forme d'un workshop réunissant une quinzaine de professionnels du livre, africains ou non, à la Bibliothèque des Langues et Civilisations.

Alors que l’Afrique représente encore moins de 1 % des importations totales du livre en France, alors que les éditeurs africains occupent encore moins de 1 % de la surface totale du Salon du livre de Paris, nul ne doute que des données sont en passe de changer. L’édition africaine propose aujourd’hui de nombreuses pistes – légitimes – pour l’avenir et la diversité du livre.

**Référence bibliographique : REBOUL (Amande), THIERRY (Raphaël), « 33e Salon du livre de Paris : l’édition africaine du centre vers les “marges” », Africultures, 30 avril 2013 : [www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=11479](http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=11479)- consultation 19.09.2013.**

## **ENTRETIENS**

## **Annexe 8 - Entretien avec Ernest Alima (écrivain), Yaoundé : 5 juin 2010**

**Première question : Qui est Ernest Alima ? Comment est-il arrivé à l'écriture ? Comment s'est ensuite développée sa vocation d'écrivain de ses premiers pas à la reconnaissance qu'a connu son œuvre dès les années 1970 ?**

Je suis né à Yaoundé où j'ai fait mes études de lettres bilingues anglais-français. Ma naissance à la poésie remonte à l'époque où j'étais en 6<sup>ème</sup>, je ne savais alors pas que j'étais poète, ce sont les professeurs qui me l'ont révélé en lisant mes textes, à travers des petites compétitions d'écriture, ainsi que des devoirs de rédaction ; mes textes étaient imprégnés de poésie, or je ne connaissais la poésie ni d'Eve ni d'Adam. Je sortais alors fraîchement de l'école primaire et à part les récits de La Fontaine non, je ne connaissais rien en poésie. C'est donc à partir de cette révélation de mes professeurs que j'ai commencé à « taquiner les muses ». Vous savez que quand on dit que l'on est poète, on devient en même temps orateur, on est toujours inspiré, et on est alors obligé d'écrire ! J'ai ainsi rassemblé un bon nombre de poèmes que j'ai présenté aux éditions Saint Paul à Paris alors qu'un représentant français était en visite à Yaoundé. Ces textes ont néanmoins été publiés en 1977, bien plus tard. Il y a alors eu une séance de dédicace à la librairie Saint Paul, une cérémonie présidée par le professeur Bernard Fonlon, un intellectuel et écrivain (c'est lui qui a écrit la version anglaise de l'hymne national). Enfin, avant cela j'étais enseignant à Buea, dans un contexte anglophone. Après deux ans, j'ai commencé à envoyer mes poèmes à la revue *Abbia*, dans laquelle ils étaient publiés. C'est aussi l'époque de l'atterrissage de l'homme sur la lune, ce qui me donne l'idée d'écrire l'ouvrage *Apollo XI or a giant leap*. Le livre est imprimé à l'Imprimerie Catholique de Buea et publié à compte d'auteur. Pour publier l'ouvrage, je suis alors épaulé par Monseigneur Vercekoff, un grand ami de Bernard Fonlon. Il ne m'a pas « taxé le prix », et je n'ai pas payé totalement l'impression. C'était en quelque sorte une manière de m'exprimer ses encouragements en raison de mon jeune âge, et puis il faut aussi dire que Fonlon étaient à cette époque ministre et qu'il lui avait parlé de moi comme « un gars un plein de promesses » : il fallait m'encourager. Je n'ai pas tout payé, il me semble. L'ouvrage sort de presses en 1970, soit un an après l'atterrissage sur la Lune. J'ai envoyé le livre au Bureau des USA à Buea : l'Ambassade des USA a ensuite fait suivre au président Nixon, et aux trois astronautes. Ils m'ont répondu sous plis. Nixon m'a écrit qu'il a lu mon œuvre, me félicitant.

Pour moi, la consécration arrive plus tard, quand je vais aux USA. Je me souviens d'ailleurs après être allé à la Maison Blanche avoir regardé les effigies des président, et avoir demandé « mais où est Nixon, Monsieur le guide, vous savez ? » J'ai ressenti un sentiment d'injustice, on ne voulait pas le mettre ici ! S'il y a un silence de sept ans entre les deux ouvrages, la raison n'est pas les voyages, car j'écris toujours, mais je n'aime pas les œuvres actives. J'aime laisser murir mes livres. Il y a des

choses que je peux publier à l'heure actuelle, trois ou quatre ouvrages, mes premiers poèmes ne sont pas encore publiés (le recueil *Masques chauves*), je laisse murir... Lorsque Jean Claude Awono se plaint que je ne publie pas, je lui réponds : « Mon vieux, tu ne sais rien ! L'œuvre se bonifie comme du vin ! » Il faut y faire des retouches pendant des années, et je n'ai jamais publié un poème depuis 1977, sauf pour un concours (concours organisé par le ministère de la culture dans le cadre de la révolution verte). Quand j'écris, c'est tout à fait librement, je prends du temps. Pour moi l'important ce n'est pas d'être prolifique, c'est d'écrire des œuvres de valeurs, il faut de la substance. Mais au contraire, j'écris toujours. Quand j'étais au USA, j'ai écrit l'ouvrage *Chant pour mademoiselle* dans lequel je chante une américaine que j'ai rencontrée, une poétesse. Elle était alors doctorante et enseignante à l'Université d'Iowa, j'avais été reçu chez ses parents à Louisville, Kentucky. Dans l'ouvrage je la célèbre donc, l'œuvre est là, mais je préfère peut être qu'on la publie à titre posthume. Sinon, j'ai quand même écrit un poème qu'Awono a publié en 2002 aux Editions de la Ronde : *Lettre à un poète*. Mais ce poème a changé de physionomie depuis. Je me souviens d'ailleurs d'un débat à « La Ronde des Poètes », on m'avait fait le reproche que mes œuvres n'étaient pas engagées. J'ai rétorqué par ce vers :

*On n'est pas écrivain parce que sa plume crache son venin contre la terre et le ciel*

*On est écrivain si la voix de sa plume enchante l'œuvre ou l'oreille*

*La valeur de la plume se mesure à l'aune de l'art*

*Mais non point à ses coups de butoirs.*

Vous et moi sommes différents, on ne peut pas écrire de la même façon. Nous ne sommes pas de la même trame, nous tous ! Toutes les personnes ne sont pas pareilles : quelqu'un peut être violent, l'autre doux, cela dépend du tempérament, et c'est la même chose en littérature !

**Deuxième question : Pourquoi un si long silence entre *Si tu veux vivre longtemps* (1979) et *Paroles d'or* (2004), et qu'est ce qui vous a poussé à publier à nouveau, au Cameroun, à l'intention des enfants ?**

C'est un faux silence, qui n'est qu'apparent. J'ai été enseignant comme je vous l'ai dit, et des jeunes gens n'allait pas à l'école. Je leur demandais en les croisant « Tu n'es pas à l'école ? » Ils me répondaient « Papa n'a pas payé... » Cela me faisait mal au cœur, car l'école est très importante. Si vous n'allez pas à l'école votre avenir est compromis, et en tant que pédagogue j'avais un message à passer, ce que je fais dans mon recueil *Paroles d'or*.

**Pourquoi avoir publié dans différents lieux ?**

On publie là où c'est possible : à Saint Paul, parce qu'on y a accepté mon œuvre. En passant, je me souviens que j'avais négocié la première œuvre de René Philombe à l'imprimerie Adventiste : son impression, etc. C'était *La passerelle divine*.

### **Pourquoi pas les éditions CLÉ ?**

J'avais des manuscrits, oui, mais je ne les ai pas présentés à CLÉ, le directeur qui était un ami m'avait dit qu'il les publierait, mais je préfère encore attendre. C'est une mission qui m'a été confiée, j'avais écrit *Demande de décès*, Il m'a dit « vous avez beaucoup de choses à publier », je laisse ainsi les œuvres dormir pour que Dieu me le rappelle.

**Troisième question : Vous avez la particularité d'avoir écrit en anglais et en français. Cette spécificité n'est pourtant pas monnaie courante dans un pays aux deux langues officielles. Qu'est ce qui a justifié un tel parti pris dans le choix de vos langues d'écriture ? Ce choix n'a-t-il pas influencé d'une certaine façon le destin de votre œuvre ?**

Je me suis toujours intéressé à l'anglais. Avant d'entrer en 6<sup>ème</sup>, je parlais un peu anglais. Un prêtre blanc anglophone était alors notre enseignant et j'étais le seul de ses élèves qui pouvait parler anglais avec lui, ayant appris tout seul. Quand je suis allé à Buea, j'écrivais des poèmes que j'affichais au tableau, et toute l'école allait les lire. Le directeur est ainsi allé me voir, il est venu à la maison, il m'a dit « Monsieur vous écrivez très bien l'anglais ! » Je lui ai répondu « Je suis arrivé ici il y a deux ans. » Il m'a alors dit : « Je veux que vous enseigniez l'anglais ici. » J'ai tout d'abord refusé. Mes collègues m'ont ensuite dissuadé de ce refus, et il est revenu à la charge. Il m'a demandé « d'enseigner les écrivains nigériens ». J'ai donc accepté. Et c'est ainsi que, toutes les nuits, je me battais pour les comprendre et aller les enseigner le lendemain. Il faut dire que la connaissance de ces deux langues me permet depuis d'écrire soit le français soit l'anglais et, quand je ne connais pas un mot dans une langue, l'autre me permet de le trouver, et *vice et versa*. Lorsqu'une expression m'échappe, je me demande « qu'est ce que l'on dit en anglais/en français ? »

**Quatrième question : Lorsque vous écrivez, sur votre table de travail, à quel lectorat immédiat pensez-vous ? En quarante années d'écriture, avez-vous toujours à l'attention des mêmes publics ?**

Quand j'écris, je pense à tout le monde ! La seule fois où j'ai pensé à un lectorat précis, c'est quand j'ai écrit *Paroles d'or*, parce que je m'adressais aux enfants. Mais sinon, j'écris pour tout le monde et je prends la peine d'être simple et clair ! Je n'aime pas les écrivains qui pensent que plus l'œuvre est obscure et plus elle est de haute facture. J'ai écrit un recueil de poèmes il y a deux ans : ça va faire un coup. Pour le moment, c'est encore à l'état de brouillon. J'y critique les jeunes écrivains d'aujourd'hui, aspirant essentiellement à la grandeur... Il y a des poètes qui se figurent que plus leur œuvre est obscure plus elle est de haute facture. Non, cet ouvrage va faire l'effet d'une bombe ! Moi, quand j'écris c'est la simplicité pure, la clarté. Rivarol a dit que « tout ce qui n'est pas clair n'est pas français ».

**Cinquième question : Quel regard portez-vous plus largement sur la production littéraire contemporaine au Cameroun ?**

Vu mon âge, vue ma santé qui décline, ma vue qui baisse, je m'éloigne de plus en plus de la chose littéraire. J'écris à la maison. Il y a quelques temps, quand j'étais très régulier, je fréquentais les librairies, les cercles littéraires. Mais un regard sur la littérature camerounaise... je ne peux pas vous donner un jugement de valeur comme cela. Mon âge m'éloigne de plus en plus de ces choses là, je ne lis d'ailleurs plus beaucoup.

**Sixième question : Ayant publié au Cameroun et à l'international, votre œuvre ayant été diffusée à très vaste échelle, les réceptions ont-elles été différentes selon les espaces, selon les périodes ?**

Ca a toujours été pareil. Quand j'avais publié mes premières œuvres, quand les journaux et revues avaient publié certains de mes poèmes, le futur ministre de la culture et de l'enseignement supérieur qui était alors journaliste *au Cameroon tribune* avait souligné la remarquable qualité de mon travail, mais sinon, je dirais qu'il n'y a pas vraiment eu de réception différente. La réception était la même. Il faut souligner qu'avant, les gens s'intéressaient beaucoup à la chose littéraire or, aujourd'hui, même les écrivains ne lisent pas : on n'achète pas, on veut des cadeaux... Mais c'est nous qui devons lire ! Les gens ne lisent pas. Les gens sont enfoncé dans la quête du bien être matériel ! Chez nous aussi, on n'encourage pas les écrivains, mais plutôt les footballeurs, les musiciens... Avant, c'était mieux organisé : quand on votait le budget de l'État, on nous allouait des budgets, maintenant qui prête attention aux écrivains ? Personne !

**Septième question : De même, le traitement éditorial a-t-il été le même selon les maisons d'édition et en fonction des pays ?**

Je ne connais pas la ligne éditoriale de Jean Claude, mais je l'avais entendu dire « je vais tout publier ». Si c'est cela, il va publier des navets. La patrie attend l'héritage des bons ouvrages... Il faut des œuvres de valeur. Il faut viser l'excellence. Entendre Jean Claude s'exprimer de la sorte, ça m'a fait frémir.

**Huitième question : Vous revendiquez-vous d'une littérature camerounaise « du terroir » ? D'une littérature « tout court » ?**

De la littérature camerounaise et de la littérature tout court, mais le terroir, quel terroir ? Non, du terroir, pas du tout !

**Neuvième question : Votre œuvre est donc bilingue, le clivage entre les deux langues est aujourd'hui loin d'être dépassé dans la littérature camerounaise. Les choses étaient-elles différentes lorsque vous publiez *Apollo XI*, en 1970 ?**

Je ne sais pas comment répondre à cela. Mais c'est vrai qu'il y avait quand même des anglophones au sein d'*Abbia*. De même, il y avait des anglophones qui étaient membres de l'APEC, mais je ne sais pas si, par exemple, Jean Claude a enregistré des anglophones dans « La Ronde des poètes »... Les

choses vont comme cela : à vau-l'eau ! Je me souviens que, quand j'ai publié en France, on m'envoyait à la fin de chaque année mes droits d'auteur. Ici, il faut attendre des années, il faut en faire la demande. C'est automatique là bas. Je me souviens que je recevais une lettre dans ma boîte postale.

**Dixième question : Vous êtes un des membres fondateur de l'APEC, à l'époque, qu'est ce qui vous a poussé à vous lancer dans une telle aventure, et comment le travail de l'Association s'est-il ensuite organisé ? Avec quels soutiens ? Quel était le contact avec le public ? Entretien-vous à l'époque un dialogue privilégié avec les éditeurs ?**

Fin 1959, il y a eu un salon, une exposition où l'on a exposé des œuvres d'écrivains. J'avais alors relevé les noms et adresses des écrivains. Je suis ensuite allé présenter à René Philombe, qui a fait des convocations et nous avons créé l'APEC le 23 janvier 1960. On se réunit donc chez Philombe, on élit un bureau. Louis-Marie Pouka, alors magistrat et qui était le doyen, est élu président... Ensuite, c'était comme cela : on se réunissait tous les mois chez Philombe et nos réunions consistaient à la lecture de nos œuvres et à la critique sans complaisance ! Il faut ici souligner que beaucoup d'écrivains étaient allergiques à la critique. Ces derniers sont ainsi restés les mêmes et ont continué de faire et refaire les mêmes fautes qu'il y a cinquante ans. Chaque mois, chacun apportait sa contribution et, avec ce que l'État nous donnait, nous pouvions faire fonctionner l'association, qui a été enregistrée d'utilité publique un an après, avec un récépissé... Concernant les activités, il y avait souvent des représentations théâtrales, des représentations de poésie dans les centres culturels français et camerounais. Ainsi, *Coureur de jupon*, comédie satirique que j'ai écrit a été jouée en 1980 au Centre Culturel Camerounais... Je n'en ai même plus les manuscrits aujourd'hui, j'ai demandé à Marcel Mvondoo qui avait monté la pièce à l'époque, mais il n'a pas conservé les manuscrits... À l'époque le CCC et le CCF étaient très actifs. Il y avait aussi des salles de cinéma, dans lesquelles on jouait souvent des pièces. Maintenant, la télévision est venue tuer tout cela... Je me souviens que l'on allait très souvent assister à des représentations.

**Onzième question : Selon vous, l'APEC a-t-elle posé quelque chose au Cameroun ? Instauré un dialogue associatif, peut-être ?**

Oui, le Cameroun a montré aux yeux du monde qu'il regorgeait d'écrivains : il y avait des dramaturges, des romanciers, des poètes, on était très nombreux, très nombreux !

**Douzième question : Pourriez-vous nous évoquer votre implication au sein de la revue *Abbia*, qui animera l'actualité du livre au Cameroun entre 1963 et 1982 ? Comment se passait le travail au sein de la revue ? Où était-elle diffusée ? Qui lisait *Abbia* et quels étaient les échos recueillis ?**

J'étais secrétaire et administrateur : je m'occupais de la correspondance, de l'expédition des revues... Monsieur Eldrige Mouhammadou venait me déposer tous les articles et les professeurs venaient ensuite chercher chez moi les articles. Ils les lisaient et c'est comme cela que ça marchait. On envoyait ensuite les épreuves au Docteur Fonlon, qui tenait des réunions avec des professeurs : la plupart étaient professeurs ou chercheurs... Mais je n'ai pas mis très long à *Abbia* : après, je suis allé au



Cameroun Occidental. Je me souviens qu'on envoyait le courrier en Europe, en Amérique. Nous fonctionnions par la Poste, il y avait des abonnés, les professeurs envoyaient beaucoup d'articles. Quand un professeur apprenait l'existence d'*Abbia*, il nous envoyait son abonnement et j'envoyais la revue ; il nous renvoyait ses articles : ça marchait ! Au sujet des institutions, je ne sais pas si l'UNESCO, par exemple, a joué son rôle, mais ce qui est certain, c'est que nous envoyions des revues à des organisations internationales en Allemagne, aux USA, en France... Il y avait beaucoup d'abonnés.

**Treizième question : entre les années 1980 et les années 1990, le monde du livre au Cameroun semble plus incertain, *Abbia* achève sa publication, les éditions CLÉ publient moins, le CEPER entre dans un long silence. À cette même période, les journaux semblent être les seuls tribunes littéraires actives au Cameroun. Comment expliquer un tel état des choses alors que les années soixante dix laissaient apercevoir un essordu livresans précédent au Cameroun ?**

Cela était dû à la crise économique. On a même réduit les salaires des fonctionnaires. C'est à cause de la crise qui sévissait à l'époque, ce qui fait que les revues disparaissaient : on fermait alors ceci et cela, les activités n'étaient plus comme avant, la fréquence baissait. Quant à y regarder de prêt et concernant la question de la fuite des cerveaux, je ne sais pas... peut être que, maintenant, beaucoup de gens fuient. On trouve ainsi des cerveaux camerounais de partout !

**Quatorzième question : Vous retrouvez-vous aujourd'hui dans la vie littéraire camerounaise ? Un éditeur comme Jean Claude Awono a-t-il le même langage d'éditeur qu'un éditeur camerounais dans les années 1970 ?**

Je vous ai parlé de mon âge et de mon état de santé qui ne me permet plus d'assister aux réunions, d'aller à la librairie, d'aller à la bibliothèque, je deviens de plus en plus casanier, je sors très peu... et vous parler de la vie littéraire : je ne peux rien dire. Jean Claude vient de temps en temps me faire un compte rendu des réunions, c'est tout. Je ne sors plus !

**Quinzième et dernière question : La création littéraire camerounaise est encore très peu connue/reconnue lorsqu'éditée sur place. Vous qui avez été édité ailleurs pour revenir éditer au Cameroun, vous qui avez été porte parole de nombreux intellectuels et artistes camerounais, quel message transmettriez vous aux lecteurs d'ici et d'ailleurs qui préfèrent lire « édition française », « anglaise » ? Aux éditeurs camerounais ?**

Je ne sais pas, je crois qu'il faut seulement dire aux jeunes que lorsque l'on écrit, c'est pour faire passer un message. Il est inutile d'habiller son message d'obscurité, il faut absolument être dans la simplicité, la clarté. Il faut faire un effort dans ce sens pour ne pas être obscur. Nous avons encore beaucoup de choses à dire à nos frères et à nos sœurs. Or, pour faire passer ces messages, il faut que les gens soient à même de comprendre. Il ne faut pas faire montre de grands mots pour montrer ceci cela. Il faut être simple et clair. Nous avons encore beaucoup de choses à dire à nos populations !

## **Annexe 9 - Entretien avec Djaïli Amadou Amal (écrivaine), Paris : 17 mars 2012**

**Djaïli Amadou Amal bonjour. Pour entamer notre entretien, j'aurais aimé que nous parlions de Walaande, sous-titré "l'art de partager un mari". Votre ouvrage a été publié en 2010 aux éditions Ifrikiya (Cameroun), dans la collection "Proximité" dirigée par François Nkémé. Il y a un fil directeur dans ce roman, qui est celui de "l'épouse du Sahel" qui passe sa vie à attendre et à qui personne ne pense. Dans l'attente du "walaande", elle attend aussi, simplement, que les gens la remarquent, lui accordent une importance. Cette épouse serait dans l'attente d'une "existence", si je puis m'exprimer ainsi. Il y a plusieurs femmes qui ressortent dans votre roman : Djaïli, Sakima, Nafissa... J'aimerais que vous me parliez un peu de ces femmes qui vivent sous le régime de la polygamie et ce que signifie ce besoin de reconnaissance.**

"Walaande", c'est un mot peul, qui signifie "unité conjugale". La polygamie chez les Peuls fonctionne sur un mode de ronde, où chaque épouse a droit à une nuit passée avec son mari. Pendant cette nuitée, elle s'occupe aussi du couvert, et de toute la famille... Donc Walaande raconte l'histoire de quatre épouses vivant dans la même concession et se partageant leur mari. Comme vous dites, ces femmes passent leur vie à attendre. Attendre que quelque chose se passe. Leur quotidien est exactement le même, chaque jour. Leur vie ne change jamais. Elles passent leur temps à attendre leur walaande, et à attendre que leur walaande finisse, à attendre elles ne savent quoi, mais à attendre quand même. En fait, il s'agit de femmes opprimées, des femmes qui n'ont pas le droit à la parole, qui n'ont pas de place vraiment définie dans la société. Elles ne sont "que" des épouses. Elles n'existeront jamais par elles-mêmes. À leur naissance, elles sont la fille d'untel et ensuite sur l'épouse d'untel. Elles ne seront jamais elle-même, en tant que personne.

**Derrière ce roman il y a donc une cause, et j'imagine un enjeu pour vous. Pourriez-vous m'en dire un peu plus ?**

Au nord-Cameroun, nous avons toutes plus ou moins vécu la polygamie ; que ce soit de près ou de loin. Que ce soit par nos parents, par nos amis, par nos voisins, etc. Dans tous les cas, nous, les épouses du Sahel, même si nos maris sont monogames, sommes toujours sur la défensive, parce que nous nous attendons toujours à ce que, à un moment ou à un autre, une nouvelle femme arrive, et que l'on se retrouve dans un foyer polygame. Et l'on n'y pourra rien ! Alors, je me suis dit qu'écrire ce roman, Walaande, c'était aussi un moyen de faire ressortir ce que nous, les femmes peules, nous pouvons ressentir. Et puis, c'est aussi un témoignage, pour toutes ces femmes-là : j'aimerais aussi qu'elles prennent conscience des maux qui minent leur société, des difficultés qu'elles rencontrent et qu'elles essayent, le plus possible, au moins, même si pour elles c'est trop tard (je veux dire,

pardonnez-moi l'expression, que pour notre génération c'est "foutu")... Mais si on peut arriver à protéger nos filles, à faire en sorte qu'elles échappent à ce problème-là, ça serait déjà une bonne chose. **Un passage à la fin de votre roman m'a beaucoup frappé, vous écrivez : "Malheureusement, le monde a changé. Les coutumes, les traditions, le pulaaku n'existent plus. À notre époque, les enfants ne pouvaient se permettre une réflexion devant leurs parents. Les épouses ne parlaient qu'en sourdine. Hélas, les temps ont changé". Il est aussi question d'un "nouveau jour", qui apparaît à la fin du récit et qui m'intrigue beaucoup : "ces temps ont changé", "ce nouveau jour", parlez-vous d'un changement en train de se faire ? Ne se situe-t-on pas plus dans l'espoir, dans l'attente de ce changement ? Il y a cette question des différentes générations...**

En ce qui caractérise la société peule, en premier vient le pulaaku. Le pulaaku, c'est un ensemble de règles qui régissent la vie en société. C'est à peu près "le savoir-vivre". Et ce savoir-vivre implique plusieurs conditions : il y a la dignité, la maîtrise de soi, il y a aussi la pudeur, la honte, "le droit de l'homme", comme on dit. Donc, chez les Peuls, ne pas respecter le pulaaku, c'est se mettre au ban de la société. Dans le roman par exemple, le père a imposé un mariage forcé et précoce à ses enfants. Et ces enfants, en refusant ce mariage, en contredisant leur père, vont à l'encontre du pulaaku. De même, les épouses, à la fin de l'ouvrage, se rendent compte qu'il leur est impossible de pousser leurs enfants si ces derniers ne veulent pas. Elles aussi prennent conscience que ce pulaaku, quelque part, les emprisonne. Aujourd'hui, les choses changent peu à peu. Mais bien sûr, le pulaaku c'est aussi avoir des valeurs. Et ces valeurs sont très importantes pour les sociétés africaines, et c'est bien de les conserver. Une fille qui doit être pudique, qui peut s'habiller décentement, c'est quelque chose de positif, qu'il faut conserver dans le pulaaku. Je veux dire que cela ne serait pas bien, par exemple parce que l'on veut imiter le monde occidental, parce que l'on veut "se moderniser", qu'une fille se promène avec des pantalons taille basse... Ce serait aller à l'encontre du pulaaku. Mais ce n'est pas parce qu'on veut conserver ses valeurs, qu'il faut automatiquement continuer à accepter la polygamie, la discrimination faite aux femmes, les violences faites à la femme et même les mariages précoces et forcés. Ça, c'est le côté négatif de notre culture. Et pour moi, l'effort que les Africaines doivent faire, c'est de prendre le côté positif de leur culture, de leurs valeurs et ne prendre que le côté positif de la "modernité". Il faut essayer de concilier les deux.

**En effet, on relève plusieurs niveaux dans votre roman : il y a des femmes peules du Nord-Cameroun, mais il y a aussi les femmes peules du Sahel, et puis il y a les femmes africaines à qui vous vous adressez, plus largement. Comment toucher une aussi large audience ? Quels retours recevez-vous, concernant votre roman, sorti il y a un peu plus de deux années ? Comment a-t-il été accueilli au Nord-Cameroun et plus largement peut-être ?**

À vrai dire, ça été une très agréable surprise pour moi. Quand j'ai publié, j'ai tenu à faire la première dédicace chez moi, à Maroua. C'était presque un défi pour moi, si je peux le dire ainsi. Et à ma plus grande surprise, le roman a été plutôt bien accueilli ! Il faut dire aussi que les autorités administratives ont joué un rôle : le gouverneur est venu à la dédicace et a amené avec lui des délégués du

gouvernement, des députés, des préfets... Ainsi, je n'ai vraiment pas été menacée. Bien sûr, il y avait quelques hommes qui me lançaient des piques du genre "tu veux nous déshonorer !", "tu ne montres que le côté négatif de notre culture !" Mais sinon, les femmes ont très, très bien accueilli le roman. Et puis, j'ai vraiment beaucoup été soutenue par l'Institut français du Cameroun. Ils m'ont donné un espace pour que je puisse m'exprimer, et j'ai pu donner plusieurs conférences au Cameroun, dans plusieurs villes et même à l'Institut français du Tchad qui m'a invitée pour donner des conférences. Et sincèrement, c'était vraiment très bien. Le roman marche bien au Cameroun. Les Camerounaises du Sud, qui ne connaissent pas les sociétés du Nord, et qui avaient plein de préjugés par rapport à leurs sœurs du Nord, ont finalement été très contentes de lire le roman. Certaines m'ont même dit : "Ah ! Vraiment, ce n'est pas du tout ce qu'on pensait ! Pour nous, les femmes du Nord, elles sont chouchoutées, elles n'ont pas besoin de travailler, elles passent leur temps à dormir... On se disait qu'elles avaient la belle vie par rapport à nous qui sommes obligées de nous battre tous les jours !" On se rend finalement compte que cela exprime un souhait des femmes qui sont opprimées, qui sont obligées de rester à la maison, et qui n'en ont pas forcément envie.

**Comment êtes-vous venue à la littérature et comment, de Maroua, êtes-vous arrivée à publier au sein d'une maison d'édition de Yaoundé ? Comment s'est passée votre entrée dans la scène littéraire camerounaise ?**

Au départ, j'ai un baccalauréat littéraire. Mais j'ai aussi vécu toutes les mauvaises expériences que vivent les héroïnes dans mon roman. J'ai vécu le mariage précoce et forcé. J'ai vécu la polygamie. J'ai dû lutter pour pouvoir continuer mes études. Quand on m'a donnée en mariage, j'étais en troisième... Et, pour pouvoir poursuivre mes études, j'ai dû lutter. Étant mariée à Maroua je n'avais pas la possibilité d'aller à l'université car il n'y en a pas dans ma ville. Après mon bac, j'ai ainsi été obligée de faire plusieurs formations, parce que je ne voulais pas arrêter. J'aurais voulu continuer, faire "littérature" : mon rêve était de faire journaliste ! Mais à l'époque, tout ça était pour moi un rêve tellement inaccessible ! Finalement, j'ai pu m'en sortir : j'ai demandé le divorce, je suis partie, je me suis battue et je me suis inscrite dans un BTS en "gestion commerciale". Cela me permettait d'avoir rapidement du travail et de pouvoir m'en sortir financièrement. En ce qui concerne la littérature, j'ai commencé à écrire dès mon plus jeune âge. C'était pour moi le seul moyen de pouvoir m'exprimer : un exutoire, en quelque sorte. Alors, j'ai écrit mon premier roman autobiographique à 20 ans. Mais le monde de l'édition était inaccessible pour moi ! Et, quand j'ai commencé à gagner mon indépendance et à pouvoir m'en sortir, j'ai pu aller tout le temps à l'Institut français ; et là, j'ai pu rencontrer des éditeurs, des auteurs qui avaient déjà publié... et me rapprocher un peu plus de ce milieu. Voilà comment, finalement, je suis arrivée à publier mon roman.

**Mais s'agissant de votre rencontre avec les éditions Ifrikiya ? Et pourquoi eux en particulier ?**

J'ai rencontré François [ndlr. François Nkémé] pour la première fois dans le cadre d'une association dirigée par le professeur Pabé Mongo de l'université Yaoundé 1. La première fois que je suis arrivée à Yaoundé, fraîchement divorcée, inconnue, je ne savais rien de la ville et de tout cela, car j'étais

surprotégée dans ma société. Je m'étais donc libérée, et je me retrouvais là... Je vais alors dans une librairie pour acheter un livre et je discute avec une libraire. Je lui dis "vous savez, j'ai un manuscrit", elle me donne immédiatement le numéro de Pabé Mongo : "essayez de contacter ce monsieur". Je le contacte, il est professeur de littérature négro-africaine : "Monsieur, on m'a donné votre numéro, j'ai un manuscrit et je ne connais pas la ville..." Il me dit "Bon, venez tel jour avec votre manuscrit." Et lorsque je suis venue, il a pris mon manuscrit et m'a dit qu'il allait me rappeler. Après l'avoir lu il m'a dit "Vous avez un vrai talent et je vais vous aider. Venez à mon association, la Nolica" (la nouvelle littérature camerounaise). J'ai donc été à l'association, où j'y ai rencontré François, avec qui je suis devenue amie. En fait, j'ai d'abord soumis mon premier manuscrit, plus ou moins autobiographique, et Pabé me disait "Prends du recul, parce que tu l'as écrit dans un moment de grande colère." Entre-temps j'ai achevé mon second manuscrit, et j'ai rencontré une personne des éditions Actes Sud qui était invitée par l'Institut français et qui donnait des conférences [ndlr. Bernard Magnier, directeur de la collection "Lettres Africaines", invité à Yaoundé en 2009]. J'ai assisté à ses conférences, et il nous a donné un conseil : si nous voulons publier, nous jeunes auteurs, il faut d'abord nous faire connaître dans notre pays, il ne faut pas forcément essayer d'envoyer ses manuscrits en Europe, mais essayer de se faire éditer sur place. À ce moment-là, pour moi, la priorité, était de me faire d'abord publier dans mon pays, et de faire passer ce message que je voulais transmettre. Il était essentiel que mon message passe, d'abord, au Cameroun. Les femmes camerounaises ne sont pas les femmes qui vivent en France. La France n'est pas la société camerounaise. Les lecteurs, en France, vont compatir et puis c'est tout ! Mais les femmes camerounaises, elles, pourront prendre conscience de quelque chose, et peut-être qu'alors les choses vont changer. J'en ai donc parlé à François, qui m'a immédiatement dit "Je vais te publier." Mais malheureusement, dans l'édition camerounaise, les éditeurs n'ont pas les moyens de pouvoir publier intégralement à leur propre compte, il faut alors une contribution de l'auteur. J'ai alors contacté une association peule Tabital Pulaaku International, dont le président est camerounais. Je lui ai donné mon manuscrit, et quand il l'a lu, il m'a soutenue. Il a tout payé. Et cette association me suit depuis le début de mon aventure, ce sont eux qui organisent toutes mes dédicaces, ils organisent des conférences, etc. Finalement, c'est ma communauté peule qui m'a soutenue.

### **Mais comment vous retrouvez-vous aujourd'hui sur le stand des librairies du Sud de l'Institut français, à Paris ?**

Voilà une très bonne histoire ! C'est vraiment incroyable et je ne m'attendais vraiment pas à ce que cet honneur me soit fait ! Nadine Monchau, la médiathécaire de l'Institut français que je connais très bien et qui est devenue une amie, m'a beaucoup soutenue. Elle a beaucoup aimé le roman. Un jour elle m'appelle et me dit "Amal, tu fais quoi le 16 mars ?" Je lui réponds "Je ne fais rien." - "Alors tu vas venir au Salon du livre à Paris !" Je lui ai dit "Non ? ! Je vais tomber évanouie, Nadine !" Et m'a dit "Non, non, non ! Ça va ! Calme-toi !" (Rires). Et voilà comment je suis, cette année, l'invitée camerounaise de l'Institut français ! Je suis prise en charge par Égide et le gouvernement français. C'est vraiment un honneur pour moi. Ça été une très agréable surprise, mais c'est aussi une

reconnaissance. Une reconnaissance, parce que j'ai enfin eu l'occasion, sur un plan international, de dire ce que je ressens, de dire les problèmes de ma société, et de promouvoir le livre que j'ai écrit. C'est vraiment incroyable et je suis très heureuse d'être ici !

**Le Salon du livre est en effet une tribune intéressante. Voilà pour vous l'occasion d'apporter un regard auquel le public du salon n'est pas habitué. Quels sont désormais vos projets ? J'ai lu quelque part que vous étiez en train de préparer un second roman ? Comment voyez-vous votre avenir d'écrivaine ?**

Je viens de terminer un manuscrit. Je viens de le soumettre à François, bien entendu, car j'aime beaucoup travailler avec lui. C'est quelqu'un de très bien, qui soutient beaucoup ses auteurs. Mon but, ce n'est pas de publier ailleurs. Ça serait plutôt de coéditer le roman. À l'heure où je vous parle, Walaande est complètement en rupture de stock, même au Cameroun ! Complètement épuisé ! À chaque fois, il nous faut à nouveau chercher les moyens pour réimprimer, et on ne peut pas réimprimer au-delà de 500 exemplaires, parce qu'on n'a pas forcément les moyens. Et nous voilà déjà au troisième tirage. Il faut dire qu'au Cameroun, la distribution n'est pas évidente, alors, sur le plan international, on ne verra pas les livres... Ce qui serait bien, et intéressant, serait de réaliser une coédition. Peut-être et si possible ici, en France, avec une maison d'édition qui accepterait de coéditer le roman. Comme cela, nous bénéficierons d'une meilleure distribution et le livre sera plus accessible. Ça serait mon rêve et ça serait l'idéal. J'essaye donc de rencontrer le plus de monde possible pour réaliser ce livre-là, avec l'accord de François, bien entendu.

**J'aimerais enfin vous demander s'il y a d'autres femmes qui écrivent au Nord-Cameroun ?**

Je suis la seule femme écrivaine du grand nord du Cameroun, c'est-à-dire des trois grandes régions du Nord. Aussi, être au salon du livre, faire entendre ma voix, montrer mon roman, ce n'est pas que pour moi que je le fais : c'est pour toutes ces femmes-là, c'est pour toutes mes sœurs qui sont opprimées et qui n'ont pas forcément le droit à la parole. On ne sait pas ce qu'elles ressentent, mais ce sont des femmes sensibles, des femmes intelligentes et opprimées... Des femmes qui vivent la discrimination tous les jours, la violence tous les jours... C'est donc pour moi un double honneur parce que, comme disait François un jour, "Je veux vraiment t'aider, parce que tu es la voix des sans voix". Alors, si je peux être la voix de ces milliers de femmes peules, nordistes camerounaises, pour moi, ce sera un grand honneur.

**Mais c'est ce que vous êtes en train de faire en ce moment même ! Et je souhaite que vos projets évoluent selon vos espoirs !**

Inch'Allah !

## **Annexe 10 - Entretien avec Kalliopi Ango Ela (Fondation Paul Ango Ela de Géopolitique en Afrique centrale), Yaoundé : 26 mars 2008**

**Raphaël Thierry : Pouvez-vous nous présenter votre structure, ses origines, les motivations à l'origine de sa création ?**

**Kalliopi Ango Ela :** La fondation Paul Ango Ela de géopolitique en Afrique centrale existe depuis avril 1999, c'est donc une structure qui a bientôt dix années. Dans un premier temps, il s'agissait de poursuivre ce que mon mari avait lancé : un centre de recherche et d'analyse prospective en géopolitique. Aujourd'hui, la fondation a légèrement changé de dimension, même si le travail de mémoire est toujours le soubassement de cette maison. Quand j'ai repris les choses en main, la première chose qui me semblait évidente a été de lancer un centre de documentation spécialisée pour les étudiants, les universitaires et les chercheurs. Au fil du temps, le public ciblé s'est élargi. L'activité première de la fondation est donc le centre de documentation. À cela s'ajoute la publication de la revue de la fondation : *Enjeux*. C'est un bulletin d'analyse en géopolitique pour l'Afrique centrale. La fondation a pris avec le temps plus d'envergure, je le dis sans gêne aucune, nous sommes devenus un centre de recherche. Plusieurs projets de recherche sont hébergés dans nos locaux depuis 1999.

**R. T. : Pourquoi le Cameroun, et avec quels soutiens ?**

**K. E. :** Pourquoi le Cameroun ? Parce qu'en 1999 j'y résidais déjà depuis douze ans. C'est donc une histoire de vie. Il y a aussi la volonté de créer un centre de recherche indépendant. Nous avons d'ailleurs un statut d'association, justement par souci d'indépendance au Cameroun, à Yaoundé ou dans les pays subsahariens. Mon objectif, peut-être ambitieux, serait que cette maison devienne un centre de recherche de référence, à travers une qualité du travail, d'ouvrages et de personnel. Voilà mon défi. Nous n'y sommes pas encore, mais ce défi nous stimule ! Pour ce qui relève des questions financières, au départ, c'était une catastrophe, un gouffre financier. Pour vous donner une idée, il y avait au début à peine quatre vingt douze livres dans le centre de documentation, contre 3000 ouvrages aujourd'hui, sans compter les revues. Parmi les partenaires, c'est la Coopération Française qui nous a permis en deux ans de bénéficier d'une subvention pour acheter le plus gros des livres. Cette aide est renouvelée tous les ans depuis 2000. Nous avons bénéficié d'entre un million et un million et demi de francs CFA de subvention pour l'achat d'ouvrages, à l'exception de l'année dernière où nous avons eu simplement équivalent de 1000 € (ndlr : environ 600 000 francs CFA). Il faut quand même préciser que nous avons deux sources de commandes chaque année, une qui est subventionnée par la coopération française, et l'autre qui est basée sur des ressources personnelles. Elles ont toutes deux des montants équivalents. C'est toujours à peu près un million de francs CFA de subvention. Pour les revues, au début nous prenions les abonnements. À partir de 2002, le bureau du livre a pris en charge

les abonnements, ce qui a fait que nous avons proposé beaucoup plus de titres. Nous sommes donc abonnés sur nos fonds propres à près de dix titres de revues, plus les autres qui nous parviennent grâce au Bureau du Livre. Je dirais que les abonnements que l'on réalise sur nos fonds propres sont beaucoup plus suivis que les apports du Bureau du livre, ce qui est aussi assez logique en termes de suivi des collections. Mais c'est un apport appréciable et cela donne au centre de documentation une dimension plus « sciences sociales », alors que nous avons plutôt tendance à privilégier les sciences politiques et géographiques en Afrique. Le Bureau du livre nous fournit aussi en très bonnes revues comme *Commentaire*, *Le Débat*...C'est vraiment appréciable. Il y a aussi une société parapublique camerounaise qui nous aide pour le renouvellement des revues que nous faisons en propre. Cela ne couvre pas le réabonnement à toutes les revues, mais nous soutient lors du réabonnement des dix revues dont je parlais. Cette société nous apporte son soutien pratiquement tous les ans depuis 2004, pour un montant de 500 000 FCFA. Pour obtenir d'autres revues, nous sommes en échange de publication pour certaines, comme *Géopolitique Africaine*, comme le *CEAN*, *Juridisme Info*. Aujourd'hui, du point de vue financier, le centre de documentation est excédentaire, c'est donc un des pôles de la fondation qui marche bien. Pour les autres activités de la fondation, c'est à partir du moment où nous avons répondu à des appels d'offres d'étudiants ou des appels à projets, que les forces de la fondation se sont bien portées. C'est-à-dire qu'à partir du moment où nous nous sommes appuyés sur des partenariats dans la région d'Afrique centrale ou d'Afrique du Sud, que nous avons sommes devenus un réel centre de recherche et que les finances de la fondation se sont améliorées. Nous couvrons de notre poche de l'ordre de 80 % des charges. En fait, il y a un équilibre à atteindre en termes d'activité, pour qu'elles soient de qualité, et conserver la faisabilité, même si on les diversifie. En 2007, nous avons créé une formation pour les étudiants. C'est une formation de méthodologie qui répond à un besoin que nous avons identifié. Nous la voulons de qualité et c'est la raison pour laquelle nous ne prenons pas beaucoup d'élèves. L'objectif est simplement de ne pas perdre d'argent. Voilà l'aspect « services aux étudiants » que nous essayons de développer, autant que ce soit au niveau de l'accueil des étudiants du Nord, que de l'encadrement des étudiants sur place, des universités, des écoles de la place, et des étudiants de la région, ou alors encore des formations à la méthodologie. Il y a beaucoup de volontariat dans cette logique-là. Nous essayons de compresser les coûts au maximum pour que cela reste accessible aux étudiants. Nous ne sommes pas là pour faire de la concurrence aux universités, mais pour combler un manque. Nous essayons de rester dans un équilibre à tous points de vue.

**R. T. : Avec quelles compétences avez-vous créé ce centre de documentation ? Quelles compétences et quelles motivations ?**

**K. E. :** La création du centre de documentation est partie d'un besoin : celui de la difficulté de trouver des ouvrages récents et de qualité à Yaoundé. Les universités ont de grandes bibliothèques, de même que les grandes écoles, mais on n'y trouve pas toujours des ouvrages récents. La politique de la fondation et du centre de documentation n'est pas d'avoir beaucoup de livres mais d'avoir une qualité



dans le choix, qu'il s'agisse d'ouvrages anciens ou récemment publiés. Certains sont anciens : *Guerre et Paix*, Raymond Aron... c'est que cela n'a pas d'âge ! Mais, en général, nous tâchons de nous renouveler assez vite, même si au final le nombre de livres que nous avons ici augmente. Notre but est de coller le mieux possible aux besoins des étudiants, et nous leur demandons régulièrement leur avis quant aux ouvrages auxquels ils aimeraient avoir accès. C'est de plus un centre de documentation spécialisée en Sciences Humaines et Sociales, avec un *focus* plus particulier en Sciences Politiques et plus particulièrement appliquées à l'Afrique centrale. À cela s'ajoute toutes les disciplines connexes à la géopolitique comme la géostratégie, le droit international, l'économie internationale et, forcément, de la sociologie, des sciences de la communication, un peu de sociologie, de géographie, des cartes, etc.

**R. T. : Au niveau de la formation du personnel et de ses compétences ?**

**K. E. :** Il y a eu une évolution. Au début, la personne qui s'occupait du centre de documentation, Mr. Ngoulou, était un bibliothécaire diplômé de Lyon à la retraite qui travaillait ici quasiment comme bénévole. C'était un vieux monsieur amoureux des livres. Il a été remplacé par son assistant, un étudiant en en Licence de géographie : Jean-Claude, que vous avez pu rencontrer en arrivant. Jean-Claude a bénéficié d'une formation pour les documentalistes au centre culturel français (CCF), et de l'expérience de Mr. Ngoulou. En 2002, Jean-Claude a suivi un autre stage au CCF et, après sa licence il a passé sa maîtrise. Il poursuit maintenant ses études, tout en continuant à travailler ici. Il faut donc former sur le tas, mais avec un *background* universitaire qui lui a permis cette adaptabilité, et franchement, Jean-Claude est vraiment compétent, il connaît le domaine, et si on lui pose des questions pointues, il sait y répondre avec le vocabulaire adéquat.

**R. T. : Au niveau des partenaires locaux, vous parlez du CCF, mais au niveau de la sous région, comment parvenez vous à vous tenir au courant de l'actualité des publications, revues etc. ?**

**K. E. :** Nous surveillons ce qui se publie au Cameroun. Nous essayons de nous procurer des livres en faisant le tour des librairies et profitons d'événements culturels pour acheter des livres que nous n'avons pas. Nous faisons donc très attention aux publications locales au Cameroun. Pour tout ce qui concerne les publications de la sous région, nous sommes assez rapidement informés. Comme par exemple avec le Gabon, nous avons un partenariat avec les éditions RapondaWalker de Libreville, ce qui fait quand nous avons les informations sous quatre jours et pouvons alors passer commande. C'est à peu près pareil avec la France où ce n'est pas très difficile de se tenir au courant. Par contre, nous avons plus de difficulté concernant les ouvrages en anglais. Nous avons pu bénéficier d'un don du *British Council* de Bruxelles. Mais outre cela, comme nous ne sommes pas dans les réseaux anglophones, c'est plus difficile de se fournir. C'est une carence dont nous sommes conscients. Pour la gestion des ouvrages, nous sommes informatisés par le logiciel Papyrus. Nous pouvons donc gérer notre fonds efficacement, et cela permet aux étudiants d'avoir un accès à Papyrus. Nous voudrions aussi avoir un accès en ligne, pour que les étudiants puissent consulter les bibliothèques virtuelles. À ce niveau-là nous sommes un peu bloqués parce qu'il faudrait acheter trois machines pour démarrer le

projet. C'est un projet que nous avons depuis longtemps, parce qu'il y a énormément à faire pour la formation. De plus, dans la formation que nous avons montée, il y a un volet documentation (papier et virtuel). Nous l'avons inclut parce que nous nous sommes rendu compte que les étudiants ne savaient plus chercher les informations. Par exemple si on leur demande de trouver des données sur le golfe de Guinée, ils ne trouvent rien selon eux, parce que qu'ils n'ont pas trouvé d'ouvrage intitulé *Le golfe de Guinée*.

**R. T. : Quels sont les critères pour adhérer à la fondation et au centre de documentation ?**

**K. E. :** Pour adhérer, il n'y a pas de critères. Les consultations se font sur place, on ne peut pas gérer la sortie des livres. Ce serait d'autant plus difficile connaissant l'environnement. En effet, nous ne pouvons pas demander des cautions aux étudiants. La consultation se fait donc sur place, avec une certaine souplesse. On peut consulter : c'est 500 francs pour la journée, 3000 francs pour le mois, 15 000 francs pour l'année et un étudiant peut payer en trois fois. Ensuite, il y a beaucoup d'étudiants qui viennent ici, parce qu'il y a deux universitaires dans l'équipe. Ils ont donc un encadrement. Ils ne viennent pas simplement lire des livres pour leur travaux mais aussi rencontrer des universitaires, des chercheurs à même de les orienter dans le recherches et de leur donner de conseils bénéfiques. C'est notre « *package* » et nous continuons de travailler dans ce sens.

**R. T. : Vous travaillez avec les universités de Yaoundé également ?**

**K. E. :** L'équipe de la fondation est composé d'une quinzaine de personnes. C'est une équipe pluridisciplinaire : il y a des universitaires, des personnes qui sont chercheurs de terrain, et puis il y a des personnes qui appartiennent aux administrations publiques et qui travaillent à la formation en dehors de leur activité. Nous travaillons régulièrement avec l'extérieur, à travers l'équipe des personnes qui sont là, en fonction des activités que l'on mène. Nous avons une convention de partenariat avec l'Université de Yaoundé II, notamment avec les niveaux de DESS-Master « défense, stratégie, sécurité, gestion des conflits » qui ont un accès privilégié au centre de documentation comme le retrait de livre une fois par semaine. C'est une faveur due au contrat de partenariat. De plus, la fondation est appuyée pour la recherche de formateurs dans le cadre de ce DESS, en fonction du réseau de connaissances de relations de travail que nous pouvons entretenir avec l'ESSTIC sous forme de contrat de partenariat. Cela semble intéressant pour la filière de documentation, afin que les étudiants puissent faire des stages ici, parce que je voulais créer de l'interactivité entre la fondation et l'École Supérieure des Sciences et Techniques de L'information à la Communication. Nous faisons aussi des animations pour stimuler les doctorants comme les « cafés philo ». Ils présentent leurs projets dans les mêmes conditions qu'une soutenance, avec des consultants pluridisciplinaires qui leur posent également des questions. Cela aide les doctorants à prendre du recul. Voilà les axes de la fondation : le soutien, l'aide à la recherche, la stimulation de la recherche. Le but final est de favoriser la recherche et la dynamique intellectuelle au Cameroun.

**R. T. : Quels sont vos rapports avec les autres acteurs culturels camerounais (librairies, centres de documentation, éditeurs ?**

**K. E. :** Avec les libraires, nous avons des relations fréquentes et intenses, parce que nous sommes souvent démarchés ici. Il y a maintenant un certain nombre de librairies avec qui nous travaillons régulièrement pour les commandes d'ouvrage. Ce sont des relations de confiance qui se sont établies. Pour ce qui est des éditeurs, nous avons d'anciennes et étroites relations de confiance avec notamment les éditions Clé et les Presses Universitaires d'Afrique centrale. Maintenant, par rapport aux autres acteurs culturels, toutes nos animations se font sur place depuis deux ans. Avant, nous avions un partenariat avec le CCF, mais il a été rompu. Les cafés-géographie ont été créés sur une proposition du CCF et ont commencé au CCF. Aujourd'hui, nous le faisons ici, et finalement ce n'est pas plus mal.

**R. T. : Au niveau de la vie culturelle à Yaoundé, vous avez parlé des éditions CLÉ, des Presses Universitaires Catholiques d'Afrique centrale, mais y a-t-il des contacts avec d'autres structures disons plus récentes ?**

**K. E. :** Je connais un peu les éditions Ifrikiya. Nous avons des relations avec eux, et plein de projets que nous n'avons pas encore menés à bien. L'Harmattan est bien représenté ici aussi. Un centre de recherche comme le nôtre a besoin de savoir ce qu'il se publie sur le Cameroun : il y a donc une sorte de vigilance perpétuelle. Que ce soit avec les éditeurs, les libraires, les auteurs, lors de dédicaces, en regardant dans le journal, nous essayons de faire un tour complet des publications. Cela ne veut pas dire que nous avons tout, puisque notre public nous dit souvent que tel ou tel livre est sorti et que nous ne l'avons pas encore. Vous voyez, ce sont des relations presque automatiques d'intérêts partagés, et qui se font finalement très simplement et dans la convivialité. Maintenant, le problème pour une structure qui s'intéresse au livre de façon plus générale, une fois que l'on en a établi un peu les bases, c'est de toucher le public. La plupart du temps, on ne sait pas ce qui se passe dans le monde du livre, que ce soient des dédicaces, des sorties d'ouvrage, des séminaires ou des conférences. Nous sommes finalement toujours dans des réseaux plus ou moins formels. On sait très bien que, pour toucher tout le monde, il faut beaucoup plus de battage médiatique : des affiches, des e-mails, des passages à la radio et dans la presse. Il faut aussi faire fonctionner le bouche-à-oreille. Cela demande énormément d'énergie, c'est extrêmement fatigant, et usant, mais c'est indispensable pour chaque événement.

**R. T. : À quel niveau situez-vous ce problème ?**

**K. E. :** Je pense que la structuration de tout ce secteur-là n'est pas encore suffisante. Il y a à la fois du formel et de l'informel, du « réseautage » et de l'amicale, mais il n'y a pas de canaux, les autoroutes de la communication ne sont pas encore faites, nous sommes encore sur des chemins vicinaux, sur des routes départementales.

**R. T. : Comment cela se passe-t-il pour faire venir un ouvrage de France ?**

**K. E. :** Cela peut se passer de deux façons. La première, c'est la commande auprès de librairies. C'est la manière que je préfère, parce que cela fait travailler les libraires et les délais ne sont pas aussi

importants. Un délai de deux mois reste raisonnable : ça c'est notre façon de faire. De plus, je profite toujours de mes voyages personnels en France pour rapporter une bonne centaine d'ouvrages pour la fondation. Je sollicite aussi les chercheurs qui font la navette avec des documents, des périodiques ou des documents stratégiques de l'année en court, et que je ne peux pas obtenir est à Yaoundé.

**R. T. : Dernière question, qu'espérez-vous pour le livre au Cameroun ?**

**K. E. :** Le problème de fond c'est le coût du livre. Nous sommes dans un environnement qui est très déprimé : le livre coûte cher, ou du moins les gens pensent que le livre est cher. Les éditions Clé font des livres à 1000, 1500 francs CFA, ce qui équivaut au prix de deux ou trois bières, c'est donc la représentation du coût du livre qui reste élevé. Je pense que tous les acteurs doivent mener une politique de bas coût du livre, tout en maintenant la qualité. Ce n'est pas parce que nous sommes au Cameroun que l'on ne peut pas faire de qualité. Ensuite, j'aimerais bien que je ne sois pas dans ce filon-là, que la route nationale de la diffusion d'information se crée. Si je peux y participer, tant mieux. Pourquoi ne pas faire paraître une revue des événements culturels par exemple ? C'est vrai que *Patrimoine* tient un peu ce rôle là, mais une feuille diffusée de façon abondante toutes les semaines suffirait largement. Il faudrait que cela soit diffusé à 100 francs sur une feuille A4 recto-verso, c'est-à-dire à moindre coût, et qui informerait de toutes les informations et activités chaque semaine. Cela serait un pas très important et quelque chose de vraiment très utile.

## **Annexe 11 - Entretien avec Jean-Claude Awono (écrivain, éditeur), Yaoundé : 8 avril 2010**

### **Quel est votre parcours ?**

Mon parcours est à la fois existentiel, littéraire et professionnel. Sur le plan existentiel, je n'arrête pas d'admirer et d'interroger en même le grand mystère de la vie. Souvent je ne comprends pas que je sois là, alors qu'une seule seconde aurait suffi pour que je ne fusse pas. Il y a un hasard incompressible consubstantiel à l'existence de chaque être humain, car beaucoup aurait pu ne pas être là et en même temps ceux qui ne sont pas là auraient bien pu exister. D'aucuns parlent de destin ou de grâce, mais je vois en la venue de chaque être humain au monde un accident fondamental, un hasard fondateur si vous voulez. Sur le plan professionnel, tout a commencé par l'admiration de mon professeur de français de la classe de Terminale, M. Claude Dokam (aujourd'hui inspecteur national de français au Cameroun). En voyant et en écoutant ce orfèvre exceptionnel de la langue française, ce dévoté patenté d'un parler qui avait fasciné en son temps Senghor, je m'étais dit : je serai professeur de français ou rien. Malgré l'innommable sacerdoce auquel on soumet l'enseignant au Cameroun, je ne regrette pas d'avoir fait l'ENS de Yaoundé après ma licence es lettres modernes à l'université de Yaoundé. Mon parcours littéraire est sans doute celui qui me passionne le plus mais qui est encore à mille lieux de mes rêves. J'ai commencé à écrire en 1989 alors que j'étais en Terminale et que M. Dokam nous enseignait *Les Destinées* d'Alfred de Vigny. A ce jour, j'ai publié des recueils de poésie, des anthologies. Mais le plus important est sans doute l'aventure collective dans le cadre de la Ronde des Poètes avec la création de la revue Hiototi, des éditions de la Ronde devenues collection aux Editions ifrikiya, du Centre culturel Francis Bebey.

### **Comment avez-vous pris pied dans le monde de la littérature, plus précisément celui de la poésie ?**

C'est à partir de l'enseignement des *Destinées*. J'avais tout de suite compris, entre la beauté et la profondeur des textes de Vigny et le charme vocal que mon professeur y mettait qu'il y avait dans la parole plus qu'un outil de transmission de la science, qu'il y avait de l'émotion, de la création, des territoires à explorer. Voilà comment s'est négociée mon aventure poétique au départ, dans une salle de classe, dans une ville (Bafia), du même élan hasardeux que celui qui m'avait amené à l'existence. Il suffit d'imaginer que je n'étais pas allé faire mes études au lycée Classique de Bafia, que M. Dokam n'y avait pas été affecté, etc.

### **À propos de la Création des éditions de la Ronde en 2002.**

A l'origine de la création des éditions de la Ronde, il y a la grande solitude des poètes au Cameroun. Après la disparition dans les années quatre vingt dix de l'Association des Poètes et Écrivains du Cameroun créée dès 1960, il y a un vaste désert qui commencé à calciner l'initiative littéraire à l'intérieur du Cameroun. A cela, il fallait ajouter la crise économique des années 90. Les grandes questions se posaient alors en termes de survie plutôt que de lyrisme. Mais il se trouve qu'en même temps une génération de poètes voyait le jour, qui trouvait justement dans la crise et ce qui l'avait précédé, de grands motifs d'excitation lyrique. Et personne n'osant publier la poésie jugée invendable, nous avons pensé que notre responsabilité était de montrer que la poésie n'était pas morte, qu'elle ne pouvait pas mourir. C'est là la raison de la création de notre petite maison d'édition.

### **Les critères de sélection des poètes publiés ?**

Je pense que les critères n'étaient pas différents de ceux auxquels l'on peut être soumis dans n'importe quelle maison d'édition : la réception du texte, son évaluation critique, la décision ou non de publier. Seulement, les éditions de la Ronde étant une initiative associative, la tendance voulait qu'on publie tous les membres. On a publié les poèmes de la plupart des membres dans l'anthologie fondatrice de la maison d'édition (La Bande fumante, poèmes et poètes de la Ronde des Poètes). Mais pour les recueils individuels, il y avait des questions de moyens financiers qui se posaient. Et dans la plupart des cas, ce sont les membres les plus nantis ou ceux qui bénéficiaient d'une subvention qui avaient plus de chance de voir leurs œuvres paraître. Sans subvention pour soutenir la maison d'édition, il nous était difficile de fonctionner autrement. Une fois le livre paru en tirage très souvent modeste (300 exemplaires pour la plupart), on se mettait ensemble, l'éditeur et l'auteur, pour faire la diffusion et la distribution.

### **Votre bilan des 4 années d'Ifrikiya ?**

Les éditions ifrikiya sont le fruit de la fusion des éditions Interlignes, Proximité, et de la Ronde qui avaient successivement à leur tête Joseph Fumtim, François Nkeme et moi-même. La fusion que nous avons faites tenait de deux raisons fondamentales : nos liens amicaux et fraternel, notre qualité commune d'écrivains, mais aussi le fait que chacun de nous était spécialisé dans des couloirs d'éditions qui, mis ensemble, font une maison d'édition quasi complète. Notre catalogue affiche près d'une cinquantaine de titre quatre ans après le début de l'aventure. La qualité physique de nos livres a considérablement évolué. Nous avons révélé beaucoup d'auteurs locaux et ceux de la diaspora ont commencé à nous faire confiance. Je pense que le projet avance. Mais le déficit de moyens et la très faible consommation du livre de littérature générale plombent notre désir de faire un travail post éditorial de qualité, notamment une distribution et une diffusion compétitive et efficace.

**Le traitement de vos textes a-t-il toujours été le même en fonction de l'éditeur ? Comment un poète camerounais travaille-t-il avec des éditeurs pour voir naître ses ouvrages ? Quelle vie littéraire rencontre ensuite vos créations ?**

Non, les éditeurs ne traitent pas les livres que nous leur envoyons de la même manière. Il y a des lignes éditoriales qui varient ici et là. Certains sont plus scrupuleux sur les questions de forme, d'autres plutôt sur le fond et surtout l'éthique véhiculée par l'œuvre. En même temps, on voudrait voir les éditeurs s'occuper davantage des textes que nous leur envoyons. Mais on note parfois un manque de rigueur dans l'appréciation qui en fait. Pour ce qui est de la manière dont un poète camerounais travaille avec son éditeur, je pense que j'ai pu relever deux comportements : il y a d'une part, des auteurs qui n'ont en face d'eux que l'institution. On dépose son texte, puis un jour on vous informe que votre manuscrit a été accepté ou non. L'éditeur n'a travaillé qu'avec le texte sans l'auteur. Il y a d'autre part, des éditeurs qui tiennent à rencontrer personnellement leurs auteurs, à s'entretenir avec eux face à face et les informer de façon frontale de la décision sur le texte déposé. Je préfère pour ma part cette dernière catégorie. Une fois le livre publié, dans la plupart des cas il y a une dédicace au moins qui est organisée. Par la suite les choses deviennent peu claires, les liens s'effritent, bref l'auteur et l'éditeur se mettent à vivre comme si rien ne les liait. Mais parfois les choses se passent bien mieux que cela.

**Quelle importance accordez-vous à la critique littéraire et à la presse littéraire au Cameroun ? Comment expliquer une telle présence dans un pays où le livre reste souvent le parent pauvre de la culture et où la presse rencontre certaines difficultés de diffusion ? Qu'est-ce que justifie votre engagement de critique littéraire au Cameroun ?**

La critique littéraire constitue de mon point de vue est des principaux leviers de l'institution littéraire d'un pays. Dans un pays comme le Cameroun où écrire n'est pas encore un sujet bien cerné, la critique se pose comme une instance de formation de la conscience et de l'activité d'écriture. Mais elle aussi un puissant moyen de diffusion littéraire et surtout un instrument du nécessaire débat littéraire. L'importance prise par la critique littéraire au Cameroun peut se justifier par la tradition intellectuelle consubstantielle à ce pays qui a produit des intellectuels et des écrivains de race. Le Cameroun est un grand pays de production de la pensée et de création littéraire. Mon engagement dans l'activité critique est ainsi justifié.

**Si je vous dis « littérature camerounaise anglophone » et « littérature camerounaise francophone », que me répondez-vous ? Quelle place accorder aux littératures en langues locales dans les lettres camerounaises ?**

Il y a un véritable mur de Berlin entre les littératures camerounaises d'expression anglaise et française. Je ne sais pas ce qui explique une telle situation. Mais je soupçonne des raisons politiques et historiques. Aussi étonnant que cela paraisse, l'écrivain camerounais de Yaoundé ignore presque tout ce qui passe en langue anglaise même à Yaoundé ! Personnellement, je tente de casser ce mur en

m'intéressant à ce qui s'écrit en Anglais. Je prépare par exemple un dictionnaire encyclopédique de la poésie camerounaise dans lequel j'intègre tout ce que le pays a produit comme poètes, sans distinction de langue. Mais j'avoue que ce n'est qu'un grain de sable dans la mer. Il faudrait créer des espaces où les deux communautés apprennent à se parler, à se connaître. Pour ce qui est des littératures en langues camerounaises, j'avoue que là aussi je n'ai pas grand-chose à dire. Dans les années 30, il y a eu un grand départ avec Nnanga Kon de Njemba Medou en langue Boulou parlée dans le Sud, mais je n'ai pas le sentiment que l'initiative a fait tâche d'huile. Les tentatives d'écriture en langues locales sont écrasées par leurs majestés le Français et l'Anglais qui ont été érigés comme les seules langues d'accès à la modernité au Cameroun. Et écrire dans nos langues est devenu, ironie du sort, un fait exotique quand ce n'est tout simplement pas un acte banal.

**Avez-vous le sentiment d'une indépendance littéraire au Cameroun, autant au niveau de la liberté de parole que de la liberté de diffusion ?**

On peut écrire la littérature que l'on veut au Cameroun. Mais en le faisant, manifeste-t-on par là un acte d'indépendance ? Non, il me semble. Car l'écrivain au Cameroun ploie sous l'épée d'une censure à la symbolique et je dirais économique. Sans réel prix littéraire, sans salon de livre, sans ateliers et résidence de création, comment envisagez l'indépendance littéraire du Cameroun ? Pour s'imposer, les écrivains camerounais sont contraints de s'exiler. Ça été le cas de Mongo Beti, Francis Bebey. C'est le cas en ce moment de Calixte Beyala, Léonora Miano, Gaston Paul Effa, Patrice Nganang. Et les instances de légitimation de nos écrivains ne sont pas basées à Yaoundé. Il faut attendre que la décision vienne de Paris. Tout ce qu'on sait faire ici c'est la marginalisation de l'écrivain, la méfiance dont le politique l'entoure... L'indépendance épanouit, or l'écrivain au Cameroun dépérit.

**Que me répondrait Jean-Claude Awono si j'étais Gallimard et je lui demande conseil pour éditer des auteurs camerounais en France ? Que me répondrait-il en tant que critique, et en tant qu'éditeur ?**

Comme conseil, je dirai : plutôt que de se livrer à la récolte des auteurs, il vaut mieux d'abord les semer. C'est important que les mastodontes de l'édition investissent des moyens pour la formation des auteurs. Le sentiment que nous avons c'est que le Nord vit de la précarité du Sud. Nos écrivains sont formés dans des conditions très difficiles, dans le cadre de nos associations. Dès qu'ils émergent, les grands éditeurs font main basse dessus et il faut tout recommencer. En tant qu'éditeur, je lui proposerai une coédition ; je pourrais lui demander aussi une cession de droits des auteurs camerounais publiés par lui en France.

**Quelles sont vos plus fortes impressions littéraires à ce jour au Cameroun ?**

Il y a la publication que j'ai faite avec CLE du recueil posthume intitulé Le testament du pâtre de mon ami et compagnon de plume John Shady Francis Eone. Cet auteur qu'on a trouvé broyé sur les rails non loin de Yaoundé un matin, a fait de moi son exécuteur testamentaire de son vivant. Il n'avait que 30 ans quand il est mort mais il savait qu'il allait mourir. Avoir pu publier ces poèmes qui sont d'une



puissance tragiques inégalée dans la littérature camerounaise est le plus bel acte de générosité littéraire que j'ai posé. A cela, il faut ajouter les écrits de Francis Bebey que je trouve d'une originalité et d'une richesse anthropologique et littéraire inouïes. J'ai l'impression qu'on n'a pas encore pris la vraie mesure de l'œuvre (romanesque surtout) de Bebey.

**La littérature camerounaise existe-t-elle ? N'y a-t-il pas plutôt « des littératures camerounaises » ? Les littératures du terroir ont-elles un sens pour vous ? Quid des « nouvelles littératures camerounaises » ?**

Je ne vois vraiment pas la différence qu'il y a entre la littérature et les littératures camerounaises. Je pense que nous faisons partie d'un corps de métier qui a sans doute ses disparités mais qui est unique dans son articulation générique. Moi je ne me demande pas si la littérature camerounaise existe. Je la pratique, un point un trait. Et si je le fais, c'est que malgré son indépendance précaire, elle n'est pas contestable dans son existence foncière. Pour moi, notre littérature a bien un corps, du sang, une origine, un passé et un devenir incontestables. Ce qu'on appelle nouvelle littérature camerounaise n'est qu'une aspérité de ce grand corps de l'écriture soumise à une évolution sans cesse constante, à des ruptures organiques et à un nécessaire renouvellement.

**Le Cameroun porte-t-il ses auteurs ou bien les auteurs camerounais supportent-ils le Cameroun ?**

C'est le dernier volet de votre question qui est la réponse qu'il faut retenir. Le pays nous pèse dessus et souvent nous écrase. Mais nous avons la dent dure.

## **Annexe 12 - Entretien avec Japhet-Marie Bidjek (Presses Universitaires de Yaoundé), Yaoundé : 1 avril 2008**

**Raphaël THIERRY. Monsieur Bidjek, pourriez-vous nous rappeler le contexte de la création des Presses Universitaires de Yaoundé : quel était l'environnement du livre universitaire à cette période ?**

**Japhet-Marie BIDJEK.**À l'origine des Presse Universitaires de Yaoundé, il y a un enseignant, Daniel Olschwang. C'est un professeur de chimie qui a longtemps travaillé avec son épouse Suzanne à Dakar. Cette dernière y avait mis en place Les Presses Universitaires de Dakar. M. Olschwang a été affecté au Cameroun et son épouse l'a ensuite rejoint. Il y avait à ce moment-là un projet de recherche appelé PAERSRUC, mené par la Coopération Française. La Coopération Française semblait à cet effet rechercher les moyens de relancer la recherche universitaire au Cameroun. Au terme de ce projet, le projet UNICAM 2000 (Universités Camerounaises à l'horizon 2000) voit le jour. Monsieur Olschwang Daniel était membre du groupe de pilotage du nouveau projet, il a rapidement constaté que dans aucune université d'Etat, il n'y avait de structure de publication : on pouvait bien y démarrer des recherches, les financer, voir les gens travailler... mais pas les publier. Aucune université d'État ne disposait alors d'une maison d'édition. Il a donc été décidé de la mise en place d'une troisième composante dans le cadre du projet UNICAM 2000 : Les Presses Universitaires du Cameroun, une maison d'édition. Madame Suzanne Olschwang est nommée directrice des PUC. Elle est chargée de la mise en place de la structure, elle qui avait une bonne expertise dans le domaine. Elle a fait des recherches au niveau de l'AFNIL notamment, pour la reconnaissance internationale de la structure en tant qu'éditeur à part entière. L'AFNIL a doté la structure d'un numéro d'éditeur sous le nom de PRESSES UNIVERSITAIRES DE YAOUNDE en 1996. Le sigle « PUC » ne pouvant être disponible car déjà pris, celui de PUY a été accepté. À l'époque, j'étais le directeur de production de l'Imprimerie Saint-Paul de Yaoundé. Les toutes premières productions des Presses Universitaires de Yaoundé m'ont donc plutôt trouvé en tant qu'imprimeur. Suzanne Olschwang était alors pratiquement seule aux PUY. À un moment donné, j'ai dû quitter l'Imprimerie Saint-Paul pour des raisons personnelles. J'avais envie de me consacrer à la réalisation de livre. A l'imprimerie on faisait tout et moi j'étais spécialisé dans la conception des revues d'entreprises et dans les publications scientifiques et littéraires. Je pouvais réaliser ce travail tout seul. Mme Olschwang ayant apprécié mes compétences m'a donc proposé dans un premier temps d'être responsable de la formation de son personnel : mise en page, infographie, etc.... Elle m'a fourni dix stagiaires que j'ai formés et qui devaient ensuite travailler aux Presses Universitaires de Yaoundé. Avec un personnel assez bien formé, le projet a continué. C'est la Coopération Française qui a acheté tout le matériel de travail. J'intervenais pour ma part en tant que conseiller technique. En fait, il fallait acheter du matériel répondant aux priorités que s'était donné le

projet, à savoir : respect de l'éthique et des techniques de l'édition, coût de production qui tienne compte de la capacité d'achat des étudiants. Le but était d'éditer des documents de recherche, donc des publications en petites quantités. Il a fallu trouver les machines appropriées. Nous avons opté non pour des machines industrielles mais pour des machines de reprographie. Pendant tout le temps que j'ai passé aux PUY, jusqu'à l'année 1999, lorsque Mme Olschwang est partie, le principal acheteur était la Coopération Française (90 % des ventes). Le nouveau chef de projet UNICAM 2000, M. Richard Canal devait donc, selon le cahier des charges, rétrocéder les Presses Universitaires de Yaoundé au Ministère de l'Enseignement Supérieur, pour que le Ministère puisse continuer le travail qu'avait abattu la Coopération Française aux termes du projet UNICAM, en 2002. J'ai continué de travailler avec une équipe bien formée. Nous devions normalement arrêter en 2002 et le Ministère de l'Enseignement Supérieur devait reprendre les rênes. En effet, les Presses Universitaires de Yaoundé ne pouvaient être que subventionnées, étant une structure de publication des recherches universitaires. Nous avons alors fait un bilan avec M. Canal pendant qu'il était encore au Cameroun, rapport que nous avons remis au Ministère de l'Enseignement Supérieur. Comme le Ministère ne pouvait pas gérer une maison d'édition, le Ministre a demandé à la Conférence des Recteurs de gérer le projet et de faire en sorte qu'il ne soit plus un projet mais un service d'appui aux Universités d'État en matière de publication et de conseil en imprimerie. Il était question de mieux maîtriser les énormes budgets alloués, dont on ne voyait véritablement pas les publications. Pour ne pas rentrer dans les secrets d'État, je voudrais tout simplement regretter ici qu'aucune prise en charge d'aucune Université n'ait été perçue aux PUY jusqu'à ce jour. Nous avons véritablement maîtrisé l'édition universitaire et les enseignants venaient en masse : en une année on pouvait publier une trentaine de documents, ce qui permettait aux enseignants de passer en grades universitaires. Nous avons trouvé des enseignants qui avaient pratiquement perdu tout espoir de changer de grade, ces derniers approchaient souvent la retraite dans l'impossibilité d'éditer leurs travaux universitaires étions abandonnés au carrefour des intérêts inavoués des uns et des autres. Avec les PUY, nous avons relancé avec le soutien de la Coopération Française pratiquement toutes les publications collectives des universités, que ce soit à Yaoundé, à SOA, à Douala, à N'Gaoundéré ou à Dschang... donnant ainsi la possibilité aux enseignants de changer de grade universitaire et de revivre. Nous étions comme prisonniers du corps des enseignants d'université. Nous ne pouvions plus partir. Nous étions parfois même obligés de fermer les locaux, pour interpellier l'État pour qu'il nous aide. De leur côté, les enseignants se battaient, allaient souvent chercher des aides auprès des structures compétentes, afin de nous permettre de publier leurs livres. Il faut aussi dire qu'il y a eu un tel comportement des administrations, qui donnaient de l'argent aux auteurs plutôt que de soutenir les Presses Universitaires de Yaoundé... Pour être franc, nous étions devenus des sous-traitants pour les enseignants. Sans accuser ces derniers, je me dis que la politique n'était vraiment pas bonne. Avec la Coopération Française, la politique consistait à l'achat préalable d'une bonne quantité de publications que nous édition. Elle passait les commandes pour des livres que nous lui remettions ensuite. Cette démarche nous permettait de nous constituer un petit fond éditorial. À l'heure actuelle, les Presses Universitaires de Yaoundé continuent d'exister

comme si le projet UNICAM, devenu COMETES, l'avalisait aux yeux de tous. Il n'y a pas d'interférences, on ne nous a pas chassé des locaux que nous occupons, mais on ne nous a jamais donné de statut vis-à-vis des institutions locales. On nous a toujours considérés comme une structure de la Coopération Française alors que la Coopération avait laissé les Presses aux mains de l'État depuis 2002... Par la passion, par considération pour tout ce qui avait été fait, nous avons continué de nous battre pour que les PUY continuent de travailler comme un service d'appui aux Universités d'État.

**R.T. Qu'est-ce qui vous permet aujourd'hui de faire vivre votre structure ?**

J-M.B. Nous publions en partenariat avec les auteurs. De nombreux enseignants ont compris à un moment donné que les photocopiés n'étaient pas des livres et sont alors venus vers nous avec les photocopiés pour les faire publier. Si un enseignant a peut-être 300 étudiants, nous disons alors « nous allons en faire des livres en 300 exemplaires pour l'année ». L'enseignant rachète alors une certaine quantité d'ouvrages, et nous gardons le reste. Mais pour être francs, nous engageons souvent ce que nous pourrions gagner dans la production d'autres livres à comptes d'éditeur. L'auteur rachète la partie que lui-même va vendre à ses étudiants : c'est un nouveau marché pour les auteurs. Nous nous sommes rendu compte que cette situation profite finalement beaucoup plus aux enseignants, en leur permettant de passer en grade supérieur dès qu'ils ont leur ouvrage. Ils peuvent ainsi tirer des bénéfices de la production. Pour survivre, nous mettons un point d'honneur à proposer des prestations de qualité. Maintenant, lorsqu'une université souhaite des publications collectives, nous demandons qu'elle paye d'abord. Il faut savoir que les universités ont des fonds alloués à ces publications. Nous avons assuré seuls la publication de différentes revues collectives de plusieurs Universités sous bons de commandes. Et pour dire vrai, nous avons aujourd'hui des impayés de l'ordre de dix millions de francs CFA. Au niveau de la seule université de Yaoundé I, cette dernière n'a jamais payé. Nous avons assuré des prestations, allant jusqu'à la production des dossiers de préinscriptions. Nous trouvons les moyens, et l'on publiait en espérant être payés après... Ce qui ne se faisait pas, pour la simple raison que nous n'avions pas de statut. Nous nous sommes ainsi battus jusqu'à essoufflement. Nous avons également des stocks de livres que nous vendons avec toutes les difficultés que l'on sait. Notre présence dans certaines foires du livre nous permet d'envisager des partenariats, et nous n'excluons pas la possibilité de faire du livre de jeunesse. Nous avons, pour ainsi dire, « le devoir » d'amener les autres éditeurs à mieux faire ce qui est à notre portée, et de bien faire avec les autres ce que nous ne pouvons pas encore faire nous mêmes. Le Centre Culturel Français de Yaoundé est à l'heure actuelle notre meilleur acheteur et qui plus est a même commandé un ouvrage chez nous. Le Professeur Jacques Fame Ndong, par les publications qu'il réalise aux PUY, crédibilise au plan universitaire notre maison. Cet auteur des premières heures des PUY est aujourd'hui le MINESUP. Ce sont quelques espoirs qui nous permettent d'avoir la foi. Nous avons décidé aujourd'hui de nous battre seulement pour les œuvres d'esprit, c'est pourquoi nous avons créé une collection « la Nolica » : « la nouvelle littérature camerounaise » pour travailler sur des documents vendables, parce que le reste, ce sont des documents académiques, des documents qui ne sont pas commercialement rentables, nous

avons donc commencé à publier des œuvres d'esprit et à les vendre aussi à travers la collection de « La Nolica ».

### **R.T. Comment s'est passé ce changement d'orientation au sein des Presses Universitaires de Yaoundé ?**

J-M.B. Nous avons eu l'opportunité de travailler avec le Dr Bekolo Bekolo Pascal alias Pabé Mongo qui, en tant qu'écrivain, a constaté que l'on écrivait n'importe quoi au Cameroun, où la lecture périclitait : les gens ne lisaient plus, n'achetaient plus de livres... Il a donc commis un essai au sujet de la littérature camerounaise. C'est une analyse sur la littérature du maquis comparée à la littérature de la cité, étudiant dans quel contexte on publiait dans les années d'avant les Indépendances, ce qui sortait alors, et ce qui est aujourd'hui publié. Cette étude intitulée *La nouvelle littérature camerounaise, du maquis à la cité* était une proposition : comment écrire ? De plus, Pabé Mongo gérait aussi des ateliers d'écriture soutenus par la Coopération Française, dans le but d'apprendre aux gens comment écrire, pour que le goût de la lecture puisse revenir. Il est donc venu nous voir, j'ai été tout de suite intéressé par cette nouvelle vision, et j'ai pu trouver les moyens pour publier cet ouvrage, intégralement à compte d'éditeur. Nous avons publié, fait des dédicaces, le Centre Culturel Français nous a permis de profiter d'une salle à cet effet. Nous avons fait tout ce qu'il fallait autour de ce livre, qui a suscité grands débats. Du coup, nous avons pensé qu'il fallait vraiment créer une collection. On sentait que les gens étaient intéressés par cette nouvelle vision de l'écriture, à travers le débat qui naissait dans les journaux, où l'on parlait beaucoup de cet ouvrage, il y avait ceux qui défendaient, ceux qui étaient contre, mais en tout cas nous avons alors senti à quel point les gens avaient besoin de lire autre chose. Nous avons donc demandé à Pabé Mongo de diriger la collection appelée « La Nolica ». Depuis lors, nous avons reçu beaucoup de manuscrits : des romans, des poèmes, des pièces de théâtre, des documents que nous ne prenions pratiquement jamais auparavant. Avec l'éveil généré par le professeur Pabé Mongo, nous avons donc commencé à recevoir des manuscrits, constatant l'excellence de certains. C'est ainsi que le travail a commencé, nous avons déjà publié quatre ouvrages. Pour ces publications, l'auteur ne paye pas. Nous essayons de les vendre, mais n'avons pas pour autant abandonné l'aspect universitaire. Au sein même de cette collection, nous considérons que pour qu'un roman soit publié, il faut qu'il ait une valeur ajoutée universitaire. Nous refusons les histoires n'apportant rien à la recherche : ces romans sont un pas dans les idées, un pas dans les essais, comme la pièce de théâtre de Jacques Fame Ndongo intitulée *Ils ont mangé mon fils*, ce sont des apports pour le pays, pour la société. Nous gérons donc vraiment la collection « La Nolica », en essayant d'intéresser les gens à cette nouvelle façon d'écrire.

### **R.T. Quels sont aujourd'hui vos espoirs pour les Presses Universitaires de Yaoundé ?**

J-M.B. Concernant les Presses Universitaires de Yaoundé, il y a une chose qui est indiscutable : ce sont les acquis. Avant d'être éditeur j'ai été un technicien des arts graphiques. Bien formé, je suis capable de conduire les machines d'imprimerie, de fabriquer des livres, j'ai aussi cette possibilité de pouvoir former des gens à l'utilisation de logiciels de PAO. À mon arrivée aux PUY, j'ai reçu un grand

soutien : Mme Olschwang m'avait fait vraiment confiance. La Coopération Française avait également suivi dans cette confiance-là. J'ai bénéficié de plusieurs formations, une vingtaine hors du pays pour être précis, sur tous les domaines de l'édition. Aujourd'hui, je suis assez aguerri pour transmettre ce savoir. Beaucoup d'étudiants qui finissent leur cycle à l'école de l'ESSTIC sont passés par les Presses Universitaires. Sur cinq jeunes éditeurs, trois sont venus dans notre structure dans le cadre d'un stage. Ils y ont acquis la technique, appris ce qu'est un contrat d'édition, ainsi que tout ce qui gravite autour du livre. C'est une force que nous avons : pouvoir former des jeunes au métier. Cette force, nous en avons maintenant besoin pour que l'on nous considère enfin comme une structure capable de former, nous sommes capables de former autant sur le plan théorique que sur le plan pratique, de renforcer les capacités de ceux qui ont reçu des enseignements théoriques qui peuvent passer aux Presses Universitaires pour éprouver et apprendre le métier d'éditeur. François Nkémé, Jacques Bessalla Manga, et les autres, qui sont aujourd'hui des éditeurs, sont passés par les Presses Universitaires de Yaoundé. J'ai formé tout le personnel des Presses de l'Université Catholique (ndlr : Presses de l'UCAC) et je continue de les assister. Donc, on peut déjà continuer cette entreprise de formation, être un relai pour des gens qui peuvent faire de l'édition. On se plaint beaucoup que des gens qui sortent de l'ESSTIC quittent ensuite la filière, nous pouvons faire cela, les mettre dans le bain de l'édition. Mais pour cela, il faut que les équipements soient renouvelés. Pensez que nous avons un certain nombre d'ordinateurs et qu'il nous était possible de former une dizaine de personnes à la fois, chacun étant à son poste ! On voulait former des gens qui seraient ensuite capables de former d'autres personnes, nous les formions pour qu'ils deviennent ensuite formateurs. Il faut comprendre que c'est parce qu'il y avait un vide qu'ils étaient obligés de s'en aller des Presses, voire de l'édition. Mais il y a encore cette exigence de mettre en place et en priorité un cadre de formation. Nous pouvons faire des PUY un véritable centre de formation à l'édition. Nous avons à l'heure actuelle près de deux cent publications et nous ne pouvons faire des réimpressions parce que ce n'étaient pas des ouvrages commerciaux, et la petite équipe qui reste là, c'est cinq personnes qu'il faut nourrir. Or, tout ce que l'on peut gagner ne nous permet que de survivre, cela ne permet plus de créer un fonds éditorial. Nous n'avons pratiquement plus de machines, il y a pourtant des gens qui veulent travailler, des gens qui nous font confiance, des enseignants qui savent que nous faisons du bon travail. Le développement du manuel universitaire est pour moi un impératif absolu. À l'heure actuelle, les étudiants continuent de prendre les cours au tableau, comme à l'école primaire. L'enseignant continue d'écrire au tableau et l'étudiant relève ce qu'il peut, alors que ce cours de l'enseignant pourrait être académiquement accepté dans le cadre d'une politique universitaire des publications d'ouvrages didactiques et pédagogiques afin de donner aux étudiants leurs premières armes dans la recherche. Le manuel universitaire ainsi que je l'appelle doit être une réalité pour nos pays où l'acquisition du livre pour l'étudiant est un véritable exploit. S'il y a des manuels en première et en deuxième année, pourquoi pas en troisième année ? Les étudiants pourraient les acheter, et cela pourrait faire tourner nos maisons d'édition. L'enseignement y gagnerait, plutôt que de faire des photocopies, qui peuvent être facilement piratées. J'ai toujours dit qu'il fallait créer un statut juridique pour les Presses Universitaires de Yaoundé, mais j'ai également

toujours dit que les Presses Universitaires n'étaient pas ma propriété. Je me suis retourné vers la Coopération Française avec M. Richard Canal, qui s'est battu pour que l'on donne un statut aux Presses, dans le respect du cadre du projet UNICAM 2000, dans le cadre des publications de la recherche. Les autorités compétentes du Ministère de l'Enseignement Supérieur n'ont pas voulu donner un cadre juridique aux PUY, mais n'ont pas non plus voulu les fermer. Cela les arrange peut-être puisqu'il est question d'avoir une structure éditoriale qui travaille, sans qu'on soit obligé d'y mettre des fonds d'aides. Par ailleurs, il y eut un Ministre qui a fabriqué lui-même une maison d'édition qu'il a appelée CAMUP, concurrente pratiquement des Presses Universitaires de Yaoundé au niveau du Ministère. Le Ministre actuel a déclaré qu'il ne comprenait pas pourquoi le Ministère pouvait s'arroger le droit de posséder une maison d'édition, alors que c'est un service qui peut et doit être un service d'appui. Mais comme il a trouvé la structure créée par son prédécesseur, il ne peut pas la détruire. Les CAMUP existent, on ne les a pas dissoutes, et comme il sait que les Presses Universitaires de Yaoundé sont une bonne maison d'édition il ne nous dissout pas non plus. Je dis que maintenant, il faut retourner vers la Coopération Française. Lorsque l'on met un bébé au monde, il ne faut pas laisser ce bébé mourir. Si la Coopération Française ne peut rien faire, qu'on nous laisse aux moins de latitude, la possibilité de prendre en charge les Presses Universitaires de Yaoundé, pour que nous puissions leur donner un statut juridique en tant que structure éditoriale et chercher des partenaires, comme tout le monde. Nous sommes pour le moment bloqués sur ce plan. En toute honnêteté, il y avait des structures qui avaient été créées et qui avait été totalement dérobées. Sans vouloir accuser des personnes, les Presses Universitaires de Yaoundé ne sont pas la première expérience en tant que structure éditoriale de l'Université d'État au Cameroun. L'Université de Yaoundé avait même des machines d'imprimerie. Tout cela a disparu : on l'a détourné. Aujourd'hui, nous savons que quand la Coopération Française a un projet, à la fin de ce projet, on en fait une sorte d'association. Nous avons aujourd'hui des auteurs-enseignants qui sont prêts à travailler avec les Presses Universitaires de Yaoundé. Nous-mêmes avons des capacités de gérer de manière autonome cette maison d'édition avec un certain nombre de conventions à signer avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur. Nous demandons tout simplement à la Coopération Française, à travers le SCAC, le droit d'utiliser librement le label « Presses Universitaires de Yaoundé » qu'il a créé. Nous avons maintenu contre vents et marrées cette maison, que personne n'imaginait capable de survivre après le projet UNICAM. Nous avons démontré qu'elle est d'utilité universitaire. Nous y avons travaillé sans subvention aucune depuis juillet 2002. Nous avons acquis beaucoup d'expérience sur le plan national, régional et international. Nous sommes maintenant capables de la faire vivre en tant que Société Anonyme à Responsabilités Limitées.

## **Annexe 14 - Entretien avec Japhet-Marie Bidjek et Théodore Mayene (éditeurs), Yaoundé : 8 mai 2008**

**Raphaël THIERRY. Un développement de la filière éditoriale est-il possible sans une intervention d'État ? Quels sont les limites de l'indépendance éditoriale ?**

**Japhet-Marie BIDJEK.** Merci M. Thierry pour cette question. Je pense que c'est une question assez complexe. Pour y répondre, il faudrait peut-être, selon moi, voir un peu l'histoire de l'édition dans notre pays. Pour être bref, il faut dire qu'il y avait déjà des maisons d'édition qui venaient de l'Occident, ou alors qui étaient panafricaines, comme les éditions CLE. Et si l'on regarde attentivement, on remarque que les premiers éditeurs indépendants ou nationaux travaillaient dans ces maisons. A partir de ces maisons d'éditions, soit les gens sont partis, soit elles ont fermé. En tous cas, des professionnels se sont appropriés peu à peu des connaissances dans le métier de l'édition et ont créé, à leur tour, leurs maisons d'édition. On devient généralement éditeur parce qu'on a précédemment travaillé dans une autre structure éditoriale, que l'on y a acquis un peu d'expérience, et que l'on a peut-être un certain nombre de moyens, et l'on crée à son tour sa structure. Le plus du Cameroun, c'est qu'au sein de l'École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication il y a une formation dans la filière éditoriale. Il y a des étudiants qui, trois années après le baccalauréat en sortent avec le diplôme d'éditeur. Je crois que selon les renseignements que j'ai, ce sont à peu près dix personnes qui en sortent tous les ans, pour une filière qui n'a qu'une dizaine d'années. Mais quand je regarde sur le terrain au Cameroun, je n'en vois même pas une dizaine... Je ne sais pas s'ils sont même cinq sortis de l'ESSTIC qui travaillent dans la filière de l'édition. Les personnes que l'on recrute ne sont pas des étudiants sortis de l'ESSTIC... Le véritable problème est, qu'aujourd'hui, il faut sauver la filière « édition » au Cameroun. Et la sauver suppose que l'État intervienne. L'État intervient, certes sous plusieurs formes : déjà, le simple fait que l'État ait mis la filière en marche signifie que l'on en attend des résultats. Il veut former des éditeurs, et si ces derniers sont formés, cela sous-entend qu'il faut leur trouver des emplois. Il est vrai que l'on ne peut pas rejeter uniquement la faute sur l'État, mais je ne vois pas comment un étudiant qui sort de l'école va directement se professionnaliser. Les maisons d'édition qui existent sont elles-mêmes assez mal fournies financièrement pour prendre des étudiants en charge. Maintenant, pour entrer dans une partie de la question que vous posez : peut-on développer une filière indépendamment de l'État ? Je veux dire « oui et non ». Oui, déjà, parce que le métier d'éditeur est un métier essentiellement privé, c'est un métier libéral donc. Celui qui fait qu'une maison d'édition devrait pouvoir se doter des moyens techniques et financiers pour bâtir son catalogue. Mais je réponds aussi non, parce que l'on a vu que la production éditoriale dans notre pays est essentiellement scolaire. Si on n'est pas dans l'édition scolaire, on ne peut pas gagner de l'argent. Tant que le secteur libéral cherche exclusivement à faire de l'argent – et l'on sait dans notre pays que si



l'on n'a pas de livres dans les programmes scolaires, on ne peut pas rentrer dans ses fonds – on ne peut pas gagner de l'argent. Donc, par ricochet, arriver dans les programmes scolaires suppose une fois de plus de se référer à l'État, de travailler pour que l'État approuve votre travail. Il y a des données là-bas, on sait comment cela se passe et comment il est difficile d'y conserver une place. J'ai dit tout à l'heure que l'on se forme souvent presque sans l'État, parce que l'on ne peut pas facilement rentrer dans des publications scolaires. Pour que l'éditeur puisse véritablement développer son travail aujourd'hui, il faut que l'État revoit les conditions dans lesquelles nous travaillons, et qu'il donne un coup de pouce, comme dans certains autres pays

**Théodore MAYENE.** À la suite de Japhet, concernant l'intervention de l'État, je situerais cette intervention véritablement en amont. L'État, à défaut d'apporter des moyens aux éditeurs, pourrait ne serait-ce que créer des conditions idoines pour que l'éditeur puisse s'installer et se mouvoir dans ce cadre-là, en sachant quels sont ses droits et ses obligations. En d'autres termes, on ne peut pas laisser ce secteur-là à la merci du premier venu. Il est nécessaire que ce soit un domaine réservé aux professionnels, et ce n'est que l'État qui peut mettre ces conditions sur pied.

**R.T. Au sujet des interventions de l'État, on entend souvent parler de la Côte d'Ivoire, pourquoi un tel modèle ne s'applique pas au Cameroun ?**

**J.B.** Pour dire un peu ce que je sais de la politique du livre en Côte d'Ivoire, l'État y a compris que le secteur de l'édition ne peut se développer que lorsque les éditeurs ont leur part de marché dans le secteur scolaire. L'État a donc cherché à privilégier l'entrée des éditeurs nationaux dans la production de manuels scolaires. Mais, compte tenu des compétences des uns et des autres, l'État a fait son analyse et a trouvé que l'on ne peut pas directement dire que tel éditeur ivoirien va produire la collection de français : ce n'est pas possible parce qu'ils n'ont pas la technicité nécessaire à cela. L'État pouvait donc bien engager des financements, mais comment mettre ces moyens efficacement en œuvre ? Puisqu'il n'y avait pas les techniciens qu'il fallait, il n'y avait pas les spécialistes en la matière, l'État a donc jugé bon de demander aux éditeurs étrangers qui avaient des manuels dans les programmes scolaires de travailler en collaboration avec les éditeurs locaux. Sous le couvert de l'État, la politique consistait à demander, par exemple à EDICEF, de mettre en place les programmes, de faire le livre, puis de vendre les films à l'État. Ensuite, l'État rachète les films sur les livres retenus et fait un appel d'offres sur place, auprès des maisons d'édition qui sont capables de gérer les films, l'impression, la diffusion, la distribution dans tout le pays, en leur donnant la possibilité d'exploiter les films, ces derniers restants la propriété de l'État. Mais le partenaire qu'est EDICEF, par exemple, réalise le travail et l'État s'occupe de la partie d'exploitation. Quand on connaît l'éditeur Eburnie, que l'on connaît CEDA, que l'on connaît NEA : tous ces éditeurs-là sont aujourd'hui de pleins pieds dans le marché scolaire. Ils ont tellement bien réussi que l'argent qu'ils glanent leur permet, non seulement de rembourser l'État, mais surtout de développer le secteur de l'édition tout entier. De même, au Congo-Brazzaville où l'État a instauré une politique de prix unique du livre, par exemple dans le scolaire, le livre ne peut pas dépasser 2000 francs CFA, parce que les gens ne pourraient pas

acheter au-dessus. Et les grands éditeurs occidentaux qui interviennent pratiquement à 100 % dans le domaine ont été obligés de demander à l'État de trouver une méthode qui leur permette de ne pas payer trop. L'Etat leur a donc proposé un marché : de son côté, il met à disposition des fonctionnaires qui s'occupent des programmes scolaires, d'autre part, les éditeurs étrangers doivent former des spécialistes en PAO pour réaliser les films. Après quoi l'État, qui n'a pas les moyens de l'impression, remet les films à l'éditeur puis lui rachète les livres une fois ces derniers produits. De la sorte, cette démarche permet de diminuer la charge des partenaires et augmente la capacité technique des locaux. Cette politique aussi a bien réussi. Ils font à l'envers de la Côte d'Ivoire : ils montent des livres, ils fabriquent jusqu'aux films, et les envoient chez l'éditeur qui produit. Et l'État rachète tous les livres produits par les imprimeries d'EDICEF ou de qui que ce soit, et lance ensuite un appel d'offres national pour la distribution. Un distributeur national a ainsi gagné le marché, Jean Nicolas Mbembé, qui est de la SCDRa obtenu la diffusion du livre au Congo. Et il diffuse donc tout le livre dans tout le pays.

**R.T. Pourrait-on imaginer une telle efficacité au Cameroun ?**

**T.M.** Je dirais qu'une fois de plus, c'est une politique volontariste de la part des gouvernants qui doit être mise en place. Si cet exemple a tenu ailleurs, tel que Japhet vient de l'expliquer, c'est que cet exemple pourrait également tenir chez nous. Selon moi, là où les choses fonctionnent, on devrait avoir l'humilité de copier ce qui est bien. Tout dépend maintenant des dirigeants, des gouvernants, et que ces derniers veillent à ce que les intérêts des uns ne se fassent pas au dépend de ceux des autres. Lorsque l'on se penche sur le cas de ces autres pays, où l'on a vu que le secteur du livre attire de gros intérêts, certains penseront à une appropriation de la part de l'État. Mais si l'on pense à l'intérêt général d'abord, dans le domaine du livre, on pense aussi à l'intérêt de ceux qui apprennent, c'est-à-dire aux élèves, et même au grand public. Il est bon, véritablement, que des exemples comme la Côte d'Ivoire, puissent également être copiés chez nous. Je pense que nous pourrions alors entrevoir de meilleurs lendemains dans le secteur de l'édition au Cameroun.

**J.B.** Je voudrais aussi ajouter que ces exemples ne sont pas des panacées. En vérité, c'est le Cameroun, dans les années 1970, qui a introduit le principe de nationalisation des publications scolaires avec le CEPMAE. Les personnes de ma génération avons fait notre cursus scolaire avec des livres qu'il était entièrement pensés et édités et diffusés au Cameroun par le CEPMAE, puis par le CEPER. Pendant une bonne dizaine d'années le CEPER était capable de réaliser des livres de la maternelle, du primaire, jusqu'au secondaire. Je me souviens encore qu'en troisième, on étudiait les mathématiques à travers des livres produits par CEPER.

**T.M.** Et puis, la conjoncture des années 1990 a aussi été une période où presque tous les secteurs ont battu de l'aile.

**J.B.** Peut-être que l'État a vu qu'il mettait trop d'argent et n'a plus pu supporter cela... Tout simplement parce que, parallèlement au CEPER qui était un organe de l'État, on n'a pas suffisamment

développé ce secteur sur le plan privé. Si l'État avait accompagné le CEPER ainsi que le secteur privé je crois qu'il n'y aurait pas eu d'échec. Il est en effet important de soutenir le secteur privé. Et je crois que la réussite passe par là. Lorsque le secteur privé intervient véritablement dans la filière, à ce moment-là, celui qui met son argent peut créer une industrie du livre et essayer de voir avec quel partenaire il peut travailler. Nous sommes à l'époque de la mondialisation : si j'ai de l'argent, et que je peux bâtir une multinationale d'édition et d'imprimerie, si je peux réaliser un partenariat avec Lagardère, je ne vois pas celui qui m'en empêchera ! La règle, quand le secteur privé intervient, est qu'à ce moment-là, l'État n'a plus que le rôle de régulateur. Il est seulement chargé de mettre en place des institutions, des lois, pour permettre que le privé puisse se mouvoir dans ce secteur à travers le respect des conventions. Aujourd'hui, je pense qu'il faudrait que l'État fasse tout ce qui est en son pouvoir pour convaincre le secteur privé d'entrer véritablement dans cette industrie. Nous avons dit dernièrement que c'est une industrie au Cameroun qui représente près de cent soixante milliards de francs CFA... Il faudrait véritablement que le secteur privé rentre là-dedans. Et ce n'est qu'à ce moment donné que le secteur pourra réellement naître.

**R.T. Vous parliez de la conjoncture des années 1990, pourriez-vous préciser ?**

**T.M.** Quand je parle de la conjoncture des années 1990, je fais allusion à la crise économique qui était presque générale, mais qui a beaucoup plus atteint les pays d'Afrique Noire, sinon toute l'Afrique. Je pense que nous avons constaté (même si nous étions encore très jeunes) que c'est presque tout le secteur de l'économie qui a été touché. Et donc le secteur du livre n'a pas été épargné. Nous avons tous appris avec des livres qui étaient édités et produits par le CEPMAE, puis par le CEPER, qui étaient des structures essentiellement étatiques. Nous ne savions pas que les éditions privées existaient et éditaient : nous étions focalisés sur les publications du CEPER et du CEPMAE. Et puis, après un certain moment, cette crise économique est arrivée, et presque tout a été gelé. Puis le secteur a été libéralisé, il faut préciser cela : à travers cette libéralisation nous avons tout d'un coup lu des ouvrages qui nous venaient de l'extérieur.

**R.T. Comment pourrait-on imaginer un salon du livre au Cameroun, de quelle manière ? Comment impliquer toutes les professions du livre, comment valoriser ce projet de manière à lui assurer une suite ?**

**J.B.** Toute entreprise, toute industrie a besoin de visibilité. Concernant la filière édition, la meilleure visibilité qu'elle peut avoir c'est à travers les salons. Parce que l'on produit au Cameroun, on a besoin d'une visibilité, même sur le plan national. Moi qui suis à Yaoundé, j'ai besoin de savoir que des gens de Douala sont au courant de mes parutions. Ce n'est pas en mettant mes ouvrages dans les librairies que j'ai ma visibilité, mais quand je participe à des salons. Il s'agirait d'organiser un salon national par exemple, où, dans le même endroit, beaucoup d'éditeurs, libraires, bibliothécaires montreraient ce qu'ils savent faire au public. Et encore, quand c'est sur le plan international c'est véritablement une aubaine pour l'éditeur, que ce soit dans le domaine scolaire ou bien parascolaire. Un salon du livre, c'est le nerf de la guerre. Il ne faut pas prendre un salon juste comme une action ponctuelle : il

faudrait que l'on sache que c'est le meilleur moyen d'organiser la promotion et la diffusion du produit local. Maintenant, si l'on veut organiser un salon, est-ce qu'il est préférable de faire un salon national ou bien de faire un salon international ? J'ai dit tout à l'heure que tous les salons sont bons, et lorsque ce sont des salons internationaux, c'est encore mieux parce qu'il y a beaucoup plus de public qui s'y rend. Mais il ne faudrait pas organiser quelque chose qui va rater, un événement qui ne va pas être pérenne. Depuis que je suis dans la filière de l'édition au Cameroun, je n'ai pas encore vu un salon du livre, même national. Je ne peux donc pas parler directement comme cela d'un salon international, puisque, nous qui sommes là, n'avons pas l'expérience d'un salon national. Comment donc pourrait-on se projeter dans un salon international ? Pour le moment, tant que l'on n'a pas la maîtrise de ces choses-là, nous allons d'abord devoir observer ce qui se passe ailleurs, et peut-être sur le plan international demander à l'État de nous aider à participer dans les salons et à y étudier ce qui s'y passe. Sur le plan national, cela va nécessiter de véritablement se mettre ensemble, pour voir comment l'on peut commencer. On ne peut pas se dire « parce que j'étais au salon de Paris ou de Casablanca je peux organiser un salon national au Cameroun » ! Il y a beaucoup de choses à faire, il faut que les expériences des uns et des autres puissent être réunies pour savoir déjà comment l'on peut organiser un salon national pérenne, et qui sera peut-être un salon à Yaoundé, puis à Douala, puis ailleurs... Que l'on couvre le pays déjà, de telle sorte que, le jour où nous ferons un salon international, le public sache déjà ce qu'est un salon ! Si nous organisons un salon international sans que le public sache ce que c'est, je crois que l'on va directement vers la dérive. Je vais donner un exemple : durant les journées « Lire en fête », on se retrouvait à l'Hôtel de ville, nous et nos comptoirs, mais sans visiteurs... Alors, je me demande bien si, lorsque l'on parle de salon international, on sait vraiment où l'on va.

**R.T. Comment sortir de l'ordinaire de la concurrence associative pour aller vers une réelle synergie professionnelle ? Comment impliquer les libraires, les éditeurs, les bibliothécaires, les animateurs culturels dans les débats pour que les initiatives ne soient plus soit dispersées, soit rassemblées sous l'autel d'une « chapelle » si je puis m'exprimer ainsi ?**

**J.B.** C'est vrai que dans la filière, chacun travaille et chacun a ses intérêts. Chacun a sa ligne éditoriale et chacun sait ce qu'il fait. Maintenant, le réel problème c'est de protéger la filière, comme je l'ai dit au début. C'est à dire que, lorsqu'on s'élève au niveau de la profession dans son ensemble, ce n'est plus les intérêts des uns et des autres qui comptent, c'est l'intérêt de la filière et de sa valorisation dont il est question. À ce moment-là, les gens devraient taire leurs intérêts individuels. Se dire par exemple que, si l'État a pensé qu'il va soutenir un salon, il ne faudrait pas que les uns et les autres aillent vers l'État en rangs dispersés, parce que c'est une action que l'État propose pour une visibilité de la filière et qui concerne tout le monde. Il faudrait donc que l'on puisse – même s'il y a dix ou trente associations – s'élever d'abord au-dessus des intérêts et que l'on voit que, peut-être, y a quelque chose de ponctuel qui est en vue, et que nous tous avons à nous impliquer pour donner du poids à cet événement là. Je le dis au passage, mais la Coopération Française, à travers le Centre Culturel Français, a fait des pieds et des

mains, depuis une dizaine d'années que je suis dans le métier, pour soutenir toutes les petites actions, et nous-mêmes nous détruisons cela, parce que nous ne nous entendons pas. L'aide peut provenir de l'extérieur, de notre filière, de quelque position que cela soit : nous devons tous ensemble aller vers cette ouverture. Je crois que les gens qui sont dans l'édition connaissent eux-mêmes leurs torts, et chacun doit faire son *mea culpa*, comme on dit. Il faut que l'on se dise que lorsqu'il s'agit de l'intérêt de la filière « il faut que je taise les intérêts de ma maison d'édition » ! Lorsqu'il s'agit de ma maison d'édition, personne ne viendra me dicter ce que je fais, mais lorsqu'il s'agit de l'intérêt de la filière il faut que chacun pèse vraiment ses intérêts et que, ensemble, nous construisions quelque chose. Je crois malheureusement que ce n'est pas la panacée du Cameroun. Je le regrette mais c'est comme ça.

**T.M.** Parlant de tous les acteurs qui œuvrent dans le domaine du livre, je pense que la petite guerre que nous observons dans notre pays se situe beaucoup plus dans le champ de l'édition. Le libraire est un commerçant, le bibliothécaire est un promoteur. La concurrence peut être quelque chose de positif pour tous les corps de métier. Par contre, la petite guerre dans le domaine de l'édition ne participe pas d'une concurrence positive. Je considère que, pour fédérer tous ces corps de métier il faut déjà que dans chacun, il y ait déjà une synergie, une entente entre professionnels, au-delà des intérêts des uns et les autres. Dans le domaine de l'édition on a déjà vu mille et un séminaires, mille et une réunions, et pendant que les uns sont réunis, d'autres sont mis de côté... Et puis, ce sont des réunions qui n'aboutissent pas ! Il est bon que les éditeurs, les professionnels, aient l'humilité de reconnaître que c'est une filière qui doit être protégée en tant que telle et que l'on doit mettre l'intérêt de ce corps de métier en avant, et rechercher des intérêts personnels après. Et puis, bien évidemment parlant de livre, on ne peut pas exclure les libraires, les bibliothécaires et tous les diffuseurs. Je pense que si les éditeurs étaient ensemble pour privilégier et surtout protéger le corps de métier se sont tous les autres acteurs qui viendraient en aval : libraires, bibliothécaires et autres qui en bénéficieraient et soutiendraient les initiatives.

**R.T. Dans ce principe de rassemblement, quel besoin vous paraît le plus urgent ?**

**J.B.** Je peux ajouter une chose simple : pour tout ce qui pose problème il faut trouver une solution. Et la solution commence déjà par des tables rondes : il faut se parler. Il faut que l'on commence à penser d'abord, avant de nous associer, à essayer ensemble et tous de penser notre filière, et à son développement. Il est nécessaire que les éditeurs puissent se connaître, poser des problèmes, puis on verra automatiquement se développer les intérêts des uns et des autres. Pour ma part, en tant que directeur des Presses Universitaires de Yaoundé, sachant qu'il y a aussi les Presses de l'Université Catholique, j'aimerais savoir si l'on peut se trouver des intérêts communs. Lorsque l'on se connaît véritablement, on peut alors se mouvoir dans le cadre d'une association. Mais si l'on commence par l'association sans se connaître, c'est là que commencent les combats. Je pense que la première chose à mettre en place, ce sont des tables rondes. On nous donne souvent l'occasion de les faire et nous n'en profitons pas assez. Lorsque vous demandez combien d'éditeurs il y a au Cameroun, on vous répondra qu'il en a plus de cent cinquante, mais dernièrement à l'IRIC [nldr : durant les Assises des Entreprises

et Industries Culturelles], je n'en ai pas vu une dizaine, et c'est un peu cela le problème : les gens ne veulent pas se parler et ne veulent pas se retrouver les uns à côté des autres. Il faut que l'on se retrouve, que l'on se parle. En se parlant on se connaît mieux, et en se connaissant mieux on peut se mouvoir dans le cadre d'une association. Si l'on évoque les associations qui existent : il y a l'Association des Éditeurs du Cameroun, le Réseau des Éditeurs camerounais... On se retrouve là-dedans et l'on va directement vers le conflit, parce que l'on ne sait pas se parler. Mettre en place des structures associatives, cela signifie que l'on connaît nos intérêts, que nous nous connaissons, et puis nous pouvons ensemble mettre nos problèmes sur la table et les débattre. Mais si l'on commence à se mettre autour d'une table puis à amener les problèmes immédiatement, c'est automatiquement vers la guerre que l'on va. Je ne suis pas contre ces associations : je suis membre de l'Association des Éditeurs du Cameroun, le Réseau des Éditeurs du Cameroun, qui m'ont contacté. Je m'y suis donc rendu, mais cela ne veut pas pour autant dire que je suis fier de travailler comme cela. C'est parce que je me suis dit au départ que l'on ne se parle pas, que l'on ne sait même pas quels combats mener ensemble. Il est impératif que l'on se mette finalement ensemble. Parlons d'abord et on ira au front ensemble, à travers l'association.

## **Annexe 14 - Entretien avec Odile Biyidi Awala (Librairie des Peuples Noirs), Yaoundé : 11 Février 2008**

**Raphaël THIERRY. Madame Biyidi Awala, quelle est l'origine de la Librairie des Peuples Noirs ?**

Odile Biyidi Awala. C'est en 1993 que Mongo Beti arrête sa carrière de professeur en France. Il a alors soixante et un ans et décide de revenir au Cameroun pour créer une librairie. C'est une idée qui est chère, parce qu'il croit beaucoup à l'émancipation par le livre et par la lecture, étant lui-même écrivain et ayant, dans sa jeunesse, découvert les livres avec passion. Il voulait absolument apporter cela au Cameroun et, sans aucun moyen, avec pratiquement rien pour investir, il a ouvert le local, que vous voyez ici avec la volonté de fonder une grande librairie. Hélas, la librairie n'est pas si importante qu'il l'avait rêvée, les difficultés ont été nombreuses... Mais nous sommes là depuis 1993, ce qui fait quinze ans maintenant.

**R.T. C'était donc une initiative à ses propres frais ?**

O. B. A. Absolument. Avec quelques très modestes économies. Il s'est investi et y a ensuite mis toute sa retraite, qui est entièrement passée à développer et à équiper cette librairie. Sa retraite et la mienne d'ailleurs, puisque nous sommes tous les deux professeurs agrégés et retraités de l'Éducation Nationale (lui depuis 1992 et moi depuis 1999). Nous avons donc collaboré pour faire fonctionner et développer cette librairie. Mais je vous avoue qu'aujourd'hui encore, la librairie fonctionne grâce à une forme de mécénat. Le soutien à cette librairie est quand même en large partie dû au bénévolat puisque tout mon investissement et tous les apports sont bénévoles. C'est une charge très lourde.

**R.T. Votre implication est totalement bénévole ?**

O. B. A. Oui. Toute mon implication est gratuite, tous les frais, tout le travail que je fais en France pour la collecte des livres : tout cela est bénévole. Qui plus est, je dois équilibrer les comptes quand il le faut pour que la structure puisse continuer à fonctionner. C'est une charge vraiment très lourde pour moi, mais j'en fais un devoir, si vous voulez, et un plaisir aussi, puisque c'est quand même quelque chose de maintenir cette entreprise ici.

**R.T. En France, vous sollicitez des dons ?**

O. B. A. Non. Je ne sollicite pas de dons, on me donne certes des livres, mais ce n'est pas méthodique du tout et ça ne nourrit pas la librairie. Comprenez que c'est tout à fait accessoire : j'ai un petit rayon de livres d'occasion qui évolue au fur et à mesure des dons que l'on peut me faire en France, mais je n'ai pas de structure méthodique. Pour cela, il faudrait toute une organisation, organisation que je n'ai pas, car j'ai seulement ma maison pour entasser des livres. Heureusement j'habite à Rouen et il m'est

facile de faire des colis que je fais ensuite embarquer par bateau au port de Rouen, puisque c'est de ce port que les bateaux de marchandises partent dans la région. Grâce à ces facilités, j'ai un petit « courant » de livres d'occasion, mais cela représente quatre fois rien. L'essentiel de mes livres, ce sont les fournitures classiques des libraires, c'est-à-dire les grands distributeurs français et les petits éditeurs français que je collecte « sur place », si vous voulez. Ces petits éditeurs ne travaillant pas avec un distributeur, on est obligé d'aller occasionnellement collecter les livres sur place. Mais sinon, nos fournisseurs sont Hachette, Editis, Sodis, Volumen, c'est-à-dire les grands groupes français de distribution. Ainsi, nous avons « tous les livres », pas tous les livres disponibles bien sûr, mais en tant que librairie générale, nous avons les principales collections de poche des grands distributeurs. Nous avons quand même une disponibilité de titres respectable, qui se situe maintenant entre 3000 et 5000 titres. Ces livres nous parviennent de toutes les provenances : on distribue tous les distributeurs, tous les éditeurs... et je vous avoue que l'on aimerait avoir plus de facilités pour les commandes à la demande, mais c'est encore très difficile, à cause des problèmes d'acheminement. En tant que libraire, on a un vrai problème ici. Même en France où tout est pourtant fait pour soutenir la librairie, le métier de libraire est difficile, mais ici, c'est carrément périlleux. Les libraires français ont une possibilité de retour des invendus. Pour nous, cela est exclu parce que le transport coûtant déjà très cher, les éditeurs n'acceptent aucun retour. Nous sommes ainsi obligés d'accumuler un stock, ce qui nécessite de bien faire ses choix, parce qu'on a tout sur les bras, on garde tout. Il y a une réelle difficulté pour fournir une grande variété d'offre pour les clients. On est obligé de parier sur le livre, et si vous perdez le pari, vous gardez le livre. Cette difficulté, les libraires ne l'ont pas en France.

**R.T. Donc, avant de commander les ouvrages, vous êtes obligée de choisir des livres dont l'écoulement est assuré.**

O. B. A. Oui, même si on n'est jamais sûr. En même temps, il faut assurer une offre. Je fais un énorme effort pour offrir une grande variété de titres, mais, comme il n'y a pas beaucoup de demande, j'accumule ce stock, parce qu'il n'y a pas assez d'acheteurs. La fréquentation de la librairie n'est pas suffisante, faute de communication, je pense. Ici, le peu de diffusion des journaux, les lacunes de la communication, tout ce manque d'information fait qu'il y a des gens qui sont dans leur quartier de Yaoundé, sans jamais en sortir et qui ignorent jusqu'à l'existence de la librairie. Quinze ans après notre installation, je peux encore entendre des gens s'étonner « Ah, tiens, il y a une librairie là ? », « Ah, tiens, vous êtes là » ?

**R.T. Il faudrait un réel intérêt des journaux ?**

O. B. A. Oui. Il faudrait que l'on puisse avoir une information sur les livres. Mais là, on aborde la question de la communication au Cameroun où, tous journaux confondus, je crois que le tirage moyen doit être autour de 10 000 exemplaires... Il n'y a pas une grande diffusion donc. Qu'est-ce qui touche le public ? Les radios. Or, les radios dites « libres » sont très peu développées au Cameroun : il y a une foule de radios qui diffusent de la musique en continu, mais des radios culturelles, il n'y en a pas, il n'y a pas non plus de radio « d'opinion », de radio généraliste, pour faire de l'information, du débat, etc. Il



y a tout ce déficit de communication qui est tangible au Cameroun et peu favorable au développement de l'activité de la librairie. En comparaison, pour prendre l'exemple d'une grande librairie dans une ville de province en France - disons à Rouen où j'habite une partie de l'année - cette librairie présente 50 000 titres en rayon. Moi, j'en ai à peine 5000, vous voyez le rapport et ce que peut être une librairie au Cameroun...

**R.T. Puisqu'il est question de votre stock et de son écoulement : avez-vous des rapports avec des bibliothèques, des organismes, des partenariats ?**

O.B. A. Très très peu. Je ne dis pas que c'est inexistant : j'exécute des commandes pour des centres de documentation, mais pas plus d'une fois par an. On tisse quelquefois des liens avec les établissements d'enseignement, mais c'est très difficile, et cela se compte sur les doigts d'une seule main : c'est très peu de chose. Il y a, certes, toute une procédure d'exécution des marchés publics au Cameroun, mais je n'y prends pas part, il y a trop d'anomalies dans les marchés publics. On m'a proposé des démarches du genre « si vous facturez 1 000 000, vous fournissez 800 000, et vous nous donnez le reste ». Moi, je ne mange pas de ce pain là. Je ne fournis aucune administration, parce que ma présence ici, si je m'alignais sur ce genre de pratiques, n'aurait alors plus aucun sens. Donc je n'ai pas de commandes publiques. Et puis, les procédures sont tellement astreignantes... Pour vous donner un exemple : mes employés ont insisté pour qu'on fournisse une entreprise publique. Il faut d'abord que je paye au fisc 10 % du montant de la commande : ça n'a pas de sens ! Je ne peux pas travailler comme ça, c'est impossible. Il faut savoir ce que c'est que faire venir des livres ici ! Ces 10 % vont être avancés par la librairie, c'est insensé. Qui plus est, moi, je recevrai le paiement des mois après avoir fourni les livres, si j'ai de la chance. C'est commercialement impossible. Je recherche une clientèle variée, privée. Concernant les organismes, il y en a qui peuvent apprécier les prestations de nos services. Nous sommes des libraires documentés, spécialistes, nous pouvons fournir des commandes très précises à terme et avec une grande compétence. Mais cette possibilité reste très peu utilisée, bien que les personnes qui l'ont découverte apprécient nos services qui sont meilleur marché et réalisés avec plus de compétence que tout ce qui peut être commandé directement en France.

**R.T. Ces organismes avec qui vous travaillez, quels sont-ils ?**

O. B. A. Ce sont des organismes, comme la fondation Paul Ango Ela. Il y a des gens qui nous ont fait des commandes et qui savent apprécier notre compétence. Nous sommes performants à tous les niveaux, pour la précision des renseignements que l'on peut leur fournir, pour toute l'effectivité de la livraison que l'on mène à bon terme. Mais nous avons des difficultés, les principales tiennent à l'acheminement. Lorsque nous commandons les livres en France, l'acheminement pose énormément de problèmes.

**R.T. Énormément de problèmes ?**

O. B. A. Il y a le coût d'abord, je fais venir les livres par bateau et ce, pour ne pas grever le prix du livre exagérément. Si l'on fait venir les livres par avion, le prix du transport est multiplié par trois ou

quatre, comparé au transport maritime. Je demande donc aux clients de prévoir à l'avance leurs besoins, six mois à l'avance au moins, pour avoir des fournitures dans les meilleures conditions, il est vrai que c'est astreignant. Nous utilisons donc le transport effectué par la Centrale de l'Édition en France, qui a un contrat pour l'exportation du livre français. Elle a conclu un marché pour le transport et, pour l'instant, c'est SAGA qui a obtenu ce marché du transport du livre français pour l'Afrique et les Caraïbes. C'est donc un marché global, et c'est la Centrale de l'Édition qui nous facture ce transport au kilo, ce qui n'est pas négligeable. Il y a donc le coût de la prestation pour l'acheminement des livres, de l'entrepôt des distributeurs en France à la librairie au Cameroun. Cela, c'est hors frais de douane. Que représentent les frais de douane sur le prix du livre ? Le livre au Cameroun est exonéré de droits de douane, suivant une convention de l'UNESCO sur la circulation des livres, donc les frais de douane ne devraient pas représenter grand chose or, au port de Douala, je reçois une première feuille comprenant les frais de douane, c'est-à-dire une avance sur impôt que l'on appelle le précompte, plus une taxe sur le marché d'Afrique centrale : cela représente 2,5% du montant total de la facture des livres. Voici pour l'aspect légal. Et puis à côté, ce qui est tout à fait singulier, c'est cette autre feuille que l'on nous donne avec « autres débours », qui comprend des facturations fantaisistes et forfaitaires. Ces facturations contiennent des termes comme « travail extralégal », on ne sait pas bien ce que cela veut dire, mais tout le monde vous donnera des explications... il faut de toute façon garder à l'idée que ce sont des prélèvements totalement abusifs et au niveau forfaitaire, cela représente, par dossier, 60 000 Francs CFA. Au début c'était 30 000 Francs CFA et maintenant ça a doublé. Si bien que, quand vous faites venir pour 200 000 Francs CFA de livres, vous avez à payer ça en plus, ce qui peut parfois représenter jusqu'à 50 % du prix du livre. C'est absolument scandaleux. Les éditeurs sont multiples, les livres ne sont pas comme des boîtes de sardines : vous en commandez 1000 identiques. À l'inverse, chaque livre est un titre. Il y a une multiplicité de titres aussi bien qu'une multiplicité d'éditeurs, vous avez forcément des petites commandes. Donc ces « frais de dossier » sont un prélèvement qui peut aller de 10 à 50 % du livre, voire 100 % quelquefois. C'est lamentable, et le prix du livre, quand il arrive aux clients, est tellement prohibitif que personne ne peut l'acheter. Cela freine considérablement la consommation des livres, la lecture, l'usage du livre. Alors, me direz-vous, pourquoi continuer à faire venir ces livres de France ? En effet, ces derniers représentent 90 % de notre librairie. Mais on aborde alors la question du secteur de l'édition au Cameroun : pourquoi est-ce qu'il n'y a pratiquement pas d'édition de livres ? C'est là le problème. C'est quand même un peu anormal qu'un libraire installé au Cameroun ne diffuse que des livres importés puisque, malgré tout, un livre, ce n'est quand même pas difficile à fabriquer.

#### **R.T. Donc au final 90 % d'ouvrages importés, contre 10 % de production locale...**

O. B. A. Oui, 10 %. C'est vraiment très peu. La question de l'édition est véritablement un problème au Cameroun. Au Nigéria, les éditeurs ont commencé par éditer des livres scolaires, car le livre scolaire est un marché obligatoire et nécessaire, une vente forcée. C'est ça qui peut asseoir l'édition et ensuite donner les moyens de diversifier la production. Il faut avoir dans l'idée que, au Cameroun, l'édition

scolaire est quasiment monopolisée par des entreprises françaises : Hachette, Edicef, Belin, Nathan. Le Cameroun ne fabrique pratiquement pas de livres scolaires, le secteur commence petit à petit à apparaître, mais dans des conditions qui sont des conditions de favoritisme : on donne quelques monopoles à des amis. Nous n'avons pas ici de conditions favorables à une dynamique sûre et qui permettent une ouverture à la concurrence, à une véritable créativité... Donc, vous avez ce problème de l'édition scolaire qui est crucial, on ne voit pas pourquoi le Cameroun ne pourrait pas produire des livres moins chers que le livre qui est fabriqué à l'étranger et importé et qui subit des quantités de droits « intermédiaires ». Pourquoi n'y a-t-il pas d'édition digne de ce nom au Cameroun ? Au Nigéria, pratiquement tout le marché du livre scolaire est local, depuis la fabrication du papier même, car il y a des usines de pâtes à papier, Le Cameroun n'a pas les infrastructures. Vous avez aussi un petit pays comme le Bénin qui fabrique ses livres scolaires, donc on ne peut pas dire que c'est impossible en Afrique... Je pense qu'il y a un manque de volonté politique et puis surtout une telle prégnance de la corruption que toutes les activités créatrices sont opprimées : la liberté d'entreprise, etc. Rien ne peut se créer, quand il y a tous ces freins qui sont mis à l'activité. Dans les années 1975, sous le régime d'Ahmadou Ahidjo, il y a pourtant eu le projet de construire une grande usine de pâte à papier au Cameroun. C'était l'époque où le monde développé prêtait à tours de bras des fonds faramineux pour faire tout et n'importe quoi, à des prix que l'on ne contrôlait pas. Des investisseurs Autrichiens ont vendu une immense usine aux Camerounais, qui a été installée près d'Edéa. La construction de cette usine a coûté au moins deux fois le prix nécessaire... Et l'usine, une fois installée, n'a jamais réellement produit, elle a fonctionné pendant trois mois, puis plus jamais, à la suite d'un sabotage. Elle est toujours là, en déshérence. Les Camerounais en payent aujourd'hui trois ou quatre fois le prix. Avec la dévaluation d'une part et les intérêts d'autre part, la dette a gonflé... et il n'y a toujours pas de production de pâte à papier au Cameroun. Cette usine est un des plus grands scandales qui puissent exister concernant l'échec de l'industrialisation. C'était un projet qui devait utiliser les ressources en bois du Cameroun, et qui lui aurait permis de produire son propre papier. Le premier élément du livre c'est le papier. Or, ici, il faut acheter du papier à l'étranger, avec des taxes non réduites. Voilà un cas de sabotage d'une démarche de développement. Tous ces scandales on les oublie. On n'en parle plus. Ce sont de vrais crimes contre le développement.

**R.T. Quels sont vos critères de sélection des éditeurs camerounais à la Librairie des Peuples Noirs ?**

O. B. A. je prends tous les livres qui se présentent, c'est eux qui viennent. On travaille plus souvent avec le type de relations que les libraires peuvent avoir en France avec leurs fournisseurs, c'est-à-dire que ce sont des livres déposés qui sont retournés à l'éditeur. C'est ça la facilité du libraire, il n'a pas à faire d'achats fermes puisque, comme le libraire français, il prend le livre, et s'il n'est pas vendu au bout de trois mois il le retourne. C'est un fonctionnement normal de la librairie. Tous les livres qui sont édités au Cameroun peuvent être vendus ici. Je ne refuse aucun livre, même des livres que moi-même je n'aurais peut-être pas lus, on est très libéral. Il y a beaucoup de gens qui s'autoéditent aussi, et qui

déposent leurs livres. Donc nous acceptons tous les livres parce que nous souhaitons favoriser la diffusion de livres écrits et fabriqués au Cameroun. Nous proposons les éditions de l'UCAC (Université catholique d'Afrique Centrale), on a AES, qui est un bon éditeur aussi, on a CLÉ, on diffuse tous les éditeurs, bien sûr.

**R.T. Pour revenir à la question des importations : les accords de Florence, de Bangui, le protocole de Nairobi qui engagent une exonération des produits culturels et dérivés importés, ne sont pas respectés au Cameroun ?**

O. B. A. Eh bien nous sommes peut-être en effet exonérés des droits de douane : pour ce que je donne à la douane, j'ai un reçu du Trésor, soit 2,5 %. Mais pour le reste, je n'ai aucun reçu, de sorte que Saga me dit percevoir cela pour quelqu'un d'autre que je ne connais pas. On me dira que c'est la douane, mais en réalité je n'en sais rien si c'est vraiment la douane. Il n'y a pas d'exonération de racket, si vous voulez. C'est un problème de corruption, ce n'est pas un problème légal d'ailleurs : c'est « extralégal », ils le disent eux-mêmes. Ces pratiques ont pignon sur rue. Si je voulais lutter contre les moulins à vent, et si j'avais du temps à perdre – or je manque cruellement de temps et d'argent – j'engagerais alors une procédure pour « extorsion de fonds », avec aucune chance que les choses n'aboutissent, mais pour le principe, je poursuivrais, j'y passerais ma vie... Vous voyez, nous sommes quand même victimes, cela décourage tellement qu'on a parfois envie de jeter l'éponge. On se dit que si on n'est pas capable de moraliser même ce secteur, à quoi bon continuer à perdre son temps ? C'est très décourageant, extrêmement déprimant et décourageant.

**R.T. Pour parler aussi de la clientèle, à quel milieu appartient-elle en général ?**

O. B. A. Il y a les gens qui ont de l'argent pour acheter bien sûr, mais on est souvent confrontés à la situation suivante : les gens qui ont envie de lire n'ont pas d'argent et les gens qui ont de l'argent n'ont pas envie de lire. Tout cela fait que notre petite clientèle est extrêmement réduite dans une ville comme Yaoundé. Mais les gens font des efforts, le livre est désiré, il y a beaucoup de gens qui ont envie d'avoir des livres, et les gens font des sacrifices énormes. On a des universitaires, des professeurs, des amateurs qui font des sacrifices pour se procurer un livre, parce que quand on voit le poids d'un livre dans un budget ici, on comprend l'effort pour en fait l'acquisition. Les gens le font, les gens font des sacrifices, mais évidemment, c'est très réduit. Il est évident que le prix du livre ici n'est pas du tout proportionnel aux revenus moyens de la population, si bien que la masse des gens qui voudrait lire ne le peut pas.

**R.T. Est-ce que le prix du livre qui s'applique en France est proportionnel au prix du livre que vous appliquez ici ?**

O. B. A. Il est forcément plus cher ici, puisque j'ai le transport et les prélèvements abusifs en plus.

**R.T. Prenons un ouvrage qui coûte six euros en France, quel sera le prix au Cameroun ?**

O. B. A. Il sera au moins à huit ou neuf euros ici [ndlr : entre cinq et six milles Francs CFA]. C'est aberrant.

**R.T. Pour que les choses avancent, il faudrait un suivi, une surveillance...**

O. B. A. Oui, respecter les règles. On ne paye pas les 5,5 % de la TVA française, ici on est exonéré de TVA sur le livre, mais ces 5,5% sont absorbés par tous les frais annexes. Je crois que le transport à lui seul représente déjà plus que ces 5,5 %.

**R.T. Vous disiez tout à l'heure que vous êtes souvent obligée d'équilibrer les recettes. Votre entreprise n'est pas bénéficiaire ?**

O. B. A. Absolument pas. On ne l'a jamais été. J'essaye de parvenir à l'équilibre, c'est-à-dire que je puisse payer mon loyer et mes employés, c'est tout. Mais faire des bénéfices, c'est exclu. Et c'est pour ça qu'il n'y a pas de librairies, ce n'est pas une profession où on réalise des bénéfices, si c'était une profession où on peut gagner sa vie, il y aurait des libraires, mais ce n'est pas le cas. Je comprends qu'il n'y ait pas de libraires, que les libraires ne puissent pas avoir 3000 titres sur les rayons, car ce n'est pas possible financièrement.

**R.T. Donc la solution serait d'impliquer l'État ?**

O. B. A. Oui, il faut assainir les procédures, il faut qu'une véritable politique d'assainissement du circuit du livre ait lieu, avec une chasse à tous les coûts abusifs et intermédiaires qui doivent être supprimés et aussi, surtout, des politiques de financement des bibliothèques et des centres de documentation des établissements d'enseignement par exemple. Ces derniers pourraient ainsi acquérir des livres, et ce serait un moyen indirect de favoriser le développement des librairies en ce sens que, si les lycées ont un budget d'achat de livres pour leurs centres de documentation, cela nous permettrait de faire fonctionner la librairie. Il y a beaucoup de possibilités pour développer le livre camerounais, mais ce que je vois pour l'instant, c'est uniquement une grande pauvreté dans la création et la circulation du livre.

**R.T. Vos livres sont présents à Yaoundé, peut-être à Douala et d'autres villes, dans des fondations ?**

O. B. A. J'ai quelquefois des clients qui viennent du Nord, de l'Ouest, et qui nous passent des commandes pour leurs établissements, des commandes de cinquante exemplaires, par exemple de Césaire. Ils viennent alors à Yaoundé les chercher, mais encore une fois, c'est très ponctuel et individuel. Mais il y a des gens qui font de nombreux kilomètres pour commander et venir chercher des livres.

**R.T. Quels sont aujourd'hui vos espoirs ?**

O. B. A. Il faut une vraie politique du livre. Pour l'instant, je pense que le Cameroun est totalement dépourvu de politique en faveur du livre. On parle beaucoup de coédition aujourd'hui, je prends l'exemple du livre de Ki-Zerbo, qui a été coédité dans plusieurs pays africains : l'éditeur qui le diffuse ici avait presque honte de n'en avoir diffusé qu'un millier au Cameroun, alors que d'autres pays africains beaucoup plus petits, comme le Bénin, en ont diffusé quatre ou cinq fois plus. Tant que l'on se heurtera à tous ces obstacles et ces freins, la diffusion du livre ne sera pas ce qu'elle devrait être. Il faut lever toutes ces pesanteurs qui s'exercent sur le commerce en général et sur le livre en particulier.

## **Annexe 15 - Entretien avec Dramane Boaré et Muriel Diallo (Les Classiques Ivoiriens), Paris : 23 octobre 2012**

*Muriel Diallo, Dramane Boaré bonjour. J'ai préparé plusieurs questions avant de vous rencontrer, qui seront l'occasion d'entendre l'écrivaine, mais aussi l'éditeur. Si vous le permettez, j'aimerais que nous commencions par parler un peu de votre travail, Muriel Diallo, avant d'avancer sur votre collaboration avec Les Classiques Ivoiriens, que dirige Dramane Boaré.*

*Muriel Diallo, on vous décrit souvent à travers la multiplicité de votre travail : vous êtes artiste, peintre-illustratrice, écrivaine, vous animez également de nombreux ateliers dans le milieu scolaire... Votre carrière littéraire est aussi bien centrée sur la jeunesse que sur la littérature générale, puisque vous avez publié votre premier roman, *La femme du blanc*, en 2011 aux éditions Vents d'Ailleurs. Mais il y a aussi une multiplicité de votre parcours éditorial : vous avez commencé votre carrière dès les années 1988, au Centre d'édition et de diffusion africaine (CEDA), si je ne me trompe pas...*

En 1988, c'est exact. C'était à la suite d'un concours qui s'intitulait "Raconte-moi une histoire", que j'ai décidé de me lancer dans l'écriture de mon premier récit. Il se trouve que les éditions CEDA, organisatrices du dit concours, ont retenu mon manuscrit. J'ai obtenu un prix spécial et c'est ainsi que tout a commencé.

*Par la suite, vous avez travaillé avec de nombreux éditeurs. En France, certes, mais vous avez toujours gardé un pied éditorial en Côte d'Ivoire...*

Bien que vivant en France, je porte mon Afrique en moi. Un de mes objectifs a toujours été de réaliser des ouvrages de qualité destinés aux enfants de Côte d'Ivoire. J'en ai parlé à Monsieur Boaré. Nous avons longtemps pensé le projet et un jour, quand toutes les conditions étaient réunies, nous nous sommes lancés dans cette aventure passionnante...

*Avant de revenir sur ce projet commun, j'aurais aimé évoquer un peu le travail des Classiques Ivoiriens. Dramane Boaré, votre maison d'édition se caractérise par la pluridisciplinarité...*

**Dramane Boaré :** Tout à fait. Les Classiques Ivoiriens sont nés en 2004. Je venais moi-même d'une maison d'édition de la place et j'ai alors fondé Les Classiques Ivoiriens en partenariat avec Les Classiques Africains de l'époque (Les Classiques Africains dont le principal actionnaire était Saint-Paul Imprimeur). Depuis deux ans maintenant, Saint-Paul Imprimeur, à travers Classiques Africains, ne fait plus partie de notre capital. Les Classiques Ivoiriens sont devenus une société ivoirienne n'appartenant qu'à des Ivoiriens. Le capital nous appartient à 100 %. En Côte d'Ivoire, nous faisons donc de l'édition. De l'édition scolaire évidemment, on en a besoin pour vivre et également de la

jeunesse, de la littérature générale. La jeunesse nous tient particulièrement à cœur et c'est cela qui nous a réunis, Muriel et moi, autour du projet *Bibi*. Comme elle l'a dit, nous l'avons d'abord pensé, puis laissé doucement mûrir. L'idée a fait son chemin et aujourd'hui nous en sommes à cinq titres. Et attendez-vous bientôt à d'autres nouveaux titres !

*Pourrions-nous un peu parler de ce personnage de Bibi, à travers ces cinq titres et cette série très originale, nouvelle aussi, dans l'environnement du livre de jeunesse africain ? D'où est venue l'idée de départ ? Comment ce travail s'est développé ? Et puis, pour l'aspect pratique, comment travaille-t-on à distance, quand l'éditeur est en Côte d'Ivoire et l'écrivain en France ?*

**M.D. :** Dès le départ, quand j'étais enfant - et je pense que Dramane Boaré ne me contredira pas sur ce point, (nous avons à peu près le même âge) - nous n'avions pas de livres qui parlaient vraiment de nous, enfants d'Afrique. Pour ma part, j'ai grandi avec les petits livres du Père Castor que ma mère ramenait de France. Je ne sais pas si vous connaissez la collection du Père Castor... il y avait *Blanche Neige*, *Le Petit Bonhomme de pain d'épice*, tous les contes d'Andersen, de Grimm, de Charles Perrault... On grandit donc avec le Père Castor au fin fond de l'Afrique, et l'on se rend compte un jour, bien évidemment en observant son environnement immédiat, que ce dont on parle dans le père Castor n'existe pas toujours autour de nous. Je parle des paysages de neige, du palais des glaces, du loup. Nous avons peur du loup sans savoir qu'il n'y avait pas de loup en Afrique. On pose des questions aux adultes, mais les adultes, vous savez, n'ont pas toujours le temps de répondre aux questions des enfants... Ensuite, j'ai grandi auprès de ma grand-mère maternelle. C'est elle qui m'a un peu initié aux contes africains. C'est à ce moment que j'ai décidé que "quand je serai grande, je deviendrai un peintre et un écrivain célèbre !" Je ne suis pas encore célèbre, mais j'espère toujours le devenir un jour ! (Rires) : Ne dit-on pas qu'il vaut mieux viser la lune pour espérer toucher les étoiles ? Tout mon travail est axé autour de cet imaginaire-là : favoriser des rencontres entre le monde du père Castor (c'est-à-dire le monde de l'ailleurs) et le monde qui se trouve dans mon environnement immédiat (l'Afrique). Quand j'ai rencontré Monsieur Boaré, qui est devenu un ami, nous avons beaucoup discuté en nous appuyant sur des constats et les demandes des enseignants africains. L'idée de la création d'une collection petite enfance nous a alors semblé indispensable. Une collection dans laquelle les enfants ivoiriens, et africains, se retrouveraient tout de suite. Cela ne veut pas dire que nous rejetons l'extérieur, mais que nous construisons un pont, comme un lieu de rencontre attendu, fondé sur l'universalité de l'enfant. Et c'est comme ça que Bibi est née. Elle a trois ans. Même le choix du prénom n'est pas le fruit du hasard. En Afrique nous avons ce que l'on appelle des "prénoms de caresses", par exemple Mimi, Jojo... Et vous vous appelez...

**Raphaël !**

On pourra donc vous surnommer "Raphi" en Côte d'Ivoire ! "Bibi", c'est peut-être Élizabeth. Je voulais vraiment entrer de plain-pied dans le quotidien, en nommant cette petite fille ainsi. Bibi est une enfant espiègle, un peu rebelle, qui veut comprendre le pourquoi des choses, comme beaucoup d'enfants de par le monde, et qui fait sa propre démarche pour trouver des réponses avec l'aide de ses



parents et de son précieux doudou. Le jeune lecteur voit Bibi avancer dans sa vie, dans le quotidien et avec toutes les découvertes que l'on peut faire à cet âge-là. La collection s'appelle "Bibi n'aime pas...". Lorsque le titre de la collection s'est posé, nous avons hésité entre plusieurs possibilités. Puis nous avons tranché en faveur de *Bibi n'aime pas*. Il fallait aller au plus simple, ces livres étant destinés aux enfants dès 3 ans. Le premier titre est *Bibi n'aime pas la pluie*. Qui, enfant, n'a jamais pataugé dans les flaques d'eau sous la pluie ? La trame des histoires est la même, Bibi, est toujours grognonne au départ. Elle dit toujours "Non ! Je n'aime pas ceci, non je n'aime pas cela !" Et comme elle déteste être enfermée dans la maison quand il pleut, elle se met à détester la pluie. Elle pense que le jardin a mal au ventre à chaque fois, parce qu'il boit trop d'eau d'un coup. Ça, c'est du Bibi tout craché ! À la fin, elle découvre elle-même que la pluie fait bien les choses : avec le potager de papa qui a bien poussé, les escargots qui sortent, il y a toute une vie qui se passe et qui fête même la fin de la pluie. Dans l'histoire *Bibi n'aime pas le marché*, la fillette grognonne se retrouve au marché avec sa mère, disant "moi je n'aime pas le marché ! Il y a trop de bruit et ensuite j'ai mal aux oreilles !" Et finalement Bibi fait sa propre démarche dans la découverte du marché et à la fin, elle adore le marché. Nous avons aussi *Bibi n'aime pas le Didi* : le Didi c'est un peu votre loup, les peurs de l'enfant qui ont été symbolisées par ce que j'appelle "le Didi". Enfant, mon père menaçait souvent de faire venir le "Didi" pour me faire peur et éviter que j'imagine d'autres bêtises à faire. J'ai donc gardé le Didi par rapport à mes souvenirs d'enfance. Ensuite est né *Bibi n'aime pas les légumes...*

**D.B. :** Le tout dernier !

**M.D. :** Bibi habite en ville avec ses parents et son doudou. J'ai pris des symboles de l'enfant d'aujourd'hui. Dans le prochain tome, elle rendra visite à sa grand-mère à la campagne... Et... Mais ça, c'est un secret. Nous ne voulions pas faire du "Martine va à l'école", même si à l'époque j'en étais fan. La particularité de cette collection, c'est qu'elle vient d'une part insister sur l'universalité des désirs de l'enfant et, d'autre part, mettre en lumière quelques bonnes habitudes de l'Afrique. Par exemple l'ambiance du marché, où l'on parle de "tonton poulet" (tout le monde s'appelle comme cela : "Bonjour tanti ! Bonjour tonton", c'est respectueux : on n'y a pas bien l'habitude du "Bonjour Monsieur". Cela serait presque hautain dans certains quartiers !). Les enfants qui vivent hors du continent africain découvrent ainsi, en jouant avec Bibi, un autre mode de vie, vrai et plein d'humour, d'où cette idée d'échanges que je défends.

*Vous parlez de cette ambiance du marché, que l'on peut d'ailleurs retrouver ici, en France, vous parlez aussi d'universalité : souvent, dans le livre de jeunesse, l'image de l'Afrique est exotique... À travers Bibi, vous mettez en avant une Afrique urbaine, une petite fille qui ne va pas forcément aimer les choses qu'on l'emmène voir à la campagne...*

*J'aurais voulu creuser un peu avec vous cette question de la réception et de l'universalité à laquelle vous destinez vos ouvrages. Comment défend-on une œuvre sur un marché africain et sur un marché français, lorsqu'on s'adresse à des enfants "tout court" ? Lorsqu'on ne s'adresse pas à des lecteurs français pour leur montrer des enfants africains tels qu'ils ont imaginé...*

**M.D. :** Dramane comme moi, nous sommes dans cette démarche d'échange, de partage. La différence ne nous enrichit que lorsqu'elle se partage. C'est dans le cadre de cet échange-là que j'ai rencontré beaucoup d'enfants qui adorent Bibi en France. Ils n'iront probablement jamais en Afrique, qu'importe, alors l'Afrique viendra à eux. Le doudou de Bibi s'avère être ce qui les relie au départ. Quelque fois, certains enfants confient même à Bibi les mots de leurs doudous. Les enfants ne mettent pas de barrières aux mots comme le font les adultes... Ces ouvrages destinés à tous les enfants sont notre fierté ! Aujourd'hui, les gens, les mots circulent beaucoup plus facilement qu'avant. D'une certaine façon, Bibi joue le rôle d'une petite ambassadrice, elle montre aux enfants du monde que tous les êtres humains sont égaux, avec le même cœur, les mêmes rêves. Et cela, je l'ai constaté dans le regard des femmes que je rencontre dans mes ateliers d'écriture illustrée : nous avons vraiment les mêmes soucis, nous pleurons pour le même chagrin, les éclats de rire se ressemblent parfois.

*Dramane Boaré, comment défend-on ses œuvres, particulièrement quand on est un éditeur pluridisciplinaire et que l'on édite aussi des livres destinés au seul marché ivoirien (je pense aux livres scolaires) ? Autrement dit, comment défend-on des œuvres de jeunesse destinées aux enfants du monde entier ?*

**D.B. :** Nous sommes une jeune maison d'édition et il est important pour nous d'avoir une activité scolaire. Il ne faut pas se voiler la face : il s'agit de tenir la route. L'activité scolaire, qui est noble et une de nos principales activités, est importante. Mais je crois qu'une maison d'édition a également besoin d'une image. Elle a besoin de s'exporter dans le monde. Et s'agissant du scolaire, on reste chez soi, alors que dans la littérature et à travers Muriel, on voyage énormément. C'est une idée que nous partageons avec Muriel et dont nous avons déjà parlé, quand nous étions plus jeunes. Muriel a évolué de son côté ; moi, je dirige aujourd'hui une maison d'édition : nous pouvions donc passer à une réalisation concrète d'un projet. Aujourd'hui, nous avons pu mener cette idée au bout, parce que Muriel a réfléchi de son côté et, du mien, avec les moyens que j'ai et avec l'expérience que j'ai acquise dans le métier d'édition, je voulais faire des livres différents de ceux qui existent sur le marché. On nous reprochait de faire des livres qui n'étaient pas de bonne qualité... Avec son talent - car le projet s'appuie énormément sur sa technique d'illustration - nous avons entrepris de faire des ouvrages qui, avec leur qualité, peuvent plaire et intéresser l'enfant. Bien évidemment, les thèmes que nous choisissons avec Muriel concernent tous les enfants de toutes les parties du monde. Nous parlions du marché : quel enfant aime les légumes ? Nous avons tous râlé un jour ou l'autre après l'école, nous séchions les cours, c'est une attitude commune à tous les jeunes du monde !

**M.D. :** Aucun enfant n'aime les légumes (rires) !

**D.B. :** Donc, à travers ces thèmes qui intéressent tous les enfants et à travers un support de qualité, nous sommes aujourd'hui arrivés à faire des livres qui plaisent. Nous vivons des livres scolaires, ok, mais il faut reconnaître que c'est grâce à la littérature jeunesse, la littérature générale, nous voyageons de plus en plus. Et c'est cela, en tant qu'éditeur, qui nous séduit. Nous sommes sur cette voie-là.

*Comment travaille-on ensemble, lorsque l'écrivain est en France et l'éditeur en Côte d'Ivoire, pour produire une collection aussi régulière que Bibi ?*

**M.D. :** Nous nous faisons confiance. Pour ma part, en tant qu'artiste, je suis libre du choix de mes illustrations et de mes techniques. Dramane le sait, et chaque fois que je lui ai fait part d'une idée, il m'a toujours soutenue. Il m'a fait confiance. Mais tout n'a pas été simple... Il nous a fallu ensuite trouver un bon imprimeur, parce que nous désirions ce qu'il y avait de mieux pour cette collection ! Aujourd'hui, le résultat est là et nous n'en sommes pas peu fiers !

**D.B. :** Aujourd'hui les moyens de communication sont plus accessibles. Je viens régulièrement en France. Le reste se fait par téléphone, mails, etc. Nous avons la chance de nous voir souvent et le travail se fait relativement facilement. Notre méthode de travail est simple : Muriel a bien intégré un programme de sortie des ouvrages et elle sait quand il faut nous mettre les documents à disposition. Elle se prépare d'ailleurs pour la sortie du prochain titre de la collection. Cela fonctionne comme cela. Tout repose, comme Muriel le dit, sur une excellente relation entre l'éditeur et l'auteur.

**M.D. :** Même libre, j'ai toujours besoin de l'avis de l'éditeur pour évoluer. Avant de commencer un titre, d'écrire ou d'illustrer, je lui en parle. Nous discutons de tout, du meilleur titre, du meilleur thème, de la pagination, de la qualité du papier, de tout. Il en parle à son staff... C'est beaucoup d'échanges, de respect et de confiance si l'on veut arriver à quelque chose de bien. Et il faut y croire. Nous y avons cru fortement !

*Madame Diallo, les contraintes sont-elles différentes lorsque vous publiez un livre pour enfants aux Classiques Ivoiriens et un roman aux éditions Vents d'Ailleurs ?*

J'ai toujours travaillé avec des éditeurs qui me laissaient une entière liberté. Vents d'Ailleurs, respecte cela. Je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de voir mon travail plastique, il est issu de recherche personnelle autour de la récupération : beaucoup de collages, de récupération d'objets, de sable... Je veux réunir tous les imaginaires dans un univers possible. Je suis peut-être idéaliste, mais bon c'est comme ça, c'est le moyen que j'ai choisi pour m'exprimer. J'ai la chance de travailler avec des éditeurs qui ne m'emprisonnent pas dans une technique donnée, dans une manière d'écrire, n'empêche que j'ai toujours besoin de leur avis. Les conseils et les critiques me font évoluer.

*J'aurais aimé parler un peu de diffusion avec vous deux. Muriel Diallo, vous faites cette année partie de la sélection du prix Saint-Exupéry 2012 qui sera remis demain soir. Vous avez d'ailleurs déjà participé à ce prix en 2000. Une telle sélection est, selon moi, le gage d'une certaine reconnaissance en France. En Côte d'Ivoire, le travail de Monsieur Boaré participe aussi à la diffusion de vos œuvres... Ressentez-vous une différence de réception de vos livres ? Comment*

*retrouve-t-on vos livres en librairie d'un pays à l'autre ? Comment les amène-t-on à des enfants d'un pays à l'autre ? Est-on sur des mêmes stratégies de promotion de ses œuvres et de son catalogue ?*

**D.B. :** En ce qui concerne la diffusion en Côte d'Ivoire, nous nous en chargeons nous-mêmes. Cela passe par le circuit éducatif. Nous avons la chance de travailler également avec les écoles : le livre qui est mis dans les circuits de libraires est promu avant tout dans les écoles. Il peut être utilisé dans les classes. Vous voyez bien que les thèmes que nous choisissons : l'école, les légumes, etc. sont des thèmes sur lesquels les instituteurs peuvent intéresser l'enfant ; ce sont des thèmes qui concernent l'environnement direct de l'enfant... Ce que je dis pour la Côte d'Ivoire est d'ailleurs valable pour l'Afrique de l'Ouest. Je suis éditeur, mais j'ai également un volet distribution qui est très important. De par mon itinéraire, j'ai une connaissance du circuit des libraires de la sous région, ce qui fait que les livres sont systématiquement présents dans les pays où je me rends : Burkina, Togo, Bénin, Cameroun, bientôt au Mali... En France, depuis quelques années, nous sommes en rapport avec L'Oiseau Indigo d'Isabelle Gremillet. Il faut dire qu'avant cela, on a énormément cherché à se faire diffuser en France. Pour des éditeurs africains, ce n'est pas facile. Vous remarquerez d'ailleurs que le thème de la diffusion des livres dans le Nord revient toujours sur le tapis, sans qu'on ait véritablement trouvé de solution. Je pense qu'aujourd'hui, il y a des pistes, et une des pistes, c'est justement L'Oiseau Indigo avec qui, depuis deux ans, nous avons pu être présents dans beaucoup de librairies en France. Nous avons également pu être présents dans certains salons en Belgique et en Suisse. Et les chiffres nous démontrent clairement qu'il y a une demande qui est là, qui va en croissant. On a commencé à nous parler d'une diffusion plus large, mais c'est quelque chose que l'on mûrira avec L'Oiseau Indigo en réfléchissant à comment renforcer ce travail que nous avons déjà engagé.

*Au niveau de la sous région vous êtes donc amenés à représenter et défendre vos livres dans d'autres pays ?*

**D.B. :** Je suis présent dans d'autres pays au niveau des manuels scolaires... Les bibliothèques sénégalaises commandent beaucoup d'ouvrages, et comme nous avons montré Bibi aux représentants des bibliothèques, au Sénégal, la collection a fait l'objet de commandes. Ces ouvrages-là se trouvent aujourd'hui dans beaucoup de bibliothèques de ce pays. Nous allons continuer ce travail-là. Nous serons présents au salon du livre de Ouagadougou (SILO), le 27 octobre. Je ne pourrai malheureusement pas me rendre à Yaoundé le 25 octobre... (2) Je crois que le prix Saint-Exupéry serait aussi pour nous une aide précieuse et un tremplin énorme pour pouvoir assurer cette promotion. La première des choses que l'on fera alors sera de montrer ce prix à la Côte d'Ivoire en disant "voilà : c'est un produit ivoirien. Un produit qui plaît ici et à l'extérieur, comme on l'a voulu !" À partir de là, on va bâtir une nouvelle campagne de promotion autour de Bibi. On a beaucoup de choses dans la tête avec ce produit-là et je pense que l'on peut développer beaucoup de projets. Ce n'est pas encore le moment de tout dévoiler, il y a des choses qui seront entreprises... C'est un départ, le moment de mettre tout cela sur pied.

*Très peu d'éditeurs africains ont été représentés par des prix littéraires en France...*

**D.B. :** Je précise que c'est Muriel qui participe au prix en tant qu'écrivain, pas nous !

*Bien entendu ! Je voulais surtout connaître votre avis sur ce pas en avant, bien sûr, mais aussi sur cette absence, jusqu'à présent, d'une édition africaine dans les prix littéraires...*

**D.B. :** Muriel participe à un prix : le Prix Saint-Exupéry s'appuie sur une sélection de livres parmi lesquels nous : Classiques Ivoiriens, figurons en tant qu'éditeur. Pour moi, c'est une reconnaissance ! Cela fait sept ans que nous avons démarré, et le premier prix que l'on obtient vient de l'extérieur ! Ce que je vais dire - et c'est peut-être une manière de parler un peu comme tout le monde - mais c'est qu'il s'agit, simplement, d'un encouragement à continuer à travailler ! Et puis surtout, pour moi comme pour Muriel, c'est un rêve, c'est un projet que nous avons réfléchi quand nous étions un peu plus jeunes. C'était une bonne idée. Nous voulions alors faire de bons produits, et nous ne sommes pas mécontents de la qualité de ces ouvrages-là. On voit très bien qu'ils sont acceptés sur un marché français qui est exigeant sur la qualité. Il faut savoir que les premières discussions que l'on avait avec les éditeurs français, c'était que les livres n'étaient pas de bonne qualité... Je crois que nous avons franchi ce cap-là, et Bibi est appréciée et pour le contenu, et pour le contenant. C'est une reconnaissance formidable !

*Muriel Diallo, il me semble que vous avez déjà coédité des ouvrages en coédition avec un éditeur canadien et un éditeur ivoirien (3). Les modèles de la coédition sont-ils des pistes à réfléchir et qui intéressent Les Classiques Ivoiriens pour l'avenir ?*

**M.D. :** Nous ne sommes pas contre une coédition, bien au contraire !

**D.B. :** Effectivement. Il y a aujourd'hui des éditeurs en Afrique qui ont les moyens. En Côte d'Ivoire NEI/CEDA, filiale de Hachette, ont largement les moyens de sortir des livres, même tous seuls, Eburnie ont aussi les moyens... Ce matin j'en parlais encore : la coédition est plus que souhaitable. Beaucoup d'auteurs sont ici, en France : ils vivent ici mais ils ont un public chez eux ! Donc, je pense qu'il faut réfléchir à comment faire en sorte que leurs ouvrages soient lus par des gens de chez eux. C'est une action commerciale que de trouver la formule pour qu'un livre qui est publié paraisse en même temps ici là-bas. Deux éditeurs parviendront plus facilement à trouver la bonne formule !

**M.D. :** Mais en essayant de conserver la qualité du produit de départ ! Pour ma part, je souhaite vivement que les éditions Vents d'Ailleurs et Les Classiques Ivoiriens s'entendent pour coéditer un des ouvrages de Vents d'Ailleurs, qui figure justement dans la sélection du prix (*Toclo toclo et la fille Tête-en-l'air*). J'y tiens parce que ce serait vraiment un réel aboutissement de ce projet. Comme je le dis, la Côte d'Ivoire est mon pays de cœur et j'ai toujours voulu que mes ouvrages puissent être lus là-bas. Maintenant, comme Monsieur Boaré l'explique, il faut réfléchir à la bonne formule, parce que les moyens ne sont pas les mêmes... Et en même temps, il faut que nous vendions des livres, tout en gardant une bonne qualité. On y tient beaucoup. Espérons que quand votre article à paraître, cela va se décanter !

*Est-ce qu'il y a lieu de réfléchir à de nouveaux formats, je pense par exemple au livre numérique ?*

**D.B. :** Je sais qu'il y a beaucoup d'idées qui surgissent, ça bouge dans ce domaine-là...

**M.D. :** Il faut mûrir tout ça.

**D.B. :** Le parc informatique pour les enfants et pour les familles qui peuvent acheter un support numérique en Afrique n'est pas énorme. Mais on ne peut pas ne pas suivre le mouvement. Cela fait partie de toutes les réflexions des organisations internationales et culturelles qui s'occupent du livre. On voit souvent le thème réapparaître dans le cadre de séminaires...

**M.D. :** C'est peut-être quelque chose que la Bibliothèque nationale de Côte d'Ivoire peut mettre en place... On pourrait, par exemple, organiser des activités et des actions de ce type-là dans un lieu précis et tout de suite, je pense la Bibliothèque nationale. Il ne faut pas en rester là...

**D.B. :** Le parc informatique n'est pas énorme et la connexion coûte encore cher. Je constate que certains éditeurs sont à fond là-dedans. Mais pour ma part, j'ai d'autres préoccupations : les questions d'électricité, la connexion informatique (il y a certains endroits où ce n'est pas encore ça...), etc. Mais on me dit que bientôt, avec le téléphone, de nouvelles possibilités seront développées. Le livre numérique, c'est pratiquement un téléphone ! Dans les années qui viennent on aura un écran suffisamment grand pour que l'enfant ou l'adulte puisse lire là où il se trouve. Je crois que ça va venir, mais ça demande encore un peu de temps, parce que les téléphones coûtent cher, parce que les connexions informatiques coûtent également cher... Mais on ne peut pas ne pas regarder ça. Ce n'est pas tout près-tout près, mais c'est là.

*J'ai parlé tout à l'heure la coédition, ce qui me donne l'occasion d'évoquer le travail de l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants. Est-ce que l'expérience de la coédition avec d'autres éditeurs africains vous intéresse ? Est-ce que ce sont des questions auxquelles vous réfléchissez ou qui sont en projet ?*

**D.B. :** Tout à fait ! En tant qu'éditeur, on a discuté et on a eu des projets avec d'autres éditeurs. Ce n'est pas encore arrivé au bout. Il faut pourtant le faire parce que, que l'on soit Burkinabè, Ivoirien ou Malien, il y a des thèmes que nous partageons... Un Ivoirien lira facilement un ouvrage qui est écrit par un auteur burkinabè sans être dépaysé ! Les thèmes sont peut-être traités avec leurs différences, mais c'est toujours dans un contexte africain. Le mariage chez les Burkinabè est peut-être différent de ce que l'on peut faire dans d'autres pays, mais on reste dans un environnement qui ne nous est pas vraiment étranger. La coédition est donc souhaitable, et c'est pour cela que l'on a un peu mal au cœur de constater que le livre africain ne circule pas ! Je prends un exemple : je vends des livres de Biton... mais Biton est lu au Sénégal, au Burkina et au Mali ; et ça marche ! Mais Biton, il est Ivoirien ! Je vends bien ses livres au Togo, au Bénin... Actuellement, il y a d'autres éditeurs ivoiriens qui vendent des collections dans la sous région et dont les ouvrages se vendent très, très bien. Donc, si des éditeurs de pays différents se retrouvaient à la base, pour produire et organiser leurs ventes, ce sera encore mieux. On pourrait alors produire en grandes quantités. Si l'on produit en grandes quantités, on baisse

les coûts et les ouvrages partent directement sur d'autres marchés, tout en nous revenant moins cher. Ainsi, un auteur X, grâce à des éditeurs différents, verra son livre présent dans des pays différents en même temps. L'édition Sud-Sud, je pense, constitue une piste très sérieuse. Pour les maisons d'édition qui en ont les moyens, je pense qu'il faut aller dans ce sens. Il est vrai qu'il n'y a pas suffisamment de maisons d'éditions africaines qui ont les moyens de tels projets. Les maisons d'édition viables et qui peuvent aller au bout d'un projet de coédition, cela manque encore... Il faut vraiment travailler sur cette question.

**Madame Diallo :** *Bibi, pourrait-on la voir traduite en anglais, en lingala ou en swahili par exemple ?*

**D.B. :** Mais pourquoi est-ce que vous dévoilez tous nos projets (*rires*) ! Ça fait partie des pistes de réflexion, comme on a dit...

**M.D. :** Il ne faut pas se précipiter...

**D.B. :** Pour commercialiser des ouvrages, il faut d'abord connaître tous ces marchés-là. Mais le fait que Bibi traite de thèmes qui intéressent ces enfants-là, quand on prend en compte le contexte africain, c'est déjà un grand pas si nous voulons envoyer Bibi vers d'autres marchés. Tout d'abord, l'Afrique. Nous avons pensé aux marchés africains. On a pensé au marché ivoirien lui-même et, à travers cela, on peut aller chercher très, très loin ! Avec Bibi, il y a l'éducation d'un côté et de l'autre le plaisir, à travers des sujets simples : le plaisir de lire à travers un support agréable à la vue et au toucher. Tout ça est pris en compte !

**M.D. :** Et même le jeu ! Quand vous lisez Bibi à vos enfants, il faut mimer l'histoire ! Demandez à l'enfant de jouer au grognon comme Bibi, en général il y arrive très bien ! "Interdit de rire !" (*Rires*) Vous voyez : vous riez, donc vous avez... PERDU ! Quand ça fonctionne bien, l'enfant croise les bras, fronce les sourcils, et fait la moue, c'est extraordinaire ! L'enfant rentre vraiment dans le monde de Bibi et à la fin, quand Bibi se met à danser, on se lève aussi et, même si on a mal aux genoux, on saute avec lui ! C'est aussi ça le jeu, apprendre en lisant !

*C'est en tout cas une très bonne chose, que nous puissions aujourd'hui vous lire en France, et je pense que le travail d'un éditeur comme Les Classiques Ivoiriens, à travers une collection comme "Bibi" contribue à modifier l'image que l'on se fait régulièrement, ici, de l'édition africaine. Et puis il y a cette sélection au prix Saint-Exupéry !*

**M.D. :** C'est pour cela que le prix nous fait vraiment chaud au cœur ! D'une certaine manière, cela montre aussi aux gens que l'Afrique change et pas seulement dans le mauvais sens ! On montre très peu d'images agréables de l'Afrique : il y a beaucoup de problèmes, certes, mais il y a quand même des gens, comme Monsieur Boaré, qui continuent à travailler dans l'ombre, malgré toutes les difficultés. Je profite de ce moment pour féliciter mon éditeur. Ce n'est pas évident de travailler quand le parcours est jonché de pièges. Il faut de l'audace, de la passion et du courage.

**D.B. :** Il faut poser des actes. Je suis sensible à cette volonté d'échanges Sud-Sud, qui est importante. On dit toujours que quand on va au Burkina, on ne trouve pas les ouvrages des Ivoiriens, ces Togolais ou des Béninois... Nous, Classiques Ivoiriens, nous avons cette volonté-là de faire circuler les livres. Ma grande ambition à l'époque, c'était de faire de ma maison d'édition une plaque tournante pour ces pays ; Les Classiques Ivoiriens seraient un centre où l'on fait venir des livres de la sous région, des éditeurs des autres pays que l'on fait venir en Côte d'Ivoire... Cela permettrait en même temps aux éditeurs de la Côte d'Ivoire et d'ailleurs de remonter sur les deux courants. Ça, j'en ai rêvé, et je continue d'en rêver...

**M.D. :** Je voudrais quand même préciser une chose : c'est que ce n'est pas parce que l'on se connaît que j'ai tout accepté de lui ! La jeune maison d'édition de Monsieur Boaré n'est pas centrée sur elle-même. C'est vraiment ce désir d'ouverture qui m'a intéressée. Je me suis dit "tiens, voilà quelqu'un qui ne vit pas centré sur lui-même et qui a de vrais projets, qui va vers les autres, qui cherche, qui observe l'Afrique et le reste monde avec un regard moderne..." C'est ce que je recherchais. Il y existe d'autres maisons d'édition en Côte d'Ivoire, j'aurais bien pu choisir un autre éditeur...

**D.B. :** Cette volonté, on l'a. On peut vraiment faire en sorte que les gens se retrouvent un peu partout. Sur certains plans, on l'a plus ou moins fait, mais ce n'est pas encore à la hauteur de nos espérances. C'est quelque chose qui, je pense, va forcément venir, parce qu'on y travaille. Dans le cadre de la littérature générale, beaucoup d'écrivains ivoiriens connus commencent à nous faire confiance : cette année, j'ai reçu des manuscrits d'auteurs d'une certaine renommée. J'ai aussi des auteurs de jeunesse qui sont venus parce qu'ils connaissent la qualité du travail de Muriel... Le fait que l'on bouge dans la sous région et que l'on distribue nos livres et ceux d'autres éditeurs ivoiriens au Burkina, au Togo, au Bénin, au Mali... tout cela contribue à faire avancer les choses. Nous venons de lancer un projet au Cameroun et on doit bientôt faire le point dessus. Nous parlons également du Sénégal, avec L'Oiseau Indigo : c'est cette première étape, le Sénégal et le Cameroun, qui représente un grand enjeu pour nous : si vous allez à Dakar, vous y croiserez rarement des éditeurs du Mali, ou quasiment pas. Nous avons l'ambition de récupérer des éditeurs maliens pour les distribuer au Sénégal, mais cela, nous ne l'avons pas encore réussi. Pour le moment, nous distribuons les éditeurs maliens en Côte d'Ivoire... Maintenant, je pense que les organisations internationales comme Afrilivres peuvent nous permettre d'améliorer tout ça, afin que les libraires puissent commander directement. Pour le moment, il reste encore en Afrique cette capacité, cet instrument-là de distribution et de diffusion professionnelle qui n'existe pas. Afrilivres a décidé de mettre quelque chose en place, et donc on verra...

#### **Notes :**

1. [Le Prix Saint-Exupéry-Valeurs Jeunesse] récompense depuis 1987 les œuvres littéraires destinées à la jeunesse qui portent les valeurs de l'œuvre de Saint-Exupéry et le sens de sa vie :

- L'audace, celle des premiers vols de nuit ;
- Le courage de surmonter les obstacles et la volonté de survie ;



- La solidarité en cultivant la fraternité ;
  - La sagesse : discerner et dépasser les dimensions trop matérielles.
2. Le Salon du livre de Yaoundé se tenait du 25 au 27 octobre 2012. L'évènement était organisé par la jeune Association des éditeurs de livres du Cameroun.
  3. *Le Fils de l'aurore*. Abidjan/Montréal : CEDA, éditions Hurtebise, 1999.

## **Annexe 16 - Entretien avec Angéline Solange Bonono (Écrivaine), Yaoundé : 11 février 2008**

**Raphaël Thierry.** Tout d'abord quelques questions à propos de votre activité d'écrivaine : vous avez publié quatre ouvrages, c'est bien cela ?

**Angélique Solange Bonono.** J'ai publié quatre ouvrages, et quelques nouvelles aussi, dans des collectifs

**RT.** Quelle a été votre démarche concernant ces quatre ouvrages, de l'écriture à la prospection des éditeurs, et qu'est-ce qui a justifié le choix de ces derniers ?

ASB. Disons qu'après l'écriture, « on est là ». Les possibilités d'édition ne sont pas bien grandes, je pourrais même dire qu'elles sont pratiquement inexistantes, ce qui fait que l'auteur n'a pas tellement le choix : on se rend alors compte que ce sont plus les éditeurs qui vous choisissent. Pour ma part, j'ai commencé à me faire dignement connaître à travers le journal *Patrimoine* de Marcelin Vounda qui est actuellement directeur des éditions CLÉ. C'est alors que mes textes ont réellement commencé à circuler. Mon premier ouvrage est *Soif Azur*, publié en 2002. J'étais alors membre d'un cercle littéraire « La ronde des poètes » et donc, pour pallier à notre situation d'auteurs invisibles, nous avons décidé de créer une maison d'édition : Les éditions de la ronde. J'ai ainsi été la première personne à être publiée dans la « Collection bleue » en 2002. Il faut dire que ce texte a connu une bonne fortune après sa publication, ce qui m'a fait connaître un peu plus. Mon deuxième ouvrage est une pièce de théâtre, je réalisais à cette période pas mal d'ateliers d'écriture à l'intérieur du pays et participais à un atelier d'écriture ici, au Cameroun, organisé par la compagnie Coetzee. Ce dernier était soutenu par la Coopération Française qui a fait venir un dramaturge français pour animer. Ainsi, à la suite de cet atelier, plusieurs textes ont été retenus, parmi lesquels « Déesse Phalloga », publié dans *Le jeu de la vengeance*. Dans cet atelier, il y avait un auteur d'Afrique centrale, de Congo-Kinshasa, c'est ma seconde publication dans un collectif, en 2004, aux éditions de la SOPECAM à Yaoundé. Ma troisième publication est *Bouillons de vie*, un roman publié en 2005 aux Presses Universitaires de Yaoundé.

**RT.** Qu'est-ce qui a motivé ce changement d'éditeur ?

ASB. Quand on est auteur et qu'on a un texte à publier ici, on n'a pas le choix : on le donne au plus de personnes possible. Or, c'est Japhet Bidjek, directeur des PUY qui a retenu le texte. Pabé Mongo, qui dirige la collection littéraire des PRESSES UNIVERSITAIRES DE YAOUNDE [ndlr : la NOLICA, ou Nouvelle Littérature Camerounaise] avec qui je travaillais déjà a facilité les choses, car il faut d'abord être un peu connu pour être publié, avoir un réseau de connaissances, et ces gens là avaient pu suivre un peu ma carrière. En 2006, j'ai publié une nouvelle dans le recueil *Les balançoires* aux

éditions Tropiques dirigées par Mballa Elanga Edmond VII. Ce recueil a rassemblé notamment Ananda Dévi et Bessora publiée en France par Michel Cadence. Ce dernier avait auparavant travaillé avec Mballa Elanga. Je n'ai pas eu à rechercher l'éditeur et j'ai ainsi été sélectionnée parmi sept femmes du monde en fonction de la diversité de nos parcours respectifs. Ce qui a été vraiment positif, à la suite de cette expérience, c'est qu'Ananda Dévi et Bessora sont venues au Cameroun, et nous avons fait une tournée littéraire, cela m'a vraiment beaucoup apporté. Je me suis alors rendu compte des difficultés qui menacent l'écrivain au Cameroun, pour ne pas dire la pauvreté culturelle. J'ai constaté qu'elles avaient plus d'opportunités que moi, ce qui les a aussi touchées au point que Bessora m'a demandé par la suite de lui transmettre mes textes, à chaque fois que j'en termine un. Ici au Cameroun, nous sommes vraiment confrontés à ce problème : la visibilité. Je dis au Cameroun, mais je pourrais aussi bien dire en Afrique, bien que les auteurs d'Afrique de l'Ouest connaissent tout de même une meilleure circulation de leurs ouvrages qu'en Afrique centrale. Mais en Occident, il y a toute une machine du livre, très organisée. Dernièrement, quand Jacques Chevrier était là [ndlr : en décembre 2007] nous avons posé le problème. J'étais révoltée et je lui ai alors dit : « Vous pourriez, par exemple, lutter contre l'immigration en vous occupant un peu des auteurs ». J'ai souvent voyagé et je suis revenue. Ça ne m'intéresse pas de rester en France, je veux rester ici et construire, travailler à nous rendre visible, nous, auteurs. Je crois en tous cas qu'il a entendu ce que je lui ai dit : j'ai lu dernièrement, dans le journal de l'ADELF un article où il parlait du problème de la visibilité des auteurs d'Afrique centrale. Car sinon, la tentation c'est de s'exporter. Quand je donne un texte à un éditeur, j'ai l'impression de le perdre, entre guillemets, mais c'est comme si je sacrifiais quelque chose qui n'ira pas loin.

**RT. Vous avez alors conscience que le texte ne connaîtra pas une grande diffusion ?**

Exactement. Certains textes ne dépassent pas Yaoundé. J'ai, pour ma part, la chance d'être éditée aux Presses Universitaires qui ont tout de mêmes une diffusion relativement importante. Il y a aussi les éditions CLÉ qui sont un éditeur assez important [ndlr : Le premier éditeur au Sud du Sahara] et qui offrent à leurs auteurs une certaine diffusion. Mais pour les autres... Vous avez dû rencontrer les éditeurs d'Ifrikiya [ndlr : maison d'édition créée en 2007] qui connaissent d'énormes difficultés : ils ont la volonté, ils ont la passion, mais cela ne suffit malheureusement pas. C'est vraiment compliqué pour eux. J'ai dernièrement publié un texte aux éditions de la SOPECAM, mais ce dernier n'est encore absolument pas diffusé, la SOPECAM ont une diffusion étatique, des pesanteurs administratives.

**RT. Quelle est la différence entre un éditeur privé et un éditeur étatique ?**

ASB. Il faut dire que les éditions de la SOPECAM n'ont absolument aucune activité de diffusion. Je ne sais pas si c'est parce qu'ils sont fonctionnaires et qu'ils se contentent de leurs salaires... Ce qui est certain, c'est qu'à l'occasion de ce que nous pouvons appeler, disons, « un salon » – je dis salon, mais quand l'on voit ce qui s'y passe, comme pendant la rentrée littéraire, et ce terme est hyperbolique : peut-on vraiment parler de rentrée littéraire ? – Bref, à l'occasion des petits salons où l'on vend des livres et qui regroupent deux ou trois libraires, les éditions de la SOPECAM ne se déplaceront pas. Je

me demande vraiment quel sera le destin de mon texte, mais j'espère sincèrement qu'il sera diffusé. Je vais à cet effet tenter de mobiliser moi moi-même mes relations pour le diffuser... Finalement, l'auteur est obligé de s'impliquer directement dans la diffusion de son texte : ce qui veut dire l'envoyer à des amis en Europe, en Afrique. C'est comme ça.

**RT. Je souhaitais justement en venir à la question de la diffusion, cette prise en charge de son livre par l'auteur lui-même. Y-a-t-il un éditeur qui prenne réellement en charge un texte, c'est-à-dire qui assure réellement son travail de diffusion, ou bien cela est systématiquement « à charge d'auteur » ?**

ASB. Il y a bien les Presses Universitaires de Yaoundé qui essayent, les éditions CLÉ aussi, mais ce n'est vraiment pas ça. Je souhaiterais vraiment voir amélioré le système de diffusion, mais sinon, en Afrique, les auteurs doivent toujours s'impliquer personnellement. Pour prendre l'exemple de ma dernière dédicace : il y avait trois cents personnes mais c'était essentiellement des amis et des relations : des gens qui me suivent. Lors de la dédicace de l'ouvrage dans *Les balançoires* avec Ananda Dévi et Bessora, j'ai dû impliquer les gens. J'avais alors trois classes, j'ai donc demandé à mes deux classes de terminale de venir. Sur six cents personnes au final, deux cents faisaient partie de mes élèves, ici il y a cent personnes par classe, on est forcé d'agir de la sorte ; avant une dédicace on réalise un *mailing*, on appelle les personnes que l'on connaît l'une après l'autre. Il faut littéralement « faire lever » les gens, car ils sont préoccupés par leurs problèmes et la littérature, ce n'est pas leur problème... pour qu'une personne puisse se rendre spontanément à une dédicace, il ne faudrait pas qu'elle se sente coupable, or, on lui demandera 3000 francs, et 3000 francs, c'est le petit déjeuner de mon fils pendant deux jours, par exemple. Le drame de la littérature, ici, c'est que les gens ont pour beaucoup des problèmes d'ordre alimentaire et, à ce niveau-là, c'est d'abord la culture qui en pâtit : ce qui tient de l'ordre du loisir est relégué à plus tard, on y pensera quand on aura réglé ses propres problèmes. Ce qui n'empêche pas les gens d'être intéressés par la littérature. C'est le pouvoir d'achat qui est la clef de tout. Je dis souvent qu'il faut mettre une charge affective pour mobiliser les gens : solliciter des amis, leur demander d'aller acheter le livre... On fonctionne encore comme cela ici.

**RT. Quelle serait la solution selon vous : baisser le prix des livres, ou bien espérer une hypothétique augmentation du pouvoir d'achat ?**

ASB. Pour ce qui est de baisser les prix des ouvrages, je ne crois pas que ce soit la solution. Psychologiquement, les Camerounais sont tellement rivés au quotidien que, même si l'on baissait les prix, cela n'amènerait peut-être pas plus de gens à acheter des livres. Je me dis qu'il y a un vrai travail de fond à réaliser pour que le livre puisse enfin rentrer dans les mœurs, mais, avec la télévision – et je ne parle pas de la télévision nationale qui n'intéresse personne [ndlr : la CRTV] –, avec le câble, les camerounais se consolent en regardant vers l'étranger. Pire encore, lorsque l'environnement même vient aggraver la situation : ici, mêmes les « intellectuels » ne lisent pas. Il y a vraiment des professeurs qui ne lisent pas, je prends l'exemple de *Madame Bovary* : nous avons mis l'ouvrage de Flaubert au programme, et les collègues on demandé à ce qu'on l'en retire : trop gros, trop long.

**RT. Il faut reprendre à la base ?**

ASB. Absolument. Je pense qu'il faudrait aller à la maternelle, se rendre dans les foyers : combien de camerounais offrent des livres comme cadeau d'anniversaire ou bien comme cadeau de Noël ? Il faut que la lecture entre dans les mœurs. Mes enfants, je leur offre toujours d'abord un livre, avant de leur offrir autre chose, ainsi, ils sont amenés à lire.

**RT. Précisément, vous avez une connaissance du système éducatif camerounais : pensez-vous qu'une politique de développement des bibliothèques scolaire puisse vraiment améliorer la situation et l'état des choses ?**

ASB. Oui, mais pas seulement, dans un monde où si peu de gens considèrent la culture du livre, il ne suffit pas de mettre des livres dans les établissements, il faut aussi trouver le moyen d'obliger les enseignants à s'y rendre, qu'eux-mêmes aillent à la bibliothèque ; si l'enseignant ne va pas à la bibliothèque, ce n'est pas son élève qui y ira. Il faudrait que les enseignants consacrent une heure par semaine à mener leurs élèves à la bibliothèque, pour que les élèves touchent déjà le livre et pour que le livre touche enfin tout le monde. Dans une classe de cent élèves, vous avez à peine sept livres. Nous travaillons dans de telles conditions...

**RT. À l'école, l'accès à la lecture, c'est essentiellement le livre scolaire ?**

ASB. Oui, les livres scolaires. Il faut mettre des livres aux programmes, pour que l'enfant découvre la lecture, et le goût de lire simplement ; qu'il ne lise plus un livre uniquement parce que l'on va lui dicter, qu'il finisse par dépasser cela. Mais l'on peut aussi regarder les adultes : est-ce que les parents lisent à la maison ? Ils regardent le football. Pour ma part, je suis heureuse que l'Égypte ait battu le Cameroun [ndlr : finale de la Coupe d'Afrique des Nations, 10 février 2008], car si le Cameroun avait gagné, nous ne serions pas là, à discuter, les rues seraient bloquées, les prochains jours fériés... Je pense que c'est une bonne chose. Je me pose la question : au Ministère de la Culture il y a pourtant un bureau du livre, or, on pourrait dire que le ministère sort littéralement de la caverne, même si la nouvelle ministre de la culture (ndlr : Ama Tutu Muna) nous donne des espoirs, j'espère sincèrement qu'elle fera quelque chose, Ferdinand Oyono, qui était pourtant écrivain, a tout fait pour que les choses restent ainsi figées. Tout le monde savait alors, que ce bureau-là -le bureau du livre- c'est sur le papier qu'il existait, mais je crois que maintenant les choses vont changer.

**RT. Vous pensez que la nouvelle ministre peut favoriser une véritable politique culturelle ?**

ASB. Il faut d'abord que les gens au bureau du livre s'asseyent autour d'une table avec les professionnels pour discuter d'une nouvelle politique. Donc, à partir de là, on ira vers quelque chose. Mais pour cela, il faut faire participer tous les acteurs du livre : éditeurs, libraires, etc.... Il faudrait créer un forum, où je ne sais pas quel labelon pourrait donner à cette rencontre. Ça doit partir de là. Il faut une dynamique, il faut vraiment tout faire. J'espère qu'elle le fera, son secrétaire général donne en tous cas l'impression de s'intéresser.

**RT. Actuellement, le principal acteur du gouvernement, c'est monsieur Séraphin NgotoboNgotobo ?**

ASB. Mais il travaille seul, il est vraiment tout seul : qu'est-ce qu'il peut, dans un environnement indifférent ?

**RT. Puisque nous parlons du gouvernement, au niveau de la lecture publique : il y a eu un projet de création d'un réseau de bibliothèques provinciales, actuellement quel est l'état de ce réseau ?**

ASB. C'est sur le papier. Même ici, à Yaoundé, la Centrale de Lecture Publique est complètement abandonnée, M. Ngotobo n'a plus de financements, il ne peut plus acheter de livres, même pour faire le ménage... C'est complètement abandonné. Avant, la Coopération Française était un soutien, comme le Ministre de la Culture ne s'impliquait pas, elle a ensuite retiré son aide, laissant le projet aux camerounais. Le Bureau du livre n'a pas fonctionné, ce qui fait que le projet de lecture publique est dans l'état où on peut le trouver aujourd'hui. Le plus grave, c'est que nous avons bon nombre de livres à la Centrale de Lecture Publique, mais ils n'ont plus de lecteurs. Je ne sais pas si les camerounais ont encore conscience qu'ils ont un endroit où ils peuvent avoir quelques livres... Cela ne fonctionne pas. Allez donc vous y assoir une semaine durant, vous n'y verrez personne. Il y a aussi le CREPLA, qui est un autre soutien à la lecture. Ce centre est plus actif, c'est aussi M. Ngotobo qui s'en occupe, il y est abonné à tous les journaux, et puis il y a tout de même quelques personnes qui s'y rendent pour lire, mais je me demande si beaucoup de camerounais savent encore que cette structure existe. Il faudrait faire du bruit autour des structures du livre, même si elles sont dans l'état où elles sont actuellement. Il faut dire aux gens que cela existe. Le problème, c'est que les gens ne sont même pas informés, je me dis qu'il faudrait quand même un bon coup de fouet.

**RT. Quelle est la place de l'édition nationale au sein de ces structures ?**

ASB. Il n'y a aucun impact. Parfois, M. Ngotobo achète quelques livres, mais c'est bien le seul. C'est un secteur qui doit être inventé. Lorsque ses ouvrages sont disponibles c'est toujours parce que l'on vous connaît. Lorsque je publie, le Centre Culturel Français achète toujours mes livres, c'est peut-être parce qu'on m'y connaît... M. Ngotobo achète aussi toujours des ouvrages, mais dans l'ensemble, ce n'est pas systématique, c'est vraiment décourageant.

**RT. Vos livres sont-ils disponibles en librairie ?**

ASB. Oui, généralement, lorsque l'auteur habite Yaoundé, ses livres sont disponibles à Yaoundé, mais c'est difficile. Pour que mes livres soient disponibles, il faut que je m'investisse. Quand vos livres sont en librairie, c'est parce que vous êtes allé voir le libraire ou c'est parce que c'est votre éditeur qui a fait la démarche de diffusion.

**RT. C'est alors l'éditeur qui remplit pleinement sa charge, mais est-ce alors sous forme de dépôt ou bien d'achat direct ?**

ASB. Ca dépend des librairies. Il y a la librairie Saint-Paul qui achète les livres, la librairie des Peuples Noirs qui marche au dépôt, de même que la librairie Clé. La librairie Saint Paul n'achète pas beaucoup, ils en achètent 10 d'abord et quand le stock est écoulé, ils en redemandent. Mais ils vendent vraiment. Pour ce qui est des autres librairies, se sont plus des papeteries, ils vendent surtout des manuels scolaires.

**RT. Vos ouvrages vous assurent-ils un revenu substantiel ?**

ASB. Non, pas du tout. Le livre ne fait pas vivre, mais, de temps en temps, il y a un peu d'argent qui arrive, et qui correspond à quoi, je ne sais pas ? A Yaoundé, il n'y a que Pabé Mongo et Ferdinand Oyono qui perçoivent des vrais droits d'auteur, mais ces droits ne viennent pas d'ici. Des extraits de leurs ouvrages sont dans les manuels scolaires francophones, c'est-à-dire que ces droits viennent de l'étranger. Au Cameroun, le droit d'auteur est un secteur qui a de gros problèmes. La SOCILADRA est en plein chaos, elle mélange chorégraphes acteurs danseurs et auteurs, et l'on privilégie les danseurs et les chorégraphes, titulaires des droits voisins. Il y a un problème. On espère de Madame la ministre : il faut qu'elle encourage les acteurs du livre, qu'elle les accompagne, j'attends beaucoup d'elle. Il faudra qu'elle soit courageuse et qu'elle soit prête à recevoir des coups, si elle veut changer les choses.

**RT. Y-a-t-il des prix littéraires au Cameroun ?**

ASB. Non, il n'y a pas de prix littéraire en tant que tel, pourtant il y a une grosse production, mais il faudrait des concours littéraires parce que pour l'instant c'est surtout le CREPLA qui s'en occupe. Il faudrait des prix, nous espérons qu'avec l'antenne de l'ADELF il se passera quelque chose...

**RT. Pour finir notre entretien, auriez- vous quelque chose en particulier, que vous souhaiteriez exprimer ?**

ASB. Je voudrais dire que la politique des Français au Cameroun a justement changé, parce que avant, ils soutenaient toutes les initiatives, ils se sont ainsi rendus compte qu'en continuant ainsi, nous ne nous assumerions jamais. Ils se sont donc mis en retrait afin que les camerounais eux-mêmes essaient de s'impliquer et c'est pour cette raison que tout est tombé par terre. Je pense que c'est bien comme ça, parce que là, nous sommes coincés, nous avons le dos au mur parce que l'État ne s'implique pas... Par exemple, il y a le Salon du livre de Paris et c'est toujours la Coopération Française qui envoie des auteurs camerounais et qui accepte encore de le faire parce que, s'ils ne le font pas, nous sommes vraiment invisibles. Nous attendons une implication de la Ministre de la Culture à cet effet, il y a un milliard de francs au Ministère, qui devraient participer, mais ce n'est actuellement pas le cas : ils ne s'impliquent pas. Il faudrait que la nouvelle ministre comprenne que le Cameroun doit apporter sa part, parce que sinon on ne progressera jamais. Mais il faudrait d'abord que les mentalités changent, c'est ce que je veux dire : j'attends de la Ministre qu'elle s'engage vraiment, par exemple, quand je parle du salon du livre : qu'elle donne 50 %. Avec Ferdinand Oyono, notre précédent Ministre de la Culture, ce n'était vraiment pas ça. Le Ministère de la Culture devrait normalement envoyer des auteurs : même si

la Coopération envoie un ou deux auteurs, il devrait envoyer lui aussi deux auteurs. Il y a parfois des salons, par exemple au Sénégal, où le Cameroun n'est pas représenté, c'est vraiment malheureux.



## **Annexe 17 - Entretien avec Aminata Diop et Pauline Pétesch (stand « Livres et Auteurs du Bassin du Congo »), Paris : 26 mars 2013**

*Raphaël Thierry : J'ai aujourd'hui le plaisir de m'entretenir avec deux membres de l'équipe du stand "Livres et Auteurs du Bassin du Congo" (LABC). Avant toute chose, vous serait-il possible de vous présenter pour les lecteurs d'Africultures ?*

**Aminata Diop :** Il faut tout d'abord préciser que l'espace "Livres et Auteurs du Bassin du Congo" est organisé par le groupe Bassin du Congo SA. Sa directrice est Bénédicte de Capèle, qui est aussi la responsable du stand. Pour ma part, je suis chef de projet, responsable de la programmation.

Pauline Pétesch : Durant le Salon du livre, j'ai assisté Aminata et ai été en charge de la coordination des tables rondes, des dédicaces et des intervenants. Avec Rose Marie Bouboutou nous avons également participé à la programmation.

**R.T. :** *Quel est votre bilan de cette quatrième édition ?*

A. D. : Nous sommes globalement satisfaits, même s'il faut dire que plus on avance dans les années et plus, c'est compliqué ! Cette année, nous avons encore réussi à relever le défi. Ce qu'il faut aussi souligner, c'est que la satisfaction est également au rendez-vous en termes de fréquentation et d'auteurs que nous avons pu faire venir. Mais il faut toutefois noter que plus on avance, plus le stand existe et plus la gestion de l'organisation s'avère complexe. Quand nous en étions à la première édition, il est certain que c'était déjà un travail minutieux : il ne fallait pas se tromper dans la programmation, etc. Mais à cette époque, nous ne disposions pas d'éléments de comparaison. Aujourd'hui, après quatre participations successives, le stand marche bien et c'est maintenant que les choses deviennent difficiles, car nous avons beaucoup plus de demandes, de nombreuses sollicitations au niveau des auteurs, mais également au niveau des maisons d'édition qui souhaitent être représentées... Nous sommes donc obligés de faire un tri et des choix ; ce qui n'est pas toujours facile, parce qu'il y a beaucoup d'auteurs qui se sont approprié le stand au fil des éditions et qui estiment que, la sortie d'un nouveau livre est une garantie pour eux de faire partie de la programmation. Nous essayons donc de leur expliquer que l'on choisit les thématiques en fonction de l'actualité, etc.

**R.T. :** *Et concernant les retours du public ? Il y avait un certain nombre de célébrités culturelles sur le stand, cette année...*

A. D. : Effectivement. Nous avons invité Passi, Grand Corps Malade, Clément Ossinondé, Lo-Benel, Paul Bonga Bonga, etc. et des écrivains comme Alain Mabanckou, Emmanuel Dongala, Nimrod... des grands noms. Ce qu'il faut savoir, c'est que ces grands noms, nous ne les avons pas aux débuts : Emmanuel Dongala est venu cette année, Alain Mabanckou l'année dernière, par exemple. Je pense

que certains de nos partenaires ont joué un rôle important dans le succès de notre stand, particulièrement "Continents Noirs" (Gallimard) avec Jean Noël Schifano et Jacques Chevrier. Ce sont deux personnes qui nous sont fidèles depuis le début et qui nous ont toujours accompagnés sans aucun problème. Ensuite, il y a eu certains auteurs qui au début ne savaient pas trop, ne nous connaissaient pas... Il y a donc eu un peu de réticence au départ. Et puis, ils ont ensuite vu, au bout de deux, trois ans le travail réalisé par le stand. C'est peut-être ce qui explique qu'aujourd'hui, une certaine notoriété aidant, des auteurs qui avaient décliné notre invitation lors de la première ou de la deuxième participation l'ont finalement accepté pour la quatrième édition.

***R.T. : Après quatre éditions, y a-t-il une évolution du public ?***

A. D. : Oui, je pense que le public a beaucoup évolué et s'est diversifié. Il n'appartient plus essentiellement à la diaspora, aussi bien en ce qui concerne les tables rondes, que pour l'achat des livres. Nous avons beaucoup de visiteurs du Salon du livre qui manifestent aujourd'hui de l'intérêt pour la littérature francophone africaine. Je pense que le public change, évolue et que des gens qui ne venaient pas forcément nous voir les premières années nous rendent aujourd'hui visite. Il y a un public qui se développe chaque année. Cette littérature n'était pas encore très bien représentée au salon. C'était apparemment une bonne initiative puisque, comme on peut l'observer depuis un an ou deux, d'autres pays tels que la Côte d'Ivoire ou la Guinée développent des stands et demandent à être situés à côté du nôtre. On sait alors que notre travail sert à quelque chose.

***R.T. : Il me semble que votre stand est également arrivé à une "vitesse de croisière", si je puis m'exprimer ainsi. On a pu retrouver un peu le même espace que l'an passé au niveau du visuel, de la taille, etc.***

A. D. : Vous évoquez le fait que l'on retrouve le même aménagement et les mêmes coloris. Cela a été voulu. Nous avons souhaité établir une identité visuelle. À un moment donné, les décorateurs nous ont demandé si l'on souhaitait changer ; nous avons alors pensé que, par rapport aux premières années, le public avait en tête ce stand avec beaucoup de vert, des animaux stylisés, etc. C'est progressivement devenu une identité et c'est ce que nous avons voulu conserver. C'est un choix. En terme d'espace, nous avons 135 m<sup>2</sup> lors de la première année [ndlr : en 2010]. L'année suivante, le stand bénéficiait de près de 230 m<sup>2</sup> et, à partir de la troisième année, de 280 m<sup>2</sup>. Ainsi, pendant trois années nous nous sommes agrandis, et là, nous avons trouvé la bonne taille. La surface idéale qui nous permet d'avoir un bon espace d'accueil, des tables de conférences, un espace convivial, etc. Nous restons donc sur cette dimension pour le moment, car cela répond à nos attentes. En ce qui concerne les auteurs, comme je le disais tout à l'heure, nous avons eu des soutiens de poids de professionnels du monde de l'édition, qui nous ont ouvert leurs carnets d'adresses. Ensuite, c'est du relationnel ! Nous sommes parvenus, petit à petit, à mettre en place un fichier d'auteurs et après, ce sont des auteurs qui nous sollicitent parce qu'ils ont découvert notre stand sur le salon ; ou des auteurs qui ne sont pas disponibles une année et qui répondent positivement à l'invitation l'année suivante. Par ailleurs, le stand en s'agrandissant accueille de plus en plus de personnel. Et qui dit

"personnel plus conséquent" dit "plus de choses à gérer". Finalement, nous sommes contents de la gestion des équipes car les choses se passent bien dans l'ensemble. Et si l'on rencontre de nouveaux petits soucis par rapport à la gestion des auteurs, on dira que cela fait partie de la rançon du succès !

***R.T. : J'ai relevé plusieurs éléments au sujet de l'organisation thématique des conférences : vous avez choisi de mettre en avant l'actualité (je pense en particulier à cette table ronde consacrée au Mali et à Tombouctou (1) mais aussi à cet aspect "géopolitique" très présent durant les quatre journées. Nous sommes d'ailleurs actuellement dans les locaux de la revue Géopolitique africaine ! J'ai aussi remarqué cet important focus professionnel dans l'organisation du LABC, avec cette mise en avant de l'édition et ces réflexions autour du rôle du livre dans le développement des pays africains. Qu'est-ce qui sous-tend une telle programmation, finalement pas tellement centrée autour de la littérature congolaise, de la littérature du bassin du Congo, ou encore de la littérature africaine ? Nous sommes là autour de thématiques très ouvertes et pas forcément resserrées autour d'une simple "identité africaine"...***

A. D. : Nous sommes en effet très attentifs à la programmation, parce que c'est avant tout ce qui fait vivre le stand. Comme vous avez pu le constater tout au long des quatre jours, notre programmation s'est étirée de 10 heures du matin jusqu'à 18 heures, non-stop. Comment mettons-nous en place une telle programmation ? Vous avez évoqué l'aspect géopolitique : il faut savoir que *Géopolitique Africaine* est partenaire du Groupe du Bassin du Congo SA. Ce groupe est une entité qui regroupe deux librairies, deux galeries, une agence de presse : l'Agence d'information d'Afrique centrale - ADIAC, un quotidien *Les Dépêches de Brazzaville* et le stand "Livres et Auteurs du Bassin du Congo". Pour revenir au canevas des conférences, chaque année depuis trois ans, nous consacrons quatre thématiques à la géopolitique. C'est une manière de faire venir des personnalités issues d'autres univers (Dov Zerah, Alain-Gerard Slama, Sandra Coulibaly-Leroy, sous directrice de la diversité de l'OIF, Jean Digne, directeur du musée de Montparnasse, etc.) (2). Ensuite, concernant l'édition, le lundi est une journée professionnelle et nous nous adaptons donc, sachant que le matin nous n'aurons pas du grand public mais des professionnels. Nous essayons de mettre en place des thématiques qui vont intéresser ces derniers et c'est à ce moment-là que l'on organise des tables rondes consacrées à l'édition professionnelle. À partir de la seconde année, nous nous sommes raccrochés (si je puis appeler les choses ainsi) aux thématiques du Salon du livre. Chaque année, le Salon du livre propose cinq axes thématiques. Nous essayons donc de faire au mieux pour inclure d'une manière ou d'une autre ces thématiques à notre programmation, et cette année, c'est la première fois que nous réussissons à intégrer dans notre programmation cinq tables rondes ou animations en lien avec les cinq axes thématiques du salon. Le premier axe était consacré aux "Lettres roumaines", nous avons donc mis en place une table ronde avec des auteurs congolais et roumains (3). Le second axe avait pour thème "Barcelone ville invitée", nous avons alors fait venir un chef africain et un chef catalan pour réaliser une dégustation autour de tapas (4). Il y avait ensuite "La création éditoriale française", nous avons organisé une rencontre autour de "La création éditoriale africaine" (5). Le dernier axe concernait

"Les beaux livres" et nous avons consacré une table ronde à l'art et aux beaux livres (avec notamment Jean-Paul Wabotai et Wilfried Massemba) (6). C'est un clin d'œil à notre manière à l'équipe du SDL.

**R.T. :** *Vous avez d'ailleurs réussi à réunir six axes, puisque vous avez mis en place une thématique disparue du Salon du livre en 2011, en l'occurrence le pays "invité d'honneur". Votre pays invité d'honneur était cette année le Sénégal...*

A. D. : Tout à fait, c'était une nouveauté 2013 ! Tout à l'heure nous évoquions les raisons de ce qui fait que le stand a du succès, et cela tient aussi au fait que, chaque année, nous incluons une nouveauté. En 2012, nous avons créé le prix "Mokanda" et, cette année, nous avons ajouté un pays à l'honneur et avons fait venir des auteurs comme Ken Bugul ou encore Tidiane Ndiaye. L'identité est donc la même, la surface est la même, et c'est maintenant que nous pouvons réfléchir à l'organisation de la vie du stand pour évoluer, année après année.

**R.T. :** *J'aimerais que nous parlions un peu de ce fameux prix "Mokanda" et de son édition de 2013. L'an passé, la lauréate était Ananda Dévi. Cette année, c'est Emmanuel Dongala qui a été récompensé. Que représente cette récompense, accordée à une "ancienne plume congolaise" ? Emmanuel Dongala n'était d'ailleurs pas en compétition avec des inconnues !*

A. D. : C'étaient Bessora et Aminata Sow Fall. Le prix "Mokanda" est totalement indépendant : c'est un jury qui l'organise et nous n'intervenons pas dans leurs délibérations. Nous assistons seulement aux réunions. Ce jury était présidé par Henri Lopes et sept autres jurés. Le but du prix n'est pas de récompenser une œuvre ou un livre mais un parcours. Il ne s'agit d'ailleurs pas de forcément récompenser un auteur africain (vous évoquiez Ananda Dévi, qui est mauricienne) mais un écrivain qui a écrit à propos de l'Afrique et qui manifeste une sensibilité africaine. Cette année, nous avons donc en tant que finalistes, Emmanuel Dongala, Aminata Sow Fall et Bessora. Cette dernière est venue nous voir d'ailleurs pour nous dire qu'elle était très touchée de compter parmi les finalistes, "parce qu'elle était face à deux pointures" et que c'était pour elle "un honneur" !

Pauline Pétesch : Le prix décerné à Emmanuel Dongala a également été un moment d'émotion, puisqu'il a expliqué que c'était la première fois qu'il était récompensé pour l'ensemble de son œuvre !

A. D. : Le prix a donc été lancé l'année dernière. Cette récompense a tout son sens et je pense qu'elle représente une reconnaissance pour les auteurs.

**R.T. :** *Il y a un mois et demi se sont tenus les Étonnants Voyageurs à Brazzaville et j'ai l'impression qu'il y a tout de même une continuité entre ces deux projets... Une continuité qui m'intéresse d'ailleurs pour une raison bien précise : les Étonnants Voyageurs mettent en avant le décentrement : "nous ne sommes pas à Paris, nous ne sommes pas en France..." Et, autant, dans le cadre des "Livres et Auteurs du Bassin du Congo", nous nous recentrons complètement : à Paris, au salon du livre...*

Aminata Diop : Il faut bien avoir conscience que les Étonnants Voyageurs ne sont pas organisés par notre groupe. Nous avons accueilli le projet au Congo dont nous avons d'ailleurs été partenaires. Nous les avons aidés dans la logistique mais nous n'avons pas du tout pris part à la programmation et au choix des invités. Les Étonnants Voyageurs ont été libres de leurs choix et de leur programme. Il faut avoir cela à l'idée. Ce sont deux projets complètement différents. Nous ici à Paris, ne sommes pas non plus une continuité des Étonnants Voyageurs au Congo. C'est donc le même principe qui s'applique au sein des "Livres et Auteurs du Bassin du Congo", où Étonnants Voyageurs n'ont pas leur mot à dire. Ce sont deux entités complètement différentes.

**R.T. : Mais il y avait tout de même des auteurs qui étaient présents au sein des deux événements... Avez-vous eu des retours de ces écrivains ?**

A. D. : Pas à notre connaissance.

**R.T. : J'aurais souhaité aborder un point qui m'intéresse très particulièrement. En effet, il n'y avait pas seulement des livres d'auteurs africains sur votre stand : il y avait aussi des livres africains, cette année ! J'ai ainsi été très sensible au fait de trouver l'association d'éditeurs africains Afrilivres très largement représentée sur les tables du LABC. Et il n'y avait d'ailleurs pas seulement des éditeurs d'Afrilivres mais aussi d'autres maisons d'édition africaines. Voilà donc une nouveauté supplémentaire de cette année 2013 : l'an passé on pouvait bien trouver les éditions Hémar ou Lemba [ndlr : deux maisons d'édition de Brazzaville], mais cette année, c'était une grande partie du stand qui était dédiée aux livres africains !**

A. D. : (Rires) Eh bien en fait, je me souviens qu'après le salon du livre de l'an passé, j'ai eu l'occasion de lire un article publié sur le site d'Africultures et qui proposait une réflexion assez intéressante ! J'ai donc pris contact avec l'auteur, je ne sais pas si vous le connaissez !

**R.T. : Cela me dit quelque chose ! (7)**

A. D. : Nous avons donc eu un entretien téléphonique, il a cité Afrilivres et c'est à partir de tout cela que nous avons eu l'idée de nous rapprocher un petit peu plus de maisons d'édition africaines, afin de leur permettre d'être un peu mieux représentées.

**R.T. : Comment cela s'est-il passé pour faire venir tous ces livres ?**

A. D. : Très simplement. Comme vous le savez, les éditeurs africains n'ont pas forcément leurs livres présents ici, à Paris. Ils ont donc apporté eux-mêmes leurs ouvrages. Ils sont simplement venus avec leurs livres sous le bras et, une fois sur place, nous avons pu récupérer les livres à la librairie. Cela a d'ailleurs donné lieu à une réflexion intéressante, puisque les organisateurs du Salon du livre nous ont demandé pourquoi le stand ne s'inspirait pas de certaines régions comme l'Île-de-France, PACA ou Rhône-Alpes, qui ont des petites tables dédiées aux maisons d'édition locales. C'est donc une réflexion intéressante, même si c'est assez compliqué à imaginer pour le moment. En effet, la problématique qui se pose alors à nous est la suivante : nous souhaitons rester totalement maîtres de notre stand. Si nous

devenons, en quelque sorte, partenaires mais que chaque maison d'édition s'installe et a son mot à dire, cela deviendra assez compliqué à gérer, je crois. Ce qui nous permet aujourd'hui de développer une programmation ouverte tient au fait que nous pouvons dire "oui, cela correspond à notre thématique". Nous souhaitons éviter de nous retrouver dans la position où un éditeur pourrait nous dire "Ah non ! C'est notre auteur, il faut le placer !" Nous risquerions alors d'être un peu "coincés"... Aujourd'hui, nous nous inspirons de l'actualité pour rédiger notre programme. Vous parliez tout à l'heure de la table ronde sur Tombouctou, qui illustre cet exemple : nous restons vigilants et faisons nos choix sans aucune obligation. Si, soudainement, nous avons plusieurs pays et différentes maisons d'édition qui prennent part à l'élaboration de notre programme, elles vont logiquement vouloir promouvoir leurs auteurs... Pauline Pétesch : Peut-être qu'alors, dans le cadre du pays à l'honneur, nous pourrions également mettre à l'honneur une maison d'édition du pays... Aminata Diop : Effectivement, même si cela risque d'être assez compliqué car nous avons des maisons d'édition partenaires, par exemple Présence Africaine... Je pense que quand on a un pays à l'honneur, il y a des auteurs de ce pays qui sont édités par plusieurs maisons d'édition, qui sont donc forcément représentées sur le stand. Donc pour l'instant, les choses sont comme cela et les éditeurs viennent avec leurs livres parce qu'ils n'ont pas de stocks, ici à Paris. Il y avait d'ailleurs certains éditeurs qui n'avaient pas beaucoup de livres à déposer, mais c'est un début ! On sera mieux organisés l'année prochaine.

***R.T. : Voilà donc déjà une bonne nouvelle ! Vous comptez reconduire cette initiative, l'année prochaine !***

A. D. : Oui, nous allons encore accueillir les maisons d'édition. Pour les accueillir tant que nous gérons le stand, il n'y a aucun souci. Ce qui est plus délicat, je le répète, c'est que chaque maison d'édition dispose d'une table et gère son propre espace. À mon avis, ce n'est pas encore à l'ordre du jour, même si cela peut se faire peut-être un jour : qui sait ?

***R.T. : Y a-t-il eu des retours du public concernant cette présence inédite de livres africains sur votre stand ?***

A. D. : Oui, et cela a été positif ! Il est vrai que ce sont des livres que l'on ne trouve pas à Paris. Et je dois avouer qu'il y avait des maisons d'édition dont je n'avais encore jamais entendu parler ! J'ai acheté des livres pour mes enfants à cette occasion et je trouve cela formidable. Il y a des livres jeunesse qui sont partis comme des petits pains ! Ce sont des ouvrages que l'on n'a pas souvent l'occasion d'acheter, et je pense que cela a été un vrai succès.

Pauline Pétesch : C'est vrai que cela a été important, parce que le Salon du livre n'est justement pas une grande librairie où l'on peut trouver exactement les mêmes livres qu'à la FNAC, par exemple...

***R.T. : Vous avez évoqué tout à l'heure le voisin ivoirien qui était juste à côté de votre stand. Il me semble que la Côte d'Ivoire suit une dynamique similaire à celle des "Livres et Auteurs du Bassin du Congo". Quelles ont été les relations avec ce stand qui en était à sa deuxième édition ? On a par***

*exemple pu retrouver certains auteurs sur les deux stands ; certains livres étaient également présents sur les deux espaces...*

Aminata Diop : Tout à fait. L'an passé la Côte d'Ivoire avait juste un stand pour exposer ses livres, sans animations. Quelque temps avant le salon, ils nous ont fait part de leur souhait d'organiser des tables rondes cette année, et nous ont proposé une collaboration sur certains événements. Il y a effectivement eu des auteurs qui ont été présents aussi bien sur notre stand que sur celui de la Côte d'Ivoire. Il n'y a pas eu véritablement de table ronde organisée en commun, et chacun a fait sa programmation séparément. Ce qu'il faut préciser, c'est que nous avons une programmation tellement dense que nous n'avons pas la possibilité d'organiser des tables rondes avec d'autres exposants, pour le moment.

***R.T. : On pourrait donc parler de relations "encore à renforcer"... Au cours d'une table ronde organisée sur le stand de la Côte d'Ivoire, j'ai entendu quelqu'un demander "pourquoi n'y aurait-il pas un stand de la CEDEAO au Salon du livre de Paris ?"***

A. D. : On nous l'a effectivement proposé pour cette année, mais nous avons refusé. Cela rejoint notre volonté de rester maître de notre programmation et de l'organisation de notre stand. Un stand de la CEDEAO, qu'est ce que cela implique ? Cela représente plusieurs pays et il faudrait alors décider ensemble de la programmation commune, du choix des auteurs à inviter, etc. Cela nous paraît très compliqué.

***R.T. : Avez-vous également eu des échanges avec le stand de l'Union du fleuve Mano ?***

A. D. : Ils sont venus nous voir sur notre stand et nous leur avons également rendu visite. Avant le salon il n'y a pas eu d'échanges, nous avons échangé nos coordonnées. Il y a eu prise de contacts. À suivre...

Pauline Pétesch : Nous avons notamment organisé une table ronde consacrée à la littérature jeunesse africaine, avec Marie Paule Huet, des éditions Ganndal, qui nous a été recommandée par Viviana Quiñones. Et puis, cela était intéressant qu'il y ait un pôle de stands Afrique-Caraïbes : les visiteurs venaient nous demander où se trouvaient les autres stands et nous pouvions leur indiquer par exemple la Côte d'Ivoire ou l'Outre-mer, qui se trouvait juste à côté.

***R.T. : Effectivement ! Il y avait d'un côté les stands du Maghreb qui étaient regroupés et, de l'autre, les stands de l'Afrique subsaharienne et, comme vous l'évoquez, de l'Outre-mer. Donc, peut-être, une sorte de "foyer" au sein du salon du livre.***

Aminata Diop : Oui, c'est très intéressant. Petit à petit nous assistons au développement d'un "espace Afrique" au sein du Salon du livre... Ce qui risque par contre d'être plus délicat, c'est que tous ces pays se retrouvent sur le même stand. Mais dans la même zone, c'est une très bonne chose.

***R.T. : Observez-vous une évolution de la relation du stand avec les organisateurs du Salon du livre au fil des années ?***

A. D. : Oui, tout à fait. Nous avons de bonnes relations avec l'équipe d'organisation du Salon du livre, ils nous soutiennent et nous accompagnent dans nos différents projets et c'est important de le souligner. Depuis le début, ils nous encouragent, et trouvent que nous faisons du bon travail.

***R.T. : Même si vous sortez à peine de l'édition 2013, avez-vous déjà des perspectives, des pistes pour 2014 ?***

A. D. : Déjà se reposer ! (rires) Et plus sérieusement, nous allons déjà essayer de consolider toutes les nouveautés que nous avons lancées. Je peux déjà vous dire que le pays à l'honneur l'année prochaine sera un pays d'Afrique centrale...

#### **Notes :**

1. Table ronde autour de la poésie et de la bibliothèque de Tombouctou : " La poésie en tant que moyen d'expression ", avec Eric Joël Békale, poète et écrivain, Cris et passions inassouvis, éditions Alpha-Oméga, 2012 ; Ibrahima Aya, co-directeur de la Rentrée Littéraire du Mali, co-auteur de l'anthologie de poésie Voix hautes pour Tombouctou, Éditions Tombouctou, 2013. Modératrice : Valérie Marin La Meslée, journaliste.

2. Table ronde Géopolitique Africaine : " L'Afrique, géant économique de demain ", avec Alain Gérard Slama, essayiste, journaliste et historien ; Jean-Joseph Boillot, Chindiafrique, Odile Jacob, 2013 ; Dov Zerah, président de l'Agence France de Développement ; Stephen Decam, secrétaire général du Cian. Modérateur : Lucien Pambou, journaliste.

3. Table ronde La poésie contemporaine vue du Congo et de la Roumanie, et leurs interférences lyriques Autour de l'ouvrage Du Congo au Danube anthologie bilingue, français-roumain, de poésie du Congo-Brazzaville et de la Roumanie, Éditions ARC-Dagan, 2013.

4. Thématique " Barcelone, ville invitée " : Dégustation de tapas réalisés à base d'ingrédients africains, par un Chef catalan et un Chef africain. Présentation d'une série de livres de recettes africaines.

5. Table ronde en partenariat avec Afrilivres : " La création éditoriale africaine : La problématique de la diffusion et de la distribution du livre en Afrique ". Avec Marcellin Vounda Etoa, directeur des éditions Clé, Dramane Boare, directeur général de la maison d'édition Les Classiques Ivoiriens, membre de l'association d'éditeurs Afrilivres, Stéphane Marill, présidente de ScoLibris livre solidaire, Enjeux de la professionnalisation des filières du livre dans les pays Afrique-Caraïbes-Pacifique, Scolibris, 2013. Modérateur : Luc Pinhas, Maître de conférences à l'Université Paris XIII, Éditer dans l'espace francophone, Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants, 2005.

6. Table-ronde Thématique : " Arts et Beaux Livres ". Avec Wilfrid Massamba, directeur de l'espace culturel Basango, Les Artistes invisibles, Les Manguiers, 2013 ; Jean-Paul Wabotaï, Notre Histoire du Gospel, témoignages du XXIe siècle, Enfants du Congo, enfants du monde, 2013, Jean Digne,



président de l'association " Hors les murs " et fondateur du magazine Stradda. Modérateur : Jean-Luc Aka Evy, philosophe, Directeur général de la culture de la République du Congo.

7. Raphaël Thierry, " L'édition africaine au 32e Salon du livre de Paris Une édition mieux représentée mais encore infime dans cette grande librairie... "

## **Annexe 18 : Entretien avec Gaston-Paul Effa, Hilaire Sikounmo et Kouam Tawa (Écrivains), Bafoussam : 2 juin 2010**

**Raphaël Thierry.** C'est un grand privilège de pouvoir m'entretenir avec vous trois. J'aimerais donc vous demander, en premier lieu, ce qui peut réunir trois auteurs aux parcours aussi différents, à Bafoussam, ce soir » ?

**Gaston-Paul Effa.** C'est la France. C'est d'abord la France à travers cette femme qui est plus qu'une française, qui est devenue camerounaise : Nadine Monchau, qui m'a déjà reçu il y a quelques années. Je suis parti vingt ans sans avoir remis les pieds au Cameroun, et c'est Nadine Monchau qui, la première, m'a fait revenir, Et ceci à Douala. C'est elle qui a proposé de faire ce tour des Centres culturels et des Alliances françaises et de venir faire escale à Bafoussam. Donc je dis que c'est à la fois Nadine, et c'est, aussi, la littérature. Je pense que, s'il n'y avait pas ce support commun qui est la lettre et la langue, on ne se serait pas vu. Le nom de Monsieur Kouam l'a précédé puisque, lorsque Nadine Monchau m'a proposé de venir c'était d'abord pour rencontrer Kouam Tawa. Parce que c'est un amoureux de la langue, et c'est quelqu'un qui a compris que l'on naît des mots, et non le contraire. Donc si l'on est là, c'est pour apprendre à visiter « notre lit commun ».

**R.T.** Serait-il possible de nous présenter ce lieu de rencontre littéraire qu'est le restaurant « Chez Denise » où nous nous trouvons ce soir, cet espace qui n'est pas une Alliance française, mais qui se trouve sur le parcours des Alliances ?

**Kouam Tawa.** « Chez Denise » c'est un restaurant qui est tenu par Denise Djuikom qui est une des comédiennes de la compagnie Feugham, et il se trouve que dans la ville de Bafoussam, malheureusement, il n'y a pas de lieux culturels. Donc nous créons nos spectacles dans le salon de la maison du directeur de la compagnie, et nous avons choisi le lieu de « Chez Denise » comme l'endroit de présentation de nos travaux. Il se trouve que nous avons par ailleurs un souci : en nous intéressant à la littérature nous nous sommes rendu compte que la poésie est le parent pauvre des genres littéraires chez nous. Les poètes souffrent en général d'une grande frustration. Pour prendre un exemple : si vous demandez à un camerounais qui lit ce qu'il sait de la poésie de René Philombe, de la poésie de Patrice Kayo ou de la poésie de Jeanne Ngo-Mai, il va citer un, deux, ou trois poèmes qu'il a lus dans une anthologie publiée par Patrice Kayo ou dans une anthologie publiée par E. Locha Mateso ou Jacques Chevrier ou Hamidou Dia ou Bernard Magnier ou encore Paul Dakeyo. Alors, vous prenez un poète qui écrit depuis trente ans, qui a produit une quinzaine de recueils de poèmes, et un anthologiste camerounais publie une anthologie et choisi trois poèmes de lui. Puis, plus tard, un anthologiste africain, pour faire une anthologie de la poésie africaine, choisit de la production poétique de ce poète un des trois poèmes présents dans l'anthologie camerounaise, puisque lui ne peut pas lire tous les

poèmes publiés dans chaque pays, étant donné que la poésie est un genre qui a tant de difficultés de publications dans les grandes maisons d'édition. Et là, un anthologiste de France, qui réalise une anthologie sur la littérature africaine, ne va pas lire les poètes camerounais, les poètes béninois ou les poètes sénégalais : il lit les anthologies qui sont à sa disposition... et finalement, notre poète, qui écrit depuis trente ans et qui a quinze recueils de poèmes, va exister dans toutes les anthologies à travers deux ou trois maigres poèmes qui, quelquefois, ne rendent même pas compte de son univers poétique et de la qualité de son œuvre. Nous avons donc décidé de mettre en place un programme : « Au fil des mots », qui nous permet de lire tout ce dont on dispose d'un poète, de choisir une œuvre représentative de son écriture, et de donner la lecture de la première à la dernière page de ce recueil pour permettre au public d'avoir une idée de l'écriture de cet auteur. C'est de ce souci qu'est né « Au fil des mots », et nous sommes aujourd'hui à la 39<sup>ème</sup> édition de ce programme qui nous permet de lire aussi bien des poètes d'Afrique, d'Europe, d'Asie, et d'Amérique. Et donc, Nadine Monchau, qui reçoit régulièrement une invitation pour la lecture, Nadine que nous rencontrons régulièrement et qui est très sensible au travail que nous faisons, pour soutenir et accompagner notre entreprise, a accepté notre proposition de faire en sorte que Gaston-Paul, lors de son passage, fasse escale à Bafoussam pour échanger avec notre public.

**R.T. Monsieur Sikounmo, en tant qu'intellectuel et écrivain, qu'est-ce qui vous amène à être présent ce soir ?**

**Hilaire Sikounmo.** Je suis né à dix huit kilomètres de Bafoussam. J'ai réalisé mes études secondaires dans cette ville. J'ai commencé à travailler dans l'enseignement à Yaoundé, puis à Douala. C'est à partir de Douala que l'on a commencé à me promener dans toutes les localités les plus arides de ce pays. En 1999, j'étais à ce moment-là enseignant à Meiganga, et un scorpion a mordu mon enfant de huit mois dans le salon. Je n'avais jamais vu de scorpion, et lorsque je l'ai tué je suis allé à l'hôpital et on m'a dit que c'était un scorpion. J'ai écrit au ministre de l'éducation, Charles Etoundi (un ancien camarade de faculté), je lui ai dit « si je sais pourquoi je suis à Meiganga, mon fils de huit mois, lui ne sait pas pourquoi, et il a été mordu par un scorpion ». Et depuis, on m'a envoyé à un endroit où je peux élever mes enfants. Quatre mois plus tard j'ai voulu déposer un dossier d'affectation au ministère, quelqu'un m'a dit « il y a une affectation à ton nom, attend que j'arrive pour voir », il est monté et à trouvé que si je restais une semaine je pouvais partir avec mon affectation. C'était au mois d'avril. Je me suis demandé « mais si l'on m'affecte maintenant à Bafoussam en avril, je vais enseigner à Meiganga ou à Bafoussam ? », je suis monté à Meiganga et, un mois après, les rumeurs ont commencé à courir que j'avais été affecté en avril 1999 ici, à Bafoussam. C'est là que j'ai passé les dix dernières années de ma carrière. Je suis allé à la retraite il y a un an et demi, et donc je suis tout naturellement ici ce soir.

**G.-P. Effa.** Jeune retraité ! (rires)

**H. Sikounmo.** Le jeune retraité a commencé à enseigner à 24 ans !

**G.-P. Effa.** On ne devrait pas mettre les gens à la retraite à cet âge-là. C'est là que ça devient bon !

H.Sikounmo. Mais justement, nous, au Cameroun, on est épuisé au moment de la retraite, ce n'est pas un épuisement physique, mais c'est de nervosité. C'est-à-dire que les conditions que l'on vous donne pour travailler, on ne peut pas tellement les approuver...

**R.T. Vous êtes tous trois, bien évidemment, auteurs, tous trois nés au Cameroun, vous avez tous publiés chez des éditeurs différents, mais qu'est-ce qui a finalement justifié ces choix d'éditeurs : une évidence, une démarche personnelle, une nécessité, une « faute de mieux » ?**

**H. Sikounmo.** Quand je voyageais en France en 1990, dans le cadre d'un stage à Montpellier de deux mois, pendant les vacances, j'avais en tête Présence Africaine et L'Harmattan. J'avais d'ailleurs visité les deux maisons d'édition qui sont assez proches en 1979, lorsque je suis allé présenter mon DEA. Quand, quatre ans plus tard, en 1983, je suis retourné en France, franchement, L'Harmattan avait gonflé ! La maison avait pris deux nouvelles adresses et avait ouvert un magasin gigantesque, tandis que Présence Africaine s'était rétréci. En 1990, j'avais déjà mon premier manuscrit prêt, *Jeunesse et éducation en Afrique Noire*, qui racontait déjà un peu mon expérience. J'ai donc envoyé ça à L'Harmattan, et je ne l'ai pas envoyé à d'autres éditeurs. Ils m'ont immédiatement commandé l'ouvrage qui est paru en 1995. Voilà pourquoi je suis entré à la maison L'Harmattan. À ce moment-là, j'étais à Douala, et c'est alors que mon chemin de croix a commencé. La particularité en brousse c'est que vous pouvez lire beaucoup. Et écrire. J'ai donc beaucoup écrit, pendant tout ce temps-là : de 1983 à 1999. Mais je ne songeais pas encore à envoyer à d'autres éditeurs. Et c'est lorsque je suis arrivé ici, à Bafoussam, quand j'allais à la retraite, que j'ai pensé à envoyer à une quinzaine d'éditeurs. Ce qui était vraiment très, très enrichissant. J'ai alors pu découvrir qu'il y a vraiment des éditeurs pirates ! C'est-à-dire qu'ils sont presque tous hors de Paris, ces éditeurs là, et quand on m'a donné des adresses à Paris, on me répondait que ce n'était « pas notre ligne éditoriale », mais à Nantes, on me répondait immédiatement « c'est accordé ! », et qu'est-ce qu'on vous dit alors ? On vous dit « c'est vous qui allez payer ». Des millions ! Des millions et on vous donnait un pourcentage élevé ! Et je n'ai jamais répondu à aucun de ces courriers là. Je sens que ce sont des gens qui sont assez vicieux, et souvent, quand l'on voit que vous ne répondez pas, on vous envoie une lettre de relance, à laquelle je ne réponds pas non plus. Quand on demande à un auteur africain de payer six à sept millions, c'est qu'on ne connaît pas vraiment l'auteur. On n'a alors même pas eu le temps de lire votre manuscrit ! Il y en a qui répondent dans les deux semaines ! Même une semaine ! Et cela pour vous dire que l'on va faire la publicité de votre livre dans tel organe de presse et tous ça là...

**K. Tawa.** Et puis, ce qui est malhonnête, c'est quand on vous écrit une lettre pour vous dire à quel point votre livre est intéressant et génial... on vous propose un contrat et, dans les premières pages du contrat, on explique tout ce que ça peut avoir de beau de publier dans la maison d'édition en question et, vers la fin, généralement le dernier ou avant-dernier article, on vous demande une contribution de quelques milliers d'euros !

**G.-P. Effa.** C'est vicieux ! Ca alors ! Pour ma part, j'ai aussi une expérience beaucoup due au hasard. Le hasard, et peut-être, la nécessité. Il se trouve que les rencontres dans des salons du livre font que parfois on rencontre des gens, on échange un peu : « Je suis éditeur » - « Oh, eh bien moi j'aimerais bien écrire, je suis en train d'écrire, est-ce que je peux vous envoyer quelque chose ? » - « Envoyez, on verra ! » Il se trouve que j'avais rencontré la première fois Yves Berger au salon du livre de Nancy. Et il se trouve que ce même Yves Berger a cette particularité, c'est que sa femme est née à l'hôpital « La Quintinie » à Douala. Et donc, il me raconte cette fabuleuse histoire, il m'explique « ma femme est restée attachée à Douala » je lui réponds que moi j'ai un peu grandi à Douala dans le quartier Bassa à Bonanjo, que j'ai grandi là jusqu'à l'adolescence et jusqu'à ce que j'aille en France. Et donc il me demande de faire un manuscrit qui parlerait de mon expérience à Douala. Il me dit « je veux entendre cette ville, je veux voir cette ville, alors faites la lire ! » J'avais mon manuscrit *Tout ce bleu* qui était tout prêt, et je lui dis « écoutez Monsieur Berger, promettez-moi au moins que vous allez le lire et que vous me donnerez votre sentiment de lecture ». Donc je lui ai envoyé et, par précaution, j'ai aussi envoyé le manuscrit à Gallimard. Huit jours plus tard Yves Berger me téléphone et me dit « écoutez, on se voit, parce que votre manuscrit je l'ai fait lire à Marie-Claire, et c'est tout à fait ça ! Je pense que ça va plaire à beaucoup de Français, je prends ! » Huit jours plus tard, c'est-à-dire une quinzaine de jours, c'est Philippe Demanet, de Gallimard, qui m'appelle et me dit « oui, j'ai reçu votre manuscrit, moi je suis de l'Est de la France, je suis des Vosges, c'est-à-dire à quarante kilomètres de là où vous êtes, et lorsque j'ai vu le code postal 57 000, je me suis dit « tiens quelqu'un de chez moi qui écrit ! J'ai ouvert le manuscrit, je l'ai lu et il me plaît bien, il y a beaucoup de défauts, bon, il faudrait peut-être que l'on se rencontre, que je vous donne quelques consignes de correction ». Je lui ai répondu « écoutez, il n'y aura aucune consigne de correction puisque la semaine prochaine je vais rencontrer Yves Berger de chez Grasset ». Il me dit alors « il vous propose combien ? » Je lui dis « il me propose quinze milles francs français » (on est alors en 1996). Il me dit « écoutez, moi je le prends maintenant, telle quel et je vous propose quinze milles de plus ! » Je lui réponds donc « écoutez, moi je suis d'une région où la parole donnée est importante, j'ai dit à Yves Berger que je suis d'accord, et on va se rencontrer la semaine prochaine, mardi, à l'hôtel Lutetia pour parler du contrat. Je ne peux pas le rappeler maintenant et lui dire que je n'y vais plus ». Il me dit « je propose cinquante milles francs, je prends ». Il ne fait attendre et me dit « je vais voir, il y a Antoine Gallimard qui est dans le bureau à côté ». Il revient : « on vous propose cinquante milles ». Je lui dis « Monsieur Demanet, je vous ai dit que je suis d'une région où la parole est importante, je ne pourrai pas me dédire ». Il me dit « bon, dans ce cas laissez-moi vous donner un conseil, parce que c'est très touchant ce que vous me dites là : allez signer votre contrat mardi chez Grasset, mais ne signez que pour un bouquin, parce que ce qu'ils vont vous proposer pour vous garder, c'est une exclusivité de trois livres minimum. Dites-leur, et comme ça vous aller gagner en valeur et en ampleur, que vous ne signez que pour ce manuscrit là, et que vous ferez au coup par coup. Cela vous laisse la possibilité de revenir chez nous si jamais vous êtes toujours intéressés par Gallimard ». Voilà que je vais à Paris, je dis à Yves Berger « je ne signe que pour ce manuscrit » et il me répond « ce n'est pas possible ! Pas possible ! Vous n'allez pas nous faire ça ! » Et

je lui répète « je ne signe que pour ce manuscrit là ». Donc je signe, et il me dit tout de suite « mettez-vous au travail pour le second, je suis votre premier lecteur ». Donc j'ai écrit le second, *Ma*, et Yves Berger en a été le premier lecteur, j'avais écrit une vingtaine de pages et il m'a signé tout de suite le deuxième contrat, pour que je n'aille pas ailleurs. Il a pris le bouquin, que j'ai terminé d'écrire dans l'urgence, d'ailleurs, parce que j'avais déjà l'argent, et il avait doublé la mise. Au bout du troisième manuscrit, j'ai écrit *Le cri que tu pousses ne réveillera personne*, et Yves Berger tombe malade d'une part, et tombe en disgrâce chez Grasset d'autre part, c'est-à-dire qu'il a été remplacé par Olivier Nora, qui était un jeune éditeur. On lui a cependant dit « vous restez administrateur de Grasset ». Et, évidemment, tous les auteurs de Berger ont commencé à être regardés de travers, parce que la particularité d'Yves Berger c'est que c'est un éditeur qui privilégie d'abord la langue : l'histoire ne l'intéressait quasiment pas, c'est la célébration de la langue qui l'a toujours intéressé. Au moment où il tombe en disgrâce, les auteurs vont aussi tomber en disgrâce, et donc il me prévient « il y a un petit souci, ton prochain manuscrit, on va vraiment l'étoffer pour qu'il n'y ait aucun problème, mais privilégie l'histoire, parce que comme je ne suis plus tout à fait de la maison, on risque de te le refuser ». Et je parlais de hasard objectif tout à l'heure : je rencontre par hasard Philippe Demanet dans les Vosges, où j'étais allé me promener, il habite un petit presbytère avec sa femme qui est iconographe, Geneviève Gouverneur, une des rares femmes à Paris qui a le droit d'enseigner l'art de l'icône. Je vais donc visiter ce presbytère, et, Madame Demanet me dit « vous qui avez fait beaucoup de théologie, voici mes icônes, pourquoi ne ferions-nous pas quelque chose ensemble, un dialogue entre le contemplateur de l'icône que vous êtes, et moi l'iconographe ? » J'ai trouvé que c'était une bonne idée, et Philippe arrive et me dit « je suis en train d'ouvrir une collection chez Gallimard, ça va s'appeler « Continent noir », et je pensais déjà à vous, figurez-vous : on cherche une locomotive pour une collection qui va servir de mise sous les feux de la rampe à des écrivains que l'on ne connaît pas encore. Est-ce que vous acceptez de venir avec nous ? Comme on vous connaît, vous publiez un livre et ensuite vous passez à la « Blanche », mais donnez-nous un coup de main ». J'ai dit « ah ! » L'à-valoir était intéressant, très intéressant ! Je lui ai donc répondu « d'accord ». Je lui envoie mon manuscrit dans les Vosges, et non chez Gallimard, il fait lire au directeur de « Continent noir », Jean Noël Schiffano, qui m'appelle (ça ne faisait même pas une semaine) : « on prend. La collection est lancée pour janvier » -on était en novembre- et ça sort ! C'est allé très, très vite. Malheureusement, le livre a marché, et pas mal de gens nous ont insultés, parce que Gallimard faisait une collection « Continent noir » et l'on considérait que c'était un ghetto, que c'était une sous collection... J'ai fait le tour de l'Afrique avec Antoine Gallimard, on est allé au Gabon, au Cameroun justement, au Congo, au Togo, on a fait le tour pour lancer cette collection et au moment où je demande à rentrer dans la « Blanche », car c'était mission accomplie, on me dit « reste encore un peu chez « Continent noir », c'est trop tôt ». Donc j'ai claqué la porte, et je suis allé aux éditions du Rocher, et c'est au Rocher qu'un attaché de presse m'a dit « qu'est-ce que tu fais au Rocher ? Il y a Anne Carrière qui est en train de monter comme éditrice, elle vient de lancer Fatou Diome qui est une sénégalaise, c'est vraiment une maison d'édition qui va compter, moi je lui ai parlé de toi, elle est tout à fait d'accord pour te voir, est-

ce que tu veux venir chez Anne Carrière ? » Donc voilà, et c'est comme ça que j'ai publié *A la vitesse d'un baiser sur la peau* et ensuite *Nous, enfants de la tradition*. Il se trouve qu'Anne Carrière a depuis fait faillite et la maison n'est plus. Ça s'appelle encore Anne Carrière mais ce n'est plus l'éditrice Anne Carrière puisque c'est un banquier qui a repris l'entreprise. Aujourd'hui, je suis en train d'écrire sans savoir où je vais publier, et comme je sais que ma vie est faite d'aventures et de rencontres, je ne me pose pas de questions, je me dis que la rencontre se fera et je serai bien quelque part dans six mois, un an ou peu importe. J'écris pour l'instant pour moi.

**K. Tawa.** Pour parler de ma petite expérience, il est vrai que je suis avant tout auteur dramatique. Et en tant qu'auteur dramatique, mon premier souci ce n'est pas un éditeur, c'est une fois la pièce terminée : « qui la mettra en scène ? » et « est-ce que la pièce peut être jouée ? ». Donc, jusqu'ici, j'ai créé une quinzaine de pièces de théâtre, aucune n'est publiée mais plus de la moitié a déjà été jouée au Cameroun, au Burkina Faso, au Bénin, en France et au Canada. Mon souci étant d'abord la création de la pièce, je me dis toujours que, une fois que la pièce sera créée, que j'aurai vu la pièce, que les acteurs auront renvoyé des choses sur la scène, alors je retravaillerai les textes ; et c'est à ce moment-là, seulement, que je penserai à un éditeur, afin que la pièce puisse poursuivre sa vie. Mais pour ce qui est de l'ouvrage *Sais-tu où va le soleil ?*, il s'agit d'une rencontre au salon du livre de Paris où j'ai rencontré Marion Lesage, qui est une femme-peintre, c'est la fille du célèbre brodeur Lesage qui a fait, entre autres, la fameuse tulipe de l'empereur Bokassa, que l'empereur a porté lors de son sacre. Donc, j'ai rencontré Marion Lesage, qui était au salon du livre, au stand de Culture France, et qui avait besoin de rencontrer des auteurs qui pourraient dialoguer sur des dessins et des tableaux qu'elle avait faits lors de ses différents voyages. Elle m'a demandé l'adresse de quelques auteurs, je lui ai donné pas mal de noms, et puis il se trouve que la semaine d'après, au studio théâtre de la Comédie-Française, on jouait un de mes textes : la pièce *A corps perdu*, mise en scène par Jean Lambert-Wild et joué par Odile Sankara, la sœur cadette de Thomas Sankara. Marion Lesage est venue au studio théâtre de la Comédie-Française voir la représentation théâtrale, elle a beaucoup aimé ma façon d'écrire, selon ce qu'elle m'a dit : « eh bien écoute, j'ai toutes ces adresses d'auteurs, mais j'aimerais peut-être qu'on fasse le travail ensemble, je t'envoie les tableaux, tu me proposes un texte, et si ça me convient on travaille à la publication de ce livre ». Il se trouve qu'elle avait fait un livre avant : *Le petit Chaka...*

**G.-P. Effa.** Un livre magnifique !

**K. Tawa.** ... illustré par Marie Sellier, qui est magnifique, et qui avait beaucoup marché. On s'est donc lancé dans cette aventure-là : elle me proposait des tableaux, et j'écrivais des textes, et tout de suite elle m'a dit « oui, on s'embarque dans cette aventure ». C'est ainsi qu'au bout d'un an on a publié chez La Martinière *Sais-tu où va le soleil ?*

**R.T.** Une question un peu particulière... j'ai aujourd'hui la chance, en tant que Français, de m'entretenir avec trois personnes nées au Cameroun. J'aimerais connaître vos avis : en France on a souvent l'impression qu'un auteur né en Afrique doit répondre de son « africanité » ? Est-ce là une question d'éditeur ? Une question liée au dialogue éditorial ? A la ligne éditoriale ? Est-

**ce là le pouvoir des médias ? Est-ce que c'est, peut-être, l'opinion publique ? Les mentalités ? Cet auteur doit-il nécessairement revendiquer son « africanité » ? Est-ce tout à fait nécessaire ?**

**G.-P. Effa.** C'est très juste, et on a pour cela deux archétypes : on a Calixthe Beyala, qui a décidé d'assumer jusqu'au bout son africanité, et qui, pendant des années, a été (je mets des guillemets) « utilisée comme une vitrine », puisqu'elle avait cette exclusivité : c'était la seule africaine qui écrivait, qui allait aussi loin, et ça marchait parce qu'elle était en vitrine et que l'on disait « vous voyez, on a notre auteure africaine ». Et c'est Albin-Michel qui en avait le monopole. D'abord Stock et ensuite Albin-Michel. Et puis il y a le deuxième prototype, c'est Marie Ndiaye. Marie Ndiaye qui dit « on veut toujours qu'un Africain écrive sur l'Afrique, mais moi je vais être « écrivain tout court ». Oubliez mon côté noir, ma peau noire, ma peau d'ébène ». Donc si vous dites à Marie Ndiaye « tu es africaine » vous lui faites beaucoup de mal. Elle a voulu absolument écrire en « blanchissant son écriture », en européanisant son écriture et en européanisant son histoire. A la limite, même un Français, n'importe lequel, pourrait écrire cela. Elle est jouée à la Comédie-Française etc., et voilà, elle veut absolument être française. Moi je suis un peu entre les deux. C'est-à-dire que j'ai toujours revendiqué mon côté africain, mais en France, je n'ai jamais été reçu comme tel, parce que, lorsqu'il y a des salons du livre, sur l'Afrique, je ne suis jamais invité : jamais, jamais, jamais. J'ai été invité une première fois pour les « Etonnants voyageurs » par hasard parce que j'étais à Colmar, et que Michel Lebris signait à côté de moi. Je lui ai dit « je suis prof de philo, j'écris » - « Ah bon ? Vous écrivez quoi ? » Il regarde mes bouquins et me dit « quelqu'un nous a posé un lapin pour Bamako, ça vous intéresse ? Il y a une place si vous pouvez venir ». J'ai dit « bon, il faut qu'on se rencontre comme ça ! »... j'ai pris le temps de réflexion avant de dire oui. Et ça s'est donc fait. Et l'année dernière, par hasard encore, c'est Jean Rouaud qui était avec moi sur le plateau de Poivre d'Arvor à LCI. C'était la dernière émission de Poivre d'Arvor qui était viré. Jean Rouaud me dit alors « votre nom me dit quelque chose. Est-ce que vous venez souvent chez « Etonnants voyageurs » ? Parce que je suis membre du comité d'organisation d'Etonnants voyageurs ». Je lui réponds « Jean, on m'a invité une fois à « Etonnants voyageurs » et c'était l'effet du hasard ». Il me dit « ça va être réparé tout de suite, ce n'est pas normal parce que les extraits que j'ai entendu, franchement, je ne comprends pas pourquoi vous n'avez pas été invité ! » Suite à cela, la fille de Lebris, Isabelle, m'envoie un mail, deux ou trois jours plus tard, en me disant « les « Etonnants voyageurs » aimeraient bien vous accueillir ». Voilà ! Donc mes racines sont profondément africaines. On le disait tout à l'heure, je parle quelques langues camerounaises, le Bamiléké malheureusement pas encore, mais je vais m'y mettre parce que j'ai la grâce d'apprendre très vite les langues. J'ai appris comme cela l'Hébreu, suite à un séjour qui n'a même pas mis un an à Jérusalem, et j'ai la faculté d'apprendre très vite les langues. Je me suis donc dit « ce n'est pas possible, j'approfondis mes racines, j'apprends les langues du Cameroun mais quand je suis en France, même chez Grasset, je suis considéré comme « le-noir-exceptionnel-qui-écrit-chez-nous-mais-c'est-un-accident-s'il-est-noir » ! Ce qui m'a toujours fait beaucoup de mal. Et donc, aujourd'hui, je me suis dit qu'il fallait tout faire, déjà j'ai fait céder les droits à l'éditeur Macmillan de Limbe pour *Ma*, ils ont eu les droits gratuitement, je dis bien gratuitement. J'ai dit à Grasset « si vous demandez un centime, mais



vraiment un seul centime, je rachète les droits ». Et c'est un livre qui, depuis 1998, continue à marcher, et ils refusent de le mettre en poche tellement il marche bien. On en est à quarante milles ou cinquante milles exemplaires, mais il ne passe pas en poche ! Donc je leur ai dit « si vous demandez un centime je m'arrange avec la banque, je rachète les droits et je vais les offrir à Macmillan qui le demandent, parce que le livre rentre dans les programmes en Afrique, et il n'y a pas de raisons pour que les droits ne puissent pas être gratuitement cédés ». Nora a réfléchi et m'a dit « bon, on va les céder pour quatre ans, et au bout de quatre ans je reprends les droits » et j'ai pensé que c'était déjà pas si mal. Ca avait été exactement pareil avec Le Rocher et *Cheval roi*, ils ont cédé gratuitement les droits et je me suis battu pour ça. Donc je me dis que je me bats pour cette Afrique, pour mes racines, mais pour l'instant je suis souvent reçu comme un auteur européen et, y compris au Cameroun ! Quand Nadine Monchau m'a fait venir la première fois, on m'a demandé que je parle, puisque j'expliquais que ma mère était Fang et mon père Beti (ma mère est du Gabon et mon père du Centre), on a essayé de me piéger en me disant « Effa, nom camerounais mais il faudrait bien me dire quel camerounais vous êtes ! » On a dit cela devant le Recteur de l'université de Yaoundé et deux cent cinquante étudiants ! Une étudiante m'a posé cette question et m'a dit « qu'il faudrait montrer patte blanche, parlez-nous dans une langue camerounaise pour qu'on sache que vous êtes vraiment camerounais, parce qu'on n'y croit pas ». Je me suis levé, j'ai retroussé mes manches, et à coups de dictons je leur ai parlé. Ça a applaudit, et je me suis dit « ce n'est pas possible ! Je dois montrer patte blanche chez moi pour être reçu, c'est incroyable ! » Et on m'a de même déjà dit « non, Effa n'est pas un nom camerounais » ! Fort heureusement, c'était quand je suis allé en Israël et que l'on m'a demandé « vous venez d'où ? », et j'ai répondu « Tirfatit » : « je viens de France ». Et on m'a dit « Ah ! Vous n'êtes pas de chez nous ?! Vous êtes bien sûr que vous n'êtes pas de chez nous ? Vous n'êtes pas un Falacha par hasard ? » Parce que le nom Effa est un nom hébraïque. Les pains du désert étaient mesurés en efa et en omer. Et en plus je leur parlais hébreu, l'hébreu ancien. Comme les Falacha. On me regarde alors comme un fossile, on se dit « il s'appelle Effa, il parle l'hébreu ancien, il nous dit qu'il vient de France et d'Afrique, c'est quoi cette histoire ? Tu viens donc d'Éthiopie ? » - « Non. Pas du tout. Mais je suis Camerounais, absolument Camerounais ET Camerounais. Je le revendique. Je ne suis pas Hébreu je ne suis pas Hébraïque, je ne suis pas Juif ». Donc voilà je suis un peu ballotté partout, attiré par ceux qui me reconnaissent... mais ceux que je voudrais qu'ils me reconnaissent ne le font pas, au Cameroun... Et les éditeurs ne veulent m'utiliser que comme l'exception qui est là, et pas vraiment comme un africain. Et c'est pour ça que mes sujets sont de plus en plus africains : pour leur dire « ce n'est pas parce que j'écris des livres comme *La salle des professeurs* et des choses comme des entretiens avec Chouraqi quand j'étais à Jérusalem, que cela fait de moi un européen ». Je suis africain. Complètement maintenant. Pour le statut de l'écriture, on veut être écrivain mais j'aime bien que l'on dise « c'est un écrivain français » ou « c'est un écrivain camerounais », moi ça ne me dérange pas au contraire. Je le revendique.

## **Annexe 19 - Entretien avec Joseph Fumtim et François Nkémé (éditions Ifrikiya), Yaoundé : 12 février 2008**

**Raphaël THIERRY. Pour commencer, pourriez-vous nous parler de la fondation des éditions Ifrikiya, quelles étaient vos ambitions premières ?**

**Joseph FUMTIM.** La maison d'édition Ifrikiya est née en mars 2007 de la convergence naturelle du travail de trois maisons d'édition : les éditions de la Ronde, les éditions Proximités, et les éditions Interlignes. Ces trois maisons d'édition avaient déjà travaillé sur des projets éditoriaux communs, des projets de coédition. Il y a eu des livres coédités entre les éditions de la Ronde et les éditions Interlignes, il y a eu d'autres projets de coédition entre les éditions la Ronde et les éditions Proximités, et il y a eu aussi d'autres livres ayant fait intervenir les éditions Interlignes et les éditions Proximités. Donc il fallait bien qu'à un moment donné ce travail de collaboration franchisse un pas : la fusion qui était le pas nécessaire.

**R.T. Par « pas nécessaire », que voulez-vous dire ?**

**J.F.** Il y a trois niveaux. Premier niveau : en travaillant ensemble, nous avons constaté une convergence d'idées, de l'idée éditoriale, des objectifs. Les trois maisons d'édition étaient portées par l'ambition de publier des ouvrages qui renouvellent la pensée au Cameroun. J'insiste là-dessus parce que nous sommes dans un pays où l'ancien est souvent plus rassurant que le nouveau. Nous avons donc constaté, que ce soit chez Interlignes, chez Proximité ou aux éditions de la Ronde, que nous avons posé sur la table une discussion, à savoir « comment renouveler le discours sur le Cameroun, comment renouveler la pensée même, comment créer de nouvelles problématiques permettant au Cameroun, et à l'Afrique, de pouvoir affronter son avenir ». C'est donc cette convergence qui nous a permis de dire « OK, on peut travailler ensemble. » Deuxième niveau : le niveau financier. Notre alliance n'est pas une alliance aussi originale que cela à l'heure actuelle où la convergence va vers les grands groupes. Si dans un groupe on ne perd pas notre éthique, si l'on ne perd pas nos objectifs éditoriaux, ce qui nous a amené à être éditeurs, alors on y gagne, car cela nous permet d'avoir des réductions financières au niveau des charges quotidiennes de fonctionnement. On a désormais un seul bureau avec un même personnel. Troisième niveau : sur le plan même de l'organisation du travail, chaque maison d'édition n'avait pas beaucoup de personnel, c'était généralement le directeur ou une secrétaire, qui faisait un travail multiple. Maintenant, la réunion des trois structures nous donne l'assurance d'une maison d'édition avec trois personnels naturels. En ce moment nous avons trois autres éditeurs formés à l'ESSTIC (ndlr : École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication) ; nous avons donc six éditeurs régulièrement formés et diplômés d'édition. Autour de la maison gravitent aussi d'autres compétences, pas forcément issues du

milieu de l'édition, mais qui ont toutes quelque chose à voir avec la littérature, ou alors avec le développement. Voilà les principaux atouts de notre unité.

**R.T. Quel est le fonctionnement d'Ifrikiya, du manuscrit à la production de l'ouvrage ?**

**François Nkémé.** Il y a un premier choix qui se fait au niveau du secrétariat, quand les manuscrits arrivent, ces derniers sont tout de suite orientés vers le directeur de collection. Les collections travaillent avec des comités de lecture, qui ne sont ni des permanents ni des salariés, mais des personnes que nous contactons lorsqu'un manuscrit nous parvient. Le travail du directeur de collection est alors très important parce que c'est lui qui va juger de la nécessité de faire lire le manuscrit, puis de l'accepter ou de ne pas l'accepter. S'il s'avère que le manuscrit n'a pas de sens, il ne sera pas accepté, mais si on lui trouve un sens et un intérêt, alors le directeur sollicite l'avis du comité de lecture. Ces personnes sont alors vraiment nécessaires, ce ne sont pas vraiment des salariés de la structure mais ce sont des personnes qui nous assistent, qui nous donnent un coup de main, moyennant parfois des services vraiment minimums. Après ce moment-là, si le manuscrit est accepté, le directeur de collection le présente aux autres directeurs ; il y a donc une conférence des directeurs, où l'on détermine si le manuscrit doit être publié ou non : les autres directeurs de collection doivent donc le lire, tout en sachant que l'expertise a déjà été faite. Mais aucun des avis exprimés n'est laissé de côté, nous retouchons toujours les choses, le travail même dans la collection n'est pas toujours parfait, et puis vous savez que l'édition est un travail de longue haleine, il y a parfois des « coquilles » dans les manuscrits, pourquoi pas des argumentaires, des orientations nouvelles et auxquelles l'on n'avait pas pensé auparavant et qui arrangent toujours tout le monde. Ce triple regard est très important pour chaque livre publié.

**R.T. Et concernant la production du livre ?**

**F.N.** A partir du moment où l'on décide de publier le manuscrit, c'est la même instance, c'est la même unité de PAO (ndlr : publication assistée par ordinateur ) qui existe pour tout le monde, l'idéal serait évidemment qu'un travail soit systématiquement fait, au préalable, dans les collections, mais cela n'est pas toujours possible aujourd'hui : la plupart du temps c'est le même monteur qui va monter le manuscrit, sous le regard vigilant du directeur de collection qui accompagne toujours son produit jusqu'à la fin, et qui donnera les orientations, l'idée de mise en forme, car chaque collection fonctionne avec ses propres critères, son identité, éléments qu'il faut absolument respecter.

**J.F.** Je voudrais revenir sur un aspect, au niveau de la réception du manuscrit : il y a également des livres que nous « commandons », c'est-à-dire que l'idée vient de nous. Notre travail d'éditeur implique d'observer la société, de lire les journaux, de se rendre à des colloques, d'écouter « les gens de la rue », nous dénichons ainsi des « poches » d'enjeux, nous contactons alors un auteur en fonction de son background, de son C.V, de ses publications, de sa bibliographie... Nous le sollicitons donc, et s'il est d'accord, il nous renvoie alors le « produit » qu'il a obtenu.

**R.T. Quelles sont les collections d'Ifrikiya que vous évoquez ?**

**F.N.** Il y a la collection Proximité roman-nouvelle, la collection Interlignes biographie-essai, la collection Ronde poésie-théâtre, la collection Spiritualité, la collection Bambino : tout ce qui est lié à la littérature pour enfants. Ce sont pour le moment les cinq collections qui fonctionnent.

**R.T. A ce jour, combien de livres composent votre catalogue ?**

**J.F.** Nous avons publié quatorze ouvrages. La collection de poésie-théâtre, la collection Ronde, sort du lot : elle représente la plus grande quantité de livres publiés, puis viennent la collection des romans, la collection des essais, et enfin la collection Spiritualité et la collection Bambino. Je précise que ces quatorze livres ont été publiés entre mars et décembre 2007.

**R.T. Comment réunissez-vous les financements pour réaliser un ouvrage, quels est le trajet d'un livre, de la production à la vente ?**

**F.N.** C'est une démarche difficile, et pour être honnête, nous avons toujours refusé le compte d'auteur : dans ce principe que nous rejetons, l'auteur apporte son manuscrit, il paye, on édite l'ouvrage. Nous travaillons beaucoup plus dans un système où, lorsque nous n'avons pas les financements nécessaires, nous demandons alors à l'auteur une participation. Le travail de production quant-à-lui, a toujours été pris en charge dans son intégralité par notre maison d'édition. Par ailleurs, Nous avons financé entièrement quatre ou cinq projets. La production a un coût : la mise en page, etc. cela représente environ 40 % de notre budget sur un livre. C'est-à-dire relecture, mise en page, suivit à l'imprimerie. Nous avons des problèmes financiers qui sont inhérents à l'édition au Cameroun, lorsque nous y sommes obligés, nous demandons à l'auteur de supporter les frais d'impression, sachant que si ces frais sont supportés, nous pouvons facilement assumer la production, la mise en page... car il a un personnel à rémunérer, et le suivit à l'imprimerie demande une certaine disponibilité. Nous avons travaillé comme ça jusque-là.

**J.F.** Je voudrais préciser qu'il nous est arrivé de solliciter des aides autres que l'auteur pour compléter le financement des livres. Ça été le cas, par exemple, lorsque nous avons publié le livre sur le Darfour (ndlr : *Darfour, au-delà de la guerre*, d'Alexandre T. Djimeli), c'est un journal de Yaoundé, *Le Messager*, qui nous a alors apporté son concours. La plupart des éléments du livre ont été publiés dans le journal, puis *Le Messager* est entré en coédition avec nous. La coédition et le genre qui nous satisfait le mieux, mais on ne trouve pas toujours des entreprises ouvertes à cette démarche.

**R.T. Pour ce qui est de la production, à combien d'exemplaires éditez-vous chaque titre ?**

**F.N.** Autour de 500 exemplaires, pour le premier tirage.

**R.T. Quel est votre réseau de diffusion ?**

**F.N.** Nous avons un réseau : nous écoupons une grande partie de notre production à Bafoussam, Yaoundé, Douala. Nous avons au moins quatre librairies qui nous sont fidèles à Yaoundé, beaucoup à l'Ouest du Cameroun aussi, nous avons aussi des courtiers, des commerciaux qui font du porte à porte, ces derniers vont dans les établissements, nous avons ainsi beaucoup vendu dans les bibliothèques

scolaires, par exemple à Fustel de Coulange, au collège Vogt. A chaque nouvelle parution, ils nous achètent des livres. Mais pour écouler une production, il faut mobiliser beaucoup de monde, et le public ne réagit pas toujours positivement... Mais nous espérons que nos efforts vont être de plus en plus récompensés. Dans les établissements scolaires qui ont des bibliothèques, la diffusion se fait plus facilement. Aujourd'hui, il est plus difficile de toucher l'individu dans la société, lorsque ce dernier est dans son bureau, il faut alors beaucoup plus de représentants.

**J.F.** Il y a également un aspect international : nos livres sont vendus en France, nous avons des contacts, contacts que chaque éditeur avait respectivement noué avec un certain nombre de libraires en France, puis d'autres contacts que nous avons noué à l'occasion de coéditions depuis la fusion des maisons. Présentement, on trouve notamment nos livres à la librairie Agnès Boué à Paris, à la librairie Kilongo, à Présence Africaine, ainsi que chez l'Harmattan. Or de la France, nous avons surtout des commandes via internet, des gens nous contactent sans que l'on sache systématiquement où ils ont obtenu notre contact, car nous sommes encore en train de préparer notre site Internet, il y a ainsi des universités telles que Laval au Québec qui nous passent des commandes, mêmes si leur acheminement nous a souvent causé des problèmes.

**R.T.** L'exportation de vos ouvrages se heurte à des difficultés particulières ?

**J.F.** Quand c'est pour un petit nombre, c'est-à-dire des commandes de cinq ou six exemplaires que nous envoyons par poste, nous n'avons jusqu'ici pas encore eu de problèmes, mais notre collègue Jean Claude Awono qui s'est récemment rendu en France, où il emportait des centaines d'exemplaires de chaque livre, a été retenu à l'aéroport de Paris, où il a dû payer – cher – pour faire entrer les livres en France.

**F.N.** Il faut préciser que lorsqu'il nous arrive d'avoir à satisfaire des commandes d'un seul exemplaire, c'est alors un vrai problème, car le montant de ce qui nous est reversé est inférieur au coût du livre. Mais en général, nous acceptons quand même d'envoyer ces ouvrages, juste pour être présents.

**R.T. Quelle est votre démarche pour l'impression de vos ouvrages ?**

**F.N.** Depuis 2007 nous travaillons avec un imprimeur, c'est lui qui s'occupe de l'achat du papier, nous estimons ce qui est disponible dans son stock, il fait alors venir des grosses quantités de papier. Mais il faut dire qu'aujourd'hui, notre volume d'activité ne nous permet pas de nous-mêmes importer des fortes quantités de papier, parce que nous tirons la première édition autour de 500 exemplaires. Cela ne nécessite pas encore de prendre des engagements avec des imprimeurs à l'étranger. Pour autant, l'imprimeur souffre du problème de la taxation des intrants, ce qui rejaillit au final sur le coût de production du livre, c'est-à-dire que le papier qui entre au Cameroun est taxé, et ce, alors que les Accords de Florence (ndlr : rédigés par l'Unesco en 1950 et signés notamment par le Cameroun) prévoient que tout le matériel qui sert à la fabrication du livre doit être détaxé. Malheureusement ces accords qui ont pourtant été signés, ne sont pas respectés au Cameroun, qui n'a pas signé le protocole de Nairobi (ndlr : 1976, annexe des Accords de Florence). C'est la raison pour laquelle le papier et les

intrants continuent à être aussi lourdement taxés. À la douane on ne fera pas la différence entre le papier qui servira à faire un livre et le papier brouillon ou encore l'emballage. C'est le même problème pour toutes les machines d'imprimerie à la douane : le moteur peut aussi bien servir à autre chose pour eux. Il faut préciser que dans un passé récent, les camerounais ont fait passer toute sortes de choses à la Douane, en bénéficiant de détaxations lorsqu'il y avait une certaine franchise sur ces matières-là. Ces abus posaient alors beaucoup de problèmes, en conséquence, aujourd'hui, pour se garantir, on nous fait systématiquement payer. C'est là tout le problème.

#### **R.T. Quelle est votre politique de promotion littéraire ?**

**J.F.** C'est la promotion qui fait le livre. Compte tenu de ce que François décrivait tout à l'heure, à savoir la modicité de moyens et tous ces problèmes « fiscal-douaniers », ce qui reste comme garantie à nos auteurs, au final, c'est la promotion de leurs œuvres. Si nous arrivons aujourd'hui encore, à continuer d'attirer des auteurs, alors que l'Harmattan est tout à côté, alors que CLE est là depuis plus de quarante ans, c'est grâce à la promotion. Nous mettons un accent particulier sur la promotion, et ce par différents moyens. Tout d'abord par une collaboration étroite avec le monde de la presse. Pour nous, le livre possède des extensions dans la Presse, dans les débats publics. Nous faisons systématiquement faire des notes de lecture des ouvrages publiés chez nous, car nous savons que chez nous, la presse est un relais sûr, d'abord pour que les gens sachent que le livre existe, et d'autre part pour qu'ils soient au courant de la dynamique d'idées qu'il y a dans nos publications. Dans la mesure de nos moyens, nous n'hésitons pas à solliciter la presse écrite, la presse radiophonique, la presse télévisuelle. Par ailleurs, il y a l'événementiel. Il faut déjà dire que le Cameroun est très pauvre en termes d'événementiel en matière de livre. Autant il y a une grande production, autant la quantité d'événements est inversement proportionnelle à cette production. Ce qui fait que nous sommes obligés de créer nous-mêmes nos événements. Comment cela ? De trois façons : nous créons des signatures, que nous appelons « cérémonies de dédicaces ». Ces cérémonies prennent parfois l'allure non pas de la « signature », mais plus de conférences, parce que si vous invitez les gens juste pour venir signer leurs livres, vous n'avez personne. Nous sommes parfois obligés de développer un thème autour du sujet dont traite le livre, ce thème servira d'appel au public, et les gens viendront écouter les discussions sur ce thème-là et profiter d'entrer en contact avec le livre. Deuxième façon : nous participons à d'autres événements, qui n'ont pas nécessairement une vocation littéraire. Je prends l'exemple du festival « Scènes Nationale d'Ebène » : c'est un festival qui n'a aucune relation directe avec la littérature, il concerne la scène théâtrale. Nous apportons une dimension littéraire à cet événement, qui nous permet d'avoir comme vitrine les livres de théâtre que nous avons publiés. Au fond, ces livres là ne constituent que l'arbre qui cache la forêt, notre catalogue étant aussi constitué d'essais, de romans, de poésies et de toutes autres choses. C'est nous qui créons alors l'aspect littéraire dans l'évènement. Le troisième moyen, c'est à travers les quelques événements qui existent tels que « lire en fête », « le printemps des poètes » ou encore « les journées mondiales du livre », des événements littéraires d'envergure au Cameroun, d'origine étrangère.

**F.N.** Il faut rappeler que le festival national de littérature du Cameroun n'est pas très couru...

**J.F.** Voilà donc un aspect connu et tout à fait standard de la promotion. Sinon, aussi, dès qu'il est possible d'identifier les personnes organisant un colloque quelque part, nous faisons rapidement le tour de notre catalogue, et lorsque nous identifions un de nos auteurs traitant de la problématique abordée par le colloque, nous nous hâtons de le signaler pour pouvoir être invités à l'événement. Nous profitons aussi de la gracieuse collaboration et de la disponibilité d'autres espaces culturels, tels que les Centres Culturels Français, tels que alliances franco-camerounaises, bref, le réseau des Alliances au Cameroun qui acceptent parfois de recevoir nos auteurs, voire de nous inviter, ou bien nous demandent d'envoyer des auteurs. Voilà globalement les « couloirs » à partir desquels nous organisons la promotion. Mais que je n'oublie pas de signaler que cela nous coûte très cher, surtout au niveau de la presse ; sans vous mentir, pour faire passer un élément, dans certaines radios, dans certains médias, il faut payer, il faut des fois passer carrément par la direction commerciale.

**R.T. Vous nous décrivez les nombreuses difficultés auxquelles vous êtes confrontés en tant qu'éditeur : quelles sont les grands enjeux, les grands combats, voire les grands espoirs de l'édition aujourd'hui au Cameroun ?**

**F.N.** Le plus grand enjeu, c'est celui de la lecture. Il faudrait développer la lecture à la base en la suscitant, en initiant des habitudes de lecture aux jeunes. Pour moi c'est la première chose à faire. Nous avons constaté que les jeunes ne lisent pas beaucoup, ils lisent utile, mais la lecture-plaisir ne fait pas partie de leurs habitudes. A compter du moment où ils ne fréquenteront plus, ils ne liront plus, n'auront plus le temps de lire des essais, des romans, parce que ça ne les intéresse plus. C'est là le grand combat aujourd'hui. Si l'on inculque des habitudes de lecture, alors le livre scolaire qui est fondamental aujourd'hui, le livre scolaire si utile, sera moins important dans l'avenir car nous aurons une autre catégorie de lecteurs prêts à découvrir d'autres genres de littératures. Malheureusement aujourd'hui, cette catégorie de lecteurs n'existe pas, il y a un travail de base à réaliser, travail que l'éditeur, avec ses modestes moyens ne peut pas faire. C'est un travail de promotion de la culture au Cameroun, or, l'éditeur, qui est un homme d'affaires, un commerçant – même s'il est un commerçant culturel – n'aura jamais la dimension qui lui permettra de travailler dans tout le Cameroun. Nous restons malheureusement prisonniers du livre scolaire, aujourd'hui. Mais nous essayons, aujourd'hui, avec nos moyens, de diversifier, c'est pour cela que le statut d'association nous convient mieux : lors du dernier trimestre de décembre, nous nous sommes rendus dans plusieurs établissements scolaires, nous sommes allés rencontrer des jeunes dans la capitale et vraiment, l'écho était très favorable ; c'est un travail qui ne rapporte pas financièrement mais qui nous apportera peut-être quelque chose demain car ce sont des lecteurs que nous sommes en train de former. Malheureusement, beaucoup d'intervenants de la filière sont des commerçants, des gens accrochés au gain. Or, nous sommes persuadés qu'un éditeur qui veut vivre au Cameroun a forcément une tâche de promotion à développer, sinon il ferme boutique.

**J.F.** L'autre enjeu c'est la sécurisation même de l'institution littéraire au Cameroun. Je pense qu'à un moment donné il faut se vraiment se poser la question : est-ce que la société camerounaise a besoin du livre ? Il ne faut pas nous tromper : un pays c'est l'État, l'État qui organise une société. Est-ce que l'État camerounais veut donner une place au livre ? Il faut une politique nationale du livre. Il faut un cadre structurant du livre. Quel statut la société camerounaise, l'État camerounais, voudrait attribuer au livre ? À partir de là, les problèmes d'importation des produits vont être déclinés, des droits d'auteur et tout le reste, va se résoudre, de lui même. La sécurisation de l'institution littéraire est essentielle. Jusqu'à aujourd'hui, il est difficile de montrer du doigt un libraire, un éditeur, un bibliothécaire qui soit à l'aise d'exercer son métier au Cameroun. Nous trouvons des libraires, mais ces derniers sont obligés de faire de la papeterie à côté, un peu de quincaillerie, on trouvera un éditeur souvent obligé de faire des travaux d'imprimerie, de la sous-traitance... alors que son génie, il l'a appris à l'école, il a réalisé des stages à l'étranger. Le travail du livre est assez prenant, assez grand, pour qu'il lui consacre son temps, mais il est obligé de diviser son savoir-faire pour aller faire d'autres choses qui vont lui permettre de survivre. Je ne pose pas cette question pour rien : jusqu'à aujourd'hui, le ministère de la culture n'a aucune ligne de financement attribuée à l'édition. Il y a une ligne de financement que l'on appelle « compte d'affectation » et qui intervient soi-disant pour soutenir le livre, mais le mécanisme permettant le financement qui a été mis sur pieds est totalement nocif à la vie et à la survie du livre au Cameroun, je m'explique : l'auteur monte un projet de publication, le ministère demande une lettre d'acceptation d'un éditeur, et quand l'éditeur envoie la lettre, on lui demande également une facture pro-format de l'édition de l'ouvrage ; une fois que l'éditeur donne la facture, et la lettre d'affectation, et après avoir parfois travaillé un an durant sur le livre, sa responsabilité finit là. L'auteur va se rendre au ministère, qui va lui donner l'argent destiné à la publication, et il va ignorer l'éditeur et aller directement chez un imprimeur fabriquer une dizaine d'exemplaires qu'il déposera au ministère de la culture pour montrer que l'édition est réalisée. Le ministère de la culture devient alors une forme de « concurrent », ou si l'on veut, il érige l'auteur en concurrent de l'éditeur. On a souvent entendu de la part d'auteurs s'en revenant ministère et nous disant « ok, voilà le budget que l'on va faire : je vais vous donner 100 000 francs », et quand vous discutez cela, ils nous disent alors « ok si vous ne voulez pas, moi je vais ailleurs ». Ça c'est un problème très important. Et je ne suis pas en train de cracher sur le ministère de la culture, mais c'est un mécanisme, une intervention qui aurait dû être vraiment salutaire, si l'on avait pensé à ce que cela aide à la structuration de la scène de l'institution littéraire ; mais au contraire cela intervient plus comme une sorte d'entorse nuisible à l'avancée de l'édition. Enfin, je ne terminerai pas sans parler d'un enjeu important : les droits d'auteur. En ce moment, les droits d'auteur devraient constituer ce à travers quoi les auteurs vivent pour pouvoir nous produire de bons manuscrits. Ce n'est pas le cas. C'est même le contraire... La manière dont la distribution des droits d'auteurs se fait dans la société de gestion collective des droits de littérature (ndlr : la SOCILADRA), cette manière est encore une autre concurrence vis-à-vis des résistances du livre au Cameroun. Il y a beaucoup d'auteurs qui publient régulièrement et qui reçoivent la même somme que quelqu'un qui a déposé un seul manuscrit.



Certains même n'ont pas de manuscrits et arrivent à percevoir de l'argent. Autre problème, les dirigeants de la société de gestion collective des droits d'auteur se sont un jour réveillés de leur sommeil dogmatique et ils ont eu cette intuition formidable et qui consiste à demander que l'on estampille les livres avant qu'ils ne soient vendus. Avec tout ce que nous vous avons décrit comme charges au niveau de la douane, chez l'imprimeur, avec tout ce que nous vous avons décrit comme problèmes pour pouvoir trouver de l'argent pour imprimer, après tout ce que nous vous avons décrit comme problèmes, même chez les auteurs, pour survivre et pouvoir produire du livre, il faut qu'après ce parcours du combattant, vous payiez entre 200 FCFA et 500 FCFA de timbres pour estampiller et pouvoir vendre chaque livre. Sur le principe, c'est non seulement anormal et condamnable, mais sur le fond même c'est contre nature. Pour justifier leur initiative, ils affirment vouloir authentifier les livres... or, il n'y a pas meilleure authentification internationale que le dépôt légal et le code-barres. Nous pensons plutôt que c'est une opportunité pour eux de créer un nouveau marché, sur le dos des éditeurs et des auteurs.

**F.N.** Il faut faire la différence entre une aide à la création et une aide à l'édition. On ne peut pas dire « nous voulons faire des livres, nous voulons des livres au Cameroun alors on donne de l'argent aux auteurs », ça c'est une aide à la création : on veut des livres et on donne de l'argent aux auteurs, c'est tout à fait anormal. Il faut, à un moment donné, qu'il y ait plus de transparence, que l'éditeur puisse s'asseoir et être présent dans cette commission : l'éditeur est une personne visible, un individu qui vit au quartier et qui n'a pas de personnalité juridique, or, il n'est pas impliqué, il faut qu'il puisse au moins signer un contrat, que ce soit dans le cas de livres culturels ou de livres scientifiques. On a l'impression que le flou entretenu permet à certains de se remplir les poches. Après un contrat dûment rempli par l'éditeur, il est plus difficile de détourner de l'argent, alors que pour un auteur c'est plus facile. Cet argent donné ne produira pas de livres, et ils le savent, parce que ces livres on ne les voit généralement nulle part, ils ne sont pas présents dans les librairies. Et ils continuent d'injecter de l'argent.

**J.F.** Et j'ajoute – ce qui m'engage – que parmi ces commissions qui homologuent et sélectionnent les ouvrages à soutenir par le ministère, certaines personnes ont une expertise littéraire contestable. Je le dis, car non seulement certains d'entre eux sont contestables, mais le produit même de leur travail est lui-même contestable. Des livres que les Camerounais connaissent, aucun n'a jamais été publié grâce à ce compte-là. Ce compte d'affectation finance des publications depuis environ cinq ans, et ils ne peuvent pas lever le petit doigt pour signaler un seul livre qui fasse autorité, qui fasse l'objet d'une certaine crédibilité. Ce sont des livres publiés par des amis.

**F.N.** Il y a une certaine négligence des pouvoirs publics, lorsque l'on prend une mesure comme l'estampillage du livre sans prendre la peine d'entrer dans les structures, c'est totalement aberrant. Ils n'entrent pas dans les structures du livre pour voir comment celles-ci fonctionnent, avant de prendre des taxes, mais insistent en disant « on a besoin d'argent, il va falloir vous taxer », encore faut-il aller voir comment les éditeurs vivent, entrer dans leurs comptes, s'il n'y a pas de commission qui entre

dans les comptes pour voir la marge que réalise l'éditeur, ses ventes au Cameroun, et que l'on décide à un moment donné d'estampiller, mais c'est comme si tout était alors fait pour tuer le livre au Cameroun !

**J.F.** Ce qui est d'autant plus gênant à ce sujet c'est qu'à aucun moment les éditeurs n'ont été consultés, vous ne signalerez aucun éditeur camerounais qui puisse lever le doigt pour dire qu'il a même eu vent de l'idée de l'estampillage du livre. La décision est tombée du ministre, soudainement. Ce n'est qu'une décision unilatérale. Je ne suis pas là pour discuter, contester les lois de la république mais je pense que la loi est différente d'une décision du ministre. Si l'on me disait que la décision de l'estampillage provient de l'Assemblée Nationale, je serais moins à l'aise pour contester, je comprendrais que si des députés ont pu faire cela, ils ont peut être aussi prévu de compenser par une autre mesure. Mais ce n'est qu'une décision du ministre. L'erreur c'est que l'on veut nous faire croire que c'est « presque » comme une constitution. Donc pour résumer, l'enjeu principal, c'est la sécurisation du métier de l'éditeur, du livre et de ses métiers. D'autre part, les droits d'auteur interviennent pour aider le secteur à survivre et non pas pour aider le secteur à mourir. C'est pourtant ce qui se passe en ce moment.

**F.N.** Cela pose aussi le problème du statut même du livre : est-ce que l'édition a même un statut au Cameroun ? Je ne crois pas. Elle est tantôt assimilée à l'imprimeur, tantôt assimilée à l'auteur... même le cadre juridique dans lequel le livre évolue aujourd'hui ne définit pas bien le statut de l'éditeur qui est, rappelons-le, le responsable du projet que l'on appelle livre. Or, légalement il n'est pas considéré comme le responsable : tantôt on l'assimile à l'imprimeur, tantôt on le confond à l'auteur, on nous appelle même des « éditorialistes ». Cela signifie qu'il y a une méconnaissance totale de l'activité, c'est un métier neuf aujourd'hui, et les gens qui sont amenés à réfléchir dessus n'en maîtrisent ni les tenants ni les aboutissants.

**J.F.** Je voudrais d'ailleurs m'intéresser particulièrement à la question des organismes et institutions qui aident le gouvernement camerounais à se pourvoir en matière de livres. Nous avons souvent l'impression de ne pas être compris par ces derniers, l'impression, qu'ils ne connaissent pas la réalité du travail sur le terrain. Nous avons eu plusieurs fois des réunions avec les structures de la coopération des pays amis qui soutiennent le Cameroun au niveau culturel et précisément le livre. Nous avons pris conscience de ce net décalage, et c'est ça qui peut, peut-être, justifier que ces derniers évoluent souvent avec des poncifs qui ne fonctionnent pas. Il faut le signaler, les éditeurs camerounais, peinent beaucoup à s'adresser à la coopération étrangère. Quelqu'un pourrait contester ce que je suis en train de dire, mais quand j'observe l'intervention que les coopérations étrangères ont dans d'autres pays, comme le Burkina Faso, le Congo, le Gabon, le Tchad... et quand je regarde la faune des auteurs au Cameroun, je trouve que le rapport est quand même inversement proportionnel. Les coopérations étrangères quand elles reçoivent les auteurs ou les éditeurs camerounais devraient prendre ces démarches au sérieux, et en peser les raisons, au lieu de dire «Allez voir votre ministère de la culture». Compte tenu de ce que nous vous avons décrit plus haut au sujet du ministère, vous conviendrez qu'il

n'y a pas beaucoup d'espoirs de ce côté-là... Je préconise une vive collaboration entre les pays amis et les acteurs sur le terrain, et je leur conseillerais de plus se méfier des acteurs « sur le bureau » et, enfin, de croire à la jeunesse. Tout jeune Camerounais ne veut pas aller en Europe comme on peut le dire. A Ifrikiya, n'en sommes-nous pas la preuve ? Et nous sommes nombreux, je pourrais citer beaucoup d'autres personnes qui vont en Europe et qui rentrent ensuite. Tous les jeunes ne veulent pas aller en Europe, et il y a un certain nombre d'idées reçues à ce sujet. Je milite pour une meilleure collaboration, une meilleure compréhension de ce qui se passe sur le terrain, et la meilleure façon de le faire ce n'est pas d'aller lire les rapports, ce n'est pas d'aller rencontrer des gens qui sont dans des bureaux, c'est de descendre sur le terrain, de venir aux dédicaces des auteurs, au besoin, d'aller rencontrer les imprimeurs. Je me demande parfois si les gens qui aident l'édition au Cameroun ont même déjà mis les pieds dans une librairie camerounaise, pour voir dans quelles conditions nous travaillons, ont-ils déjà fréquenté des éditeurs ? Ont-ils vu dans quelles conditions nous travaillons pour pouvoir produire des livres, pour pouvoir organiser les sorties ?

**R.T.** Quelles sont les structures qui vous permettent, en tant qu'éditeur, de faire valoir vos droits au Cameroun ?

**F.N.** Il y a le Réseau des Éditeurs Camerounais qui a environ deux ans et dont nous sommes membres. Avant, il y avait l'Association des Éditeurs Camerounais qui a fonctionné pendant huit années, mais à la suite d'un problème à la présidence (un membre ne voulait pas céder sa place à la tête de la présidence), l'association a implosé, à cause d'intérêts personnels et égoïstes, au détriment de l'intérêt de la profession. L'association des Éditeurs du Cameroun avait pourtant permis à des professionnels de bénéficier de formations avec l'APNET (ndlr : l'*African Publisher Network*). J'ai par exemple été en Tunisie grâce à ce réseau. Il y a eu des séminaires internationaux sur le droit de l'édition, la diffusion du livre en Afrique centrale, qui ont été organisés ; j'ai pu me rendre à tous ces séminaires là. Aujourd'hui le Réseau des Éditeurs Camerounais est farouchement opposé à l'estampillage, mais il faut malheureusement dire, lorsqu'on parle de ce réseau, qu'il y a plus de gros éditeurs qui font dans le scolaire et qui basent leur chiffre d'affaire du livre scolaire. Or les livres scolaires ne sont plus prêts à s'investir dans la promotion de littérature. La conséquence directe est qu'à un moment donné, il y a une édition à deux volets : une première essentiellement économique, et la seconde, la petite édition, qui s'efforce de porter la culture, mais qui n'en a pas les moyens. Généralement, pendant la période de rentrée scolaire, les éditeurs qui n'ont pas de livres ne se sentent pas obligés de participer aux réunions, parce que l'on va parler pendant trois ou quatre mois essentiellement du livre scolaire.

**J.F.** Le problème est que lorsque le livre scolaire est concerné, les éditeurs en question sont là, mais quand il y a d'autres enjeux comme, par exemple, la promotion de la lecture, ils sont carrément absents. Au niveau de l'Association des Éditeurs, il faut comprendre une chose : l'État camerounais n'a pas suffisamment donné de place à l'association, les camerounais commencent tout juste à se l'approprier alors que la loi autorisant la liberté d'association existe depuis 1990 au Cameroun ; mais il a fallu attendre les années 2000 pour que les textes d'applications sortent enfin. De par la

nomenclature juridique même, on ne voit pas suffisamment de visibilité pour les associations. C'est très facile pour un préfet de signaler « il y a une association », mais en revanche, la part que le gouvernement devrait investir pour que ces associations existent et travaillent, est inexistante. Ce qui fait qu'au Cameroun, pour pouvoir assumer son rôle d'association, pour véritablement se constituer en association et en contre-pouvoir, il y a deux étapes : la création de l'association, puis être reconnu d'utilité publique, pour pouvoir même gagner une subvention, car en l'état actuel, si le Réseau des Éditeurs Camerounais arrivait à obtenir de l'appui, même d'une entreprise camerounaise, cette association ne recevrait pas de subvention, parce que, dès l'établissement du statut, c'est fermé, il ne devait pas avoir de soutien financier. Ce n'est qu'après avoir fonctionné pendant cinq ans, après être passé devant une commission qui agit de façon discrétionnaire, que vous devenez, soit une au ONG, soit une association reconnue d'utilité publique. Et je vous assure que je connais des associations qui, depuis 2000, sont actives sur le terrain, montent des dossiers, et tout ce que l'on peut imaginer, mais qui restent encore bloquées pour recevoir une subvention, quelle qu'elle soit. Il faut comprendre dans quel état financier une telle association peut agir, et vous imaginez quelle peut être la minceur de son impact en tant que contre-pouvoir.

**R.T. Vous avez parlé de la Tunisie et de l'APNET, pensez-vous que l'édition camerounaise doit aujourd'hui nécessairement passer par une dimension panafricaine pour exister ?**

**F.N.** Je crois que nous devons effectivement sortir du carcan camerounais, que nous devons nous ouvrir. D'abord, dans l'intérêt du Cameroun, une édition que veut se développer a besoin d'un large public, forcément et il y a un public francophone, qui est large, et qui pourrait nous permettre de publier de grosses quantités de livres, de nous projeter dans une édition à grande échelle qui nous permette un développement. Or, notre société ne lit pas encore, le travail que nous faisons de promotion de la lecture portera ses fruits dans peut-être dix ou quinze ans, et je pense qu'il faut absolument viser panafricain pour s'en sortir.

**J.F.** Systématiquement parlant, je crois que le cloisonnement que l'on faisait avant entre édition camerounaise et littérature camerounaise n'a plus de sens. Les enjeux commencent à être globaux. Bon gré mal gré. Je pense qu'il faut regarder les choses avec plus de hauteur pour pouvoir saisir les véritables problématiques, pour saisir d'autres opportunités. Un de nos best-sellers en ce moment est un livre sur le Darfour, ça aurait étonné quelqu'un de voir un éditeur camerounais publier un ouvrage sur la question et c'est en ce moment un des livres qui passent le mieux sur le marché camerounais. Comme vous le savez, la guerre du Darfour a provoqué ce que l'on voit en ce moment au Tchad, c'est plutôt le Cameroun qui gère les réfugiés Tchadiens, il y a certaines organisations internationales qui intervenaient au Darfour qui en ont été chassé par les hostilités et qui vivent à Koussery, en terre camerounaise. Ne serait-ce que sur ce plan-là, nous ne pouvons plus regarder le Darfour comme étant quelque chose qui ne vous concerne pas.

**R.T. Parvenez-vous à vivre de votre métier ?**

**J.F.** La question est difficile. Cette question, nous l'avons beaucoup plus prise comme un impératif, que comme une question, à savoir que nous devons vivre de notre métier d'éditeurs. Nous ne saurions plus dire précisément comment nous sommes arrivés là-dedans, nous nous sommes simplement retrouvés dans ce métier, en nous demandant parfois si nous devions en sortir ou continuer. Nous sommes restés. Et nous ne nous posons plus tellement la question de savoir si nous vivons de cela. Nous nous obligeons à trouver tous les jours des voies et moyens, et toutes les opportunités possibles. Vous le savez, et j'abordais déjà ce problème quand nous nous sommes rencontrés en France (ndlr : à Marseille en 2006, lors d'une conférence organisée par l'association Africum Vitae) : quel est le rêve d'un jeune Camerounais qui arriverait en France aujourd'hui ? Pour notre part, nous sommes allés en France, François est allé à Genève, en Suisse, au pays des richesses financières, Jean-Claude (ndlr : Jean Claude Awono, directeur de la collection Ronde) est également allé dans tous ces pays. Et nous sommes rentrés. Finalement je ne me pose jamais la question de savoir si je vis de l'édition, je travaille, je suis voué à faire de l'édition.

**F.N.** C'est-à-dire que c'est une passion, nous nous efforçons chaque jour de pourvoir en livres, même si nous n'en vivons pas totalement aujourd'hui. Mais nous croyons que d'un certain point de vue, nous sommes utiles et que, logiquement, les choses vont changer, cela va prendre du temps pour que les gens aient une autre perception du livre, mais nous pensons que nous serons dans les premiers à profiter de cette nouvelle orientation du livre. C'est pour ça que nous sommes là, les beaux jours sont demain, nous y croyons.

## **Annexe 20 - Entretien avec Isabelle Gremillet (L'Oiseau Indigo Diffusion), Paris : 2 avril 2013**

*Avant d'évoquer vos futurs projets, j'aimerais revenir sur l'année qui vient de passer. J'ai le sentiment qu'elle a représenté une étape pour L'Oiseau Indigo. Je me souviens par exemple que, lors du dernier Salon du livre de Paris, des ouvrages diffusés par votre association étaient disponibles sur de nombreux stands...*

C'était notre quatrième présence au Salon du livre, mais la deuxième année où nous avons un stand avec les livres que nous représentons. Nous commençons effectivement à avoir un nombre plus important d'éditeurs en diffusion (vingt huit maisons d'édition). Beaucoup d'éditeurs et auteurs ont donc été présents à cette occasion. Concernant le fait que des ouvrages ont été visibles sur de nombreux stands (sur le stand Côte d'Ivoire, sur le stand Maroc, sur le stand Tunisie, sur le stand du Liban, sur le stand Congo et enfin le stand de Guinée), je pense que c'est une première manière d'approcher le réseau qui est en train de se créer autour de L'Oiseau Indigo.

C'est quelque chose que nous pressentions dès le départ et qui est aujourd'hui en train de prendre forme. Cette concrétisation se fait à travers des relations renforcées avec un certain nombre d'éditeurs ou de partenaires rassemblés par le projet de l'Oiseau Indigo, et en particulier le projet Bookwitty développé par une partie de l'équipe des éditions Tamyras qui, à mon avis, constituera un maillon très important à l'avenir. Il y a aussi les très bonnes relations que nous entretenons avec Dramane Boaré des Classiques Ivoiriens. Ce partenariat nous permet de faire une offre commune de diffusion nord-sud aux éditeurs africains. Pour ma part, je m'efforce de faciliter les rencontres pour que, tous ensemble, nous arrivions à constituer ce réseau de relations.

*Donc, si je comprends bien, cela discute mieux que les années précédentes, entre ces différents opérateurs ?*

Ce n'est pas exactement « mieux »... Je veux dire que cela s'étoffe sérieusement. Le champ s'élargit, et le nombre de personnes concernées étant plus important, le projet s'enrichit. Durant le salon du livre, chaque auteur arrive avec son propre réseau, comme on a pu le voir au moment des signatures : c'était fou ! On a réussi à créer l'embouteillage dans l'allée ! Nous n'aurions pas imaginé cela les années précédentes ! L'addition de tous ces réseaux, de tous ces auteurs, et de tous ces éditeurs commence à rassembler beaucoup de monde. Et c'est cela qui est vraiment enthousiasmant.

*2013 semble être aussi une année particulière pour l'édition africaine au Salon du livre : il y avait beaucoup plus de représentants que les années précédentes...*

Dans les toutes premières années où j'étais libraire, en 1985- 1986– le Salon du livre se tenait encore au Grand Palais – il avait été demandé à L'Harmattan de créer une librairie africaine. Et nous avons alors amené au salon une grande partie du rayon littérature de L'Harmattan. C'était énorme ! Il avait alors eu beaucoup d'auteurs présents, des gens comme Jean-Marie Adiaffi, Pius Ngandu Nkashama, Sony Labou Tansi, Massa Makan Diabaté... Tous ces grands Messieurs de la littérature africaine étaient là ! Il y avait peu de femmes à l'époque... Nous avons alors organisé des rencontres et des signatures. Il y a donc eu des précédents. Mais la grande différence avec 2013, c'est que les livres africains ne sont désormais plus représentés par un libraire français ou par le Ministère des Affaires Étrangères : ce sont les pays eux-mêmes qui s'organisent. Et cela change tout.

***L'Oiseau Indigo a probablement aussi joué un rôle vis-à-vis des éditeurs tunisiens, qui n'étaient pas représentés sur un stand national cette année mais sur l'espace des éditions Averroès.***

Il y a manifestement eu des difficultés de relations entre le Ministère de la Culture tunisien et les services culturels français. C'est dommage. Il aurait été extrêmement important de faire la fête aux éditeurs tunisiens, qui publient énormément d'ouvrages importants, qui proposent des ouvertures, des points de réflexion autour de la situation contemporaine de la Tunisie.

***Durant le salon, une représentante de l'Institut Français a évoqué le retrait de cette institution, en raison de la réduction des moyens, mais aussi dans une volonté de s'inscrire dans une logique de partenariat et d'accompagnement des projets. Quelles relations entretenez-vous avec l'Institut ?***

Nous en avons entretenu dans les années passées. Moins depuis les deux dernières années. Je pense qu'il y a actuellement une véritable réflexion d'ensemble à mener, parce que nous avons un projet cohérent. Il y a aujourd'hui des structures comme Bibliothèque Sans Frontières qui s'occupe de la documentation, l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants qui s'occupe de la coédition et des cessions de droits, l'Association Internationale des Libraires Francophones qui s'occupe du versant « librairie » et, au milieu, il y a nous ! Le chaînon de la diffusion doit absolument trouver sa place dans cette dynamique collective.

***Ressentez-vous une évolution des publics d'année en année ?***

Il s'est passé quelque chose très intéressant cette année, quelque chose qui nous a fait très plaisir : via les « chèques livre », distribués par la Région Île-de-France, nous avons vu arriver des adolescents sur notre stand, qui n'est pourtant pas particulièrement visible et qui ne fait, a priori, pas partie des cibles de cette tranche d'âge. Ce sont des jeunes qui ont pris le temps de s'arrêter sur le stand et qui sont venus nous poser des questions. Ils sont venus une fois, deux fois, trois fois et ils ont finalement acheté nos livres, alors qu'ils n'avaient que 12 € à dépenser. Ils se sont faits conseiller parce qu'ils ne savaient pas forcément quoi choisir, mais ils sentaient qu'ils avaient quelque chose à découvrir. Ce qu'il faut aussi dire, c'est que c'étaient tous des jeunes de parents issus du Monde Arabe, du Monde Africain. Nous avons eu une dizaine d'achats de la part de ses jeunes, ce qui est très significatif.

*Cela veut dire qu'il y a un intérêt qui se développe petit à petit auprès des populations originaires des pays représentés par vos éditeurs ?*

Oui, et plus largement aussi, puisqu'eux-mêmes étaient accompagnés d'amis qui n'étaient pas du tout originaire de ces régions-là, mais qui posaient aussi des questions. Nous sommes ici tout à fait dans l'axe du festival « Paroles Indigo » que nous organisons en novembre 2013 : faire entendre et rendre visible les créations issues de ces pays, afin que nous ne soyons pas uniquement otages de ce que les médias nous envoient : une crainte de l'Afrique, du Monde Arabe, qui seraient uniquement sources d'invasions d'immigrants, d'invasions islamistes, de circuits de la drogue, etc. ! Il est important de rappeler que ce sont aussi des pays de création, des pays de grande culture, et que c'est par ce biais-là, nécessairement, que le partage doit passer.

*Cette année la bande dessinée a fait son apparition dans votre catalogue. Pourquoi une telle ouverture du catalogue de L'Oiseau Indigo, qui était jusqu'alors poétique, littéraire, artistique, politique ?*

Nous diffusons effectivement depuis cette année des bandes dessinées ivoiriennes, marocaines et libanaises. Le premier album de BD que nous avons eu est Cette histoire se passe de Mazen Kerbaj, publié par les éditions Tamyras. C'est un auteur extrêmement engagé qui porte un regard sur la société libanaise. Cet ouvrage est loin d'être consensuel. C'est un auteur avec lequel nous travaillons depuis un an et demi et nous avons réussi à le faire inviter au festival d'Angoulême cette année. Il y eu une exposition, une séance de dédicaces, des interviews... Cela a été l'occasion pour nous de passer du temps avec lui, de discuter de ses futurs projets, c'est un futur grand ! Un magnifique auteur. La deuxième BD, ce sont les deux albums publiés par Olvis Dabley On va où là ? (tome 1 et tome 2), qui sont un résumé de l'histoire contemporaine ivoirienne à travers le dessin de presse. Deux albums très engagés et très lucides. Et puis, un troisième intervenant dans le domaine, les éditions Alberti de Casablanca avec Saïd Bouftass (créateur du Dessin d'observation). Il a créé mai dernier le Salon de la BD de Casablanca. La deuxième édition aura lieu en avril 2013 à Rabat dans le cadre de l'école nationale d'architecture. C'est d'ailleurs à l'occasion du festival de Casablanca que j'ai rencontré Francis Groux (un des fondateurs du festival d'Angoulême). C'est à travers la constitution de ce réseau BD que nous avons pu avoir accès à Angoulême.

*Actuellement, n'y aurait-il pas l'émergence d'un marché de la BD, autour de la Méditerranée et du Monde Africain ?*

Ce qui est certain, c'est qu'au Maroc, au niveau de la création, la bande dessinée est encore la grande absente. Et le festival a toute son importance dans cette perspective. La lecture de la BD existe fortement, aussi bien en Afrique que dans le Monde Arabe. Cela se passe à travers tous ces petits fanzines et puis, de plus en plus, les mangas. Mais, maintenant, les questions sont : « quelles créations issues des monde arabe et africain ? », « Comment est-ce qu'on se réapproprie la BD ? », « Quelles sont les créations qui vont émerger ? » Mais sinon, le lectorat est là, bien sûr.



***Vous évoquez les éditions du Sirocco, nous parlions tout à l'heure de Tamyras, mais il y a aussi Les Classiques Ivoiriens et les éditions cartaginoises : ces éditeurs que vous diffusez ont participé à des prix littéraires en 2013. Les éditeurs promus par votre association semblent accéder, peut-être, à un cran supérieur, auquel ils n'avaient pas accès jusqu'il y a peu...***

C'est en tout cas ce vers quoi nous nous efforçons d'avancer. C'est notre travail mais il se fait en collaboration avec les éditeurs ! Nous ne sommes pas attachés de presse mais bien diffuseurs et les prix ont souvent été identifiés par les éditeurs eux-mêmes. En revanche notre rôle est plus visible auprès des organisateurs de salons et festivals. Il serait d'ailleurs intéressant de poser directement la question aux éditeurs... Concernant le Salon du livre de Paris, un éditeur marocain nous a dit « quel plaisir d'être présents sur votre stand, car c'est autrement plus vivant que sur le stand du Maroc. Ici, on sent que les livres sont à leur place ! » C'est un peu aussi ce que les éditeurs ivoiriens nous avaient dit l'année dernière : le fait de rassembler tous ces éditeurs donne un sens supplémentaire à notre travail. Proposer un stand c'est une chose, mais un espace qui rassemble de nombreux pays, c'est autre chose ! Notre stand est petit, nous sommes dans l'obligation de faire une présentation serrée, et cela donne alors une bonne idée de la richesse des livres à découvrir, sur un tout petit périmètre.

***Quelles est le prochain voyage de l'Oiseau Indigo ?***

Le prochain voyage ! Au mois de mai nous serons à El Jadida au Maroc, pour la première édition de la déclinaison du festival « Voix Vives de Méditerranée », qui est organisé à Sète chaque année. On nous a demandé d'intervenir pour faciliter les relations et fédérer les éditeurs marocains autour de l'événement. Nous sommes de plus en plus souvent sollicités pour faciliter les relations interprofessionnelles. Nous allons donc relayer le message en direction de nos éditeurs, et certains d'entre eux vont être présents à El Jadida. Et puis, il nous a également été demandé dans le cadre de ce salon de trouver un éditeur qui accepterait de publier le recueil de poèmes réalisé à cette occasion. Et ce sont les éditions du Sirocco qui ont remporté le marché ! Ils vont donc publier le recueil de tous les poètes invités dans un ouvrage bilingue français/arabe. Nous serons responsables de la diffusion de l'ouvrage. Tout cela se « tricote » !

***Avec L'Oiseau Indigo, vous diffusez des livres édités dans plusieurs langues...***

Dans les langues africaines également, puisque nous avons désormais des livres en peul et en wolof au catalogue.

***En novembre 2013, vous allez réunir à Arles des auteurs, des éditeurs, des musiciens et des artistes autour du festival « Paroles Indigo ». Ces « Paroles » au pluriel, ce sont les différentes langues représentées ?***

Occitan, wolof, arabe, bambara, peul... toutes ces langues sont invitées et nous souhaitons les faire entendre à travers leur dimension créative.

***Quel sens donnez-vous à cette rencontre ?***

Au départ du projet de festival « Paroles Indigo », il y a l'idée de donner une occasion de rendez-vous à tous ces auteurs et à tous ces éditeurs. C'était déjà le cas du déjeuner du dimanche nous organisons chaque année en marge du Salon du livre de Paris ! Il s'agit surtout d'un lieu de rencontre et de discussions entre professionnels... mais pas avec le public. L'idée du festival, c'est qu'Arles devienne un lieu de rencontre du public avec les éditeurs et les auteurs présents. L'idée est de proposer le vendredi une première journée professionnelle qui fournira un point de rendez-vous aux auteurs, aux éditeurs, aux bibliothécaires et aux libraires. Tout ce monde pourra alors échanger des informations, faire connaissance, réfléchir ensemble à leurs pratiques professionnelles et nous aider à réfléchir à notre pratique de la diffusion, afin d'enrichir notre proposition. Le samedi et le dimanche, tout un programme sera construit afin que le grand public rencontre les auteurs et les éditeurs. Nous proposerons des lieux de lecture en français, en bilingue, des tables rondes auteurs-éditeurs et puis une programmation de contes, de films, d'expositions, de musiques et d'ateliers.

***Il y a un public particulier à Arles ?***

Je dirais Arles et la grande région, voire les deux grandes régions, puisque nous avons la chance d'être à la frontière des régions Provence Alpes Côte d'Azur et Languedoc Roussillon. Nous avons d'un côté Marseille et de l'autre Montpellier. Nous sommes dans une région qui, historiquement, est une région d'arrivée de tous les migrants. En particulier Marseille. On sait que Sembène Ousmane est arrivé par Marseille, on sait qu'Ousmane Sow est arrivé par Marseille, on sait que Libar Fofana est arrivé par Marseille... Et ils ne sont pas les seuls ! Cela à tout son sens de se situer dans une région qui représente un lieu d'arrivée et de séjour.

***Et puis, nous sommes aussi dans le contexte de Marseille 2013. Le festival aura son ouverture vers la Méditerranée, j'imagine ?***

Tout à fait. Je pense que c'est pour cela que le projet a été labellisé « Marseille 2013 » : parce qu'il entre tout à fait dans cette dynamique. Nous le découvrons depuis le départ, et l'avons mesuré lors de la conférence de presse initiale qui a eu lieu en novembre 2012. Manifestement, la mairie d'Arles est extrêmement sensible au message que nous véhiculons, et il a fait un discours qui n'était pas un discours politique, mais qui portait vraiment sur le fond de l'action de L'Oiseau Indigo. Il semble très heureux que ce projet-là se développe et il nous aide autant qu'il le peut.

***Y-a-t-il une relation, une inspiration avec le festival « Étonnant Voyageurs » ?***

Une inspiration, il m'est difficile de vous répondre « oui » ou « non ». Une chose est sûre, nous n'y avons pas du tout pensé durant la mise en place de notre projet. « Étonnants Voyageurs », c'est un salon dans lequel je suis allée deux fois, une fois pour Actes Sud et une fois pour L'Oiseau Indigo. Je pense que c'est un salon formidable, et qui a eu l'essor que l'on connaît. Mais peut-être que le moteur des deux événements est un petit peu différent : nous, nous sommes des gens de métier. Il est donc vrai que nous avons un côté « terre à terre » ! (rires). C'est pour cela que nous avons choisi des marraines et deux directeurs littéraires qui sont des personnes ressources, en qui nous avons toute

confiance. Nous avons bien sûr des avis et des idées sur le fil conducteur du festival, mais notre souhait est plutôt de créer un lieu, de donner les moyens et de faire confiance à toutes les personnes que nous allons inviter pour créer la conversation, et le débat.

***Il y a le visuel du festival : il est un peu intrigant ce visuel !***

Il s'agit d'une toile d'Olga Yameogo, peintre d'origine burkinabè qui vit dans la région de Toulouse. C'est au cours d'une exposition au festival « Africajarc » il y a trois ans, que j'ai découvert son travail. Ses toiles m'avaient alors beaucoup marquée. Le tableau en question est tiré d'une série intitulée « Une autre France ». Concernant mon coup de cœur pour ce portrait-là, toute l'équipe m'a dit « ce n'est pas étonnant, c'est un jeune homme qui ressemble beaucoup à ton fils ! » Et donc, peut-être que c'est aussi pour cela que j'aime tant ce tableau... Comme vous le voyez, il y a aussi une petite ombre au niveau de la bouche il est donc en train de nous dire quelque chose ! Ce que j'aime beaucoup dans ce personnage, c'est qu'il peut aussi bien venir du Monde Arabe que d'Afrique : les couleurs sont chaudes et, en même temps, il y a ce côté énigmatique... On peut le situer, mais il pourrait être de partout en même temps ! C'est pour toutes ces raisons que nous l'aimons beaucoup. Et puis, comme vous l'avez vu, nous lui avons placé un compagnon sur l'épaule !

***Un certain oiseau...***

Tout à fait ! Nous avons demandé l'autorisation aux artistes, Rachid Koraïchi (qui a dessiné notre logo) et Olga, et ils ont tous les deux donné leur accord. Nous avons donc fait comme un principe de collage, et l'oiseau accompagne désormais ce personnage.

***Peut-être quelques précisions au sujet du rendez-vous...***

Le festival se déroule du 1<sup>er</sup> au 3 novembre à Arles à l'Espace Van Gogh. C'est un lieu dans lequel se trouvent la médiathèque et le collège des traducteurs, qui font partie de nos partenaires. Les rencontres se dérouleront également dans toute une série d'espaces libres, à l'intérieur et à l'extérieur. Nous allons ainsi proposer une soirée au Théâtre Municipal d'Arles et un concert qui devrait avoir lieu à la Chapelle du Méjan, que les éditions Actes sud nous ont aimablement mis à disposition. Enfin, nous avons prévu une présence sur le marché du samedi matin, qui est l'institution arlésienne par excellence. Nous y aurons un espace tout au centre.

***L'occasion de trouver au milieu des produits locaux des ouvrages de la Méditerranée et d'Afrique...***

Tout à fait !

## **Annexe 21 - Entretien avec Roger Kaffo et Hilaire de Prince Pokam (enseignants, écrivains), Dschang : 24 avril 2008**

**Raphaël Thierry : Monsieur de Prince Pokam, Monsieur Kaffo, pour commencer, assez librement pourriez-vous me présenter vos expériences dans le milieu du livre ?**

**Roger Kaffo :** Déjà merci de l'opportunité que vous nous donnez de parler du livre. Je dois dire que mon expérience personnelle du livre est déjà celle d'un lecteur. Je lis beaucoup et il faut souligner que l'accès au livre est un problème ici, à Dschang. On peut assez facilement trouver des livres scolaires ; c'est d'ailleurs la principale activité des librairies du centre ville. Par contre c'est bien moins évident de mettre la main sur des livres de culture générale. L'alliance franco-camerounaise permet une amélioration de l'accès au livre, bien que, pour dire la vérité, même à l'alliance, le choix n'est pas particulièrement étendu. Quand on s'intéresse aux rubriques des livres qui viennent de paraître ici et dans le monde, on reste sur sa faim au niveau de l'alliance. De plus le livre coûte cher et c'est un des autres problèmes qui concernent l'accès au livre. Compte tenu du niveau d'appauvrissement général du pays, accéder au livre est un privilège que tout le monde ne peut se permettre. Donc, on est souvent réduit à lire des extraits qu'on peut trouver sur Internet ou les résumés qu'on trouve dans les revues. Voilà donc une de mes expériences du livre, en l'occurrence l'expérience d'un lecteur qui reste souvent sur sa faim. Le second aspect de mon expérience du livre est l'aspect de l'écriture. J'écris depuis pas mal de temps, et j'ai fait imprimer- je ne dis pas éditer -un certain nombre de mes travaux, comme par exemple *Les Générations sacrifiées* ou encore un recueil de poèmes *Accents aigus*, il y a quelques années. Dans un autre genre, j'ai travaillé sur une collection de portraits d'hommes politiques camerounais intitulée *La Ronde des gladiateurs*. J'ai aussi à mon actif des livres collectifs sur la tradition : *Voyage au cœur des traditions ancestrales* et, dans le cadre de mon activité syndicale, j'ai également fait imprimer un livre, *État de l'éducation au Cameroun aujourd'hui*. En ce moment, je suis en train de boucler quatre projets de livres : un projet individuel qui porte sur l'Afrique : *Demain sera l'Afrique* ; un livre scolaire collectif avec douze collègues est en instance d'édition : *La Littérature au lycée* ; le tome 2 du livre sur les traditions ancestrales ; ainsi que le tome 2 sur l'état de l'éducation au Cameroun. J'espère voir s'achever ces quatre projets d'ici décembre. Ainsi comme auteur, le problème rencontré jusqu'ici est celui de l'édition. Arriver à obtenir un contrat d'édition est très difficile. Les éditeurs ne prennent, généralement, pas beaucoup de risques et on les comprend. Le livre, comme objet, n'est pas très recherché et cela d'autant plus en tant qu'objet de culture. Il peut être un instrument pour travailler à la promotion sociale (c'est à ce titre que le livre fonctionne à l'école). Pourtant même à l'école aujourd'hui, en tant qu'enseignant, je ne trouve pas beaucoup de livres dans les salles de classe. Qui plus est, les parents n'achètent pas beaucoup de livres à leurs enfants. Ici à Dschang, je ne dirais pas que nous avons un déclin, mais disons que le livre ne décolle pas beaucoup et ce n'est pas une

situation spécifique à cette ville. Il y a quelques années la population était un peu moins pauvre et les livres scolaires se vendaient plutôt bien, aujourd'hui, même le livre scolaire ne se vend presque plus. Concernant le livre de culture générale, je sais qu'il y a beaucoup de gens qui écrivent. Si on fait un petit examen de ceux qui arrivent à imprimer ou à éditer, on se rend compte que c'est surtout dans le milieu universitaire que les gens prennent encore le risque d'imprimer et de mettre un livre sur le marché. Pour dire la vérité, je ne crois pas qu'ils vendent beaucoup. La plupart du temps, en dehors des séances de dédicaces, il y a très peu d'exemplaires qui se vendent, sauf quand les collègues à l'université en imposent plus ou moins l'achat à leurs étudiants. Tout ça pour dire que le statut d'écrivain est un statut difficile. On ne peut pas en vivre, on est obligé de vivre d'autres choses et de se battre le reste du temps pour ne pas oublier simplement qu'on a envie d'écrire. Le statut d'écrivain est un statut difficile à assumer et je pense qu'il y aurait beaucoup de choses à faire au niveau de la ville de Dschang et – probablement - du reste du Cameroun pour améliorer et encourager cela.

**Hilaire de Prince Pokam :** Je vais procéder un peu de la même manière que M. Kaffo, en portant un jugement en tant que lecteur et ensuite en tant qu'écrivain. En tant que lecteur, il est tout à fait juste qu'il n'y a pas assez de documentation, même au niveau de cette alliance [ndlr : l'alliance franco-camerounaise]. Quand je suis arrivé à Dschang en 2000, j'ai eu l'occasion de rencontrer le directeur de l'alliance de l'époque. Il avait constaté la pauvreté de la bibliothèque, et je lui avais donné conseil en lui indiquant un certain nombre de revues du domaine des sciences politiques dans lequel je travaille constamment. Jusqu'à présent, rien n'a été pris en compte. Par ailleurs au niveau de la bibliothèque de l'université où je suis enseignant, il n'y a presque rien. Pour faire des recherches, il faut se déplacer et aller le plus souvent à Yaoundé. Dschang n'est vraiment pas propice à la production autonome de la pensée. Heureusement qu'il y a Internet pour faciliter l'accès à l'information... Donc du point de vue du lecteur que je suis, je pense qu'il faut faire beaucoup de choses dans cette ville. Dschang est une ville universitaire, mais elle n'est universitaire que de nom en ce qui concerne la documentation. Maintenant, du point de vue de l'écrivain, je dirais que ce n'est pas évident. La production c'est plus un défi pour soi et par soi. Quand on regarde bien la ville de Dschang, rares sont ceux qui s'intéressent à ce qui est produit, rares sont ceux qui sont friands de la production et des ouvrages, que ce soit dans le champ littéraire, universitaire ou bien même académique. J'arrive à produire parce que l'ouvrage que j'ai écrit intéresse les étudiants, et ce n'est pas si évident dans le contexte de pauvreté actuel. Certains collègues ont donné le sentiment aux étudiants que leurs cours étaient largement suffisants. Moi je leur dis « nous sommes à l'université, un cours n'est jamais suffisant, une discipline évolue, la société évolue et l'on ne peut pas se contenter du cours ! » Le cours est d'ailleurs souvent même « périmé » avant la période des examens. Donc il faut lire en plus du cours. Mais que lire et où lire ? Il n'y a presque rien en bibliothèque. La crise économique aidant, les étudiants n'ont pas les moyens d'acheter des documents nécessaires. De plus, les parents ne peuvent pas tout financer, sachant que chaque mois, un étudiant a environ 600 000 Francs CFA de frais. Or, la plupart du temps, les parents sont agriculteurs, et tout l'argent gagné passe dans le financement des études supérieures, ce qui pose de sérieux problèmes. Donc, au niveau universitaire, éditer un ouvrage c'est un défi qu'on se lance à soi-

même. Je suis en train de faire paraître mon deuxième ouvrage. Le premier a été publié en 2002 et est intitulé *Concepts Fondamentaux sciences politiques*. Je l'ai fait parce que je sais que faire venir un dictionnaire de sciences politiques de Paris coûterait très cher pour les étudiants. Cela coûterait entre 7000 et 10 000 Francs CFA [ndlr : de 11 à 16 €]. J'ai donc préféré faire la synthèse de cinq dictionnaires de sciences politiques qui est à la disposition des étudiants pour 3000 FCFA [5 €]. L'ouvrage contient 400 concepts de sciences politiques. Mais je peux vous le dire, la parution date de 2002, nous sommes en 2008 et je ne suis pas encore entré dans les frais d'impression. J'ai fait un travail de synthèse d'une trentaine d'ouvrages environ sur les relations internationales et ceci parce que j'ai eu la chance de faire un voyage en Suisse il y a peu et d'avoir des amis à Paris qui me ravitaillent en documentation. J'ai préféré transformer en ouvrage les cours que je dispensais pour les mettre au service des étudiants qui suivent ce cours ou bien de ceux qui préparent des concours. C'est un cours qui existe depuis cinq ans et, la plupart du temps, les questions du concours d'entrée à l'IRIC - l'école de diplomatie au Cameroun - sont tirées de ce cours. J'ai donc voulu que tous les étudiants camerounais puissent avoir accès à cela, les étudiants apprécient cet apport mais ils disent toujours que c'est cher. Pour ma part je leur réponds : « le gros problème c'est le problème de l'impression, ce n'est pas l'édition parce qu'édité c'est encore plus cher ». Ce n'est pas évident, donc le défi que l'on se pose ce n'est pas de récupérer les fonds d'impression, c'est de permettre aux étudiants de réussir avec ce que l'on fait. Ce qui me comble avec les deux ouvrages que j'ai produit c'est quand les étudiants me disent : « Monsieur, j'ai eu tel concours grâce à votre ouvrage ». C'est cela qui m'anime. Par contre, dire que l'on fait ça pour récupérer les fonds n'est pas cohérent : c'est de l'argent déjà perdu au départ. Je le récupérerai peut-être dans 10 ans. En plaisantant je dis aux étudiants qu'avec tout l'argent que j'ai sorti pour ces ouvrages j'aurais pu acheter trois kinkos et qu'en trois mois je serais devenu patron. Mais je préfère faire ce que j'ai fait avec mon argent. Je dis souvent aux étudiants qui récupèrent mes ouvrages que, s'ils le maîtrisent bien, ça sera utile pour le Cameroun, pour l'Afrique, et pour le monde. C'est donc cela qui nous pousse à nous investir dans ce travail, et pas (ou peu) l'aspect financier. Dans la ville de Dschang, très peu de personnes savent lire ; de plus, il n'y a pas d'accès au livre et donc aucun moyen de se documenter. Quand vous avez un article, et que vous dites à votre étudiant d'en faire une photocopie il vous répond souvent : « Monsieur c'est 25 FCFA, je n'ai pas l'argent » et ce n'est que pour un article, imaginez pour toute une bibliographie ! Normalement, un universitaire doit aller au-delà du cours, puisque l'enseignant vient seulement provoquer le débat, malheureusement, avec ce contexte économique, on a converti les enseignants d'université en instituteurs. L'enseignant doit tout dire, à tel point que c'est seulement quand il dicte que les étudiants prennent leurs stylos, un peu comme au secondaire ou bien au primaire ! À cause de cela, les étudiants sont incapables de résumer un cours et de faire une synthèse. Malgré tout, il y a des gens qui aiment la science, il y a des gens qui aiment la littérature, il y a des gens qui aiment la culture et qui, malgré les obstacles, se mettent sérieusement au travail.

## **R. T. : Quelles sont les pôles du livre à Dschang ?**

**H. P. P. :** Au niveau des pôles je ne vois que l'alliance et la bibliothèque universitaire. Les librairies sont des librairies très secondaires, donc on n'y trouve que très peu de livres universitaires et il n'y a pas de librairies universitaires à Dschang. La seule librairie universitaire est une librairie incorporée à l'université et, même là-bas, il n'y a pas assez d'ouvrages. Je leur ai demandé dernièrement de commander un ouvrage publié chez L'Harmattan, cela fait maintenant un mois et demi et j'attends toujours. Donc même la librairie universitaire n'est pas bien achalandée, alors que quand j'étais étudiant à Yaoundé, la librairie universitaire était très documentée, j'ai encore de documents utiles pour faire mes cours, alors qu'à la librairie universitaire ici, aujourd'hui, il n'y a presque rien. Donc le problème c'est déjà au niveau de l'accessibilité de la documentation.

**R. K. :** Comme mon collègue l'a dit, les pôles de livres sont assez réduits à Dschang. De plus, vue la conjoncture, il ne peut pas en être autrement. Comme on l'a fait remarquer, le livre à l'état neuf coûte cher. Le libraire est un homme d'affaires qui a besoin de faire tourner son commerce, il ne peut pas acheter des livres qui ne se vendent pas. Il y a quelques années de cela, il y avait une librairie universitaire à Dschang où l'on pouvait commander les livres du programme de même que d'autres ouvrages ; cela m'a beaucoup aidé, parce que je faisais le « sacrifice » d'acheter mes livres chez ce libraire. Malheureusement, comme nous n'étions pas très nombreux à le faire, il a dû fermer. Voilà donc des problèmes qu'il faut résoudre : le pouvoir d'achat et puis l'intérêt par rapport au livre. Il est important de comprendre que le livre comme objet culturel n'intéresse pas encore suffisamment le public de Dschang. Je peux même extrapoler et aller plus loin en disant que l'objet culturel n'est pas encore recherché parce que les gens sont rivés sur les problèmes matériels : manger, boire, s'abriter : les besoins élémentaires en somme. Ce n'est pas tout, d'autres problèmes existent et faire le « saut » vers le livre et les idées n'est pas aisé. De plus, les structures qui devraient aider les jeunes à s'intéresser aux livres sont des structures également indigentes. Par exemple, pour le livre, chaque établissement scolaire est supposé avoir une bibliothèque scolaire et, dans le budget de chaque établissement, il y a une fraction qui devrait servir à équiper la bibliothèque. Mais cette fraction est tellement minable, elle ne peut même pas permettre à un établissement de s'abonner aux journaux du coin. Ce qui fait que ces bibliothèques ne sont jamais approvisionnées, les élèves n'y vont pas parce que, de toute façon, elles ne sont pas le point attractif de l'établissement scolaire. Voilà un problème sérieux de la politique du livre : il n'y a pas une politique du livre au Cameroun. Quand vous devrez faire le tour du Cameroun, tous les problèmes que vous rencontrerez au niveau de la réception du livre comme au niveau de la production du livre, ce sont des problèmes liés à une absence de politique du livre. Ce qui fait que l'auteur camerounais tout comme les lecteurs sont livrés à eux-mêmes et à cette pauvreté. Par contre, vous trouverez sûrement à chaque kilomètre des bars, ce qui veut dire que si la pauvreté est une des raisons pour lesquelles on ne lit pas assez, c'est encore la mentalité, le degré de culture qui fait que le livre n'est pas considéré comme intéressant. La bière est devenue très chère depuis un certain temps, mais les gens continuent à boire... Donc si on avait cultivé chez les gens le

goût de la lecture, de la culture tout simplement, on aurait pu également noter une belle proportion de gens qui s'intéressent aux livres, malgré leur prix. Les pôles comme l'alliance sont vraiment intéressants de ce point de vue mais restent malheureusement insuffisants.

**R. T. : En dehors des livres prescrits aux universitaires, est-ce que les étudiants lisent ? Y a-t-il une culture du livre chez l'étudiant, à défaut d'une culture du livre chez les camerounais ?**

**H. P. P. :** Je pense que nos étudiants ne sont étudiants que lorsqu'ils arrivent au campus : ils viennent d'un champ social à un autre. Nous parlions de bars, nous avons des étudiants qui boivent, de nombreux jeunes prennent de la bière. De plus chacun a son téléphone portable, je leur dit : « un téléphone s'est environ 50 000 FCFA, si, par ans, vous « sacrifiez » 50 000 FCFA pour vous documenter, vous auriez au moins un livre par matière et ça, c'est facile de le faire, il suffit d'aller au poteau à Yaoundé ». À ces endroits, il y a des vendeurs qui vendent des livres dont ils ignorent le prix. Mais les étudiants préfèrent avoir un téléphone portable et ne pas avoir de livres et ne pas pouvoir photocopier les pages de bibliographies qui coûtent 25 FCFA. Donc, le phénomène que l'on voit dans le champ social se transpose totalement dans le champ universitaire. Je ne vois pas assez d'étudiants lire, cela fait huit ans que j'enseigne à l'université, et les étudiants ne sont pas accrochés par la lecture. Quand je suis arrivé, j'ai dit aux étudiants que s'ils avaient le moindre besoin de documentation dans tel ou tel domaine, ils pouvaient me rencontrer. J'avais de la documentation dans mon domaine, mais mon but n'était pas de questionner sur ces documents. Je veux créer des débats d'idées. Or, pour les étudiants la seule chose importante c'est le « sujet dont le professeur parle le plus et qui sera donc sûrement à la prochaine composition ». Voilà comment nos étudiants réfléchissent. Ils sont tombés dans la logique de la facilité globale que subit notre environnement, et c'est très dangereux, puisque l'université est l'axe d'excellence de tout un pays. Toutes les découvertes ont été faites à l'université.

**R. K. :** Oui absolument, comme Mr de Prince Pokam l'a si bien remarqué, on ne lit pas beaucoup. De plus, il est possible de dire que l'on a en face de soi des étudiants qui ne veulent pas lire. Ces derniers devraient entrer dans un processus de socialisation qui ne se fait pas. Il y a une sorte de « culture de l'inculture » qui s'est développée. Et tout le monde se satisfait de cela. Quand je regarde la société d'une part et les étudiants d'autre part, je conclus que si on ne lit pas comme élève, si on ne lit pas comme étudiant, on ne lira pas plus tard. Des habitudes auront été prises et donc, des étudiants qui déjà préfèrent les bars, seront des adultes qui préféreront boire. Il faudrait développer dans la société camerounaise – pour que cela ne se limite pas à Dschang – une culture du livre, et entre autres faire de la culture quelque chose de sérieux et non pas de folklorique. Lorsque je regarde par exemple le lycée où je travaille depuis une vingtaine d'années, comme enseignant de français, c'est une expérience intéressante. Il y a quelques années quand j'avais encore un salaire à peu près décent j'organisais, chaque mois, un concours de lecture pour mes élèves : ces élèves-là sont presque tous devenus littéraires, professeur de français ou de philosophie. Il y avait alors un élan, quelque chose qui marchait... Pourtant il n'y avait pas non plus de bibliothèques mais ma petite bibliothèque suffisait à leur donner le goût de la lecture. Aujourd'hui, je constate que beaucoup de mes collègues préfèrent les



cours de grammaire et d'orthographe aux cours de lecture expliquée, de lecture suivie. D'abord, parce qu'il n'y a pas de livres en classe et que l'on ne peut pas faire une lecture sans support et, ensuite, parce qu'eux-mêmes ne veulent pas s'appliquer à trouver des méthodes qui leur permettraient de contourner la difficulté de l'absence de support. Donc, pour dire les choses simplement, je pense que notre société devrait se repenser et repenser la place du livre dans la formation du citoyen. Pour l'instant, tout porte à croire que ceux qui pensent et décident pour la société accordent une place marginale aux livres dans le processus de formation du citoyen. L'arrivée des médias de masse encourage cette tendance : les gens ne lisent plus beaucoup et regardent la télévision, écoutent la radio. Pour ma part, je crois que ce sera difficile de remplacer le livre par la télévision, à moins de vouloir développer une culture de la superficialité, et c'est ça le problème. Il y a toujours au cœur de tout cela un problème de stratégie : quelle est la stratégie de la société, est-ce que le livre entre dans la stratégie de formation du citoyen au Cameroun ? Je pense que si les pouvoirs publics pensaient à cela, d'autres méthodes seraient utilisées. Aujourd'hui, ce qui est fait ne se contente pas seulement de décourager la lecture et la production de livres, cela tue carrément la culture de la lecture et sa production ! Je suis, de plus, content d'entendre mon collègue parler ainsi parce que lui au moins dit aux étudiants que le cours ne suffit pas. Cela va à l'encontre de la majorité des autres enseignants qui ne se gênent pas pour faire croire aux étudiants que leurs cours suffisent et que si les étudiants vont chercher plus loin c'est qu'il veulent leur prouver que leurs cours ne sont pas suffisants. Voilà un autre problème.

**R. T. : Est-ce que l'on trouve une place de l'édition camerounaise à Dschang au sein des espaces que vous avez à votre disposition ?**

**R. K. :** La réponse est simple : il n'y a pas de représentation des éditeurs camerounais à Dschang. Généralement, je n'en vois pas en dehors de Yaoundé ou peut-être à Douala mais sinon, absolument rien. Déjà, il n'y a pas beaucoup d'éditeurs au Cameroun, et ceux qui existent restent à Yaoundé. Leurs activités hors de Yaoundé sont souvent des événements ponctuels comme une séance de dédicace, par exemple.

**H. P. P. :** Je dirais la même chose : il n'y a pas de maisons d'édition à Dschang. Si on faisait un répertoire des ouvrages édités on verrait vite que les maisons d'édition restent là où elles ont le plus de chances de produire plus. Produire des livres au Cameroun est quelque chose de rare, de même qu'avoir le courage d'écrire. La raison est simple : nous sommes dans une logique de survie, les gens ne sont pas prêts à mettre de l'argent pour rien. Ils préfèrent cependant prendre les sous pour jouer au PMU et espérer gagner 50 millions de francs, plutôt que de sortir un ouvrage qui va passer 10 ans dans les tiroirs et que l'on va vendre au compte goutte. De plus, il n'y a pas beaucoup d'écrivains camerounais, et les maisons d'édition préfèrent rester à Yaoundé. Yaoundé et la capitale économique et il y a une dépendance entre les sociétés de presse et les sociétés d'édition du Cameroun. Je crois que si l'on observe le rythme de production des maisons d'éditions, on verrait une nette diminution.

**R. T. :** Par rapport à tous ces problèmes que l'on a pu pointer du doigt, à Dschang comme au Cameroun, pour vous quels seraient les impératifs pour favoriser, d'une part la lecture et, d'autre part, la diffusion du livre ?

**H. P. P. :** Le premier impératif est d'abord la socialisation de la culture du livre. Il faudrait qu'on enseigne aux enfants ce que l'on trouve dans les livres, on ne le trouve pas à la télévision, on ne le trouve pas à la radio. De plus, le livre a l'avantage d'être sur place, on peut le consulter plusieurs fois, alors que l'émission télé passe. Il y a donc cette culture du livre qu'il faut inculquer à nos enfants. Il y a aussi cette action des autorités, qui consiste à intéresser les gens à la production par des primes à la production : si le ministère encourageait les enseignants à produire des ouvrages dans le cadre de leur enseignement, si l'enseignement supérieur encourageait la production d'ouvrages didactiques qui puissent aider les étudiants, je pense qu'il y aurait un engouement. Il faut inciter les gens à le faire, et il faudrait également que les supports extra livresques comme la télévision ou la radio servent de cadre de médiation entre le livre et les citoyens. Si on pouvait faire des concours de lecture où un étudiant vienne présenter un ouvrage qu'il a lu et qu'il a apprécié, cela inciterait également à la lecture. Même si l'on ne pense qu'à la prime du concours, symboliquement, on garde quelque chose, assez peut-être pour pousser les camerounais à lire. Car il faut qu'ils lisent, et que les enseignants cessent de dire que le cours est suffisant. Je dis souvent que quand on copie un cours, il est déjà périmé, quel qu'en soit le domaine. Que ce soit en sciences exactes ou en sciences sociales, la société évolue, donc il faudrait que nos collègues cessent de dire que le cours est suffisant. Dieu seul sait si leurs cours ne sont pas les copies de livres de A à Z.

**R. K. :** Je vais peut-être répéter avec d'autres mots ce que mon collègue a dit, parce qu'il n'y a pas 36 000 solutions. La première chose à faire du côté de la politique de familiarisation du citoyen avec le livre est celle de l'accès à la lecture. Cet accès est déjà rendu difficile par le fait que le livre n'est pas « proche ». Il y a une politique de mise en place d'une carte de bibliothèque nationale qui n'existe pas. Si on supprime l'alliance franco camerounaise de Dschang, une bonne partie de la région va manquer de livres. Il faut revoir, densifier de façon appropriée le réseau quasi inexistant des bibliothèques publiques. Pour une politique du livre de proximité, il faut faire en sorte que, dans les établissements scolaires, en commençant par le primaire, il y ait des bibliothèques bien fournies. Il y a là un besoin d'une politique nationale du livre qui permettrait d'alimenter les bibliothèques des établissements scolaires. Cela serait déjà un encouragement à la production et l'édition de livres, et ce qui se publie pourrait enfin se vendre. Toute la chaîne du livre a besoin de cette politique de proximité qui permettrait au livre d'être plus proche des Camerounais. Quand nous étions enfants, les « Nouveaux Horizons » se vendaient à 100 FCFA, cela permettait aux gens d'accéder au livre. Subventionner le livre scolaire aiderait sa vente à moindre prix. Deuxièmement, je pense que nous avons vraiment un problème au niveau des instances qui légitiment le livre : il n'y a pas d'instances locales en dehors des programmes scolaires. Généralement, quand on veut accorder une faveur à un écrivain que l'on connaît bien, on met son livre au programme, on sait qu'il va en vendre un certain nombre de copies, et cela

devient donc un trafic au sein du ministère de l'éducation. Il faudrait donc revoir les instances de légitimation du livre qui pourraient contribuer à redonner du prestige au livre. Le livre n'a plus de prestige, c'est devenu un outil dont l'aspect culturel est occulté. Une revalorisation du livre permettrait la mise en place de prix nationaux du livre qui encourageraient la production. Je me souviens, lorsque j'ai dit que je souhaitais écrire, que les gens se sont moqués de moi, ils m'ont dit « écoute cela ne sert à rien, on n'a jamais vu un écrivain capable de nourrir sa famille ». Je pense que le livre au Cameroun irait dans la bonne direction en ayant cette politique de proximité et de promotion du livre.

**R. T. : Avant de vous décider à imprimer vous-mêmes vos livres, avez-vous eu des contacts avec des éditeurs ?**

**R. K. :** Oui, j'ai d'ailleurs dépensé beaucoup d'argent pour envoyer mes manuscrits à des éditeurs, notamment en France. Nous sommes d'anciens colonisés et donc, on pense que si l'on est édité en France c'est très bien. On commence donc par s'adresser à un éditeur français et c'est une erreur que l'on commet toujours. Puis, c'est quand cela ne marche pas, que l'on essaie de voir les éditeurs locaux, qui sont généralement tout le temps en instance de faillite. Si vous allez voir les comptes des éditions CLÉ, vous allez vous en rendre compte : c'est la maison la plus ancienne et peut-être la plus solide, mais qui a tout le temps des problèmes. J'ai essayé de me faire éditer là-bas, et j'ai fini par me dire que, finalement, passer directement par un imprimeur pouvait être aussi bien. On peut ainsi sortir 500 exemplaires ce qui résout le problème de conservation du manuscrit, et de circulation minimale.

**H. P. P. :** Ce qu'il dit est très pertinent : pour les deux ouvrages que j'ai fait, j'ai eu à contacter des éditeurs. Les conditions n'étaient pas aussi accessibles que cela, notamment par rapport à la somme à déboursier. De plus, vous pouviez toucher un faible pourcentage sur les ventes seulement après un certain seuil de vente. Or, on ne lit pas au Cameroun, alors quand voulez-vous que l'on touche son pourcentage ? C'est pour ça que je me suis replié sur les imprimeurs. Par contre, j'ai envoyé ma thèse à Paris où L'Harmattan a accepté la publication. Je commence l'année prochaine sa diffusion à Paris. C'est un ouvrage qui parle des rapports franco-africains. J'espère que cela me permettra d'avoir quelques moyens pour ne pas avoir à être forcément bloqué au niveau de l'imprimerie ou au niveau de l'éditeur.

**R. K. :** Je voulais ajouter que le livre est un média. Nous savons qu'un média est un prolongement de nous-mêmes : Saint-Exupéry disait que « l'avion nous prolonge pour nous permettre de mieux conquérir et domestiquer l'espace » et ainsi, le livre est un prolongement de notre pensée, pour nous permettre d'étendre cette dernière. Il faut que nos sociétés comprennent que le livre est un élément central de la production de la pensée et même du monde. Avec le peu d'édition locale, nous sommes réduits à n'avoir que des pensées venues d'ailleurs et c'est très important que l'on s'en rende compte. Il y a eu un écrivain camerounais, François Sengat Kuo, qui disait « les mots sont des totems sous toutes les latitudes ». C'est très important quand on sait l'importance du totem ici, en Afrique. Le totem est d'abord un animal. C'est un animal qui est habité de la volonté, de la pensée de quelqu'un d'autre, c'est donc une sorte de zombie qui n'agit pas par sa propre volonté. Donc, le fait d'utiliser les

mots d'un autre fait de vous un totem, c'est comme si vous étiez téléguidé à distance. Ainsi, dans le champ de la production de la pensée, tant que l'on ne favorise pas la production et la consommation du livre local on est exposé à la consommation du livre extérieur et en conséquence, on est progressivement dépersonnalisé parce que l'on « devient le totem de l'autre ». Il faut encourager la production et la consommation du livre local qui permet d'équilibrer ce que l'on reçoit de l'extérieur avec ce que l'on produit soi-même. Et tant que cet équilibre n'est pas obtenu, même si l'on imagine que l'on est « soi-même », cela fait longtemps que l'on a cessé de l'être. Je pense que l'on n'a peut-être pas encore compris cela, mais nous serons forcés de le comprendre un jour ou l'autre.

## **Annexe 22 - Entretien avec Patrice Kayo (écrivain), Bandjoun : 22 avril 2008**

**Raphaël Thierry :** Monsieur Kayo, je vous remercie de me recevoir. Pour commencer, ayant été président de l'Association des poètes et des écrivains du camerounais, vous serait-il possible de parler de cette expérience, puisqu'il s'agissait de la première association d'auteurs au Cameroun ?

**Patrice Kayo :** Cette expérience m'a permis de voir que les métiers du livre étaient très difficiles au Cameroun, simplement parce que les gens ne lisent pas. De plus, ceux qui veulent lire n'ont pas beaucoup de moyens. La pauvreté les empêche donc d'avoir accès aux livres. Les gens qui produisent des ouvrages qui ne sont pas au programme scolaire n'ont aucune chance ou presque que leur travail soit acheté. Même ceux qui sortent des universités ne s'intéressent plus aux livres ! Si vous entrez dans les maisons, vous verrez rarement une bibliothèque chez les familles. Beaucoup de familles intellectuelles n'ont même pas de dictionnaire à la maison ! Voilà ce que je peux dire en ce qui concerne cette expérience. Nous les artistes, nous écrivons mais on nous lit sûrement plus à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays.

**R. T. :** Qu'est-ce qu'a suscité la création de l'association et comment a-t-elle évolué par la suite ?

**P. K. :** En 1960, quelques écrivains, quelques camarades dont la plupart ont disparu aujourd'hui, se sont réunis autour du regretté René Philombe. Ils s'étaient rassemblés à la fois pour diffuser les œuvres de littérature camerounaise et pour diffuser la culture camerounaise. C'était le but de l'association nationale des poètes et des écrivains : rassembler les écrivains, diffuser leurs œuvres, et faire connaître cette culture hors du pays.

**R. T. :** Et comment cela a-t-il évolué par la suite ?

**P. K. :** Nous avons essayé de rassembler des textes et de les compiler en anthologies. Nous avons même essayé de lancer des journaux. Nous avons ainsi créé un journal, *Le Cameroun littéraire* dont j'étais le directeur, et René Philombe le rédacteur en chef. Malheureusement, le manque de moyens ne nous a pas permis d'aller très loin, on s'est arrêté au bout de cinq ou six numéros. Quelques années après, nous avons tenté d'en lancer un autre qui s'intitulait *Ozila*, associant les professeurs d'université et les étudiants, mais ça n'a pas fait long feu. Entre-temps, avec plus de moyen et le concours d'un ami qui était ministre, le professeur Bernard Fonlong, nous avons lancé la revue *Abbia*, qui s'occupait de la culture et de la littérature camerounaise. Malgré les subventions de l'État, et quand au bout de quelques années le professeur a quitté le gouvernement, nous n'avons plus eu les moyens de continuer. Voilà à peu près comment fonctionnait cette association. Nous avons fait ce que nous pouvions, mais

nous n'avions pas vraiment les moyens. De plus, le gouvernement ne s'intéressait pas trop à nous, l'aspect culturel était le plus négligé.

**R. T. : À l'époque qu'elle était la réalité éditoriale au Cameroun ?**

**P. K. :** En 1963, on a créé les éditions CLÉ. C'était à l'époque la seule maison d'édition au Cameroun. À côté, il y avait des imprimeries et les auteurs qui n'étaient pas choisis par les éditions CLÉ y faisaient imprimer leurs ouvrages. Se faire publier était alors très sélectif et très peu d'auteurs furent édités. Les autres se débrouillaient en faisant imprimer des poèmes dans des petits fascicules, des pièces de théâtre etc. En dehors de ça, il n'y avait presque rien. Les maisons d'édition étaient centrées dans les grandes villes de Douala et Yaoundé, et c'est ainsi jusque dans les années soixante dix-quatre vingt.

**R. T. : Comment jugeriez-vous l'évolution du livre Cameroun ?**

**P. K. :** L'association a disparu faute de moyens, nous ne fonctionnons plus aujourd'hui. Malheureusement, je crois que la situation n'a pas beaucoup changé. Aujourd'hui, il y a un foisonnement d'écrivains, de petites associations d'auteurs et éditeurs, mais le problème reste entier. Les éditeurs qui se battent n'ont pas de moyens et il n'y a de toute façon pas suffisamment de maisons d'édition. Le peu d'éditeurs qui existent pratiquent le plus souvent le compte d'auteur, et les écrivains n'ont pas de moyens. Donc, pour que le problème ne reste pas entier, il faudrait trouver un moyen d'aider les écrivains à publier. Il y a beaucoup de jeunes qui écrivent maintenant. Il y en a qui écrivent des choses de très bonne qualité. Il faut pouvoir les éditer et les diffuser. De plus, ce qui aiderait le peuple à accéder à la lecture serait de créer des bibliothèques, partout. Il n'y a pas suffisamment de bibliothèque dans les campagnes et il y a même certains lycées qui n'ont pas de bibliothèque. Les bibliothèques des universités sont vraiment déplorables : les livres les plus récents ont été donnés, et vous n'y trouverez même pas de revues. C'est vraiment dommage. Mais ce qui est déplorable, c'est que dans les bibliothèques qui ont plus de moyens, vous trouverez des écrivains classiques, français par exemple du XVII<sup>ème</sup> ou XVIII<sup>ème</sup> siècle, mais pas la production littéraire camerounaise, et rarement un rayon « littérature africaine ».

**R. T. : Par rapport à des centres tels que Douala et Yaoundé, quel est l'accès aux livres que l'on a dans une zone telle que Bandjoun ?**

**P. K. :** Il y a à peu près quatre lycées à Bandjoun, mais aucun de ces lycées n'a de bibliothèque et il n'y a pas de librairie dans la ville. A partir du moment où il n'y a pas de librairie, l'accès au livre est limité. J'essaie de vendre quelques livres, ma propre production et celle d'autres qui vivent ici, mais ce sont les touristes et les étrangers de passage qui achètent. Les personnes habitant Bandjoun n'achètent pas. Rares sont ceux qui lisent nos journaux qui paraissent quotidiennement. C'est quand même triste.

**R. T. : A propos du manque de moyens rendant l'accès aux livres difficile, qu'est-ce qui pourrait éventuellement changer pour modifier les habitudes de lecture ?**

**P. K. :** Je crois qu'il faut passer par l'éducation. Il faut habituer les jeunes à la lecture, d'abord en créant des bibliothèques, puis en essayant de les sensibiliser pour qu'il puisse accepter les livres. Nos lycéens ne lisent pas lorsqu'ils sortent des écoles. Vous ne pourrez pas en trouver un le dimanche qui soit en train de lire un roman ou une pièce de théâtre. Les jeunes ne lisent pas et ils imitent en cela les aînés. Il faudrait donc une rééducation, une sensibilisation à la lecture et, de même, amener les adultes alphabétisés à s'intéresser à la lecture. On parle souvent de pauvreté pour expliquer le désintérêt pour le livre. Pourtant, il y en a qui sont capables de s'offrir trois ou quatre bières chaque jour sans avoir le courage d'acheter même un livre par mois.

**R. T. : Du temps de l'association, votre but était de favoriser la diffusion du livre local au Cameroun, quelles étaient vos activités, dans l'Ouest par exemple ?**

**P. K. :** Il n'y a aucun espace qui s'occupe de la diffusion du livre. Il y a quelques années, presque tous les livres camerounais étaient mis en dépôt à la Librairie Saint-Paul, mais depuis un certain temps elle refuse, en disant que les impôts viennent les importuner. En dehors de la Librairie des Peuples Noirs, il n'y a aucune librairie à Yaoundé qui accepte d'exposer vraiment la production littéraire Camerounaise. C'est déplorable. Le gouvernement devrait savoir que l'on ne doit pas ennuyer les libraires et qu'il faut les aider à diffuser les œuvres d'auteurs et la culture camerounaise. A Yaoundé, il y a beaucoup d'étrangers qui passent qui devrait acheter cette production. Or, c'est difficile pour un étranger de passage à Yaoundé de trouver une librairie vendant des auteurs camerounais. Dans les années soixante dix à Bafoussam, il y avait une grande librairie qui s'appelait la librairie Aux Frères Réunis, qui avait été créée par l'abbé Henri de Juliot, un français écrivain. C'est là que l'on trouvait la plupart des œuvres des auteurs camerounais. Mais cette librairie n'existe plus aujourd'hui et l'État n'a rien créé pour la remplacer. Je pense que le Ministre qui s'occupe de la culture doit faire beaucoup d'efforts pour pouvoir trouver un moyen de diffuser la culture camerounaise.

**R. T. : Jugez-vous la culture camerounaise bien représentée par l'édition aujourd'hui?**

**P. K. :** Non, puisqu'il n'y a pas suffisamment de maisons d'édition. Il y a quelques jeunes à Yaoundé qui essaient de faire de l'édition. A part cela, la diffusion est vraiment discrète, vous ne pouvez trouver les livres qu'ils éditent qu'à Yaoundé. A Bafoussam par exemple, ils n'ont pas les moyens de diffuser. Il faudrait peut-être créer une structure de diffusion du livre camerounais, qui soit au moins représentée dans chaque chef-lieu de province. Ces éditeurs pourraient même se regrouper pour avoir des structures provinciales, parce qu'en dehors de Yaoundé et Douala, les gens qui veulent lire ne trouvent rien dans les librairies locales. Il n'y a pas de diffusion, et le gouvernement ne fait pas beaucoup d'efforts dans ce sens. C'est dommage.

**R. T. : Une solution pourrait elle venir d'un regroupement d'éditeurs ?**

**P. K. :** Oui. Il faudrait créer des structures dans les chefs-lieux de province, et de département, pour que ceux qui veulent lire puisse avoir accès au livre. Il y a des gens qui sont affectés loin et qui ne trouvent pas sur place de lieu où avoir accès au livre. C'est un gros problème.

**R. T. : Le caractère bilingue de l'édition camerounaise vous évoque-t-il quelque chose de particulier ?**

**P. K. :** Ce n'est pas un problème. Les éditions CLÉ publient des ouvrages en anglais et en français. C'est déjà une bonne chose. Si, dans les régions où l'anglais est la langue officielle, on peut retrouver des auteurs camerounais et si, ici, ceux qui lisent en français et en anglais peuvent trouver des livres. Mais il est vrai que le problème de la diffusion reste le même aussi bien chez les anglophones que chez les francophones,

**R. T. : A propos du livre de la sous région, quels sont les échanges ?**

**P. K. :** Je ne vois pas beaucoup diffusées les œuvres des auteurs gabonais ou centrafricains, ou encore congolais, par exemple. En dehors des quelques livres édités aux éditions CLÉ, il n'y a pas de véritable présence du livre africain de la sous région. Chacun évolue en vase clos.

**R. T. : Aujourd'hui on parle beaucoup de l'édition de livres scolaires, qu'est-ce qui pourrait favoriser le développement de l'édition littéraire au Cameroun ?**

**P. K. :** Si l'on choisit, c'est difficile, mais par exemple mettre des livres aux programmes scolaires. Il y a souvent certains livres qui ne méritent même pas de figurer au programme. Certains auteurs qui ont bien écrit et qui sont appréciés ne sont jamais mis au programme. C'est que la corruption va jusqu'à ce niveau. Nous regorgeons de très bons écrivains au Cameroun mais, souvent, ils ne passent pas au programme au profit de bien mauvais auteurs ! Je ne sais pas comment on peut faire pour changer cela objectivement. Aujourd'hui, c'est un peu mieux, parce qu'il y a une commission qui discute avant de mettre un livre au programme, mais il y a quelques années ce n'était pas comme ça. Vous alliez chez le Ministre, et si ce dernier était votre ami, il inscrivait à la main l'ouvrage au programme. Il faut souhaiter que ça aille en s'améliorant, et que l'on inscrive au programme les meilleurs auteurs. Si les États africains pouvaient coopérer, on pourrait peut être mettre au programme les meilleurs auteurs de la sous région comme des auteurs du Tchad, du Cameroun, du Congo etc. Cela aiderait à promouvoir la culture camerounaise et celle de la sous région. Puisque nous vivons dans l'époque de la mondialisation, il faut que la sous région s'intègre mais, hélas, en pratique, rien ne se fait.

**R. T. : Vous imagineriez une édition camerounaise qui publie des auteurs du monde entier ?**

**P. K. :** C'est bien possible. Il y a des auteurs camerounais qui sont publiés dans les grandes maisons d'édition en France, et dont les œuvres rayonnent partout. Tout est possible. Il y a un rayon de diffusion. Je crois qu'il ne manque pas en Europe de gens qui s'intéressent aux auteurs africains et n'en trouvent pas dans leurs librairies.



**R. T. : Quels sont vos espoirs aujourd'hui ?**

**P. K. :** J'espère que le livre trouvera sa place, tout comme la littérature. Mon espoir est que le livre soit comme un pain que tout le monde voudrait manger ! Il faut que le gouvernement fasse tout son possible pour que l'analphabétisme disparaisse. Ce n'est qu'à cette condition que le livre peut vraiment nourrir les auteurs, et prospérer. Beaucoup d'enfants ne peuvent pas aller à l'école, quand quelqu'un a 500 FCFA, il préfère manger le pain plutôt que d'acheter un journal. Il faut seulement que l'analphabétisme disparaisse et que les gens aient un peu plus de moyens pour songer à la culture. Quand on a juste de quoi nourrir son ventre on ne songe à rien d'autre.

**R. T. : Par quels soutiens et par quels moyens pourrait-on favoriser l'activité des jeunes éditeurs aujourd'hui au Cameroun ?**

**P. K. :** Je me base sur l'exemple du Québec. Là bas, les éditeurs et les maisons d'édition sont soutenus par l'État. Dans l'année, l'éditeur publie un certain nombre d'écrivains et, à la fin de l'année, il envoie les factures au Ministère de la Culture qui le rembourse. C'est une très bonne chose, parce que l'éditeur ne s'occupe que de la qualité de ce qu'il publie. Il n'y a aucune manipulation par derrière. C'est une très bonne subvention, l'éditeur choisit librement ses écrivains que son comité de lecture a sélectionné en se basant sur la qualité. Et quand il présente la facture, il prouve au gouvernement qu'il a édité des écrivains. Voilà des exemples que les états africains pourraient imiter.

**R. T. : Puisque les bibliothèques ne sont pas efficaces, comment permettre aux gens d'accéder aux livres ?**

**P. K. :** Nous avons fait une expérience il y a quelques années. Nous travaillions avec une Française et nous déposions les livres dans les supermarchés, les grandes boutiques, partout où les gens allaient. Nous avons constaté que les livres se vendent plus dans les supermarchés, les grands bistrot et bars que dans les librairies. Il y a très peu de librairies, et beaucoup d'intellectuels n'ont pas le temps d'aller regarder dans les librairies. Par contre, ils passent très régulièrement dans les supermarchés pour faire leur courses et, quand en passant ils voient un petit rayon de livres, ils n'hésitent pas à en prendre un ou deux. Nous avons constaté également que dans les aéroports, les livres se vendent bien. Les passagers, même en transit, achètent souvent quelque chose du pays et prennent deux ou trois livres pour lire dans l'avion. Si nous voulons diffuser les livres ici, il faudrait tenir compte de cette expérience. Par exemple, quand les gens arrivent à l'hôtel, s'ils vont boire une bière et voient un livre exposé, il y a plus de chance qu'ils l'achètent. Cette expérience nous a montré qu'il existe un marché.

## **Annexe 23 - Entretien avec Marcel Kemadjou (association « Livre ouvert »), Douala : 10 avril 2008**

**Raphaël Thierry : Pouvez vous me présenter votre association, le contexte dans lequel elle a été créée ? À quels besoins cette création répondait-elle ? Quelles ont été ces évolutions ?**

Marcel Kemadjou : L'association « Livre Ouvert » a été créée en 2002, à mon initiative propre, parce que je me suis rendu compte que les jeunes avaient des besoins urgents d'encadrement et de formation en matière d'écriture. C'est pour cela que j'ai lancé l'association, après avoir publié mon deuxième livre. L'idée est arrivée avant que je ne le finisse. Alors que j'avais commencé à écrire, j'ai voulu avoir des conseils de personnes ayant plus d'expérience que moi. Étant à Douala, où l'écriture est toujours confinée dans une sorte de vase clôt, je me suis très vite rendu compte que j'étais parfois reçu avec mépris, souvent avec incompréhension. Après avoir analysé cela, je me suis rendu compte que je n'avais pas à me plaindre parce que ceux qui me recevaient mal ne voulaient pas m'écouter ou lire mes textes. Ils n'étaient pas formés pour encadrer. Étant donné qu'il n'y a pas de structures étatiques ni décentralisées qui s'occupent de cela, je me suis dit que, dès publication de mon ouvrage, je lancerai une association où les jeunes pourraient se rencontrer, qu'ils soient publiés ou pas encore.

**R. T. : Avec quels partenaires, et quels soutiens avez-vous mis en place la structure ?**

M. K. : Au départ, l'association a été créée avec mon frère aîné. Il était informaticien et il a participé en m'offrant un ordinateur. Doucement, la structure s'est mise en place vers le retentissement qu'elle a acquit aujourd'hui.

**R. T. : Aujourd'hui comment l'association fonctionne-t-elle ?**

M. K. : L'association publie chaque mois une lettre d'information qu'elle distribue très largement par mail. Nous y recensons tous les acteurs du livre du Cameroun dont nous avons les coordonnées. Il y a donc d'abord une lettre d'information qui joue un rôle de trait d'union et d'information, qui informe sur les actions de l'association, et les actions autour du livre au Cameroun. Une autre de nos actions consiste à l'organisation d'activités littéraires dans les établissements. Nous avons lancé les « causeries du mercredi », dont le but est de constituer une rencontre avec les élèves d'un établissement. Nous nous y rendons avec différents intervenants du milieu du livre et de l'écriture : un journaliste, un homme de théâtre ou des arts visuels... Nous avons inscrit les arts visuels parce qu'en 2007, nous avons lancé un festival de poésie, le Festival International de Poésie 3V. Sur une même scène sont réunis les arts plastiques, la littérature... C'est pour cela que l'art est entré dans les « causeries du mercredi ».

**R. T. : Quels sont vos relations professionnelles au Cameroun et à l'international ?**

M. K. : Au niveau camerounais, nous avons des contacts avec « La Ronde des Poètes » et avec les éditions Ifrikiya. Ce sont vraiment les deux seuls acteurs. La particularité de « Livre Ouvert » est toutefois de travailler non seulement avec ses adhérents, mais plus largement avec tout ce qui peut lui permettre de faire avancer la cause du livre au Cameroun.

**R. T. : Vous parlez des adhérents, combien l'association Livre Ouvert en compte-t-elle ?**

M. K. : Sur le plan national, il y a une vingtaine de personnes. Nous rencontrons aussi beaucoup de manifestations de sympathies, et cela, c'est impossible à énumérer. Elles sont très nombreuses !

**R. T. : A propos du bulletin d'information qui est distribué, où est-il diffusé ?**

M. K. : Auprès des auteurs, des lecteurs, des éditeurs, c'est-à-dire de tous les acteurs culturels. Ce qui nous intéresse avant toute chose, c'est l'intérêt que le destinataire peut avoir. Si nos destinataires s'intéressent à ce que nous faisons, qu'ils soient acteurs du livre ou pas, nous leur envoyons la lettre d'information.

**R. T. : Quelles sont les critères d'adhésion ?**

M. K. : Par exemple vous : on peut se mettre à parler, et on parle d'un sujet, on s'échange ensuite les adresse pour que je puisse vous envoyer la lettre d'information.

**R. T. : Vous avez parlé des « causeries du mercredi » : quelles sont les prochaines actions que vous projetez d'organiser ?**

M. K. : Il y a le festival, dont la deuxième édition qui aura lieu en décembre. Nous aurons la participation d'un poète colombien, Winston Moles Camaro. Il y aura aussi, bien sûr, des innovations, parce que le combat du livre vient à peine de commencer ! On ne peut pas croiser les bras en attendant que le livre soit consommé. Il faut faire un travail de terrain ! L'expérience de terrain ne doit pas se faire seulement dans les milieux spécialisés. Cette année par exemple, nous amenons le livre dans les bars. Notre travail est d'intéresser le public le plus large possible à la lecture, et si possible à l'écriture. Nous savons bien que l'on se plaint souvent de ce que les livres ne sont pas achetés, que les gens ne sont pas informés, et n'ont pas d'intérêt à lire. L'année dernière, durant le festival de poésie, nous avons invité des éditeurs : Ifrikiya et les éditions Clé sont venus. Nous avons fait des lectures dans la boutique au marché, et nous avons donné des lectures à « Africréa ». C'est un de nos partenaires, il est situé à Akwa [ndlr : quartier central de la ville de Douala] et il s'occupe des arts plastiques et de stylisme. Nous avons également fait des lectures à la chambre de commerce, au lycée Nobel. Les livres d'Ifrikiya ont été vendus ici, au marché. Sur les sept livres vendus, six ont été vendus au marché, parce qu'il y a un travail de terrain qui a été fait. Les gens ici savent qu'on peut lire autant que manger dans ce marché.

**R. T. : Donc votre créneau c'est d'amener le livre aux gens, c'est bien ça ?**

M. K. : Oui, il faut amener le livre vers les gens. On ne doit pas attendre les lecteurs dans les librairies ou les bibliothèques. Il faut aller vers les gens pour développer l'acte de lecture. Ce n'est qu'une fois qu'ils seront intéressés qu'ils viendront spontanément vers le livre. Pour le moment, c'est au livre s'aller vers le public.

**R. T. : Quelles sont vos difficultés ?**

M. K. : Nous avons souvent des problèmes de logistique. Par exemple lors du festival de lecture, chaque jour, les lectures étaient retardées parce qu'il fallait attendre le disquaire. Il était mis au courant une semaine avant et il fallait le relancer chaque jour, deux à trois fois par jour même. Nos installations musicales fonctionneraient mieux si cette logistique était efficace. Cela permettrait de faire plus d'actions dans les quartiers. Nous organisons nos actions, et c'est à chaque fois beaucoup d'argent. Donc nous nous limitons à des actions simples pour limiter au maximum les problèmes logistiques et financiers. Quand un poète accepte de payer son transport pour venir de Yaoundé lire un texte ici, c'est une aide formidable pour le travail que nous faisons. Le mieux serait de pouvoir faire venir des gens trois fois par mois, mais nous devons nous restreindre à trois à quatre fois par an.

**R. T. : Si je vous dis « politique d'aide à la lecture publique », qu'en pensez-vous ?**

M. K. : Au Cameroun, il y a une totale absence d'aide publique. L'État est un « ours qui dort ». Il y a l'État, et il y a le peuple, qui s'est accaparé la culture et en fait son affaire. Si nous avions les moyens, et les soutiens, nous pourrions faire des choses formidables.

**R. T. : Aujourd'hui, quels sont les soutiens que vous attendriez ?**

M. K. : Les premiers soutiens doivent d'être de l'ordre de l'environnement. Je pars d'un constat : l'année passée, nous n'avons pas pu obtenir l'autorisation de lire dans un jardin public. Pourtant, dans le même jardin public, des pique-niques sont organisés, sans autorisation bien sûr. On y organise plein de choses mais nous, pour une lecture, nous n'avons pas eu d'autorisation. On n'a même pas daigné nous répondre. Cela a énormément freiné nos démarches, parce que si nous avions été informés à temps que nous ne lisions pas là-bas, nous aurions pu organiser autre chose. Nous avons choisi ce jardin parce qu'il est situé à Bonanjo et qu'il est énormément fréquenté. Or, notre objectif est de nous rapprocher du public, de dire : « le livre existe, la lecture existe, la culture existe : vous pouvez les intégrer à votre quotidien » ! C'est pour cela que nous allons dans des espaces publics. Il faut donc assainir l'environnement administratif et politique. Si vous avez l'envie mais que vous n'avez pas la possibilité de lire, rien ne peut marcher. L'assainissement, c'est le premier point. Nous nous attelons à cela. Cette année par exemple, nous avons changé de stratégie. Plutôt que d'aller déposer des lettres et de les faire suivre, nous allons d'abord aller discuter avec les autorités pour leur expliquer ce que nous faisons. C'est la stratégie que nous utilisons dans les établissements par exemple, parce que, quand on se rend dans les établissements scolaires, les chefs d'établissement ne sont pas réceptifs. Pour le premier atelier que nous avons organisé en 2006, nous avons envoyé des lettres à huit établissements

scolaires, et seulement un nous a répondu. Donc, notre démarche maintenant, c'est d'aller d'abord vers les élèves, et puis vers leurs professeurs. C'est plus facile ainsi. Si les chefs d'établissements savaient l'importance de l'écriture et de la lecture pour l'épanouissement de leurs élèves, on gagnerait du temps. Pour le moment, on doit voir d'abord, les élèves, puis les enseignants, et s'ils sont intéressés on leur demande comment procéder pour aller voir le proviseur. Tout cela fait donc perdre énormément de temps. Dernièrement, je voulais lancer la « causerie du mercredi » dans certains établissements. Mais c'est beaucoup plus difficile que prévu d'y rencontrer le proviseur. Si celui-ci était informé de l'utilité du livre, il ne me renverrait pas à chaque fois que je viens ! J'ai donc laissé tomber et me suis tourné vers un autre établissement. Il faut donc assainir l'environnement par l'information. Un autre objectif essentiel est de soutenir financièrement les animations culturelles. Sans moyens financiers, on ne peut rien faire d'important. Par exemple : on ne peut pas élargir notre rayon d'action hors de Douala. Le Ministère de la Culture donne parfois de l'argent pour faire des livres, cinq à six par an. Le problème ne se pose pas à ce niveau-là, mais sur le fait que ces livres financés, pour être édités, ne seront jamais accessibles au public, tout simplement parce que l'éditeur reçoit l'argent pour publier le livre mais n'a pas les moyens de financer sa distribution. Il y a des textes qui sont au fond de placards, non lus, non connus... C'est pourquoi je dis que les acteurs culturels ont besoin que leurs créations soient soutenues dès le départ, de la résidence d'écriture jusqu'au bout.

**R. T. : Vous affirmez donc qu'en apportant le livre on suscite la lecture. C'est à ce niveau que vous situez l'obstacle au développement d'une culture du livre ?**

M. K. : Le problème se situe au niveau de l'information. Pour exemple : si l'initiative « Livre Ouvert » n'avait pas existé dans ce marché depuis 2002, il n'y aurait aucune présence du livre ici. Nous avons un petit stand où les gens peuvent venir s'asseoir et lire les livres. Ils ont également accès à un dictionnaire, et ils viennent jeter un petit coup d'œil à un ou deux mots et, parfois, s'asseoir carrément pour lire. Nous ne pouvons pas louer les livres, mais si nous n'avions pas fait ce travail de terrain depuis 2002, aucun livre n'aurait été vendu sur le marché Mboppi. Pour preuve, les éditeurs avaient exposé des livres à la chambre de commerce de l'artisanat et de l'industrie, où l'on trouve beaucoup de lettrés. Pourtant, nous n'y avons vendu aucun livre ! Rares mêmes étaient ceux qui s'approchaient des étals pour regarder ce qu'exposaient les éditeurs. Nous étions supposés vendre là-bas, puisqu'il y a de nombreux instruits, alors pourquoi ne s'intéressent-ils pas au livre ? Bien que nous ayons organisé ces étals aux heures de pause, même les cadres de la chambre de commerce, qui sont allés à l'école, ne sont pas venus nous voir. Je pense donc qu'ils ne connaissent pas l'importance du livre non scolaire. Voilà ce que j'ai découvert lors de différentes rencontres. Même les universitaires ne lisent que ce qui concerne leurs domaines, ce qui est très grave ! C'est ainsi parce qu'ils ne sont pas informés, et peut-être aussi à cause du système éducatif. C'est pour ça que nous travaillons beaucoup dans les lycées : si les élèves sont informés, ils vont lire. Au lycée New Bell c'est en faisant un atelier avec une classe de terminale option espagnol que la majorité des élèves ont découvert l'existence de la bibliothèque du lycée où avait lieu l'atelier. L'administration ne pense pas à promouvoir sa bibliothèque. Elle

considère seulement que les élèves sont là pour passer l'examen, et ce n'est apparemment pas un problème si les élèves passent leur examen sans être cultivés... Il y a donc un énorme travail d'information à réaliser. Il faut faire de la publicité au livre. C'est essentiel : faire du tapage, même, s'il le faut !

**R. T. : Pour terminer, quels sont, selon vous, les deux grands problèmes du livre au Cameroun ?**

M. K. : Tout d'abord, que ceux qui ont les moyens d'acheter un livre, ne le fassent pas. Deuxièmement, que ceux qui n'ont pas les moyens de le faire n'aient aucune alternative pour avoir accès au livre. À cela, s'ajoute que le livre a toujours l'image d'appartenir à une certaine élite, et les bibliothèques gardent un caractère sacré : les gens n'y vont pas spontanément, ce n'est pas un geste naturel et ils ne comprennent pas ce qu'il peut y avoir à faire dans ce lieu. Voilà les grands problèmes.

## **Annexe 24 - Entretien avec Charles W. Kiven (Bibliothèque Universitaire de Buéa), Buea : 14 avril 2008 <sup>1</sup>**

**Raphaël Thierry :** Merci Monsieur Kiven de m'accorder cet entretien. J'aurais aimé pouvoir développer certains points avec vous concernant la situation du livre et des bibliothèques dans le Cameroun anglophone.

**Charles Kiven :** Dans la partie anglophone du Cameroun, l'industrie du livre n'est pas bien développée, parce qu'il y a très peu de maisons d'édition qui puissent rencontrer les auteurs pour publier leurs ouvrages. On peut en trouver dans le secteur de l'éducation primaire et de l'éducation secondaire. Dans la région anglophone, la publication vient des auteurs eux-mêmes : quelqu'un qui a un manuscrit paye pour que cet ouvrage soit publié. Il y a un problème de manque de sponsors, et il est difficile de trouver un auteur qui fasse la démarche d'aller vers les maisons d'édition avec son manuscrit, parce qu'on lui demandera toujours de l'argent pour cela. Dans la partie francophone du Cameroun, la situation n'est pas la même. A Yaoundé comme à Douala, on trouve vraiment des auteurs qui travaillent avec certaines maisons de publication qui s'intéressent aux œuvres et les sponsorisent. De plus, dans la mesure où ces maisons d'édition participent largement au frais d'impression et de publication, cela allège le coût pour les auteurs. Dans la partie anglophone du Cameroun, les auteurs rencontrent beaucoup de difficultés parce qu'ils ne bénéficient pas de ces avantages.

**R. T. :** Avez-vous la possibilité de créer un réseau de travail entre les éditeurs francophones et anglophones (traduction, coédition etc.) ?

**C. K. :** Les éditions Clé font des efforts pour attirer les écrivains anglophones. C'est une exception. Peut-être a-t-on oublié qu'au départ, au Cameroun, il existe deux cultures : la culture anglophone et la culture francophone. Il y a des œuvres très intéressantes qui sont publiées en économie, en droit, en commerce, et qui devraient être traduites. Si l'on pouvait publier un livre en français ou en anglais et le traduire ensuite, cela contribuerait à élargir le marché et peut être encouragerait plus de personnes à lire davantage. Pour me procurer des ouvrages en français, je dois d'abord me rendre à Yaoundé dans une librairie pour connaître les ouvrages qui ont été publiés récemment. La plupart des maisons d'édition n'envoient pas leurs ouvrages aux bibliothèques universitaires. Pourtant, ils reçoivent des offres de l'étranger. Quant aux sources de la documentation, 80 % provient de l'étranger et il est difficile de recevoir de la documentation sur les ouvrages publiés au Cameroun. Si les éditeurs

---

1 Traduit de l'Anglais par Celia Mbang.

francophones pouvaient songer aussi à traduire leurs œuvres en anglais, cela améliorerait grandement la situation du livre.

**R. T. : Que pourriez-vous attendre de l'encadrement institutionnel, du Ministère de l'Enseignement Supérieur, par exemple ?**

**C. K. :** Autrefois, le Ministère de l'Enseignement Supérieur contribuait au développement de la bibliothèque au Cameroun... Aujourd'hui, il devrait vraiment considérer les bibliothèques universitaires à leur juste valeur. Il est impossible d'apprendre, même d'enseigner, sans avoir à sa disposition une bonne bibliothèque ! Le Ministère devrait donc permettre aux bibliothèques d'avoir à leur disposition des ressources documentaires. Si vous vous rendez à la Bibliothèque Universitaire de Yaoundé, qui est une des plus anciennes universités du pays, vous vous rendez compte que rien ne marche là-bas : les gestionnaires ne donnent pas leur aval pour l'achat des collections... De même, on trouve d'autres bibliothèques universitaires qui, après un an de fonctionnement, n'achètent plus d'ouvrages. Vous pouvez aussi rencontrer un membre du personnel de la bibliothèque qui va se rendre dans les librairies des environs pour y acheter des ouvrages qui ne sont pas utiles pour sa bibliothèque. Il faut pourtant suivre une procédure de sélection et d'acquisition et c'est ce que nous faisons à Buea. Je pense que le Ministère de l'Enseignement Supérieur, en collaboration avec le Ministère des Finances et le Premier Ministère, devrait donner la possibilité à l'université d'acheter à l'étranger, sans intermédiaire. Au Cameroun, la loi stipule qu'il n'est pas possible d'acheter quelque chose de plus de cinq millions de francs CFA sans en référer aux autorités. Or, on ne trouve pas de distributeurs qui puissent rassembler des stocks de livres d'une valeur de trente à quarante millions de francs CFA. Pour cette raison, il faudrait que le Ministère apporte une aide financière afin que les universités puissent acheter des livres et des ressources documentaires de l'étranger, sans intermédiaire.

**R. T. : Que pouvez-vous me dire au sujet de l'édition anglophone ?**

**C. K. :** Il y a longtemps, il y a eu des maisons d'édition dans la partie anglophone du Cameroun, et au fur et à mesure que le temps passe, on a l'impression qu'au lieu de voir leur nombre s'accroître, il périclité. Malgré cela, il y a quand même quelques personnes qui, au fil du temps développent des idées. Par exemple, du côté de Bamenda, on retrouve *Langa Publisher* ou *Asong Publishers*, et d'autres maisons d'édition sont en train de naître. Elles contribuent au développement du livre. Il faut aussi signaler l'initiative de Camerounais qui reviennent au pays faire publier leurs ouvrages. *Presbook* est une structure qui contribue également à ce développement en les encourageant à publier leurs œuvres chez eux, puisqu'ils se consacrent aussi à édition [ndlr : il s'agit d'abord d'une librairie]. Le Ministère de la Culture et le Ministère de la Communication, qui œuvrent dans le domaine de la publication du livre, devraient aussi réunir leurs efforts. Au Cameroun, on entend beaucoup plus parler du *copyright*, des artistes musiciens, et on ne parle pas du livre. Le gouvernement devrait apporter une aide importante à l'industrie du livre. Je pense que, dans d'autres pays comme la France, l'industrie du livre, avant d'être ce qu'elle est aujourd'hui, a reçu une aide du gouvernement. Si le gouvernement camerounais pouvait encourager les écrivains dans le développement du livre cela serait grandement



bénéfique. Il y a eu une initiative de ce genre faite par le Ministère de la Culture, mais malheureusement il n'y a pas eu de suite... De plus, les taxes sur l'édition et l'imprimerie au Cameroun sont véritablement nuisibles au bon développement de l'industrie : le gouvernement devrait examiner ce problème en priorité.

## **Annexe 25 - Entretien avec Jean Yves Mollier (Enseignant), Paris : 15 février 2010**

**J'aimerais connaître votre regard en tant qu'historien du livre : aujourd'hui on parle d'une époque de concentration, de globalisation de l'édition, le leitmotiv de la mondialisation revient beaucoup quand on parle du livre, il s'agit peut-être une heure sombre de l'édition, je ne sais pas. Je voudrais avoir votre avis sur tout cela, à savoir si l'on ne se situe pas à un carrefour où l'on doit réévaluer notre regard sur le livre, sur l'édition, sur l'accès aux œuvres, ou simplement sombrer dans un pessimisme teinté fatalisme.**

Il y a deux réponses à faire. Dans les années 1998-2005, lorsque j'ai édité les deux premières éditions d'*Où va le livre* en 2000 et en 2002, on pouvait considérer que les changements technologiques au niveau de la numérisation n'étaient pas encore l'événement marquant dans le domaine du livre. J'y reviendrai. C'était donc plutôt la concentration, c'est-à-dire le fait que des groupes de communication succèdent à des groupes d'éditions, groupes de communication dans lesquels on mariait à la fois le contenant et le contenu, du style AOL-Time-Warner, et bien d'autres dans le monde. On avait effectivement l'impression que ces groupes allaient essayer de décliner sous tous les supports : de la télévision au cinéma, jusque à l'écrit, jusqu'à l'imprimé, l'ensemble des productions, qu'ils allaient inventer une sorte de monstre, qu'on appelait « l'*educenment* », *education* d'un côté et *entertainment* de l'autre, c'est-à-dire essayer de publier dans les grands bassins linguistiques et rentables (anglais, espagnol, français, italien, allemand), les livres les plus rentables. C'était une simple addition. Aujourd'hui il faut bien dire que la numérisation, et les moteurs de recherche comme Google se sont lancés à corps perdu dans cette aventure. Cela modifie énormément de choses. Les grands éditeurs se sont lancés dans la numérisation, pas tellement en sachant où ils allaient, mais plutôt pour être prêts le jour où le marché s'ouvrira. Cela représente 3 % du chiffre d'affaires aux États-Unis, en France 1,5 %, mais évidemment il s'agit d'un marché exponentiel, encore que, personne ne puisse vraiment dessiner le modèle unique de ce type de marché futur, mais tout le monde s'y attend...

Par ailleurs, on voit bien que les moteurs de recherche, et notamment Google, qui aujourd'hui a numérisé 12 millions d'objets imprimés, a déjà la plus grande bibliothèque du monde, c'est-à-dire une bibliothèque plus importante en nombre de volumes que celle du Congrès à Washington. Donc, il y a là, évidemment, une menace, puisque un moteur de recherche pourrait bien devenir (et c'est vrai en 2009-2010) un libraire vendant des livres, un éditeur commercialisant une partie de sa production, donc un concurrent. Par conséquent, les cartes sont en train d'être véritablement redistribuées. La concentration est un élément, mais il n'est plus l'élément dominant, à moins que l'on parle de concentration au niveau des moteurs de recherche, devenant des sortes de monstres, de mastodontes,

comment les appeler ? Des *trusts* à l'américaine, je ne sais pas ! Mais, en tout cas, d'énormes entreprises, capables, restons un instant encore sur Google, de concurrencer Amazon dans la vente des fichiers numériques, de concurrencer Hachette ou les grands éditeurs par la possession d'un catalogue exceptionnel, parce qu'ils ont un catalogue de livres tombés dans le domaine public, pouvant les commercialiser comme ils veulent, ils ont également un catalogue d'œuvres orphelines, qui ne sont pas encore dans le domaine public mais dont on ne connaît pas encore les ayants droits, et dont on n'est pas capable de dire à qui il faut payer les droits, et elles ont aussi des droits piratés sur des œuvres qui appartiennent à des éditeurs, puisque, en numérisant à l'aveugle le contenu des bibliothèques américaines, elles ont évidemment les trois sortes de livres. Voilà comment je pourrais répondre à cette question.

**Vous êtes aussi un spécialiste de la littérature, dans vos œuvres, dans vos cours. La question que je voudrais alors vous poser est « l'édition influe-t-elle sur la littérature ? » Autrement dit, la littérature peut exister sans une édition ? Les littératures dépendent-elles uniquement du talent de leurs auteurs, ou doivent-elles être nécessairement tributaires du lieu où elles sont éditées ?**

Je pense qu'il y a nécessairement une dialectique entre l'un de l'autre. Mais il faut quand même être très prudent. Dans l'ensemble des exemples analysés par Pascale Casanova dans *La république mondiale des lettres*, on voit bien comment les lieux centraux de l'édition sont déterminants, puisque Paris, Londres ou New York pour simplifier, sont véritablement des capitales éditoriales, lesquelles drainent l'ensemble des littératures de leurs pays, mais aussi des littératures de pays satellites voire de pays très éloignés ! On sait combien la littérature des pays de l'Est a été tributaire de Genève via L'âge d'homme, et également de Paris. On sait aussi comment les littératures africaines et maghrébines, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, et au moins jusqu'en 1980, ont été dépendantes du marché parisien. Il y a bien une interaction. Cela veut dire que l'écrivain algérien, prenons par exemple Kateb Yacine, ou un marocain comme Mohammed Dib, qui écrit dans les années 1950-1960, écrit quand même pour le marché parisien, écrit pour être publié au Seuil ou dans une autre maison d'édition que l'on pourrait rapidement dire progressiste.

Mais peut-on pour autant éliminer le cas où un écrivain écrit dans la solitude la plus complète de la brousse africaine ? Non, on ne peut pas l'éliminer complètement. Il y a évidemment des écrivains, dans chaque époque, du genre de Segalen, du genre de Valéry Larbaud, qui ne sont pas tellement tributaires du marché, parce que, pour des raisons personnelles ou des raisons familiales dans le deuxième cas, ils peuvent s'en extraire. Mais, hormis quelques cas marginaux je pense que les lieux d'édition sont absolument déterminants par rapport aux écrivains. Un écrivain n'écrit pas pour lui par rapport à la légende. Il écrit pour des lecteurs, et même quand il écrit le contraire, c'est une sorte de jeu : quand Pierre Louÿs écrit dans son journal « écrire pour une dizaine de happy few capables de comprendre et d'aimer ce que je dis », c'est une figure de style ! C'est un jeu social ! Puisque, dès qu'il va avoir du succès, il va laisser le pauvre Mercure de France pour passer chez les grands éditeurs qui vont pouvoir le commercialiser à des dizaines de milliers d'exemplaires ! Le cas de Valéry Larbaud me semble

parfaitement adéquat à montrer que, au fond, le processus d'écriture est un processus qui s'inscrit, effectivement, dans un champ littéraire.

**La question suivante découle de deux questions précédentes : l'éditeur est souvent considéré comme un passeur des littératures, peut-on alors concevoir que l'éditeur demeure aujourd'hui le meilleur véhicule d'une littérature avec son espace, quand des intellectuels comme André Schiffrin déclarent sa fonction en voix de disparition, si ce n'est en disparition pure et nette ?**

Oui, mais il faut faire attention. André Schiffrin, qui est un grand ami, a raison d'analyser la tendance lourde, le *trend*, comme disent les Américains. Le *trend* il est là. C'est-à-dire que les mastodontes n'ont plus la capacité, ni le temps, ni la capacité de s'intéresser à la littérature en train de se créer, à la littérature encore en genèse, ou en gésine, si l'on veut. Mais, en même temps, ces grands groupes ne sont pas tout à fait idiots. Et beaucoup d'entre eux ont des laboratoires, intègrent de petites unités, comme P.O.L. par rapport à Gallimard, comme Christian Bourgois par rapport au Groupe de la Cité, qui vont pouvoir avoir véritablement un œil sur la production nouvelle. Donc c'est ça qui me semble majeur. Par ailleurs, et Schiffrin n'en dit rien, faute de temps, il existe un autre phénomène qu'il ne faut jamais oublier : au moment où nous parlons, il y a des entreprises qui font faillite, et il y a des entreprises qui se créent. Tous les ans se créent en France comme dans la plupart des pays développés (ou d'ailleurs non-développés), des nouvelles maisons d'édition, avec des vrais amoureux de la littérature, avec de vrais amoureux du livre, avec des gens qui vont consacrer toute leur énergie, tout l'argent qu'ils possèdent à l'éclosion d'une nouvelle littérature ! Il faut donc faire attention : on a un champ qui est en permanence mouvant. Avec des grands groupes, avec des groupes moyens, avec des petits éditeurs, et même des micros éditeurs ! C'est tout cela qui nourrit l'édition. Et s'il est vrai, comme les travaux de Jean Marie Bouvaist l'ont montré, qu'en général les nouvelles structures disparaissent dans les cinq ans, les quelques structures qui demeurent pérennes, elles, vont finir par s'imposer, je pense. Acte Sud qui est né en 1978, est aujourd'hui une grande maison, y compris pour la recherche ! Je pense aussi à des structures plus petites comme Viviana Hamy, qui d'ailleurs n'est plus propriétaire de son entreprise. Je pense à des structures comme celle-là, ou à des structures encore plus petites comme par exemple Liana Levi, qui cherchent à s'imposer. Liana Levi est un bon exemple : elle a révélé la littérature brésilienne et sud-américaine en général, mais essentiellement brésilienne à la France. Elle a véritablement misé sur un type d'écrivain. On peut imaginer que, demain, des maisons d'édition imitant un peu Présence Africaine ou d'autres se consacrent véritablement à la littérature qui vient de ce continent.

**L'édition doit-elle alors chercher de nouvelles voies, à l'exemple de l'opération *Lekti écritures*, qui passe à travers l'outil Internet, ou encore de L'Alliance des Editeurs Indépendants, qui essaie de trouver des nouvelles marges, pour occuper une sorte de terrain ?**

Oui bien sûr ! On peut penser effectivement à L'Alliance Internationale des Editeurs Indépendants, mais il faut bien faire attention, L'Alliance Internationale des Editeurs Indépendants, son but c'est justement de permettre, essentiellement, à l'édition de ce que l'on a appelé le tiers-monde, de pouvoir

vivre. Et puisqu'il s'agit, dans le cadre d'un commerce équitable, de faire en sorte que des alliances se nouent, et que l'édition d'un même livre qui va commercialiser à la fois en France, au Québec, en Suisse romande, en Belgique et puis en Tunisie ou au Sénégal, se fasse à des prix différents, plus élevé dans les pays riches, et moins élevé dans les autres, il y a donc là un but immédiat. Il faut donc que ces O.N.G. (appelons-les comme ça), du style Alliance Internationale des Editeurs Indépendants, puissent vivre. Mais elles ne vont pas résoudre l'ensemble des problèmes ! Ce qui se passe avec Internet est un phénomène tout à fait nouveau. C'est-à-dire qu'on peut, d'une certaine manière, se passer d'éditeur. Mais si chacun se met à publier ses livres sur Internet, il n'y aura plus ce procédé de validation de l'œuvre en quoi consiste l'édition, c'est-à-dire le fait de rendre publique, de décider « je ne publie pas ce manuscrit » ou « je publie cet autre manuscrit ». Il faudra bien qu'il y ait à un moment ou un autre ce processus de validation fait par des gens compétents. Tout le monde n'est pas compétent sur n'importe quoi ! On peut rêver de l'Agora des cités grecques, où chacun donne son avis sur la démocratie, mais on oublie quand même que ces sociétés fonctionnaient avec 95 % d'esclaves, 4 % de métèques, et seulement 1 % d'hommes libres ! Et que, par ailleurs, les femmes n'étaient pas admises sur l'Agora. Donc ce sont des modèles très utopiques, qui peuvent être des modèles, au demeurant et pourquoi pas : Internet permet de discuter, effectivement, de tous les problèmes, mais je ne crois pas qu'Internet puisse se substituer au processus de compétence. Tout le monde n'est pas compétent pour dire si un poème aujourd'hui apporte véritablement quelque chose par rapport à l'écriture poétique. Encore faut-il avoir une véritable formation en poétique. Donc il y a là, quand même, un véritable obstacle.

**Pour en venir maintenant à l'édition africaine, votre séminaire « Livre, édition et lecture en système colonial du XIXe au XXe siècle » met un certain accent sur l'édition en Afrique, sur son histoire et son présent. Ma question est simplement quels sont les enjeux, d'un tel séminaire ?**

Il y a une raison conjoncturelle, et il y a une raison structurelle. La raison structurelle c'est que ce séminaire, qui existe depuis plus de 20 ans, change, naturellement de thème chaque année. Une année cela peut être « la censure », une autre année « la librairie », une autre année « l'édition », une autre année, effectivement, « le livre en système colonial ». La raison conjoncturelle, c'est qu'il existait peu de travaux il y a 10 ans sur un tel sujet, et qu'on ne pouvait alors pas bâtir un séminaire annuel, tel que je le fais, sur deux semestres, sur un tel contenu. Aujourd'hui les travaux, le votre notamment, les thèses en cours, et puis les travaux déjà réalisés, permettent, effectivement, de réunir suffisamment de spécialistes dans douze séances, pour pouvoir faire un bilan, certes provisoire, mais un bilan quand même de ce qu'a été la situation du livre en pays colonial. En fait, comme vous l'avez remarqué, mon séminaire porte aussi bien sur l'Asie que sur l'Afrique, puisque j'essaie de confronter un certain nombre de situations. Il y a des intervenants sur l'Indonésie, il y a des intervenants sur l'Indochine, il y a des intervenants sur la Chine, il y en a, bien sûr, sur l'Afrique : à la fois le Maghreb et l'Afrique Noire. Il s'agit de confronter ces situations, pour voir comment le livre est né dans un contexte bien précis et comment, aujourd'hui, il sort de ce contexte ou demeure dans ce contexte, la question étant de savoir si ces pays devenus indépendants sont capables, aujourd'hui, de véritablement proposer une

édition, c'est-à-dire une lecture à leurs nationaux. Il faut bien dire que la réponse est assez désespérante dans la plupart de ces pays. Alors que l'Afrique anglophone s'en sort assez bien, mais au prisme d'une domination des grands groupes anglais, notamment Oxford University Press, et un certain nombre de grandes entreprises, l'Afrique francophone s'en sort très mal, mais on y trouve aussi la domination des grands groupes européens.

Pour prolonger, les études sur le livre sont souvent consacrées *aux livres*, les études littéraires à *la littérature*, les sciences de la communication ouvrent peu à peu des brèches, au même titre que la critique génétique dans les enseignements de lettres considère de façon croissante l'importance de l'éditeur dans sa fonction littéraire, lequel s'impose comme lien entre le texte son environnement, entre le texte et un contexte. Cependant, et dans le domaine des études littéraires africaines, livre et littérature paraissent encore antinomiques. D'un côté on aurait l'édition et le livre en Afrique avec être des travaux tels que ceux menés par Luc Pinhas ou bien Isabelle Bourgueil, de l'autre, la littérature et sa multitude de spécialistes, qu'ils soient francophonistes, africanistes, romanistes, etc. Les travaux liés aux champs littéraires africains ouvrent -vous en parliez- des nouveaux espaces de réflexion, et je pense en particulier à des ouvrages comme *L'espace public colonial* de Hans Jürgen Lüsebrink, mais ces derniers sont encore isolés dans l'univers de la recherche et relativement récents. Quelles peuvent être les perspectives de ces nouveaux travaux sur la recherche en littérature africaine, éclairée par une connaissance sur l'histoire du livre ? Par ailleurs, peut être l'apport de l'historien du livre sur la critique littéraire africaine ?

L'historien du livre, c'est quelqu'un qui travaille à un carrefour de disciplines, ce qui est extrêmement frustrant et exigeant. Frustrant, parce que nul ne peut être évidemment Pic de la Mirandole et spécialiste de tous et de n'importe quoi, en même temps très excitant intellectuellement, puisqu'on ne peut pas être historien du livre si l'on ne se frotte pas à l'histoire littéraire, à l'histoire proprement dite, à l'histoire économique, à l'histoire politique, à l'histoire sociale, à l'histoire culturelle, à la sociologie, à l'information et à la communication, et encore toute une série de disciplines. Autrement dit, l'historien du livre est plutôt une sorte de chef d'orchestre qui convoque les spécialistes des autres disciplines pour essayer de les faire travailler ensemble. Et lui, il tient la baguette. Il tient la baguette, non pas au nom d'un méta-savoir, ou d'un métadiscours, cela certainement pas, mais parce qu'il est persuadé que c'est en réunissant dans une sorte de gerbe (si l'on veut filer une métaphore quelque peu agricole comme un bouquet de fleurs), pour essayer, en tissant, en tirant chaque fil, de voir ce qu'il apporte à l'objet lui-même. Car il s'agit de revenir à la manière dont, concrètement, naît et se développe la littérature. Naître cela veut dire « des hommes qui décident d'écrire », mais se développer cela veut dire, effectivement, un système où les écrivains ont rencontré le public, et où donc un public de lecteurs va lire sous la forme de journaux, de revues, de magazines, sous la forme, aujourd'hui peut-être, de feuilletons à la radio, voire à la télévision, voire sur Internet, quel que soit le support. Il s'agit d'un public qui va prendre connaissance de ce qui a été écrit. C'est-à-dire qu'il y a aussi les intermédiaires, des hommes doubles tels que sont les éditeurs, mais éditeurs au sens très

large, ce qui inclut aussi bien les diffuseurs que les libraires, et tout ce qui, à moment ou à un autre, vont participer à l'élaboration de ce produit qu'est le livre. Il n'y aurait rien de plus réducteur que de croire que le texte, comme on l'a écrit à un moment se suffit à lui-même. C'est une imbécillité. Il n'y a jamais eu de publication d'un livre sans que le support n'ait pas entraîné, partiellement, la réception du contenu. On le sait, un livre en grand ou en petit format n'est pas lu de la même manière. Illustré ou non il n'est pas lu de la même manière. Bon marché ou, au contraire, luxueux, il n'est pas lu la même manière. Donc, il faut véritablement tenir compte de tout ce que chaque instance apporte en transformant le produit. On pourrait prendre de multiples exemples : Tocqueville pour l'un de ses chefs-d'œuvre les plus lus dans le monde entier, *L'ancien régime la révolution*, n'a pas écrit ce livre : il a écrit *L'ancien régime*. Or, c'est l'adéquation entre le contenu le titre trouvé par l'éditeur qui a permis à l'œuvre de rayonner. Ceci n'est qu'un exemple, mais on pourrait en trouver une multitude. C'est-à-dire qu'il y a véritablement une interaction qui fait que l'on ne peut pas ne pas tenir compte de cette instance qu'est l'édition.

**L'édition africaine s'exporte aujourd'hui dans le monde anglo-saxon à travers des organisations comme *African Books Collective*, ou l'*African Publishers Network*. Très peu, voire quasiment pas en France. Comment interpréter un tel état de choses ? Serait-ce le seul fait du pré carré parisien ? De cette Afrique sur Seine ? Peut-on y voir d'autres circonstances ?**

C'est toujours très compliqué de répondre ce type de questions. Les éditeurs ne sont pas du tout hostiles à commencer à labourer des champs nouveaux. La preuve : quand Liana Levi s'est lancée dans la littérature brésilienne elle a été imitée tout de suite. Lorsqu'à la fin du XIXe siècle, certains marginaux s'étaient lancés dans la littérature régionaliste, ils avaient été imités. Donc, de ce point de vue là, dès qu'il y a une ouverture, l'ensemble de l'édition, qui est très « suiveuse », s'y met. C'est-à-dire que si, à un moment, l'édition africaine anglophone trouve une manière ou une autre de faire parler d'elle, il y aura un relai éditorial. La grande difficulté c'est qu'aujourd'hui, comme on ne considère pas que c'est un marché, on laisse Présence Africaine, un peu le Seuil, Karthala, L'Harmattan, dominer ce secteur. Les autres éditeurs comme Gallimard se contentant de quelques titres, sans qu'il y ait véritablement de collections. Si les écrivains africains parviennent à s'imposer, il y aura de nouvelles collections. On le voit avec l'attribution du prix Nobel à Wole Soyinka en 1986 : cela a permis le passage de l'écrivain en Folio. Et il y a de nouvelles collections. Un exemple : (ndlr : montrant *Sozaboy* de Ken Saro Wiwa édité à L'Alliance Internationale des Editeurs Indépendants) voici un ouvrage édité par les Presses Universitaires d'Afrique au Cameroun, Ruisseaux d'Afrique au Bénin, Eburnie en Côte d'Ivoire, Barzakh en Algérie. C'est évidemment l'Alliance qui va donner dans la collection « Terre solidaire » la possibilité de lire un très grand roman (avec une préface d'Alain Mabanckou), d'un écrivain disparu aujourd'hui puisqu'il a été pendu, il s'agit de Ken Saro Wiwa qui, parce qu'il était nigérian mais qu'il appartenait à la communauté des Ogoni, a été condamné à mort et exécuté en 1995. Vous comprenez, on voit qu'il y a quand même des petites ouvertures, elles ne sont pas très grandes, mais ce roman, peut-être, connaîtra un succès. Il faut essayer de multiplier les

initiatives pour aller dans ce sens. Pour ma part, je suis relativement optimiste, considérant que le très grand succès d'Ahmadou Kourouma, montre qu'il y a une place -éditorialement parlant- pour de grands écrivains africains. Mais, il faut en quelque sorte convaincre l'édition qui a pignon sur rue, que son intérêt est aussi de publier ce type d'écrivains. Dans ce cas-là, elle y va. Donc, autrement dit c'est un peu ça qui est terrible pour les petites structures, ou pour les associations comme l'Alliance, c'est-à-dire que si ces derniers ouvrent un marché, ils savent qu'à un moment c'est la grande édition qui va leur « piquer » ce marché. Mais c'est à ce prix que l'on lira les écrivains de l'Afrique.

**Une question qui me vient en passant : j'ai assisté récemment à une conférence au musée du Quai Branly. Durant une table ronde, Bernard Magnier, présenter sa collection renommée « Lettres africaines » (chez Actes Sud). Doit-on voir ici un symptôme d'une certaine acceptation des œuvres africaines dans un corpus plutôt littéraire qu'africain ? Quel est votre avis sur un tel changement de nom de collection ? S'agit-il plus simplement d'un titre « véhiculaire » ?**

Je serais très prudent. On ne peut pas dire qu'il y ait un changement très important. Il y a peut-être un changement au niveau des spécialistes comme Bernard Magnier, mais dire qu'il y a une prise de conscience de l'opinion serait exagéré au moment où nous parlons ! Il y a, peut-être, quelques frémissements, quelques signes précurseurs, mais pas énormément. Pas énormément. Donc je resterais, pour le moment, assez réservé. Je ne vois pas, dans l'immédiat une ouverture très grande dans la découverte de ces écritures. Malheureusement.

**Dernière question : quelle ambition, espoir dessinez-vous derrière le séminaire consacré à l'édition en système colonial, que vous tenez cette année ?**

Le but de mon séminaire c'est, d'abord, de faire réfléchir les étudiants. Les faire réfléchir. Que ce soient ceux qui ne le suivront qu'une année, ceux qui viennent pendant trois, quatre, cinq ans, et parfois davantage, en essayant d'aborder les questions sur lesquelles nous travaillons sans œillères, sans tabous, sans censure, sans complaisance. Il s'agit de leur montrer en quoi le système colonial a pu peser, véritablement, sur la genèse ou l'absence de genèse de certaines écritures. Il s'agit aussi de leur montrer, comment, en même temps, dans les creux ou dans les plis du système colonial, se sont dessinés, quand même, des ouvertures. Ce sont ces ouvertures là sur lesquelles nous travaillons. Il ne s'agit pas d'avoir une vision toute en rose ou toute en noir, mais d'essayer d'apporter le maximum de nuances. Il s'agit également de montrer aux étudiants, ou d'essayer de leur faire comprendre que des littératures sont véritablement nées, et qu'elles ont une très grande valeur et que, de même qu'à la fin des années 1960, *Cent ans de solitude* de Gabriel Garcia Marquez, très bien traduit par le couple Carmen et Claude Durand, avait permis aux Français de découvrir ces littératures d'Amérique latine comme on dit aujourd'hui, de la même manière il faut aujourd'hui essayer de découvrir ces voix qui dérangent, ces voix discordantes, ces voix qui n'écrivent pas de la même manière que Balzac, Zola ou Amélie Nothomb, mais qui écrivent d'autres manières, parce que le champ de l'Afrique ne peut pas être le champ de la Loire, le champ de la Seine. Donc c'est aussi cela le but du séminaire : Essayez de



donner à lire, de donner à penser. Et si j'ai réussi à faire lire, à penser quelques-uns des auditeurs, et bien je suis satisfait.

## **Annexe 26 - Entretien avec Mouhammadou Modibo Aliou (Enseignant, écrivain), Paris : 31 mars 2010**

### **Qui est Mouhammadou Modibo Aliou ? Quel est son parcours ? Comment a-t'il été entraîné dans l'aventure littéraire camerounaise au début des années 1970 ?**

Et bien je ne sais pas s'il y a vraiment un parcours car, à bien y regarder, il s'agit plutôt d'un tout petit chemin. L'idée d'écrire est venue très tôt. Je suis issu d'un milieu d'intellectuels -du point de vue traditionnel- qui attache une importance particulière à l'écrit. Je dirais que c'est au collège de Garoua, à partir du contact avec les auteurs africains d'expression française et grâce à un très bon professeur.

On ne sait pas pourquoi on écrit, sans doute pour mille et une raisons. Si je devais chercher un élément rationnel, j'y verrais le fait que ma ville se trouvait à 500 km du lieu où j'ai été au collège, dans un régime d'internat où je ne connaissais absolument personne. La seule chose que je faisais le samedi ou le dimanche était de lire des livres. J'avais un ami en classe de cinquième, on se mettait au bord du terrain de sport et on lisait, un jour cet ami m'a montré un ouvrage : c'était *L'enfant noir* de Camara Laye. J'ai regardé, et il m'a dit « Maloum, il y a un professeur ici qui a des livres écrits par des Africains, de très bons livres ». Et c'est comme ça qu'il m'a mis en contact avec Roger Labatut. Nous allions prendre des livres dans sa bibliothèque. Il y avait pratiquement tous les auteurs francophones. Je pense que tout vient un peu de là.

Par la suite je me suis mis à écrire, comme tout adolescent j'avais mon journal. Plus tard, quand j'étais à Yaoundé pour le lycée, j'ai envoyé mes poèmes, c'était en 1971, l'année où je passais le bac. Je savais qu'il y avait la revue *Ozila*, et j'ai donc remis mes poèmes à Max Dippold que j'avais connu par l'intermédiaire de Philippe Laburthe Tolra, si je me souviens bien. Dippold a donc regardé mes poèmes, et il a accepté de les publier.

### **C'est donc là l'origine de votre implication dans la vie littéraire camerounaise ?**

Tout à fait.

### **À partir de votre parcours d'intellectuel, comment avez-vous pu (et pouvez-vous encore) mesurer l'indépendance du Cameroun ?**

À l'époque nous étions tous conscients qu'il n'y avait pas d'indépendance ; tout intellectuel en était conscient. Il faut aussi dire que les personnes originaires du Nord avaient une position très délicate dans ce régime : nous étions surveillés, on nous avait toujours à l'œil. Mais nous étions tout de même « éduqués ». Le collège de Garoua était ainsi et vraiment un établissement qui a formé l'élite du Nord Cameroun ; nous étions très fiers d'y étudier. À l'époque l'idéologie marxiste circulait beaucoup : il y avait l'impérialisme d'un côté qui exploitait les personnes et de l'autre on se retrouvait à un régime

néocolonial, nous vivions dans un régime autoritaire, à parti unique. Dans ce contexte nous étions conscients de constituer une certaine élite. Que pouvions-nous faire là-dedans ? On voyait les choses, on ne pouvait pas les changer et on était dedans. C'était toujours comme ça. Pour parler de l'indépendance du Cameroun aujourd'hui, pour ma part je suis ici (en France, ndlr), depuis décembre 1975, donc je connais très peu le Cameroun.

### **À l'origine, vous êtes parti du Cameroun pour vos études ?**

Pour mes études, oui. C'est une longue histoire ! Je suis venu en France pour faire une thèse d'Histoire avec ce qui correspond aujourd'hui à la maîtrise, soit le diplôme d'études supérieures. Etudiant en Histoire, je voulais néanmoins étudier la Philosophie, mais il n'y avait plus d'enseignement de Philosophie au Cameroun. Ce dernier avait été supprimé après mai 68 et n'a même plus été prévu à l'université de Yaoundé qui comptait pourtant 4000 étudiants. La Philosophie formait « des subversifs ». Donc pas de Philosophie, alors Sociologie. Mais la Sociologie avait aussi été supprimée pour les mêmes raisons, il fallait donc se rabattre sur une discipline proche, en l'occurrence l'Histoire. Les professeurs d'Histoire-Géographie me pensaient plutôt comme géographe. Lorsque j'ai passé le baccalauréat, j'ai eu la Géographie à l'oral et je me souviens avoir répondu aux questions aussi librement qu'aujourd'hui et, pendant que je répondais, l'examineur, Monsieur Fritz, me regardait avec un air sévère, et moi je me disais « c'est terrible ! » En réalité il était impressionné par mes réponses, qui portaient sur une question que nous n'avions pas étudiée. Dans ces cas-là on se jette à l'eau en se disant « tant pis ». On m'a ainsi proposé d'aller faire la Géographie et je me suis donc inscrit en Histoire-Géographie. Moi, faisant la Géographie, je voulais en réalité faire de l'Histoire parce que ne pouvant pas faire de la Sociologie ou de la Philosophie ! (rires). J'ai donc fait ma Licence d'Histoire, ai quitté la Géographie à l'issue des deux premières années, et après la Licence j'ai fait une Maîtrise et je suis venu en France en 1975.

### **Comment s'est passée votre prise de contact avec les milieux intellectuels parisiens à l'époque de votre arrivée ?**

C'était une période très, très particulière ; c'est-à-dire que je me suis rendu compte à partir de la France de ce qu'était vraiment la situation coloniale. J'ai discuté avec d'autres étudiants, et qu'un étudiant me demande où se trouve le Cameroun, cela me paraissait vraiment impossible ! Les gens ignoraient en France jusqu'où se trouvait le pays de l'autre. Que mon voisin ne sache pas où est le Cameroun, je ne lui en veux pas, car il y a de nombreux pays sur Terre, mais c'était tout de même un choc. Quand à cette littérature africaine dont on parlait tant au Cameroun, c'était totalement marginal ici en France, vraiment tout à fait marginal. Autant on ne jurait que par le français, autant on constatait qu'en réalité les dés étaient pipés. Il y avait un grand déséquilibre entre ce que l'on pense et ce qui est, ce qui m'a alors beaucoup choqué.

J'avais néanmoins mes poèmes, et la volonté de les publier. Ayant constitué un recueil petit à petit tout en prenant au fur et à mesure conscience de la réalité culturelle, j'ai alors *publié Sur les chemins de*

*Sa'ira*aux éditions Saint-Germain-des-Prés. Quand c'était terminé, pour moi la rupture était claire : je voulais faire quelque chose dans le domaine culturel. On croyait alors énormément à la possibilité pour les intellectuels de changer le monde, c'était, je pense, une illusion des intellectuels africains qui continue d'ailleurs jusqu'à aujourd'hui.

Mais en voulant réellement faire quelque chose du point de vue culturel, il fallait considérer que, certes, l'Histoire est importante, mais que la Langue est au centre de l'individu, c'est en tous cas ce que je pense. J'ai un très bon ami qui enseigne aujourd'hui à Lille, je lui rendais alors visite et l'on passait beaucoup de temps à discuter. Nous discutons de l'importance de la langue, jusqu'à ce que nous prenions la décision de créer une revue pour promouvoir les langues africaines. J'ai par ailleurs publié un ou deux poèmes -les tous derniers- à Présence Africaine. J'aurais pu faire une carrière de poète, mais je pense qu'il fallait faire des choix.

Pour moi, ce qui compte c'est l'Expression de l'Individu. À mon avis (et ce n'est pas pour porter un jugement sur ce qui s'écrit en français ou en d'autres langues), si l'on écrivait dans les langues africaines la littérature africaine aurait une toute autre réalité.

Or, à l'époque on ne parlait pas des langues africaines, et l'idéologie dominante au Cameroun était celle de l'unité nationale. Dans la perspective de l'unité nationale, plus on s'intéressait à la diversité, plus l'unité nationale devenait une unité « ciment », une unité « béton ». Dans une telle situation il n'y aura jamais d'unité, c'est-à-dire que l'on veut construire l'unité mais pour se faire, il faudra absolument tenir compte de la diversité et de la complémentarité.

Je ne raisonnais qu'à partir de cette idée là à l'époque, et ce qui a été très important pour moi, a été de rencontrer des peuls des autres pays : du Mali (le guinéen Ngoungou Cissé), des Mauritaniens, des Sénégalais (notamment un poète Mauritanien décédé il y a peu, Mamadou Samba Diop).

René Philombe vous signale brièvement dans son anthologie intitulée « Le livre camerounais et ses auteurs », Pius Ngandu Nkashama, dans son volumineux ouvrage « Littératures africaines » fait une présentation analytique fort intéressante de votre poésie, mais vous êtes cependant absent de l'anthologie réalisée par Patrice Kayo en 2000 (qui vous citait pourtant dans son anthologie de 1979). Est-ce là et selon vous un problème d'oubli, de résonance ou de circulation de votre œuvre ?

Je ne sais pas. A vrai dire et franchement, je l'apprends presque avec votre question. J'ai, comme on l'appelle en français « tourné la page » : une fois que vous avez tourné le dos, vous ne vous retournez plus. Je discutais beaucoup avec Paul Dakeyo dans les années 1985 et je sais qu'à un certain moment il m'a mentionné dans une de ses anthologies, mais par la suite que je ne sois pas présent, cela peut être lié à des questions d'éditeur, des places que l'on a, il y a peut-être d'autres personnes, très certainement d'autres poètes, etc. Pour moi la littérature était comme on pourrait dire « une aventure », et vraiment je n'ai pas suivi ensuite, je ne peux donc pas trouver d'explication.

**C'est ce questionnement sur les langues africaines et les littératures en langues africaines qui provoque cette rupture et le fait que vous ayez « tourné la page » ?**

Oui, c'est une prise de conscience.

### **Y a-t-il une présence poétique camerounaise en France, comme c'est le cas pour le roman ?**

Pour vous parler sincèrement, lorsque je suis venu ici, je me suis intéressé à *Présence Africaine* à travers mes études, je voulais faire de l'Histoire, et ceci contribue beaucoup à l'affaire. Par Histoire, j'entends évidemment l'Histoire qui me concernait, soit l'Histoire africaine. C'est Henri Brunschwig qui a dirigé ma thèse d'Histoire en France. Pour moi, l'Histoire dans le Nord-Cameroun doit tenir compte des traditions orales : il y a les sources écrites d'un côté et de l'autre la tradition orale. Mon mémoire de DEA à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales était intitulé *Les sources écrites de l'histoire du Nord Cameroun*, j'ai donc réalisé ce mémoire à partir de sources de manuscrits arabes, de chroniques et des choses comme cela. Or, pour Henri Brunschwig, ce que moi je considère comme « traditions orales » (comme a pu en collecter Eldridge Mohammadou), était plutôt ce que l'on appelle « la rumeur ». A cette période, tout africain qui venait faire une thèse d'Histoire était d'abord envoyé vers les archives coloniales, etc. Un article publié dans la revue *Esprit* avait beaucoup intéressé mon directeur, qui m'avait donc demandé de faire la même chose pour *Présence Africaine*. Je me rends donc à *Présence Africaine*, je rencontre Alioune Diop qui me reçoit avec Jacques Rabemananjara ainsi qu'un de leurs collaborateurs très dévoué qui réalisait à l'époque l'essentiel du travail de *Présence Africaine*. Je fais donc une interview et, suivant les conseils de mon professeur, je consulte les petites archives qu'il y avait sur place, et je consulte l'ancêtre de *Présence Africaine*, *L'Etudiant de la France d'Outre-Mer*, si mes souvenirs sont bons. Il y avait là ce camerounais qui a écrit *Cameroun ô Cameroun*, Iwiyé Kala Lobé qui me dit alors « vous croyez que nous travaillons comme les Américains ?! Les archives ! Quelles archives ? » Je me retrouvais comme ça, plus ou moins bredouille. J'ai donc dit à mon professeur « écoutez, cette histoire d'archives, vraiment... », et j'ai ensuite arrêté ma thèse d'Histoire pour m'inscrire en Linguistique, en Etudes Africaines.

Pour revenir aux poètes camerounais, je ne suis donc pas vraiment intéressé à cette question, je savais simplement qu'il y avait Iwiyé Kala Lobé qui écrivait, mais c'est tout. Pour moi, le poète, mon poète reste définitivement Césaire. Césaire est un vrai poète ! Senghor, c'était des exercices de poésie, enfin c'est trop prétentieux de le dire, c'est-à-dire que pour moi la poésie de Senghor ne parle pas de la même manière que Césaire. En y pensant, j'ai aussi lu à cette époque un autre poète, alors que j'étais encore au lycée, Muhammed Iqbal, un poète pakistanais, un grand poète, assez connu, il est publié dans la collection Seghers. Comme autre poète il y avait encore les malgaches tels que Rabemananjara et avant lui Rabearivelo, de très grands poètes.

Je ne raisonne pas à partir de l'idée de « poète camerounais » ou de « poète pas camerounais », et pour être franc, je ne sais pas si, à cette époque-là, il y avait en France des poètes camerounais et ni comment cela fonctionnait, mais à mon avis il n'y en avait pas beaucoup.

Ceux qui survivaient ici, se trouvaient d'ailleurs dans des situations extrêmement difficiles, c'était une période où Ahidjo faisait une guerre implacable à tous ceux qui représentaient, pour le régime, l'opposition de l'UPC. C'est tout ce que je dirai à ce propos.

**Je passe à une question qui concerne plus précisément votre œuvre...**

Mon « œuvre » c'est trop dire !

**Ça c'est parce que vous êtes modeste ! Je vous pose donc autrement la question : la « Sa'iira » c'est, dans le Coran, la fournaise qui embrase les damnés éternels. Votre recueil est tout emplit de flammes : des « flammes braises », des « flammes de sang », du « sanglot du soleil », des « sept enfers ensemble fondus »... Quelle signification donnez-vous aujourd'hui à cette métaphore religieuse et infernale ? Serait-ce le Cameroun qui, en 1979, était déjà, de votre point de vue, sur une trajectoire incendiaire ?**

Oui, voilà, je pense, une bonne lecture. C'est une métaphore. En fait, la Sa'iira c'est le septième enfer, un endroit terrible. Il faut imaginer trois secondes la punition que cela représente d'être plongé dans les flammes ! Imaginez alors des gens damnés dans le septième enfer. En somme c'est ici une référence aux Damnés de la terre de Frantz Fanon, ce livre, qui était une de mes grandes lectures à l'époque. C'est cela la damnation : une situation absolument sans issue, mais au bout de laquelle, quand même, parce que ce n'est pas l'Enfer, on espère que dans cette souffrance il peut y avoir quelques ressorts qui permettront à l'homme de s'échapper. C'est un espoir entre guillemets, une sorte d'espérance.

**Vous avez pris une part active au travail de la revue « Le Cameroun littéraire » au début des années 1970, pourriez vous me parler des origines et du travail de cette entreprise intellectuelle ?**

J'étais à l'université de Yaoundé en 1971 et à l'époque, la revue que j'ai connu c'était un cahier littéraire : Ozila. Il me semble d'ailleurs avoir plus publié dans Ozila que dans le Cameroun littéraire. C'est Max Dippold qui m'a alors amené chez René Philombe, un Monsieur très bien, vraiment impressionnant. C'était quelqu'un qui était paralysé, il restait donc là, assis, sa maison était ouverte tout le temps, et l'on pouvait venir à n'importe quelle heure. J'avais une petite Mobylette à l'époque, je quittais le campus universitaire pour venir chez lui, il était à Nlongkak, je venais, on s'asseyait, on discutait, etc. J'ai beaucoup échangé avec lui, et je pense que c'est par la suite, en 1972, que naît le Cameroun littéraire. Peut-être en réaction, je ne pourrais exprimer cela très clairement, mais ce que je sais c'est qu'il y a eu un gros conflit entre Max Dippold et René Philombe à cette période.

Je m'entendais bien avec les deux, j'ai donc proposé ma collaboration pour les deux premiers numéros du Cameroun Littéraire, mais je n'ai pas continué par la suite. Tout à fait honnêtement, je ne me souviens plus très bien de toute cette période. La revue était ronéotypée à l'époque. C'était le seul moyen que l'on avait pour la reproduction, c'était d'ailleurs pareil pour Ozila. Aujourd'hui, certains jeunes de votre âge, quand on leur parle de ronéotype, ils ne savent pas vraiment ce que c'est !

Le Cameroun Littéraire était donc né d'une certaine agitation, je pense que René Philombe n'aimait pas beaucoup le rôle que jouait Max Dippold, il ne comprenait pas pourquoi ce dernier s'intéressait tant à la littérature camerounaise. Je pense, et je vous avoue n'avoir jamais vraiment réfléchi à la question... Je pense qu'à l'époque, René Philombe était très jaloux de son rôle d'intellectuel camerounais. C'était l'un des premiers romanciers après Mongo Béti, c'était l'un des premiers en tout cas qui soit resté sur place, qui ne soit pas parti pour aller en Europe comme les autres, il considérait certainement que ce qui est littéraire devait être fait sur place.

### **Comment se passait le travail au sein de la revue ?**

Si, par la suite un comité de rédaction s'est mis en place, un comité qui travaillait réellement, au début, le travail ne nous satisfaisait pas réellement. Le Cameroun littéraire s'est donc arrêté pendant longtemps, il y a une rupture après les trois ou quatre premiers numéros.

Nous étions tout un groupe à cette époque-là : il y avait un ami que j'avais connu à travers la revue *Ozila*, Arthur Sibita, il y avait aussi Albert Agège, professeur de littérature à l'université de Yaoundé si je me souviens bien, Gabriel Charlie Mbock, Jean Dihan, l'ancien directeur des éditions Clé, Patrice Kayo, ainsi qu'un poète anglophone très doué dont je n'arrive pas à me rappeler le nom, et puis encore Charles Binam Bikoi, qui a ensuite dirigé le CERDOTOLA (ndlr : Centre Régional de Recherche et de Documentation sur les Traditions Orales). Nous avons donc formé un petit groupe, et avec le soutien d'un coopérant français nous avons créé une autre revue qui s'appelait *Ecritures*. Nous appelions notre petit groupe « cercle littéraire », c'est-à-dire que nous formions un comité de rédaction où nous recevions les textes. On se réunissait pour discuter et travailler sur les textes. Sibita voulait faire des nouvelles, il était relativement doué, Charly Gabriel Mbock aussi, Agège c'était plutôt du roman, etc. On a ainsi travaillé activement. On a fait, je pense, quelques trois ou quatre numéros et après les choses se sont terminées, pour ma part je suis parti en France.

### **Comment amenez-vous la revue vers un public ?**

Pour diffuser on ne se posait pas beaucoup de questions, la revue circulait à l'intérieur de l'université même où alors par colportage, on se cotisait aussi. Je me souviens que pour la revue *Ozila*, Dippold m'avait demandé de faire les ministères, je déboulais ainsi en boubou dans les bureaux, c'était très naïf et on n'a jamais rien reçu ! Je pense que ceux qui étaient salariés et qui avaient un peu d'argent, comme le philosophe Jean Pierre Fouda Owoundi, soutenaient aussi la revue.

Ce que je conserve de cette époque, c'est que j'étais alors tout à fait intégré dans les milieux du Sud Cameroun, je retrouvais alors ce que nous avons reçu au collège de Garoua, c'est-à-dire et absolument l'ouverture à l'autre : on ne se posait pas de questions d'ethnies ou de régions dans ces milieux.

**Des revues comme *Abbia*, *Ozila*, *Le Cameroun littéraire*, puis plus tard *Patrimoine* et aujourd'hui *Hiototi* ont tour à tour porté le flambeau de la poésie et de la littérature camerounaise, comment expliquer qu'une telle vie littéraire se soit tenue et se tienne encore, dans un pays où les conditions intellectuelles ne sont pas toujours des plus libres ?**

Il est vrai qu'à l'époque, c'était un régime à parti unique, autoritaire, policier, c'était un régime qui se méfiait absolument des intellectuels, comprendre par là qu'on pouvait bien leur fournir des postes, mais l'on ne pouvait alors plus contester quoique ce soit : il y a un proverbe peul de chez moi qui dit « un chien à qui on a jeté un morceau dans la gueule n'aboie pas », et il y avait donc cette récupération.

Mais il faut dire que ce qui était craint c'était beaucoup plus les idées politiques, ce n'était pas tant l'expression littéraire. Elle n'était pas encouragée c'est vrai, mais elle n'était pas combattue. Et même, je pense qu'on laissait aux intellectuels la possibilité de s'exprimer parce que bon, au fond, ça donnait quoi ? Ça ne dérangeait pas les politiques qui n'intervenaient que si quelqu'un avait quelques velléités politiques, c'est-à-dire de créer un parti ou bien d'aller demander aux gens du village untel de s'opposer à ceci, de manifester pour cela, etc., et à partir de ce moment-là on intervenait pour le mettre au gnouf.

Je dirais que ça ne dérangeait pas le pouvoir, et même que ça servait d'exutoire pour beaucoup de choses, c'est-à-dire que si quelqu'un pouvait s'exprimer, ça ne l'amenait pas forcément à agir ! Il n'y avait donc pas de danger.

### **Comment expliquer qu'on ne retrouve peut être pas une telle vie littéraire aujourd'hui au Cameroun ?**

Ah, ça c'est autre chose. Il faut comprendre le fait qu'à l'époque on croyait énormément au fait littéraire, on pensait qu'à travers nos écrits on pouvait arriver à modifier les choses, or, ce n'était pas ça, c'était une illusion. Il faut dire que c'est les écrivains qui se voulaient engagés, qui voulaient étudier, apporter quelque chose, ça ne les dérangeait souvent pas du tout de voir qu'ils étaient en coupure presque totale avec la masse de la population.

Pour ce qui est d'aujourd'hui, je dirai qu'il y a peut être un découragement tout simplement, mais je n'ai pas vraiment vécu les dernières années littéraires au Cameroun, je pense que cela existe tout de même, mais sinon, l'explication peut tenir du découragement. C'est peut-être ça. Ça peut tenir du fait qu'on ne croit plus à ce qui est littéraire. Ou bien alors qu'on est devenu plus réaliste. Les illusions sont peut être perdues.

### **Avec la distance que vous impose votre résidence en France, quelle lecture de l'évolution poétique camerounaise faites-vous depuis 1960 ? Quelles voies imaginez-vous pour son devenir ?**

Comme je vous le disais tout à l'heure, sans vouloir vous mentir, c'est vraiment quelque chose que je n'ai pas suivi. Je n'ai probablement pas raison en cela, mais je n'ai pas lu depuis... Je ne saurais vous dire, il y a peut-être quelqu'un qui m'a montré quelques poèmes, j'avais, par exemple, un ami de Garoua qui écrivait des poèmes un peu la façon de Victor Hugo, des alexandrins et ce genre de choses, mais sinon je n'ai pas suivi du tout, je suis incapable de vous parler de l'évolution.

Par contre, pour ce qui est de ce que je crois, comme je le disais tout à l'heure, ce qui importe, c'est l'expression. C'est-à-dire de pouvoir s'exprimer. Pour ce qui est de la position des africains il y a quand même une question qui mérite d'être posée : on est dans des sociétés qui ont eu leurs langues, leurs



cultures, leurs modes d'expressions littéraires, qui ont su prolonger cela depuis la nuit des temps jusqu'à aujourd'hui, alors pour ma part, je pense que le chemin qu'il faut envisager serait de permettre à l'expression littéraire africaine de pouvoir continuer, parce qu'elle est la source de toutes les autres expressions littéraires.

Imaginez-vous les africains sans leurs cultures africaines, ce qu'ils ont été en Afrique etc. ? On ne se trouve plus dans la situation coloniale et c'est maintenant un peu trop facile de montrer du doigt un personnage, n'importe lequel, pour le critiquer, le dénoncer comme impérialiste... Peut-être, un jour, si Dieu me prête vie, je retournerai à la poésie, ça c'est sûr. Mais il y a d'autres urgences actuellement... Je pense que l'expression est d'abord individuelle et qu'elle naît du vécu. Il faut se saisir de la langue qu'on utilise le mieux pour s'exprimer. C'est donc dans cette perspective que je réfléchis. Sinon je n'ai pas vraiment suivi l'actualité littéraire au Cameroun, peut-être à tort, je me renseignerai.

**Vous accordez une importance particulière aux écrits en vernaculaire, or, au Cameroun, l'édition n'a pas encore beaucoup pris en charge ces littératures : comment expliquer, d'une part, un tel état des choses, et d'autre part, quels enjeux culturels voir dans une possible édition Peul, Bulù, Bassa, Ewondo, Haussa... ?**

Voilà un point très important ! Si on pouvait faire ça, et si j'étais au Cameroun, c'est ce que je ferais ! N'étant pas au Cameroun, je ne dirais pas que c'est la même chose que je cherche à faire ici. L'expression littéraire écrite pose un vrai problème : il y a déjà l'écrit, il faut ensuite qu'il y ait quelque chose qui soit édité, il faut que ça soit fabriqué comme livre, diffusé, et pour que cela soit diffusé il faut qu'il y ait des lecteurs, pour que le fabricant continue à fabriquer il faut qu'il y ait une entreprise au moins qui réalise des bénéfices sur les ventes, il faut qu'il ait un commerçant ou plusieurs entre les deux extrêmes ; or, dans notre situation, il faut tout créer. Je pense que la sortie des années 1960, aux indépendances, le Cameroun a énormément régressé de ce point de vue, parce qu'avec les missionnaires il y avait déjà une expression littéraire en Bassa et en Bulù. Il me semble qu'il y a des textes littéraires qui ont alors existé, et si l'on regarde ce qui se passe dans les anciennes colonies voisines comme le Nigéria, il y a eu dans les années 70 une production de romans Haussa. A l'époque j'avais d'ailleurs créé ici, en France et avec des amis, la revue *Bindi Yandé*, ce qui veut dire « étudier les littératures », on a donc essayé de 1979 à 1983, et on a sorti 11 numéros quand même.

Pour fabriquer un livre il faut absolument faire un « moule » commun, qu'il soit ronéotypé pour les plus simples, ou jusqu'à l'impression offset pour les plus élaborés ; et l'on n'a alors pas d'autre solution que d'investir lourdement. Aujourd'hui on peut produire des livres en autant d'exemplaires que l'on veut sans multiplier le coût, et à partir de ce moment-là le problème est en grande partie résolu. Pour moi il faut fédérer les forces, chercher à s'exprimer, ne serait-ce juste que pour son quartier s'il le faut ! Les gens n'ont pas attendu quelques intellectuels ou autres pour venir organiser des choses, les gens se sont rués vers ces nouvelles techniques ! Des choses circulent sans cesse, de très mauvaise qualité souvent, par exemple les gens font des films sous la forme de disques compacts, qu'ils diffusent ensuite. Je me rappelle qu'à l'époque, lorsque je cherchais des choses en peul dans les années 1987, je ne trouvais

rien, je suis retourné en 2000 et il n'y a que ça ! Les gens improvisent aujourd'hui des pièces de théâtre et toutes sortes de choses, il y en a qui viennent du Nigéria etc. Ce sont des modes d'expression en soit, et qui ne sont pas ceux que nous connaissons avec des romans prestigieux, des collections etc. A mon avis, la priorité réside dans l'expression de l'individu, le plus possible et sans barrières. L'une des barrières pour les écrivains francophones c'est d'abord qu'il faut apprendre la langue, on ne s'exprime pas suffisamment dans une langue apprise, il y a un degré d'investissement de l'individu et c'est différent. Je ne dis pas que ce qui s'écrit est mauvais, je dis tout simplement que c'est une autre chose. Pour moi la priorité serait donnée à cela, peu importe la dimension, l'étendue. Évidemment, l'argument que vous avez souvent entendu sera de dire « mais les langues africaines, qui ira les lire ? » : on n'écrit pas pour être connu. Ces littératures vont certainement coexister avec la littérature francophone, et il faudra fédérer les forces de telle sorte que l'écrivain s'exprime le plus authentiquement possible. Ce qui est important, je le répète, c'est l'expression de l'individu. Il ne faut pas de rupture. C'est un devoir pour nous, étant conscients de tout cela, pour pouvoir continuer à transmettre le relais.

## **Annexe 27 - Entretien avec Adamou Mouthe (Auteur), Yaoundé : 19 février 2008**

**Raphaël Thierry : Monsieur Mouthe, pourriez-vous me parler de votre activité d'auteur ?**

Adamou Mouthe : Je suis l'auteur de l'ouvrage *L'Univers numérique pratique*, qui traite de l'informatique. Il a pour principale cible les élèves et les enseignants du secondaire ainsi que ceux de BTS, DUT et les adultes en général.

**R. T. : C'est votre premier ouvrage ?**

A. M. : Oui, c'est le premier ouvrage que j'ai publié. Sinon, avant cela, j'ai déjà écrit plusieurs supports, sans être publié.

**R. T. : Qu'elle a été votre démarche pour faire éditer votre ouvrage ?**

A. M. : La démarche a été active : je voulais comparer les conditions proposées. D'abord, les conditions techniques offertes par chaque éditeur puis en ce qui concerne les conditions financières de départ j'ai cherché à rencontrer un éditeur qui puisse faire son travail d'éditeur en tant que tel. Ce qui m'intéresse c'est de pouvoir trouver un imprimeur, qui puisse réaliser un livre dans des conditions satisfaisantes. Tant que les éléments n'ont pas été réunis, j'ai parcouru un certain nombre d'imprimeurs, et je suis enfin tombé chez celui qui a fait ce travail, c'est-à-dire CEPER sa.

**R. T. : Votre ouvrage a donc été publié à compte d'auteur.**

A. M. : Oui, à compte d'auteur.

**R. T. : Quel est le tirage cet ouvrage ?**

A. M. : Nous avons réalisé un tirage de 2000 exemplaires.

**R. T. : Comment vous êtes-vous accordé avec l'imprimeur pour la fabrication de l'ouvrage ?**

A. M. : L'imprimeur a offert plusieurs gammes de prix en fonction du tirage est de toutes les façons. Cela a ramené à un coût par ouvrage. Le coût unitaire, c'était à moi de trouver les financements pour en couvrir les frais. Je me suis donc endetté pour pouvoir publier.

**R. T. : Combien cela vous a-t-il coûté ?**

A. M. : Pour les 2000 exemplaires, la facture représente plus de 3 millions de francs CFA.

**R. T. : Qu'elle a été votre démarche, une fois les exemplaires réceptionnés, pour diffuser ?**

A. M. : Disons que le coût dont je parlais avant est le coût de sortie d'imprimerie. Ce n'est pas le prix de revient de l'ouvrage. Dans le prix de revient, on doit inclure tout le travail réalisé autour, c'est-à-dire

de la communication sur l'ouvrage aux frais de transport. Une grosse partie de ce travail de diffusion concerne Yaoundé et ses écoles (qu'elles soient générales ou techniques), ainsi que les établissements d'enseignement supérieur, dont certains enseignants sont venus me voir. Je diffuse aussi dans les entreprises et les mairies, qui gèrent un certain nombre de bibliothèques. Voilà deux exemples d'administrations que je cible : publiques et privées. C'est un travail très lourd et assez pénible.

**R. T. : Comment se passe la prise de contact avec les bibliothèques ?**

A. M. : Actuellement, le livre n'est pas présent dans de nombreuses bibliothèques. Quelques bibliothèques scolaires ont déjà le livre, mais les bibliothèques générales pas encore. L'ouvrage est également vendu en librairie, et notamment dans les grandes librairies de la ville comme la Librairie Saint-Paul, la Librairie des Peuples Noirs, et la Librairie Clé-Équinoxe. Il est vendu dans trois autres villes : Bafia, Douala, ainsi que Bertoua. Dans les villes voisines de Douala, on peut aussi le trouver dans la librairie Lipacam, la librairie Lipamaf, vers l'université.

**R. T. : Comment se passe le contact avec les librairies ?**

A. M. : Que ce soient des acheteurs institutionnels ou des acheteurs privés (librairies, bibliothèques...), la démarche est partout la même : les responsables se chargent de déterminer la qualité du livre en termes de contenu et de forme. Ils s'engagent à le commercialiser dès qu'ils jugent le livre intéressant pour le public. Il en est de même pour les librairies. Évidemment, certaines librairies prennent plus de temps que d'autres mais c'est toujours la même démarche.

**R. T. : Quand votre ouvrage est jugé recevable, comment cela se passe-t-il ?**

A. M. : Il y a deux possibilités en ce qui concerne les librairies : certaines achètent le livre et le revendent, d'autres le prennent pour le commercialiser et reversent ensuite le produit des ventes : c'est alors un dépôt. En ce qui concerne d'autres institutions comme les bibliothèques, elles achètent, en général. Par exemple, à Bafia la bibliothèque a acheté, de même que la Bibliothèque municipale de Yaoundé. Je suis toujours en pourparlers avec un certain nombre de bibliothèques pour d'importants achats. Pour les autres institutions, l'achat se fait « comptant », ou selon certains arrangements.

**R. T. : Quel retour avez-vous eu sur les ventes ?**

A. M. : En ce qui concerne les ventes : elles sont lentes, parce qu'il faut commencer par le faire connaître. Ce travail de communication est coûteux. Malgré tout, le livre se vend tout de même bien et ceux qui peuvent y avoir accès et qui en ont les moyens l'achètent. L'impact n'est peut-être pas encore très visible, mais je peux d'ores et déjà dire que j'ai vendu plus de la moitié des ouvrages produits en six mois. Pour un livre avec très peu de « ramdam médiatique », et en étant partie prenante, je trouve que cela tient la route !

**R. T. : Comment avez-vous géré votre communication ?**

A. M. : Oui, quand je parle de « ramdam médiatique » c'est peut-être parce que je n'en ai pas fait assez... J'ai quand même pu faire des communications à la radio, au poste national de la CRTV, ainsi

que différentes interviews dans différentes émissions. J'ai également rencontré plusieurs personnes intéressées dans la distribution du livre. C'est donc comme ça que, petit à petit, le public a fini par connaître le livre. J'essaie aussi de rencontrer les responsables des institutions d'enseignement. Il est vrai que j'aurais souhaité faire plus. Je n'ai participé qu'à quatre émissions de radio, par exemple. Il aurait sûrement fallu en faire le triple ou le quintuple. J'aurais souhaité avoir des passages la télévision mais ça n'a pas encore été le cas. Bien entendu, il y a également le support écrit qui est en train de se mettre en place dans les journaux de la presse écrite.

**R. T. : Comment se déroule alors la promotion de l'ouvrage ?**

A. M. : C'est une opération publique. Dans le cas où ils ne l'ont pas déjà, tous les journalistes ou les personnes présentes à la séance de communication, le veulent. Ils peuvent alors se rendre compte que c'est un ouvrage didactique. S'ils le trouvent intéressant et que le livre leur plait, alors ils m'invitent aux émissions.

**R. T. : C'est-à-dire ?**

A. M. : Je ne veux pas trop développer. Simplement, que ce soit une opération de communication ou une simple opération de vente, le principal outil, l'instrument de travail, c'est d'abord le livre. C'est à partir de cela que l'on juge de la crédibilité de l'ouvrage, avant d'en faire sa promotion.

**R. T. : Vous avez dit avoir écoulé autour de 1000 exemplaires, quels sont vos espoirs pour la suite ?**

Un nouveau livre doit venir répondre à un certain vide, à une certaine carence. Le livre vient résoudre un problème social constaté par l'auteur. De plus, un livre comme le mien peut représenter une réponse au problème de vulgarisation des thèses au Cameroun, où le chantier est à peine entamé. On peut donc dire que le livre a encore beaucoup de temps devant lui. Et puis, il y a beaucoup de travail à faire tout autour, le livre a besoin d'être réédité, d'accéder à une plus large diffusion (mon livre est diffusé dans à peine un dixième du territoire). C'est la même situation dans les pays environnants d'ailleurs... C'est le même problème partout. Mon espoir est que ce livre se vende ailleurs, en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale. Le parcours de ce livre doit être plus grand que cela, parce que son cheminement est en deçà de ce qu'il devrait être en situation *optimum*.

**R. T. : Quel serait donc le moyen d'améliorer la diffusion de votre livre ?**

A. M. : Trouver un éditeur qui soit en mesure de faire son travail vers l'édition et la diffusion du livre. Qu'il communique autour et qu'il travaille vraiment à une échelle qui corresponde à la valeur du livre. Là, mon livre ne tourne que dans quelques villes, alors qu'il serait aussi intéressant pour les pays de la sous-région.

**R. T. : Quand on est auteur aujourd'hui dans le milieu scientifique, et que l'on cherche un éditeur, est-ce vraiment problématique ?**

A. M. : C'est une désolation ! Vous parlez d'éditeur scientifique... C'est simple : il n'y en a pas. Je me suis résolu à faire publier mon livre chez un imprimeur, parce que je n'avais pas d'alternative. Pourtant, le besoin est là, le marché est là, la qualité ne souffre d'aucun doute... Mais j'ai quand même dû le financer. La conséquence de cela c'est que je suis obligé de m'occuper de la diffusion et de la communication autour de mon livre pour qu'il se vende. Si j'avais eu un éditeur, je serai déjà en train de travailler sur d'autres projets.

**R. T. : Quand vous êtes allé voir les éditeurs que vous ont-ils dit à propos de votre ouvrage ?**

A. M. : Au premier abord, le livre reçoit un accueil enthousiaste. Mais ils vous expliquent par la suite, qu'ils n'ont pas les moyens de produire l'ouvrage, de le diffuser, ou de faire en sorte que vous receviez des droits d'auteurs. Donc vous devez choisir. J'aurais pu choisir un éditeur à l'étranger, mais le cheminement me paraissait très vague et lointain, alors que j'en voyais le besoin immédiat.

**R. T. : Avez-vous pu prendre des contacts dans d'autres villes pour la diffusion ?**

A. M. : J'ai pris des contacts, mais je n'ai pas pu me déplacer facilement parce qu'il y a des limites matérielles. Si j'avais eu les financements pour faire le tour des grandes villes du Cameroun, il ne resterait certainement rien de mon stock. Ce sont les problèmes financiers qui handicapent la distribution de mon ouvrage.

## **Annexe 28 - Entretien avec Henry N’Koumo (*et al, Stand Côte d’Ivoire, Salon du livre de Paris*), Paris : 25 mars 2013**

*Nous sommes aujourd'hui au dernier jour du Salon du livre de Paris. Je me souviens que l'année dernière, Fauséni Dembélé, représentant le Ministère de la Culture et de la Francophonie de Côte d'Ivoire, avait annoncé une présence renforcée de la CI en 2013. C'est chose faite, avec ce stand "L'art et la culture nous réconcilient" et ses quelque 106 m<sup>2</sup>. J'ai tout d'abord une question pour vous Monsieur N’Koumo : Le bilan de 2013 répond-il à vos attentes ? Êtes-vous satisfaits des retours du public ? Est-ce selon vous une réussite commerciale ?*

**Henri N'koumo (Directeur du livre et de la promotion de la lecture) :** Le bilan est positif, à mon avis. Le Ministre avait effectivement promis une présence ivoirienne un peu plus affirmée cette année. Sur le plan politique, l'objectif était d'inscrire la participation de la Côte d'Ivoire dans la vision globale du gouvernement : faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020. Dans le cadre de ce programme "pays émergent", il est important que la culture joue son rôle et occupe une place importante. Et c'est ce que la culture est en train de faire, c'est-à-dire faire en sorte que l'ensemble des acteurs de la culture prennent progressivement conscience du mécanisme que l'on doit mettre en place pour aller vers l'objectif du gouvernement. Bien sûr, le Ministère aurait bien aimé soutenir un peu plus la présence des écrivains avec un apport financier plus épais, mais il est tout de même heureux que les maisons d'édition aient pris sur elles de venir au Salon du livre de Paris, voire de prendre en charge la participation de certains de leurs auteurs. Dans l'ensemble, le Salon s'est bien passé, puisque les rencontres que nous avons organisées se sont, pour la plupart, bien déroulées. Je pense par exemple à cette rencontre sur le rôle de la culture dans les mécanismes de développement en Afrique qui a suscité beaucoup de passions ; je pense aussi à la rencontre consacrée à la promotion des langues nationales, problématique assez forte, parce qu'aujourd'hui les populations s'éloignent de plus en plus de leurs langues. Elles vont vers le français et l'anglais, langues de conquête et donc langues de "présence au monde de demain". Mais elles oublient qu'il est également important pour elles d'assumer leur présence au monde par une maîtrise des langues nationales. La thématique était donc assez heureuse pour ceux qui y ont pris part. Il y a également eu d'autres moments forts, comme la remise du Grand Prix Littéraire d'Afrique Noire à Venance Konan, en marge du Salon (3). Le Grand Prix Littéraire d'Afrique Noire est un prix important pour l'ensemble des acteurs du continent africain, et le fait que la Côte d'Ivoire ait obtenu ce prix, dans le sillage de l'année 2012 dédiée au "livre en Côte d'Ivoire" est assez probant. Pour ce qui est des attentes en termes de ventes et bien que nous n'ayons pas encore fait les comptes, je pense que le taux de fréquentation de notre stand laisse présager un bilan positif. Mais il faut aussi que nous ayons conscience d'une chose : on ne vient pas à un Salon pour vendre. On y vient pour présenter ce que l'on a. Donc, en quelque sorte, les résultats chiffrés en

termes de ventes ne m'intéressent pas. C'est plutôt la présence du public sur le stand qui est importante. Enfin, le fait que nous soyons situés non loin du stand du Bassin du Congo qui réunit six pays nous a permis d'avoir une bonne visibilité.

*Concernant les visiteurs du stand justement : s'agissait-il plutôt d'un public issu de la diaspora ivoirienne ou africaine ? D'un lectorat français qui ne connaissait peut-être pas l'édition ivoirienne ? Le stand de la Côte d'Ivoire doit-il encore trouver son public ?*

**Henri N'Koumo :** Il y a deux réponses que l'on peut donner : la première est que, pour le volet "dédicaces", les résultats n'ont pas été à la mesure de nos attentes... Je pense que nous n'avons pas suffisamment communiqué au niveau du programme des dédicaces. Ce qui fait que les auteurs étaient là, mais qu'il n'y avait pas grand monde autour d'eux. En revanche, pour ce qui est des ouvrages et du rapport que les gens avaient avec les livres dans le volet "librairie" du stand : oui, il y a eu beaucoup de choses positives. Il y a eu beaucoup d'échanges, les hôtes et les responsables de maisons d'édition présents ont énormément travaillé. Je pense que ce niveau-là a été essentiel. Et puis, la visite de Madame Taubira a été également un moment important. Elle a accordé une attention particulière à nos ouvrages, certes en langue française, mais aussi en langues nationales comme, par exemple, les ouvrages publiés par les éditions Edilis de Madame Dréhi Lorougnon.

*Le slogan choisi pour le stand était L'art et la culture nous réconcilient : pourriez-vous revenir un peu sur ce choix ?*

**Henri N'Koumo :** Il s'agit en fait d'un slogan du Ministère de la Culture. "L'art et la culture réconcilient", cela signifie que la Côte d'Ivoire sort d'une crise importante et que la culture se donne pour mission d'inscrire l'ensemble de son activité dans le cadre de la réconciliation. La culture représente l'espace de réconciliation par excellence ! C'est pour cela que nous avons choisi ce slogan, pour le mettre en exergue ici, à ce Salon.

*Dans la discussion avant notre entretien, nous avons évoqué la logique de collaboration du stand de la CI avec plusieurs organismes. Je pense notamment au Salon du livre d'Abidjan, à l'association Akwaba Culture et au Prix Ivoire... J'ai le sentiment qu'il a une certaine cohésion autour de la démarche du Ministère de la Culture ivoirien... Les lecteurs d'Africultures pourraient-ils en savoir un peu plus à propos de ce fameux Salon du livre d'Abidjan qui se tiendra en novembre prochain ? Cet événement prendra-t-il le pas sur la présence de la Côte d'Ivoire au Salon du livre de Paris ? La prochaine étape est-elle que le Salon du livre d'Abidjan devienne l'espace des "ferveurs", si je peux l'exprimer ainsi, de telle sorte que les éditeurs viennent plutôt de l'étranger pour y exposer leurs ouvrages ?*

**Lucien Agbia(Commissaire Général du Salon International du Livre Africain) :** C'est notre souhait. On travaille pour et c'est d'ailleurs un peu pour cela que nous sommes ici aujourd'hui, au Salon du livre de Paris. Nous essayons de rencontrer les éditeurs, de les inviter, de faire en sorte qu'ils puissent être présents au prochain Salon du livre d'Abidjan, qui est en phase de mutation : le Salon du



livre d'Abidjan va devenir le Salon du livre d'Afrique. Le prochain visuel que vous recevrez, dès notre retour, concernera le Salon International du Livre d'Afrique. Nous conserverons ainsi le sigle "SILA". Dans un premier temps, nous souhaitons fédérer tous les éditeurs africains afin qu'ils viennent au Salon, mais nous voulons tout autant donner l'opportunité à tous les éditeurs de pays francophones de pouvoir toucher tout ce qu'il faut comme partenaires sur place. Nous espérons en quelque sorte en faire une sorte de "HUB" du livre d'Afrique francophone. Voilà un peu notre ambition. Nous allons bientôt démarrer et j'espère que, d'ici deux à trois ans, nous allons y arriver. Il faut que ce soit LE Salon d'Afrique !

*Pour recueillir un peu la parole des éditeurs, j'aimerais avoir votre avis concernant l'importance de votre présence à un salon du livre comme celui de Paris, mais également dans le cadre d'un événement comme le futur Salon International du Livre Africain à Abidjan...*

**Inès Kouakou (Cercle Éditions) (4) :** Pour notre part, c'est notre première participation au Salon du livre de Paris. Il faut dire que nous avons été impressionnées par le monde et, personnellement, je trouve que c'était très bien. Mais ce sont bien plus les échanges qui nous intéressaient en venant à Paris. Notre objectif étant de rencontrer des diffuseurs afin de mieux faire connaître notre maison d'édition. En effet, ni notre maison d'édition, ni nos auteurs ne sont connus du public européen en général et en particulier du public français. Il est donc de prime abord difficile de penser que nous allons les vendre tout de suite. Par ailleurs, nous espérons rencontrer d'éventuels partenaires, par exemple d'autres maisons d'édition en France, avec qui nous pourrions travailler.

*Madame Dréhi Lorougnon, vous avez beaucoup défendu la cause de l'édition en langues nationales au cours du salon...*

**Mical Drehi Lorougnon (Edilis) (5) :** Je ne pouvais que défendre ce qui fait l'originalité et la différence. De l'oralité, nous passons à l'écrit, à la lecture dans nos langues maternelles. Je dirais que le Salon International du Livre Africain constitue un événement important dans le développement du livre en Côte d'Ivoire. Vous avez dû le constater : sur notre plaquette, il y a tout de même plus d'une dizaine d'éditeurs en Côte d'Ivoire. Cela nous donne donc déjà la possibilité de bénéficier d'une bonne surface au niveau du prochain salon du livre. Et qui dit "salon du livre" espère des visites extérieures. Lorsque les visiteurs extérieurs viennent, soit ils présentent aussi un stand et ce sont des éditeurs d'autres pays, soit ce sont des visiteurs qui viennent pour voir ce qui existe et négocier des partenariats. Et à ce niveau, nous avons la possibilité de leur montrer la production, notamment en langues nationales. L'édition des langues maternelles n'est pas si évidente. C'est un acte de promotion et, sans exposition, on reste un peu enfermés sur soi. Il faut exposer. Aujourd'hui, en Côte d'Ivoire, l'intérêt de la population est de plus en plus croissant pour l'apprentissage des langues maternelles. Le fait de voir des livres et tout ce que nous avons publié, incite les gens à chercher et à découvrir un peu plus. Je suis donc tout à fait enthousiaste et je félicite cette volonté politique qui permet aujourd'hui de faire naître le Salon International du Livre Africain.

### *Et du côté des éditions Vallesse ?*

**Fidèle Diomandé (éditions Vallesse) (6) :** Je pense que cela a déjà été suffisamment dit, mais l'importance d'un salon réside surtout dans les rencontres, et notamment les rencontres professionnelles. La preuve : j'ai échangé avec vous pendant deux mois et aujourd'hui, je mets un visage sur ce nom ! Je pense que cela rend les échanges plus fluides. L'avantage d'un salon c'est donc cela : rencontrer d'autres éditeurs, rencontrer de professionnels du livre, etc. J'ai un prochain rendez-vous avec l'Institut Français, qui a lancé un appel à la cession de droits pour le français vers le français et qui a donné son accord de principe pour un titre que j'ai choisi. Je vais donc les rencontrer pour voir dans quelle mesure nous pouvons travailler ensemble. Ce sont autant de rencontres professionnelles qui nous permettent d'enrichir notre catalogue et, en même temps, de rencontrer d'autres éditeurs pour réfléchir aux questions de représentation. Il faut avoir à l'esprit que, pour les petits éditeurs comme nous, ce n'est pas évident de ne faire que de la production, et il faut donc aussi chercher à faire de la représentation : des coéditions, des cessions de droits, etc. Je pense qu'il n'y a alors pas meilleur endroit qu'un salon, où tous ces professionnels sont réunis. Donc vraiment pour nous, c'était une aubaine de pouvoir être présents à Paris, et c'est la même chose par rapport au prochain salon du livre d'Abidjan où, par contre, nous irons vers nos lecteurs et nous les inviterons... Nos auteurs seront aussi là plus facilement, car ce n'est pas évident pour nous petits éditeurs de les faire venir à Paris ! Abidjan nous donne l'occasion d'avoir le maximum d'auteurs sur place, et cela permet à nos lecteurs d'échanger facilement avec eux. Je pense que cela nous aide aussi à mieux nous faire connaître, et à faire connaître nos livres.

### *Comment va désormais se passer la communication autour du Salon International du Livre Africain ? Comment faire venir des éditeurs étrangers, notamment africains, vers un salon du livre africain ?*

**Lucien Agbia :** Notre force pour cette année, c'est que nous allons avoir le temps avec nous. Le temps est un paramètre important. L'année dernière, nous avons commencé tout le processus en plein milieu d'année : le temps d'arrêter les visuels, de mettre en place le listing, etc., nous étions déjà à quelques mois du Salon... Cette année, en venant nous rendre visite sur notre stand, vous avez pu voir que nous avons déjà le visuel du Salon, le dossier de presse de quinze pages qui présente entièrement le Salon et, dès que nous allons rentrer, nous allons faire parvenir tout cela aux éditeurs. Nous allons ensuite organiser une cérémonie de lancement à Abidjan et, très tôt, nous allons acheter des espaces sur les chaînes francophones (TV5 Monde, France 24, etc.), afin de communiquer d'abord en direction des éditeurs français, et ensuite en direction des éditeurs africains qui suivent ces deux grands bouquets francophones que sont TV5 Monde et France 24. Mais nous communiquerons en même temps par le truchement d'Africultures ! C'est aussi pour cela que nous avons répondu présents à votre invitation. Il est important pour nous de communiquer largement, car nous sommes en train de changer la nature du Salon, de passer du Salon du Livre d'Abidjan au Salon International du Livre Africain et, forcément, nous allons avoir une communication directe en direction de tous les pays qui nous intéressent. Sous le

couvert du Ministère de la Culture et de la Francophonie, nous allons envoyer des lettres officielles à la Guinée, au Sénégal, au Cameroun, au Bénin et à bien d'autres pays, afin que les maisons d'édition, quelle que soit leur taille, puissent être représentées. Nous trouverons un *modus vivendi* pour que tous les éditeurs trouvent leur place et aient une visibilité au SILA. Nous l'avons déjà réalisé l'an passé avec nos éditeurs qui n'ont pas tous la même taille, la même capacité financière, etc. Nous allons donc accentuer nos efforts, pour peu que les moyens suivent. Enfin, un autre élément que j'aimerais ajouter, c'est que le Salon ne change pas uniquement sa dénomination : c'est toute une vision qui change ! Nous allons avoir des pays invités d'honneur, des pays invités spéciaux... Il y a un certain nombre d'innovations que nous n'avions pas l'année dernière qui seront introduites cette année.

***Madame Kassi-Fofana, vous êtes la Directrice des éditions Fratmat. Mais vous êtes aussi présente à Paris en tant que Présidente de l'Association Akwaba Culture, qui défend le "Prix Ivoire pour la littérature francophone". Que signifie pour cette double présence au Salon du livre de Paris ? Quel enjeu le SILA représente-t-il pour ces deux projets ?***

**Isabelle Kassi-Fofana (Fratmat Éditions, Akwaba Culture) :** Pour un éditeur, un salon est toujours un lieu de rencontres privilégié avec les autres professionnels. Pour parler du cas précis du Salon du livre de Paris, c'est un rendez-vous vraiment incontournable ! Grâce au Ministère de la Culture et de la Francophonie de RCI, nous avons pu bénéficier d'un beau et grand stand, cela nous donne une certaine visibilité et une adresse. Les éditions Fratmat sont par exemple à la recherche de partenariats avec certains distributeurs à Paris. Nous avons en effet un véritable problème de visibilité, ici, en France, nos ouvrages ne sont pas disponibles, alors que certains de nos titres, intéressent des lecteurs qui deviennent de plus en plus nombreux. Vous me donnez ainsi l'occasion de lancer un appel à ces distributeurs et/ou libraires qui seraient intéressés par notre production. Un salon du livre est toujours un moment important pour les éditeurs, et cela donne plus de poids, l'opportunité de découvrir un peu ce qui est fait ailleurs, autour de nous, etc. Nous avons ici de fabuleux exemples d'ouvrages qui sont vraiment magnifiques ! Cela me donne des idées... J'en ai d'ailleurs acheté, ça me permet de réfléchir à la manière dont nous pouvons nous améliorer. On ne finit jamais d'apprendre et de découvrir ! J'ai par exemple rencontré un monsieur qui venait des États-Unis et qui s'installe aujourd'hui en France. Ce dernier parlait de bases de données qui sont actuellement développées. De tels projets constituent des opportunités incroyables ! Donc, le Salon du Livre de Paris est important, mais le Salon du Livre d'Abidjan est tout aussi important pour nous. Je veux dire par là que le Ministère qui a pris sur lui de faire renaître ce salon, donne une opportunité aux éditeurs, aux professionnels de ce secteur, pour qu'ils puissent se rencontrer et faire part de leurs problèmes, pour qu'ils essayent d'aller au-delà de leur capacité actuelle. Voilà ce que je pourrais dire sur ce point.

*Nous avons évoqué tout à l'heure le Grand Prix littéraire d'Afrique Noire (décerné avant-hier à Venance Konan), ce qui me donne l'occasion d'évoquer le Prix Ivoire, soutenu par l'association Akwaba Culture. Comment inscrivez-vous un tel prix dans le cadre de la promotion de l'édition ivoirienne, mais aussi dans le cadre du salon du livre qui se tiendra en novembre prochain à Abidjan ?*

**Isabelle Kassi-Fofana :** Le prix Ivoire est une initiative de l'Association Akwaba Culture (7). Mais le prix Ivoire est d'abord soutenu et porté par le Ministère de la Culture de la Francophonie de Côte d'Ivoire. Il est d'ailleurs décerné le 9 novembre, à la faveur du salon du livre (8). Le prix est aussi soutenu par l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire, par la francophonie en général, que ce soit l'OIF ou la Commission Nationale de la Francophonie. Le prix Ivoire, c'est le prix *de la Côte d'Ivoire*, qui s'ouvre vers les autres pays africains, et en l'occurrence les littératures africaines francophones. Participer au Salon du livre de Paris, c'est toujours une aubaine pour nous, et j'avoue que si nous avons pu faire venir des grandes personnalités littéraires africaines en Côte d'Ivoire, c'est avant tout parce que nous avons participé en amont au Salon du Livre de Paris ! Récemment, nous avons fait la rencontre de plusieurs auteurs dont je ne vais pas encore dévoiler les noms, mais qui nous ont déjà donné leur accord de principe pour participer au prochain Prix Ivoire.

*Des auteurs étrangers, donc ?*

**Isabelle Kassi-Fofana.** Oui, tout à fait. Des auteurs africains que nous avons rencontrés sur place (9). Comme ces derniers entendent un peu parler du Prix Ivoire, ils souhaitent participer au Prix Ivoire, ce qui nous réjouit. Nous avons donc eu quelques accords de principe, mais j'attends maintenant d'avoir des accords formels pour dévoiler les noms... Et puis, enfin, nous avons aussi trouvé de nouvelles participations. Moi par exemple, je repars d'ici avec des livres et je vais prochainement à Casablanca, où je vais récupérer d'autres ouvrages. Participer à des salons, c'est important en tant qu'éditeur et c'est aussi important pour l'association Akwaba Culture et le Prix que nous défendons. Nous remercions d'ailleurs notre Direction Générale qui nous donne l'occasion de poursuivre cette belle aventure.

*Olvis Dabley, nous avons parlé tout à l'heure de l'édition en langues nationales, mais il y a un autre secteur qui a été représenté et défendu au cours du SDL et qui est la bande dessinée. J'ai d'ailleurs remarqué la présence de vos ouvrages sur le stand de L'Oiseau Indigo. Quel était l'enjeu de votre présence au salon en tant qu'éditeur de bandes dessinées ? Sont-ils les mêmes avec le futur salon d'Abidjan ?*

**Olvis Dabley :** Vous l'avez souligné : nous sommes aujourd'hui présents à Paris parce que nous avons un diffuseur qui assure la promotion de nos livres (*Côte d'Ivoire, On Va Où Là ?* T1 et T2) sur le marché et européen (Belgique, France et Suisse) (10). Ces ouvrages témoignent de l'actualité politique ivoirienne à travers le regard des dessinateurs de presse. Le salon de Paris offrant l'opportunité de rencontres et de promotion, il était donc important que nous puissions aujourd'hui être présents. En lien avec le SILA, je me réjouis que le Directeur du salon soit aujourd'hui présent car il y a déjà

quelques mois, avec le ministre de la Culture et de la Francophonie, nous avons envisagé de construire une synergie autour de toutes ces actions, dans le cadre du Salon du Livre Africain. Nous sommes actuellement en train de travailler à ce que, d'ici novembre prochain, la bande dessinée puisse avoir une part importante au sein de l'événement. De ce point de vue, nous sommes tout à fait contents d'être ici et cela se justifie entièrement. La bande dessinée est une forme de littérature tout entière et complète, comme on le sait. Je l'ai dit lors de mon intervention, la bande dessinée est le genre littéraire qui est le plus adapté quand on est face à une population généralement peu lettrée, et nous pensons effectivement que pour l'Afrique, il faut largement promouvoir la BD. De ce point de vue-là, le salon d'Abidjan nous offre justement l'occasion d'élargir le public à toute cette frange de la population qui a envie de lire, mais qui a aussi besoin d'avoir des codes qui soient plus proches de son langage. Mais pour revenir au Salon du Livre de Paris nous sommes très heureux d'avoir pu y participer...

*J'aurais souhaité aborder avec vous la question de diffusion et de la distribution de vos ouvrages. Comment et avec quels moyens avez-vous pu acheminer tous ces livres au Salon de Paris ?*

**Lucien Agbia (Commissaire général du Salon international du livre africain) :** Chaque année, le principe est que, lorsqu'il vient au salon du livre, chaque éditeur amène avec lui un certain nombre d'ouvrages qui sont acheminés vers Paris et confiés au principal libraire de Côte d'Ivoire (Librairie de France Groupe), qui en assure la vente sur place. En même temps, cela sert de vitrine pour montrer la production ivoirienne à tous les visiteurs du stand.

*Je profite aussi de la présence de plusieurs éditeurs pour en savoir un peu plus au sujet des moyens mis en œuvre pour la diffusion des ouvrages, en Côte d'Ivoire, à l'étranger...*

**Inès Kouakou (cercle éditions) :** en Côte d'Ivoire c'est nous-mêmes qui distribuons nos livres. Au Mali, au Burkina et au Sénégal nous diffusons également par nous-mêmes. Au Bénin, nous avons recours à des services de cars qui relient les différentes capitales. Il y a par exemple des cars qui vont de Cotonou à Abidjan, nous nous entendons alors en général avec les libraires, et quand nous avons des "commandes fermes", nous leur amenons des colis par ce moyen d'acheminement. Quand il s'agit de règlements importants, ils peuvent en général nous faire des virements, mais quand ce n'est pas important ils peuvent nous transférer l'argent.

**Mical Dréhi-Lorougnon (Edilis) :** La diffusion des livres pose problème en Afrique. Dès le début de mon travail dans l'édition (dans les années 1975), j'ai eu à collaborer avec les libraires de la sous-région. À ce moment-là, et comme vous ne pouvez pas faire des voyages réguliers pour leur rendre visite, vous n'êtes pas payés systématiquement. Ce problème est d'autant plus important que, lorsque les ouvrages ont été vendus et que vous n'avez pas reçu l'argent, vous êtes dans l'obligation de payer les droits d'auteur ! Les expériences n'ayant pas toujours été heureuses, actuellement, pour ma part, je préfère garder les livres dans le stock. Cela a l'avantage de pouvoir montrer le stock physique aux auteurs quand ils le demandent ! Je fais donc mon travail avec les librairies de la place et, quand vraiment quelqu'un veut un livre, il m'écrit et je le lui envoie. Il existe peut-être un manque

d'informations sur la diffusion, mais il y a également un problème d'éthique. Lorsqu'un libraire prend le stock d'un éditeur qui consent une remise, il faut un compte-rendu pour l'état du stock et les renseignements sur la réception du public. C'est vraiment cela le problème. Je pourrais vous donner des exemples de nouvelles structures de diffusion qui ont pris récemment contact avec nous pour nous proposer leurs services. Nous leur avons fait confiance et remis notre catalogue ainsi que tous les livres qu'ils ont demandé. Jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons plus entendu parler d'eux... Ce sont autant de problèmes. Il y a beaucoup de pertes à cause de telles manières de travailler...

**Fidèle Diomandé (Vallesse Éditions) :** Je pense que nous avons tous à peu près les mêmes problèmes. Et c'est pour cette raison que les associations comme Afrilivres (4), qui essaient de réfléchir à une méthode pour pallier ces différents problèmes sont importantes. La distribution est un réel problème ; surtout quand on est une jeune maison d'édition et qu'on n'a pas suffisamment de moyens. Voyez, si le peu de stocks dont nous disposons doit être dispersé sans retour consistant, alors la gestion se complique. Nous avons presque tous fait les mêmes expériences. Par ailleurs, pour des questions de coût, nous ne pouvons pas faire un voyage systématique pour effectuer un inventaire des ventes des livres dans les autres pays ! Là est le problème ! Nous sommes donc obligés de faire confiance et d'attendre des retours qui ne viennent presque jamais ; par conséquent, nous sommes parfois bien obligés d'arrêter les collaborations. Mais est-ce pour autant qu'il faut arrêter la distribution nos ouvrages ? Il y a peu, j'étais au Salon du livre de Ouagadougou (FILO) (5) où j'ai pris attache avec des professionnels en essayant de réaliser des ventes fermes ; mais l'expérience montre bien que ce n'est pas chose aisée pour nos interlocuteurs. Alors, nous ne pouvons que bâtir l'espoir de trouver des libraires sérieux, avec qui pouvons réellement travailler... J'étais également à Cotonou ; nous avons commencé à travailler avec une librairie là-bas ; mais on retient que la part la plus importante de notre chiffre d'affaires est réalisée en Côte d'Ivoire. Nous travaillons avec Edipresse (6), qui est un distributeur, et la Librairie de France (qui a plus d'une dizaine de points de vente sur l'étendue du territoire) (7) ; il y a aussi les autres librairies, avec qui nous travaillons directement. Nous sommes suffisamment présents sur toute l'étendue la Côte d'Ivoire.

*Olvis Dabley, vous êtes en relation avec une structure de diffusion internationale. Serait-il possible d'en connaître un peu plus au sujet de cette expérience ?*

**Olvis Dabley (Olvis Dabley Agency) (8) :** La question de la distribution du livre d'Afrique vers l'étranger, ou même de l'Afrique vers l'Afrique, a de tout temps constitué un problème vital. Quand vous fabriquez, par exemple, un livre à Abidjan et que vous voulez le faire distribuer au Mali, vous êtes obligé, si vous voulez vous assurer d'un réseau qui fonctionne bien, de passer par la France. Et cela n'est pas forcément moins onéreux face à un exercice déjà périlleux ! En tous les cas, l'expérience montre qu'il est bien plus problématique d'être distribué de l'Afrique vers l'Afrique. En cela, lorsque vous êtes un modeste éditeur africain, la distribution représente une charge très lourde. Surtout si vous voulez affronter un marché très important comme l'Europe, cela exigerait de produire peut-être 100 000 ou 200 000 livres... Cela n'est pas possible ! On est donc forcé de rester assez modeste, et

comme cela était exprimé tout à l'heure, il faut aller progressivement. En ce qui nous concerne aux éditions Olvis Dabley Agency, nous pensons que tout est question de contacts. Nous avons d'ailleurs le même diffuseur que Dramane Boaré (ndlr : Les Classiques ivoiriens), éditeur beaucoup plus affirmé et "costaud" que nous autres. Pour nous, ce n'était pas très compliqué : cela fait environ treize ans que je suis régulièrement en Europe, à travers les festivals, les salons, etc. et dans le domaine, je commence à connaître un certain nombre de personnes. En publiant ce livre (ndlr : Côte d'Ivoire, On va où là ? T1 et T2), eu égard au contenu et au genre, en rapport avec nos objectifs, nous nous sommes dit "il faut qu'il soit distribué ici". La zone qui m'intéresse est la Suisse, la France et la Belgique. Le diffuseur en question, L'Oiseau Indigo (9), est une petite maison qui est assez offensive et très présente dans les grands rendez-vous. Ils ont donc été intéressés par le produit et nous avons signé un accord. Depuis lors, ils ont une quantité de livres que j'exporte moi-même (c'est-à-dire que je me déplace avec cette quantité) lorsque je viens en France. Je livre L'Oiseau Indigo, qui prennent ensuite sur eux de faire leur *dispatching*. Indépendamment de cela, comme je suis moi-même régulièrement présent à des festivals et salons, je pars avec mes livres. Mais évidemment, on ne peut alors emporter qu'une petite quantité que l'on peut maîtriser et mettre dans ses valises ! On ne peut donc pas faire, par exemple, comme cette grosse maison de distribution française-là, qui est à même d'exporter 100 000 ou 200 000 livres. C'est un véritable problème. De ce point de vue, je tire mon chapeau au ministère de la Culture et de la Francophonie de Côte d'Ivoire, qui veut bien donner leur chance aux éditeurs ivoiriens à travers un forum comme celui-ci (ndlr : le Salon du livre de Paris). Il est certain que cela coûte de l'argent et que les éditeurs mettent la main à la poche, mais je pense que c'est quand même une opportunité. Bien sûr, on pourra ensuite chacun faire ses comptes, mais je pense que c'est une opportunité, car il s'agit de fédérer à la fois les titres, les contenus, etc. pour présenter une offre artistique assez variée en un seul endroit, en une seule occasion. De ce point de vue-là, c'est très intéressant. Mais si je devais faire un "appel", ce serait qu'à la longue, le gouvernement s'engage encore plus. Qu'est-ce que je veux dire par là ? Si le gouvernement souhaite que des acteurs du livre soient présents à des événements comme celui-ci, il faut qu'il prenne alors sur lui, longtemps à l'avance, de passer commande. Je pense qu'il faudrait que ce soit le gouvernement qui passe commande aux éditeurs. Pour le moment, de quels moyens disposent les éditeurs pour leur survie si ce n'est le livre scolaire ? Mais en dehors de cela ? Quand on se rend à un salon comme celui-ci, c'est beaucoup plus, à mon avis, pour vendre l'image du pays, qui y a le plus à gagner. Je pense donc qu'il faut que le gouvernement constitue un fonds éditorial sur commande auprès des éditeurs, et ce serait ce fonds-là qui pourrait circuler sur une année ou deux, à travers différents événements. Cela pourrait être intéressant et permettre aux éditeurs de prendre des contacts avec d'autres professionnels, etc. C'est un peu le cas à ce salon de Paris, mais ils viennent par leurs propres moyens. À la longue il faudrait qu'il y ait une prise en charge totalement affichée, comme cela peut être le cas ailleurs. Cela permettrait de régler, au moins partiellement, le problème de la diffusion.

***J'ai entendu quelqu'un réagir hier dans le cadre d'une table ronde professionnelle en affirmant que la diffusion est, certes, importante à l'étranger, mais seulement à partir du moment où elle était déjà***

*assise sur place. Le marché du Nord, et le marché français en particulier, sont-ils vraiment essentiels pour vous ou bien viennent-ils dans un second temps ?*

**Mical Dréhi-Lorougnon :** Le marché du Nord est essentiel. Nous parlons français et la France, pour nous, est un marché que nous voulons investiguer. Mais nous avons aussi comme l'impression que ce marché est seulement réservé aux éditeurs français. Le marché français devrait être ouvert. Nous avons par exemple des ouvrages que nous souhaitons promouvoir en venant chercher des soutiens en France, afin que les livres puissent être - notamment - présents dans les bibliothèques. L'enjeu serait que nos livres soient présents dans les bibliothèques en France et que la qualité de nos ouvrages soit appréciée par ceux qui font les dotations des bibliothèques de France, d'Afrique et d'ailleurs. Dans une telle perspective, nous pourrions envoyer des lots d'ouvrages d'un pays à l'autre. C'est d'ailleurs un des constats que nous avons fait au cours de la rencontre que nous avons eue avec Afrilivres et l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants (10) ; cette rencontre constitue à mon avis une réunion tout à fait déterminante. La vulgarisation des bibliothèques et leur dotation gratuite sont un challenge à relever pour l'avenir du livre. Nous pourrions avoir la possibilité d'avoir des partenaires français (éditeurs, libraires, etc.) qui prennent en charge le livre et entreprennent des actions pour que le locuteur français puisse avoir envie de lire, aussi, des ouvrages que l'on écrit en français et qui véhiculent la pensée africaine, permettant ainsi une ouverture d'esprit pour la connaissance et l'acceptation de l'Autre dans ce village planétaire. Nous sommes francophones ! Je dis que le français est un avantage pour nous. Je l'affirme : malgré nos quatre-vingt-dix langues et plus, le français reste un avantage. Cela nous permet par exemple de communiquer entre nous, ivoiriens, africains n'est-ce pas ? Quand nous publions des ouvrages dans nos langues, nous les éditons en bilingue (français - langue maternelle) pour que celui qui n'a, par exemple, que le français comme langue maternelle puisse se dire "Ah, attention ! Voilà ce que cela veut dire !"

*La France représenterait-elle aussi un marché potentiel pour l'édition en langues nationales ?*

**Mical Dréhi-Lorougnon :** Oui ! Il y a un marché potentiel ! Une langue, c'est un choix que vous faites, et vous l'apprenez. Un Français peut dire "je vais apprendre une langue ivoirienne", mais il faut alors qu'il ait le matériel nécessaire, le support. C'est pour cela que je n'ai pas attendu que nous ayons un lectorat pour faire des livres. On peut bien se dire "je veux apprendre telle langue, mais je n'ai pas de documents". Nous avons pris des risques ! Et c'est payant maintenant quand nous voyons l'intérêt que suscitent nos documents (syllabaires, ouvrages à thème, roman, manuels). Je pourrais vous donner cet exemple : lors d'une exposition de livres, un enfant, en voyant le *Syllabaire mahou*, est allé voir sa maman et lui a dit "Maman ! Il y a un syllabaire mahou ! Maman, on dit bien que nous sommes Mahous ? Je veux avoir ce syllabaire !" La maman a tout essayé pour dissuader l'enfant : "je n'ai pas pris d'argent avec moi, etc.", mais rien n'y a fait ! Le petit voulait son syllabaire et il est reparti avec ! Et c'est ainsi qu'un enfant de huit à dix ans s'est intéressé à un de nos ouvrages. C'est pour cela que je dis que les enfants nous interpellent. Ils pensent qu'il y a un héritage qu'on leur refuse. C'est aussi leur héritage ! Maintenant, ouvrir la France aux langues maternelles ivoiriennes, d'accord ! En France, il y a



plusieurs langues, n'est-ce-pas ? Le français est aussi un avantage pour tous les Français ! Mais il y a le breton, le corse... il y a de nombreuses langues ! Et c'est ce qui me plaît en France. Je me souviens bien, il y a des années, quand j'étais encore une jeune lycéenne, d'un de mes professeurs qui était breton. Périodiquement, il y avait des fêtes et les Bretons se réunissaient tous. Nous qui n'étions pas bretons, nous allions aussi y assister. Plus tard, lorsque je me suis intéressée aux langues, je me suis notamment intéressée à cette langue-là, à sa culture, etc. Tout cela, c'est de la valeur ajoutée ! Chaque langue est une culture ! C'est aussi pour cela que je disais que nous sommes dans un village planétaire. Le français qui va parler au moins six ou dix langues ivoiriennes, africaines ou autres, c'est quelqu'un qui se sentira à l'aise partout ! En voulant apprendre la langue de l'autre, la personne développe une structure d'esprit qui n'est plus exclusive. C'est très important ! Nous avons besoin de nous aimer les uns les autres. C'est indispensable, pour que la vie s'allonge ! Lorsque quelqu'un vit tout à fait replié sur lui-même, il ressent tout ce qu'il y a comme problèmes de façon dramatique. Une ouverture à une langue donne déjà une façon de penser qui "va vers l'autre", et c'est très important. Donc, pour revenir à votre question, pour ma part, j'apprendrais bien le breton, et je peux d'ailleurs l'apprendre. Actuellement je suis en train d'apprendre les langues mwan, wan, gban et d'organiser une caravane de langues dans certains établissements. Je mets d'abord en évidence les partenaires directs, c'est-à-dire les agents qui travaillent avec moi à partir de ce principe : "Tu parles une langue, je me dois donc d'apprendre cette langue". C'est ce que nous faisons en ce moment, et nous avons vu que cela détend l'atmosphère. On se sent plus concerné par ce que nous sommes en train de faire. C'est une expérience fantastique que je vis cette année, et je trouve que l'on a fait assez de bruit autour de la question de "nos langues sont nécessaires". Maintenant, il faut les apprendre, les parler et les écrire ! Cela est possible, puisque l'alphabet des langues ivoiriennes existe.

*Il y a donc l'ouverture au monde par les langues, mais aussi l'ouverture au monde par les genres. En France, la bande dessinée, si ce n'est pas le genre qui se vend le plus, est en tout cas un de ceux qui ont le plus de succès. Néanmoins, dans beaucoup de pays d'Afrique, la bande dessinée est encore un genre en retrait "commercialement"... Je m'interroge d'ailleurs quant à la présence d'une édition de jeunesse très développée en Côte d'Ivoire, mais d'une faible représentation de la bande dessinée au sein de l'édition locale... J'ai entendu hier Ludovic Kouakou Yao évoquer un projet de bandes dessinées en langues ivoiriennes : les langues nationales peuvent-elles être un levier de diffusion de la bande dessinée ?*

**Olvis Dabley :** Absolument. Je l'affirme : la bande dessinée est un genre littéraire. C'est aussi une expression artistique. On le sait, c'est un genre qui est à cheval entre le cinéma et la littérature ; un genre qui se traduit par l'image. Or, l'image est une expression culturelle caractéristique de l'Afrique, continent qui possède une tradition orale. D'où un lien systématique entre la bande dessinée et les cultures africaines. Comme vous l'avez dit, malheureusement, cela ne va pas de pair avec un pan commercial. Et cela peut se comprendre. En effet, l'histoire de la bande dessinée est plus ou moins récente en Afrique. Elle y a été largement promue par le biais des religieux. Et c'est de là qu'elle est

rentrée plus facilement dans les mœurs des populations. Car à un certain moment, la bande dessinée a été difficilement digeste en Afrique, surtout quand elle traite d'histoires de fiction ou d'imaginaire. On a toujours relégué la BD à un genre littéraire "contre éducatif". À l'époque, nos aînés et nos parents nous l'interdisaient, car dans l'imagerie populaire, un enfant qui lit de la bande dessinée était voué à devenir un voyou ! Pour lire donc des BD, certains jeunes devaient se cacher ! Je pense que, pour ce qui est de la Côte d'Ivoire, c'est vers la fin des années soixante-dix/quatre-vingt, que l'on a commencé à développer des personnages de BD (Zézé, Moussa, etc.) dans des publications de presse comme *Frat-Mat* ou *Ivoire Dimanche*. Les lecteurs se sont finalement appropriés ces personnages, et à travers eux le genre. Justement, ces derniers permettaient d'exprimer des choses que nous vivions au quotidien. À partir de ce moment-là, je pense que si l'édition s'était approprié la bande dessinée comme genre et que la promotion avait été faite comme une offre commerciale véritable, il y aurait eu des chances qu'elle se confirme un marché, et donc soit viable pour les éditeurs. Malheureusement, et mes paires conviendront avec moi, que lorsque l'on exerce un métier, certes il y a toujours un peu de passion au départ, mais à l'évidence, il faut pouvoir en vivre ! Donc, en tant qu'opérateur économique, si je dois éditer des livres pour faire plaisir à un auteur, ou peut-être à moi-même, après-demain, je risque de mettre la clé sous le paillason ! C'est pourquoi, je comprends mes paires qui préfèrent privilégier le livre scolaire, car ici au moins on peut être assuré que chaque année l'État passe commande. Or, pour les éditeurs libres, ce marché-là n'existe pas et pour tourner, c'est la croix et la bannière ! En fait, pendant longtemps, l'édition africaine de bande dessinée a reposé sur les subsides des institutions et autres organisations d'aide au développement. Par exemple l'OMS, la BAD, la Banque Mondiale, l'Union Européenne... Quand ils ont envie de lancer des campagnes de sensibilisation, c'est là que l'on commande des ouvrages qui utilisent la bande dessinée.

***Ce qui pose aussi la question de la liberté d'expression, puisque l'éditeur se retrouve alors dans un canevas !***

**Olvis Dabley :** Oui, c'est certain ! À un certain moment, effectivement, on se retrouve dans des canevas et nous avons déploré cela... mais en même temps, il faut comprendre la situation. C'est pourquoi, il faut se prendre en charge du mieux que faire se peut. C'est aussi pour cela que j'ai toujours loué l'initiative du journal *Gbich !* (11) qui a réussi à fédérer des talents et à se prendre en charge du point de vue fonctionnel ! C'est à ce moment-là que les artistes peuvent véritablement s'exprimer, parce qu'ils ont un "canard" qui leur est propre et ils peuvent en même temps, à force de publier des histoires et des séries, produire des albums. C'est comme ça que nous avons réussi en Côte d'Ivoire à donner ses lettres de noblesse à la bande dessinée. *Gbich !* naissait à peine, que nous avons monté le festival de la bande dessinée (ndlr : "Coco Bulles") (12). Comme je le disais la dernière fois, quand on parle d'un festival, normalement, c'est parce que le marché a suffisamment fait la preuve de sa vitalité. Nous, nous avons fait l'inverse : c'est-à-dire que l'on a créé le festival pour pouvoir créer le marché. Et quand les gens entendaient parler du festival, qu'ils entendaient parler de bandes dessinées, et qu'à côté de cela, il y avait un journal comme *Gbich !* on a ensuite pu commencer à extraire des séries comme

*CauphyGombo, Tommy Lapoasse*, pour en faire des petits albums avec des formats souples. À partir de ce moment-là, les gens ont commencé à consommer des BD ! Je pense que nous avons intérêt à faire la promotion de la bande dessinée en tant que genre littéraire. De ce point de vue, en plus du festival "Coco Bulles" qui est une initiative privée, il faudrait que le gouvernement (par exemple à travers le salon du livre qui est soutenu par le Ministère) s'approprie le genre. Nous avons expliqué cela au Ministre, qui s'est d'ailleurs montré très réceptif en juin dernier. Nous étions alors ensemble à Genève et nous nous sommes parlé à cette occasion. Nous avons souligné l'existence de notre festival de bande dessinée, au moment où l'on crée un salon du livre avec des appuis institutionnels puissants. Il serait à mon avis triste que le "Coco Bulles" soit en berne, tandis que l'on parle de livre sans que la bande dessinée ne soit représentée... Il serait par contre significatif que l'on appelle tous les éditeurs du domaine et qu'on puisse leur dire : "il y a un salon qui existe, c'est une volonté politique, et l'on veut que tous ceux et celles qui sont des acteurs du livre viennent, et notamment en ce qui concerne la bande dessinée, et que vous proposiez un format aux gens". Je suis convaincu que, s'agissant d'une décision des pouvoirs publics, il y aura des médias derrière l'événement. Et vous allez voir que le public - qui ne manque pas - va alors adhérer davantage, et le marché va commencer à se libérer ! D'autant plus que l'on ne vend pas cher la BD en Côte d'Ivoire et en Afrique. Ce n'est pas comme ici, en France, où vous trouvez des BD à quinze ou vingt euros. Chez nous, pour à peine deux euros (1000, 1 500 francs CFA), vous avez une bande dessinée ! Du point de vue de l'accessibilité financière, le problème ne se pose donc pas et du point de vue du contenu, nous sommes proches des besoins des gens. Ce qu'il faut maintenant, c'est médiatiser et mettre la volonté politique derrière. De ce point de vue, je fais un "appel du pied" au Ministre et j'affirme qu'il faut que le salon du livre d'Abidjan s'approprie la bande dessinée. Comme vous pouvez le voir, ici au Salon du livre de Paris, la plupart des éditeurs présents ont un petit pavillon ou une petite annexe dédiés à la BD. Et encore ! Si vous vous rendez au Salon du livre et de la presse de Genève, là-bas il y a même un village dédié à l'intérieur du salon ! À l'heure même où je vous parle, nous sommes en train de travailler sur une dimension africaine de ce salon-là, par rapport à la bande dessinée. Je pense donc que les gens qui sont des "leviers" de la production BD en occident prennent conscience qu'il s'agit d'un domaine préférentiel. Ce n'est alors pas à nous qui, d'une part, avons une tradition orale et qui nous exprimons beaucoup par l'image d'autre part, de ne pas favoriser cela ! C'est donc à nous de promouvoir le genre, mais il revient également aux appuis gouvernementaux de se faire encore plus présents. Je pense que si c'est le cas, vous allez voir que les choses vont se passer sans problème. Il y a du public pour cela.

*Vous évoquez le Salon du livre et de la presse de Genève, qui se tiendra prochainement (ndlr : qui s'est tenu début mai) (13) : quelles sont vos prochaines perspectives éditoriales ?*

**Fidèle Diomandé :** Au titre des projets, nous avons le lancement, avant la fin de l'année 2013, d'une collection de littérature générale appelée "Yenian" (qui se traduit par "Regardons" en une des langues locales) ; elle traite de faits de société avec en filigrane une histoire d'amour. Il y a déjà trois titres qui sont prêts. Nous venons de bénéficier d'un appui de l'Institut français qui porte sur les droits de cession

pour un des titres de cette collection. Il s'agit d'un ouvrage des éditions L'Harmattan. Une autre collection de littérature de jeunesse "Lire pour demain" est en préparation ; les manuscrits sont déjà là et nous envisageons de pouvoir sortir les livres courant 2014. Il faut noter que nous avons initié en 2007 un concours littéraire que nous avons intitulé "Les Manuscrits D'Or" qui avait le double objectif de déceler de nouveaux de nouveaux talents et d'occuper sagement la jeunesse. Nous avons dû mettre en berne ce projet après trois éditions pour des questions de sponsoring. En ce moment, nous réfléchissons sur une autre alternative (sans doute un peu plus légère que celle que nous avons choisie) pour relancer le projet porté par des objectifs nobles. En effet, ce concours s'adresse à des jeunes gens entre quinze et trente-cinq ans qui n'ont jamais été édités. Les lauréats voient ensuite l'édition de leurs textes en un ouvrage collectif. Nous faisons remarquer au passage que les éditions passées ont eu beaucoup de succès, suscitant beaucoup d'espoir chez la cible. Nous n'oublions toutefois pas que la survie d'une maison d'édition en Afrique tient au scolaire. Aussi, Les éditions Vallesse travaillent-elles à un projet de parascolaire. Nous profitons de notre présence en France pour rencontrer des investisseurs, en vue d'éventuels partenariats.

**Mical Dréhi-Lorougnon :** Aux éditions Edilis, nous faisons de la littérature générale, des ouvrages pour enfants, des ouvrages pour adultes, des ouvrages scolaires, des essais, des ouvrages d'art et ainsi de suite... mais pour ce qui est, par exemple, des langues ivoiriennes, nous avons actuellement traduit des manuscrits et nous avons près de cinquante titres prêts ; des titres qui peuvent être édités en bilingue (français, plus une langue locale). Il se trouve que nous n'avons pas encore les moyens pour lancer toutes les publications. Nous avons par exemple commencé avec *Les confidences de Médor* (14) : on a traduit ce texte en vingt langues (en version bilingue donc), et nous avons pu publier trois titres, à savoir, français-senoufo, français-dioula et français-baoulé. Les dix-sept autres titres sont des manuscrits en attente. Il suffirait tout simplement que l'on ait une aide, alors tous les titres pourraient être publiés.

**Inès Kouakou :** Nos projets pour cette fin d'année concernent le lancement d'une collection professionnelle. Il s'agit de fascicules qui seront écrits par un expert-comptable d'ici au mois de septembre. Les premiers fascicules sont là, sur place, à Paris. Nous avons aussi l'intention de lancer une collection d'ouvrages pour enfants et nous avons projet de le faire avec Michèle Tanon Lora, qui pourra, je l'espère, inaugurer cette collection pour cette année 2013.

**Olvis Dabley :** De notre côté, il y a beaucoup de projets en ce moment. Notre principale réflexion du moment est comment "vulgariser" ces deux titres que vous voyez-là (ndlr : *Côte d'Ivoire, on Va Où Là ?*), en Côte d'Ivoire. À juste titre, nous sommes en train de travailler au projet d'une exposition itinérante qui accompagnera le livre et qui le rapprochera du public. Et puis, à côté de cela, nous sommes en train d'envisager de produire un documentaire qui fera un lien entre le livre, les acteurs, et leur regard sur l'actualité politique. Ce documentaire devrait à terme - ce qui n'est pas courant dans le métier - permettre d'écouter les dessinateurs parler et commenter leur travail en rapport avec l'actualité. Mais évidemment, tout cela nécessite des moyens, que nous sommes en train de rechercher.

Lorsqu'ils seront acquis, nous allons le faire. Concernant l'exposition, c'est un projet sur lequel nous sommes déjà suffisamment avancés. Enfin, nous sommes en train de réfléchir à la remise en activité (j'allais dire "à la renaissance") du festival de la bande dessinée "Coco Bulles". Nous pensons que si nos échanges avancent comme nous l'espérons avec le Ministère, on verra alors s'il faut maintenir le festival en tant qu'initiative privée en annexe du Salon du livre africain ou s'il faut tout simplement l'intégrer au Salon. Je pense que c'est comme cela que l'on arrivera à valoriser les acquis. De ce point de vue-là, nous gardons une oreille attentive et si les choses se mettent en place, on reverra bientôt "Coco Bulles", et qui plus est dans le domaine qui lui est propre, c'est-à-dire le secteur du livre.

#### Notes :

1. "Livres et Auteurs du Bassin du Congo", "L'Union du Fleuve Mano", la Mauritanie, la Tunisie, le Maroc et l'Algérie.
2. Entre autres, l'Institut français, la Francophonie, Afrilivres, les éditions Présence Africaine ou encore L'Harmattan installaient des productions du Sud lors de précédentes éditions du SDL.
3. [<http://www.africultures.com/php/?nav=murmure&no=12099>]
4. [<http://www.comcredit.com>]
5. [<http://www.edilis.org>]
6. [[http://www.afrilivres.net/fiche\\_editeur.php?e=10101](http://www.afrilivres.net/fiche_editeur.php?e=10101)]
7. [<http://akwaba-culture.ivoire-blog.com>]
8. [<http://www.africultures.com/php/index.php?nav=murmure&no=11121>]
9. [<http://www.africultures.com/php/index.php?nav=murmure&no=11121>]
10. [[http://www.loiseauindigo.fr/?page\\_id=3358](http://www.loiseauindigo.fr/?page_id=3358)]
11. "33e Salon du livre de Paris : l'édition africaine du centre vers les "marges"" par Amande Reboul et Raphaël Thierry : <http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=11479>.
12. "L'Essor du Congo, pionnier de l'édition africaine (1928-1960)" par Raphaël Thierry : <http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=11237>.
13. "Cinquantenaire du premier congrès des écrivains et artistes noirs" par Ayoko Mensah : <http://www.africultures.com/php/?nav=article&no=4643>.
14. "Participation d'Afrilivres au 10e Salon africain de Genève (1er au 5 mai 2013)" : [http://www.afrilivres.net/fiche\\_depeche.php?d=12499](http://www.afrilivres.net/fiche_depeche.php?d=12499).
15. "Filo 2012 : le livre en fête à Ouagadougou" : <http://www.africultures.com/phpindex.php?nav=evenement&no=29042>.
16. [<http://www.prestalis.fr/editeurs/export/Infosmarches/FicheMarcheCoteIvoire11.pdf>]
17. <http://www.librairesfrancophones.org/cote-d-ivoire/item/205-librairie-de-france.html>
18. [[http://www.loiseauindigo.fr/?page\\_id=3358](http://www.loiseauindigo.fr/?page_id=3358)]
19. "33e Salon du livre de Paris : l'Oiseau Indigo prend son envol" par Amande Reboul et Raphaël Thierry.

20. Assises internationales de l'édition indépendante - Atelier 2 / "Le don de livres : un système à repenser ?" : <http://www.alliance-editeurs.org/-le-don-de-livres-un-systeme-a-128->.
21. "Il faut boucler *Gbich* !" : <http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=134>
22. *Coco Bulles est le porte-flambeau qui nous a apporté la reconnaissance internationale* entretien de Christophe Cassiau-Haurie avec Olvis Dabley :  
<http://www.africultures.com/php/?nav=article&no=10248>.
23. [<http://www.salondulivre.ch/fr/salon-africain/info-0-175471>]
24. [[http://www.afrilivres.net/fiche\\_livre.php?l=6439&c=8](http://www.afrilivres.net/fiche_livre.php?l=6439&c=8)]

## **Annexe 29 - Entretien avec Judith Egoume Ombang (Librairie Professionnelle), Douala : 9 avril 2008**

**Raphaël Thierry :** Madame Ombang je vous remercie de me recevoir dans votre librairie. Pour commencer, pourriez-vous me parler de l'origine de votre structure, de ses ambitions premières ? Qu'est-ce qui a suscité sa création ? Quels étaient vos espoirs ?

**Judith Ombang :** Je vous remercie de me donner la parole et la possibilité de m'exprimer pour la première fois sur mon métier. Avant de travailler ici, j'étais libraire à Yaoundé, dans la Librairie des Peuples Noirs. Il s'agit d'une librairie littéraire et font aussi beaucoup dans le livre politique. J'ai une formation de secrétaire de direction et je ne savais pas exactement ce que je voulais faire à l'époque. Je suis arrivée plus ou moins par hasard dans le secteur de la librairie, et il se trouve que j'ai aimé ça. Et après quatre années de travail et quelques formations, j'ai voulu créer la même librairie à Douala. Je trouvais qu'il n'y avait pas assez de librairies dans la ville où j'ai fait mon secondaire. J'ai donc quitté Yaoundé avec l'idée de créer une librairie qui soit une succursale de la Librairie des Peuples Noirs. Mais entre temps, il y a eu plusieurs problèmes. J'ai été licenciée, et j'ai créé à Douala ce qui s'est appelé au départ à la Librairie Jeunesse. J'ai ensuite complètement changé d'idée : je voulais créer une librairie jeunesse en même temps que générale et professionnelle. Très vite, la demande des clients m'a orienté vers le livre professionnel. Ma motivation première était de créer une véritable librairie à Douala. À l'époque, il n'y avait pas de librairie à proprement parler. Il y avait ces boutiques que l'on appelle librairies et qui vendent des livres scolaires pendant trois mois de l'année puis, le reste du temps sont des papeteries. Voilà comment est née l'idée de librairie. J'ai quand même eu des problèmes lors de la création de mon entreprise. Je partais avec une idée, mais je ne savais pas vraiment ce qui m'attendait. À cette époque, j'ai eu la chance d'assister au salon du livre de Paris. France Édition, qui s'appelle aujourd'hui le BIEF, avait une session de formation pour les libraires d'Afrique. J'ai donc suivi cette formation, où je me suis fait un seul contact, l'éditeur Flammarion. Avec ce soutien, mon enthousiasme et ma volonté, je suis revenue au Cameroun.

**R. T. :** Votre projet initial était donc de créer une librairie destinée à la jeunesse. Comment votre projet a-t-il évolué par la suite ?

**J. O. :** Eh bien, j'ai laissé faire la clientèle en fonction de ce que les gens me demandaient. Au départ, j'avais un fonds de livre de jeunesse, un peu de littérature, et un petit fonds de livres universitaires. Et donc la clientèle a commencé à demander majoritairement des livres professionnels. Il faut dire que, jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas de librairie professionnelle à Douala, et je ne sais pas s'il y en a une à Yaoundé. Je me suis donc laissée guider par les demandes de la clientèle. Petit à petit, je suis arrivée à la Librairie Professionnelle que vous voyez aujourd'hui.

**R. T. : Quels sont vos partenaires qui vous permettent d'achalander vos rayons, et comment se passent les transactions ?**

**J. O. :** La majorité de mes partenaires sont français. Il y a les principaux éditeurs français : les éditions regroupées dans SODIS, INTERFORUM, CELF avec le Programme Plus, *Pearson Education* et d'autres petits éditeurs. Je travaille aussi avec un éditeur américain, Les Nouveaux Horizons : leurs livres sont généralement dans toutes les librairies d'Afrique car se sont des livres qui se vendent bien.

**R. T. : Donc du point de vue de l'édition locale, il n'y a pas vraiment de contact, n'est ce pas ?**

**J. O. :** Il y a des contacts, mais il y a tellement peu d'éditeurs locaux. Il y en a bien deux ou trois qui font un travail sérieux. Mais la majorité des éditeurs sont aussi écrivains, c'est ce que l'on appelle « littérature du ventre » : ils n'écrivent pas vraiment comme on écrit ailleurs, comme en Afrique de l'Ouest par exemple. Ils écrivent plus sur des problèmes ponctuels. Et puis, ils sont eux-mêmes écrivains, éditeurs, libraires et vendeurs. Il est souvent difficile de trouver ces livres-là en librairie, parce que les stocks de ces auteurs-éditeurs sont souvent très limités. Mais pour les éditeurs représentés à la librairie, il y a les Presses de l'Université Catholique, ou les Presses Universitaires d'Afrique, qui sont à Yaoundé.

**R. T. : Du point de vue de la clientèle, est-elle essentiellement universitaire ?**

**J. O. :** La clientèle est, il est vrai, essentiellement universitaire. Il y a aussi une grosse clientèle d'entreprises. C'est-à-dire que, lorsque le personnel doit se remettre à niveau, les entreprises sont de plus en plus exigeantes. Je fais aussi beaucoup d'expositions dans les universités, pour amener les étudiants à devenir clients. C'est quand même assez compliqué de faire acheter des livres et cela, c'est un problème pour toute l'Afrique. L'engouement pour le livre n'est pas très développé au Cameroun. C'est vraiment parce qu'ils sont « coincés » comme on dit, et obligés de se remettre à niveau, que les gens achètent des livres. Sinon, ce n'est vraiment pas le produit vers lequel les populations se dirigent tout de suite.

**R. T. : Vous avez principalement des titres français, comment cela se passe-t-il au niveau de l'importation de ces ouvrages ?**

**J. O. :** L'importation, c'est un autre volet, avec ce que cela comporte comme problèmes. Au départ, je faisais la démarche de prendre les catalogues des éditeurs ou de passer par *Internet*, puis je passais commande. Maintenant pour passer les commandes, il faut déjà avoir un compte chez l'éditeur, et pour cela il faut être COFACE. C'est la garantie à l'exportation, et cela ne se donne pas aux premiers libraires venus. Il faut passer par la Centrale de l'Édition, c'est-à-dire qu'il faut avoir un chiffre d'affaires conséquent pour être COFACE. Et encore ! Cela dépend aussi du pays où vous êtes situés. Mais une fois que vous avez cette garantie, vous êtes sûr de pouvoir travailler avec la majorité des éditeurs. À cela s'ajoute les délais de paiement auprès du transporteur officiel, qui est choisi par le gouvernement français auprès des éditeurs : la SAGA. Vous passez donc par la Centrale de l'Édition, qui s'occupe du transport subventionné à hauteur de 10 ou 15 %, cela dépend du mode de transport



choisi. Le transport maritime est moins cher mais plus long, l'aérien est plus rapide mais plus coûteux... Les livres étant déjà coûteux, ce n'est pas le mode de transport le plus utilisé. Nous faisons donc venir la moitié des livres par la mer. Une fois les ouvrages débarqués à Douala, on est alors confronté au problème local avec la SGS. Pour toute facture supérieure à 2 millions de francs CFA, soit 3000 €, vous devez passer un contrôle à la SGS. Vous devez ensuite lever une DI, et fournir tout un tas de papier à SAGA pour permettre l'accord de la douane. Puis, vous êtes dépendant des délais que la douane prend, en fonction de l'humeur de chaque douanier. Cela peut alors prendre de un à trois mois, sans que vous sachiez pourquoi. Donc, une fois que l'on récupère enfin ses livres on a plus qu'un mois pour payer l'éditeur. Vous pouvez toujours lui demander de vous accorder une échéance, mais ce n'est pas automatique.

**R. T. : Par rapport à cet aspect plus ou moins informel, qui ne facilite pas l'importation des ouvrages, est-ce que le problème se pose au niveau de l'encadrement institutionnel du livre ?**

**J. O. :** L'encadrement institutionnel... le problème c'est que le gouvernement camerounais ne fait rien, il n'y a aucune loi qui protège les libraires ! Il n'y a vraiment rien qui puisse permettre aux libraires d'évoluer sereinement et de faire leur métier. On nous laisse livrés à nous-mêmes. Toute l'aide que l'on peut avoir vient de la France, c'est-à-dire qu'au niveau du transport, il y a par exemple les aides à la consigne du stock, le CNL, qui prend quand même en charge 50 % des factures et des bons de commande. Le peu dont on bénéficie vient de la France, et il n'y a rien sur le plan local.

**R. T. : Quels sont les principaux débats de la librairie au Cameroun ?**

**J. O. :** À l'heure actuelle, le premier débat à mettre sur la table se serait la question douanière et fiscale. Il faut que l'on arrête de considérer le livre comme un produit de luxe. On n'achète pas spontanément un livre. Ce serait déjà bien que le gouvernement camerounais pense à cela : qu'il défiscalise complètement les métiers du livre, et que ces derniers ne soient pas considérés comme la musique, parce que tous les débats liés à la création intellectuelle, concerne essentiellement la musique. Au niveau des livres, il n'y a rien, enfin... en dehors du livre scolaire, bien sûr. Par contre, on entend souvent le ministre parler du livre scolaire... Il n'y a pas que le livre scolaire ! Une mesure importante serait de défiscaliser : il faut que le livre passe à la douane comme une lettre à la poste ! Il faut que le gouvernement camerounais subventionne l'autre moitié des frais de transport du livre, parce que le jour où la France décide de ne plus nous soutenir, nous aurons à payer 100 % des frais. À combien vendra-t-on alors les livres au Cameroun ? Si on prenait ces mesures de défiscalisation, cela allégerait beaucoup le prix de l'importation. On pourrait peut être vendre les livres au prix public français, ce qui serait bien pour des populations déjà assez pauvres.

**R. T. : Vous avez parlé de la Coopération Française et du BIEF comme partenaire, à quel autre partenaire penseriez-vous pour favoriser votre activité ?**

**J. O. :** Au sens large, il y a les ambassades, françaises ou camerounaises, il y a le Ministère de la Culture camerounais et les institutions, surtout les institutions camerounaises : j'insiste là-dessus. Pour

ce qui est du transporteur, c'est un transporteur privé, on ne peut donc pas lui demander de faire des remises. Rien ou presque n'est fait par le Cameroun, et l'on critique souvent les Français, mais ils sont là. Il faut que l'on comprenne que vendre un livre en Afrique ce n'est pas comme vendre un livre en France. De la part des éditeurs français, on a les mêmes taux de remise que les libraires français, mais nous avons à payer en plus les frais de transport. Il faudrait que les éditeurs regardent le prix du transport de livres vers l'Afrique, et les délais de paiement. On a trois mois de délai or, le livre passe deux mois sur le bateau : comment peut-on faire, nous libraire africain ?

**R. T. : Qu'est-ce qui peut faire valoir les droits des libraires camerounais et africains aujourd'hui ?**

**J. O. :** L'Association Internationale des Libraires Francophones nous aide à faire prévaloir nos droits. Il faudrait peut-être aussi que les libraires africains se mettent en commun. Nous avons les mêmes problèmes, qui sont bien différents des libraires en France.

**R. T. : Si je vous dis « estampillage », qu'est-ce que cela vous évoque ?**

**J. O. :** L'estampillage, je ne peux pas admettre cela. Au niveau de la Société collective de gestion des droits d'auteur, ils continuent de venir jusqu'ici en disant qu'il faut payer les droits d'auteur : c'est un faux débat. C'est une mesure prise par un ministre qui ne maîtrise rien sur le livre et son cheminement. J'ai parlé avec un auteur et je sais que, quand on publie un livre, dès le départ on a déjà des droits d'auteur inclus dans le prix du livre. Alors ne venez pas me dire qu'il faut encore payer des droits d'auteur à la SOCILADRA ! Elle n'a pas reçu l'autorisation de l'État pour faire cela. La plupart des auteurs sont édités en France, alors pourquoi doivent-ils payer la Société de gestion des droits d'auteur ? Les droits d'auteurs sont déjà pris en compte dans le prix du livre, donc l'estampillage, c'est clairement de l'escroquerie. À part le livre scolaire, c'est-à-dire le livre prescrit, personne, dans les hautes institutions de l'État ne connaît quelque chose au livre. Cette histoire d'estampillage, c'est de l'escroquerie pure et simple.

**R. T. : Une dernière question : quels sont vos attentes, vos espoirs pour demain, qu'est-ce qui vous fait continuer dans ce métier ?**

**J. O. :** Ma motivation et ce qui me pousse à avancer n'ont pas changé depuis la création de la librairie. Aujourd'hui, je suis en train de voir plus grand que mon local de trente mètres carrés. Quand j'ai commencé, j'étais en partenariat avec deux éditeurs et aujourd'hui, je travaille avec la majorité des gros éditeurs français, Hachette, Sodis, Interforum... Si je pense à m'agrandir c'est que, quand on fait le tour de Douala, il y a peu de librairies. Avant de susciter le besoin, il faut d'abord que l'on existe, il faut amener, et présenter le produit. S'il n'y a pas de librairie, il est impossible de créer le besoin de livre. Comme je dis de plus en plus aussi, les Camerounais commencent à s'intéresser au livre : ils ont compris qu'ils ne peuvent pas évoluer sans le livre. Un texte circulait sur *Internet* qui disait « si tu veux cacher une information à un naïf, met-la dans un livre ». Il est vrai que le livre a du mal à exister pour les Camerounais. Il faut aussi dire que pendant l'ancien régime politique, il n'était même pas permis de

publier certains livres. Les seuls livres vraiment présents étaient les livres scolaires, qui ont gardé aujourd'hui la prédominance. Il faudrait donc exister comme libraire et montrer aux Camerounais qu'il y a des livres en dehors du livre scolaire. Il faut aussi que l'État nous aide à exister. Malgré les problèmes que l'on rencontre avec les taxes et l'absence d'aide du gouvernement camerounais, je n'ai pas envie d'abandonner parce que libraire, c'est le plus beau métier du monde ! Je voyage chaque jour dans les livres, et quand je commande des livres et que SAGA me dit qu'ils me livrent, j'ai toujours cette palpitation. Je veux voir à quoi ressemblent les livres, les couleurs, l'auteur... Je ne sais pas si je pourrais avoir envie de faire un jour un autre métier. Pour l'instant, ma préoccupation c'est de faire plus grand, et de faire comme en Afrique de l'Ouest où il y a des grandes librairies, ou encore même comme en France. Pour cela, il faut que l'on soit aidés par les éditeurs, par les institutions françaises et, surtout, par les institutions camerounaises. C'est toujours bien de tendre la main, mais il faut à un moment que le gouvernement camerounais ouvre aussi les portes, ne serait ce qu'en suivant l'exemple français.

## **Annexe 30 - Entretien avec Judith Egoume Ombang (2) (Librairie Professionnelle), Douala : 10 mai 2008**

**Raphaël Thierry : Madame Ombang. La librairie sur le sol camerounais : quelle disparité, quelle urgence, quels enjeux aujourd'hui ?**

**Judith Ombang :** Disons que la librairie a de l'avenir au Cameroun, à condition que nous, Camerounais, donnions la bonne dimension à ce métier. Jusqu'ici, ce que l'on peut trouver comme librairies, ou du moins ce que l'on appelle « librairies », correspond le plus souvent à des librairies scolaires, ou bien même des papeteries qui ne sont pas des librairies à proprement parler. Donc, si l'on mettait les moyens, nous pourrions avoir de très bonnes librairies. Elles manquent cruellement : il n'y en a pas. Quand on fait le tour du Cameroun, le tour des universités, on remarque immédiatement leur absence et donc évidemment l'absence de livres. Je peux donc affirmer que les librairies et les libraires ont de l'avenir, d'autant plus que c'est un métier mal connu. Ici, une librairie est prise comme un commerce, ce qui est juste, mais c'est aussi plus que cela. C'est un commerce de l'intellect. C'est une notion complexe dans ce pays où la pauvreté est très présente et où l'ancien gouvernement ne favorisait pas l'entrée des livres, et où l'on ne faisait que du scolaire. Ces raisons permettent peut être de comprendre la situation, mais ne suffisent pas à l'expliquer. Je pense que c'est un métier mal connu, et ceux qui y travaillent aujourd'hui le font parce qu'ils y trouvent un moyen de survie, mais bien souvent sans motivation professionnelle, ce qui est à déplorer. Si l'on fait ce métier professionnellement, oui : la librairie a de l'avenir. De plus, vues les conditions dans lesquelles nous sommes, pour nous en sortir il faudra forcément passer par le livre. Pour cela, il faudrait que l'on crée des librairies, il faudrait que l'on croie dans la librairie, il faudrait que l'on sache que c'est un métier comme tous les autres métiers, et que l'on peut le faire de façon professionnelle. Donc, la librairie a de l'avenir et des personnes bien moralement – des personnes compétentes – pourraient commencer à créer des librairies, des librairies professionnelles, et non du scolaire ou de la papeterie.

**R.T. : Quelles sont les provinces où il y a le plus de librairies et celles où les librairies sont peu présentes ?**

**J.O. :** Oh, elles sont nombreuses les provinces sans librairies ! Il n'y a que deux provinces, celle de Douala et celle de Yaoundé, qui ont un assez important nombre de librairies. Pour les autres, comme le Nord, il n'y a rien du tout. Je vous avais dit lors de notre précédente entretien que j'avais dû apporter des ouvrages d'ici [Douala], pour les amener à N'Gaoundéré dans l'Adamaoua, où il n'y a aucune librairie, bien qu'il y ait là-bas une très grande université. Dernièrement, un client, professeur d'université à Yaoundé, m'a fait cette remarque : « le Cameroun est, je crois dans toute l'Afrique, le pays où il y a les plus grandes universités. Il y a, je crois, près de 800 000 étudiants, et il n'y a pas de

librairies. Pourtant, il y a toujours un moment où ils ont besoin de lire » !À N’Gaoundéré, dans l’Adamaoua, et au Nord il n’y a rien du tout ; à l’Ouest et à l’Est très peu, et alors au Sud, je n’en parle même pas... Je crois qu’on ne connaît même pas la librairie là-bas, sauf ce dont je parlais tout à l’heure : les librairies-papeteries en septembre, octobre, et le reste de l’année cela n’existe pas. Donc, mis à part Douala et Yaoundé, vous ne trouvez pas de librairie. Et encore, à Douala, quand vous faites le tour, c’est juste embryonnaire, ce n’est pas des librairies comme on peut en trouver à Abidjan ou à Cotonou.

**R.T. : Avez-vous l'occasion de travailler avec d'autres libraires ?**

**J.O. :** Jusqu’ici, je travaillais avec la Librairie des Peuples Noirs à Yaoundé, qui est également la librairie où j’ai commencé à travailler, quand j’ai besoin de me réapprovisionner, ou quand j’ai besoin de certains titres pour servir un client. Mis à part cela, nous n’avons pas beaucoup de contacts et chacun fonctionne individuellement. Et des relations, non : parce que chacun voudrait avoir le monopole. Ce qui est dommage, car chacun cherche à obtenir le monopole, tout en ignorant ce que l’autre est en train de faire. Donc, nos rapports se limitent à passer des commandes ou à rencontrer un collègue quand on cherche un ouvrage particulier.

**R.T. : Vous avez anticipé ma question suivante qui concernait la solidarité entre professionnels...**

**J.O. :** Il n’y en a pas. Il n’y a aucune solidarité parce qu’il n’y a même pas de syndicat des libraires. Mais parler de syndicat, parler de solidarité, cela signifie aussi se retrouver entre libraires professionnels pour faire un syndicat, ou avoir des relations professionnelles viables. Or, il n’y a pas de rencontres. Les quelques librairies qui existent, comme je le disais tout à l’heure, fonctionnent individuellement et chacun trouve que c’est mieux ainsi. Pourtant, on perd beaucoup. Moi par exemple, je n’ai pas une très grosse librairie mais je fais venir entre dix ou vingt cartons par commande. Si on se regroupait au niveau des libraires, nous aurions plus de poids et au niveau de la douane cela pourrait aider à faire diminuer le prix des livres que l’on trouve déjà assez cher. C’est la même chose au niveau du transporteur, avec qui chacun fonctionne individuellement. Je ne pense pas, malheureusement, qu’il soit possible d’obtenir une plateforme de libraires. Chaque fois que l’on évoque le sujet, comme souvent au Cameroun, c’est « oui » tout de suite, mais après il y en a toujours un pour se dire : « je vais me mettre derrière elle pour profiter de son expérience et après je me retire ». Je ne sais pas si ça se réalisera dans un avenir proche ou si c’est même faisable. Je crois que c’est parti comme ça pour longtemps...

**R.T. : Vous parlez de plateforme de libraires, une question sur ce sujet si vous me le permettez : aujourd'hui quelle est la représentativité de l'Association Internationale des Libraires Francophones ?**

**J.O. :** L’AILF, bien que se disant association internationale, a, il est vrai, bien besoin de la partie noire de l’Afrique pour se prétendre internationale. Mais c’est quand même plus complexe que cela. Les

éditeurs camerounais ont compris qu'il faut se regrouper et c'est ce qu'ils sont en train de faire. Par contre, en Afrique centrale il n'y a pas beaucoup d'éditeurs et tels qu'ils fonctionnent. Je ne sais pas si beaucoup savent qu'il existe une Association Internationale des Libraires Francophones. Et les libraires francophones au sud du Sahara, qui sont-ils ? C'est le Cameroun, c'est le Gabon, c'est le Côte d'Ivoire, c'est le Sénégal, c'est Madagascar, et d'autres. Nous avons tous les mêmes problèmes, que l'on parle du Cameroun ou de Madagascar. En fait, pour que l'on arrive à trouver notre place au sein de l'AILF, en temps que libraires d'Afrique subsaharienne, il faudrait se regrouper entre nous, qu'il y ait des espèces de micro bureaux qui seraient appropriés à chaque groupe, et qui pourraient porter les problèmes de chacun au « grand bureau » de l'AILF. C'est-à-dire qu'il y ait un sous bureau des libraires d'Afrique noire, et un sous bureau des libraires d'Afrique du nord. Il faut aussi dire que ces deux régions n'ont pas les mêmes réalités. Grâce à ces structures, il pourrait y avoir un processus de vases communicants, c'est-à-dire que l'information partirait d'un de ces sous bureau vers le grand bureau, et du grand bureau vers nous. Ainsi, nous pourrions résoudre les problèmes de chaque sous groupe, pour que l'AILF puisse s'agrandir. Malheureusement, tel que c'est parti pour l'instant, chacun reste dans son coin. Nous sommes membres, oui, mais jusque-là on ne voit pas trop à quoi l'on sert. Nous faisons confiance à l'association, parce qu'elle a un statut international, mais à quoi l'association nous sert-elle ? Pour l'instant, j'ai eu quelques formations, mais mes besoins vont au-delà des formations. Par exemple, nous avons des problèmes avec les éditeurs français qui nous donnent les mêmes marges qu'ils donnent aux libraires français qui sont sur place, à deux pas des éditeurs et qui n'ont pas de transport à supporter. Ils leur donnent les mêmes délais qu'à nous, ce qui n'est pas concevable. Ce serait bien que l'AILF amène cela sur le tapis et dise que cette situation n'est pas cohérente, qu'il faudrait donner plus de délais aux libraires d'Afrique subsaharienne ou autres pour payer leurs factures. Un exemple : j'ai travaillé longtemps avec la SODIS, qui donnait deux mois de délai, c'est-à-dire soixante jours. Or, ce n'est pas faisable puisque le bateau mettait justement soixante jours pour arriver et, dans ces conditions la facture devait être payée avant même réception des livres. De plus, en tant que libraire nous avons une marge de 30 % : qu'est ce que cela représente une fois le transport et la douane payés ? Forcément, quand le livre arrive, il est déjà plus cher qu'en France. Par conséquent, les personnes qui ont les moyens préfèrent acheter leurs livres durant leur séjour en France. Je pense vraiment que ce point devrait faire l'objet d'un véritable enjeu pour les libraires d'Afrique subsaharienne au sein de l'AILF. Mais pour cela, il faudrait que quelqu'un accepte de porter nos doléances vers l'association. Il faudrait que le bureau central veuille bien comprendre ces doléances, parce que si on les émet de façon disparate et chacun dans son coin, l'idée véhiculée n'aura aucun effet.

**R.T. : Vous parlez des problèmes inhérents aux libraires du Cameroun comme aux libraires de Madagascar, pourriez-vous identifier ces problèmes ?**

**J.O. :** Les problèmes communs sont ceux que je viens de citer, c'est-à-dire le problème lié au transport, le problème des délais ou de la remise. Il y a aussi les limites dues au pouvoir d'achat de nos

populations et on peut dire que c'est là le plus gros problème commun à tous les libraires d'Afrique noire. Nos populations ont un faible pouvoir d'achat, il faudrait alors mettre sur le marché un produit adapté à ces revenus restreints. Pour l'instant, le livre est un produit de luxe. Ce qui est dommage.

**R.T. : Lors de notre dernier entretien, nous avons parlé du programme PLUS, nous avons également parlé de l'initiative des Nouveaux Horizons (ouvrages entièrement pris en charge par le BIEF pour les frais de transport vers les pays du SUD), la question que j'aimerais vous poser est « comment pourrait-on développer de telles initiatives, comment développer de tels programmes crédibles et dans quelles mesures » ?**

**J.O. :** En fait, jusqu'ici et concernant le programme PLUS et les Nouveaux Horizons, il est vrai que, lorsque vous parcourez la moitié des librairies, ce sont ces livres là que vous trouvez. Mais pour le Programme Plus par exemple, le gouvernement français est en train de diminuer l'aide. Ainsi, les prix ne sont plus ce qu'ils étaient il y a cinq ou dix ans, et même la subvention sur le transport est passée de 40 % à 10 %. Après, vous me demandez comment développer cela ? Eh bien, tout d'abord, il faut savoir que l'aide pour ces subventions s'adresse aux livres destinés au premier et deuxième cycle universitaire, ce sont donc des livres universitaires. Il faudrait d'abord que le gouvernement français garde cette subvention qui est, je crois, de 30 %. Ainsi, ils resteraient des livres à 7000, 8000 francs CFA. Et de toute façon, si cela revient trop cher, il va falloir passer à des formats adaptés aux prix. Mais d'un autre côté, il ne faut pas oublier la manière de penser des camerounais, qui aiment ce qui est de bonne qualité sans être cher. Donc une collection faite avec du papier de presse, cela ne passera pas ! Pour les Nouveaux Horizons, les prix sont restés les mêmes, mais si le gouvernement français arrive à suspendre la subvention sur ces livres-là, ce serait suicidaire. Pour en revenir à la façon de développer de telles initiatives en Afrique, et bien il n'y a pas grand-chose à faire, à l'heure actuelle. Tant que les subventions demeurent, les libraires pourraient commander en masse par exemple, parce qu'ils vendraient aussi en masse. Pour l'instant, les commandes sont en baisse, ils en sont à rechercher des titres qui « marchent » bien. Les libraires choisissent des titres qui se vendent beaucoup, même si c'est sans grand intérêt pour le programme. Pour bien faire, il faudrait commander tous les titres du programme et les mettre à la disposition des étudiants. Or, même si certains livres se commandent en nombreux exemplaires comme le *Vade-mecum clinique*, d'autres livres comme ceux destinés aux techniciens ne se commandent pas en grandes quantités. Ce sont ces livres là qui vont sortir les premiers du programme.

**R.T. : Concernant la question d'un salon du livre au Cameroun : quels seraient les enjeux, comment rendre un tel projet viable pour la librairie, pour l'édition, pour le livre ?**

**J.O. :** Ce qui est en train d'être réalisé est mal fait. On est en train de construire un géant dans de la vase. Il ne va pas tenir et va s'effondrer. Il faudrait approfondir, liquer et voir avec les différents acteurs du livre, c'est-à-dire les éditeurs locaux, les quelques libraires professionnels locaux, et la Coopération Française qui s'occupe du livre. Tous devraient s'asseoir autour d'une table, discuter, et puis poser des jalons avant de commencer à construire au niveau national. Pour aller un peu plus loin,

il faudrait voir avec les éditeurs français ce qui pourrait être fait au niveau du transport, du prix pour un salon du livre qui serait quand même le premier au Cameroun. Ce salon du livre permettrait aux éditeurs locaux d'être présents, à l'image des Presses de l'Université Catholique. C'est une très bonne maison d'édition, qui doit se faire connaître. De plus, ce salon permettrait de révéler les librairies camerounaises qui, en plus de travailler avec des éditeurs français, permettent aussi de faire connaître le livre camerounais. Donc, ce qui est en train d'être mis en place est mal fait, et il faudrait revoir la base pour commencer à monter une fondation suffisamment solide pour les années suivantes. Si le projet se tenait dans l'immédiat, je crois que ça serait un fiasco. Voici un contre exemple avec le Salon de l'Entreprise qui se tient à Douala :c'est un professeur qui a tout organisé et cela lui a pris des années. Quand on a fini par en parler, tout était finalisé et ce fut une réussite qui ne s'est encore jamais démentie ! Il faudrait faire la même chose pour le Salon du Livre. Par contre, pour avoir des fondations solides pour un tel projet, plusieurs personnes doivent pouvoir discuter ensemble, parce qu'une personne seule ne peut pas dire qu'elle maîtrise le réseau et poser des jalons solides.

**R.T. : L'idéal serait alors un salon de libraires ou bien un salon d'éditeurs ?**

**J.O. :** Les deux sont indissociables. C'est pour cela que je dis que tous les acteurs du livre : les éditeurs, les auteurs (parce que ce sont eux qui sont au début du livre), les distributeurs et les libraires doivent tous être présents, de même que les consommateurs. On ne peut pas faire un salon du livre avec uniquement des éditeurs, de même qu'un salon du livre avec seulement des libraires n'a pas de sens :ce serait une simple exposition de livres. Un salon du livre cela implique des auteurs, des éditeurs, des distributeurs, des libraires. C'est comme cela que ça se fait en France, c'est comme cela que ça se fait au Sénégal et que çadevra se faire au Cameroun.



## **Annexe 31 - Entretien avec Rosemary M. Shafack (Bibliothèque Universitaire de Buea) : 14 avril 2008 <sup>1</sup>**

**Raphaël Thierry : Madame Shafack bonjour. Pourriez-vous me décrire votre bibliothèque, ce qui a motivé sa création, ainsi que ses objectifs au sein de l'Université de Buea ?**

**Rosemary Shafack :** Bienvenue à l'Université de Buea. La Bibliothèque Universitaire a encore une histoire récente. La structure a été créée en 1993. Dans l'université de Buea, à l'époque, il existait une cellule de documentation. Cette cellule s'est transformée en une petite bibliothèque universitaire et actuellement, nous essayons de développer cette petite structure pour avoir une véritable bibliothèque universitaire. Si l'on regarde la durée de vie de la bibliothèque, on voit qu'elle est de quatorze années, et c'est à partir de ces quatorze années que nous essayons progressivement de bâtir notre travail. Nous essayons de mettre sur pied une plateforme et de réussir à avoir un jour une véritable bibliothèque universitaire. Un des principaux rôles que nous avons est celui de la gestion : il faut pouvoir accueillir les nouvelles informations qui arrivent sans cesse, et il faut suffisamment de moyens pour pouvoir faire face à cela. Vous vous êtes sûrement rendu compte que ce n'est pas facile de trouver toutes les ressources dont on a besoin dans les diverses bibliothèques. À travers les médias, vous avez sûrement entendu parler du programme d'ajustement structurel du FMI : cela crée un problème économique et cause des difficultés au niveau des ressources pour notre bibliothèque. Concernant les autorités de l'université, je peux vous dire que les efforts qu'ils fournissent ont permis la mise sur pied de la bibliothèque. De plus, un énorme budget a été voté pour la construction de nouveaux locaux puisque pour l'instant, ce n'est qu'une petite salle qui abrite la bibliothèque. Pour le moment, notre bibliothèque est divisée en six départements : le département des médias, celui des lecteurs, celui dédié aux services techniques, celui des collections, celui des attestations, ainsi qu'un autre département purement administratif. Malheureusement, il est dommage que seulement trois d'entre eux soient opérationnels. Dans le futur, nous souhaitons créer à partir du département administratif des archives universitaires, ainsi qu'un musée. À cela devrait s'ajouter une librairie et une imprimerie, si nos moyens financiers le permettent. De plus, nous avons des idées pour permettre la conservation et la préservation des documents et des ressources existantes, auxquels nous accordons une importance particulière. Voilà tout ce que je peux vous dire concernant l'histoire de la bibliothèque.

**R. T. : Que pouvez-vous me dire sur la composition des collections ?**

**R. S. :** Pour le moment, nous avons une politique de développement des collections qui va dans le sens de l'amélioration des tâches qui sont effectuées. Cela signifie que nous devons axer notre choix

---

1 Traduit de l'Anglais par Celia Mbang.

documentaire sur les programmes développés. Nous essayons d'avoir des documents de référence comme des encyclopédies ou des documents utiles qui traitent de thèmes généraux et spécifiques. Les bibliothèques ne se suffisent pas à elle-même, elles reçoivent des aides et des dons pour acquérir des documents qu'elles n'auraient pas sans cela. L'Université de Buea a eu la chance d'obtenir l'aide de la Coopération Française, de l'Ambassade des États-Unis, du *British Council* et d'autres partenaires à l'étranger, ainsi que de donations individuelles. De plus, nous avons eu des dons d'universités étrangères comme celle du Maryland aux USA, ainsi que le campus de Mannheim, en Allemagne. Lorsqu'une université américaine située en Allemagne a fermé, l'Université de Buea a eu la chance d'hériter d'une partie de ses collections. On peut aujourd'hui compter 70 000 livres et nous essayons d'avoir un abonnement pour cent trente journaux, avec un accès sur support électronique pour 4000 périodiques. Voilà les documents qui constituent nos collections. Nous avons des ouvrages qui traitent des arts, des sciences sociales, et des sciences appliquées, en plus de document traitant de thèmes spécifiques tels que la médecine, les sciences, les techniques de laboratoire, la traduction et l'interprétation. Ces dernières références pour les études spécialisées ont été inaugurées tout récemment et nous espérons que ce n'est qu'un début.

**R. T. : Avez-vous également des parutions d'éditeurs locaux ?**

**R. S. :** Nous avons des difficultés pour travailler avec les éditeurs camerounais, car la majorité d'entre eux ne se consacrent qu'à la production d'ouvrages pour les études primaires et secondaires, et leurs productions pour les études secondaires sont très restreintes. La plupart de nos vendeurs se trouvent à l'étranger. Je peux citer Lavoisier à Paris, *Black World Book Limited* à Londres, *Swet Limited* en Hollande pour les journaux et EFSCO, société américaine basée en Afrique du Sud, qui travaille uniquement sur des documents électroniques. Nous ne traitons pas directement avec les éditeurs. Nous avons un diffuseur qui nous envoie les livres de l'étranger. Nous préférons traiter avec une société de diffusion qui gèrent les commandes des diverses maisons d'édition de chaque pays. Cela occasionne moins de frais. Par exemple : si nous voulons un livre en France, nous entrons en contact avec Lavoisier qui, après paiement, nous envoie les livres. C'est le même fonctionnement avec *Black World* pour les livres en anglais. Il est vrai qu'au Cameroun, il peut être difficile de trouver les ouvrages traitant de thèmes universitaire ou des articles publiés par des enseignants-chercheurs camerounais. Dans la plupart des cas, il est possible d'obtenir leurs ouvrages lors de séances de dédicace. Malheureusement, il peut arriver que nous n'ayons pas les ouvrages publiés au Cameroun pour la simple raison que nous ne sommes pas au courant des séances de dédicaces. C'est un des problèmes que rencontrent les bibliothécaires, qui manquent d'information sur leurs nouveautés publiées dans le pays. De plus, en dehors du manque d'information, les livres ne possèdent pas toujours un ISBN. Ils ne sont donc pas enregistrés et ne paraissent pas dans les catalogues des éditeurs. Lorsque nous voulons obtenir des nouveautés, nos documentalistes consultent les bases de données au Cameroun, en France, et à l'étranger. Quand les ouvrages n'apparaissent pas dans ces bases de données, c'est comme s'ils n'existaient pas. Il serait souhaitable de trouver une solution à ce problème de diffusion de

l'information. Ainsi, les usagers seraient au courant de la publication et pourraient s'en servir. Ce problème nous a poussés à écrire plusieurs articles à ce sujet.

**R. T. : Il faudrait donc, pour apporter une solution à ce problème, que les éditeurs aient des catalogues qu'ils puissent vous transmettre.**

**R. S. :** Les Science de l'Information et la Bibliothéconomie sont des notions encore nouvelles au Cameroun. Les professionnels n'ont pas encore une connaissance très poussée dans ce domaine. Les spécialistes expriment le besoin de former une association pour pouvoir travailler ensemble plus efficacement, non seulement dans le cadre de leur profession mais aussi dans celui de la chaîne documentaire. Il serait souhaitable de créer un catalogue où les bibliothécaires pourraient trouver les publications. Même si les éditeurs ne sont pas des bibliothécaires, il est important qu'ils comprennent que les instruments tels que les catalogues sont nécessaires pour faire connaître leurs œuvres. De plus, les bibliothécaires peuvent décider de prendre une part importante dans le travail d'édition ; nous avons ainsi publié conjointement l'ouvrage *Book Chain in anglophone Africa* chez INAC, au Royaume Uni. Nous savons que beaucoup de personnes ont eu accès à cet ouvrage, où nous n'écrivions pas sur l'économie mais sur la chaîne documentaire. Il faudrait maintenant qu'une nouvelle génération d'économistes puisse prolonger nos réflexions au sujet de l'amélioration de la chaîne documentaire. Un problème au Cameroun est que toute personne travaillant dans une bibliothèque se considère comme bibliothécaire et pense que cela ne consiste qu'à dépoussiérer les livres... On n'imagine pas que cela nécessite une formation universitaire. Nous essayons de changer ces mentalités, voire de les éradiquer en leur conseillant de suivre une formation dans ce domaine, en précisant que le milieu le plus indiqué pour cette formation demeure l'université. À partir du moment où les gens comprendront que nous, bibliothécaires, nous avons des formations, ils commenceront à comprendre que ce n'est pas un métier à la portée de tous. Voilà le principal problème que rencontrent les bibliothécaires au Cameroun et pour lequel nous devons trouver une solution.

## **Annexe 32 - Entretien avec Emmanuel Tcheukam (Bibliothèque Douala II), Douala : 8 avril 2008**

**Raphaël Thierry : M. Tcheukam, pour commencer pouvez-vous nous présenter votre structure, ses origines, vos motivations initiales ?**

Emmanuel Tcheukam : Cette bibliothèque est la toute première bibliothèque dans la commune de Douala II, et la première bibliothèque municipale. Elle a été inaugurée le 15 décembre 1989. Elle fait partie du volet culturel voulu par l'exécutif communal. C'est dans le cadre de la création en 1987 de la nouvelle commune d'arrondissement que le nouveau maire a voulu apporter à la commune une bibliothèque. Cette infrastructure faisait défaut à la population, le maire a alors été visionnaire en mettant en place cette infrastructure culturelle.

**R. T. : Comment s'est déroulée l'implantation de la structure dans le quartier ?**

E. T. : Cette bibliothèque a été créée avec le soutien de la Centrale de Lecture Publique. Avant, cette structure s'appelait Projet de Lecture Publique et était basée à Yaoundé. Depuis, c'est devenu la Centrale, qui existe encore maintenant. Cette structure est à l'origine cogérée par le Ministre camerounais de la culture et la mission française de coopération. Nous avons été conseillés par cette structure au niveau de l'implantation, et du visage à donner au bâtiment. De plus, nous avons été soutenus par des dons de livres, dont un don important d'environ 3000 ouvrages. Nous avons également suivi des stages, et je peux dire que vraiment, la Centrale de Lecture Publique nous a beaucoup aidés dans la mise en place. Je n'oublierai pas également le Centre Culturel Français, qui nous a accueillis pour nos stages d'imprégnation et de formation et qui représente la seule école de formation de bibliothécaires au Cameroun. Nous avons fait nos premiers pas au Centre Culturel Français, avant même de nous rendre à la Centrale de Lecture Publique.

**R. T. : Pourriez-vous m'expliquer l'importance d'une bibliothèque dans un quartier tel que New Bell, dans une ville telle que Douala ?**

E. T. : Honnêtement, l'importance n'est plus à démontrer. Comme je vous l'ai dit, avant il n'y avait aucune structure à caractère public dans le quartier. Il n'existait pratiquement rien dans le cadre du développement de la lecture publique. Mais depuis que cette bibliothèque existe, l'engouement est tel que nous sommes en train de prévoir une extension, parce que le nombre de lecteurs qui se sont abonnés et qui s'abonnent chaque année ne fait que croître. De plus, toutes les couches sociales et professionnelles semblent vraiment intéressées par la lecture publique, notamment les étudiants, les élèves, les enfants même, parce qu'il s'agit d'une bibliothèque publique. Tout le monde y trouve son

compte. Il existe des livres dans tous les domaines, ainsi que des encyclopédies. L'engouement est tel que si cette bibliothèque venait à disparaître, ça sera très dommageable pour les populations.

**R. T. : Comment définiriez-vous la politique documentaire de la bibliothèque ?**

E. T. : Les Camerounais lisent beaucoup, surtout les journaux locaux dont ils sont friands. En matière de politique d'acquisition, nous avons deux modalités : il y a les achats et les dons. Les dons viennent de nos partenaires traditionnels, à savoir le Centre Culturel Français et la Centrale de Lecture Publique. Nous avons également reçu des dons du *British Council* en 1994, ainsi qu'un don important du consulat allemand basé à Douala. La deuxième modalité de nos acquisitions est l'achat. La bibliothèque municipale fait partie des services de Douala II, et cette mairie dispose d'un budget révisé annuellement. Au moment de l'élaboration du budget, nous disposons d'une ligne budgétaire pour le fonctionnement de la bibliothèque et nous savons que cet argent va nous permettre de nous ravitailler en documents, livres, journaux dont nous avons besoin. Voilà à peu près la politique d'acquisition.

**R. T. : À l'exception des dons, auprès de quelles structures vous fournissez-vous en ouvrage ?**

E. T. : Nous nous fournissons auprès des structures locales, à savoir les librairies. On aimerait bien aussi passer commande pour certains ouvrages que l'on ne retrouve pas sur le marché local, mais ce n'est pas facile parce que la procédure est assez lourde. Lorsque nous achetons les livres, le paiement ne se fait pas immédiatement : la facture du fournisseur doit suivre toute une procédure et c'est seulement après quelques mois qu'il rentre en possession de son argent. Déjà sur le plan local, nous avons des difficultés, *a fortiori* nous n'allons pas nous aventurer dans des commandes à l'étranger.

**R. T. : Y a-t-il une présence de l'édition camerounaise au sein de votre bibliothèque ?**

E. T. : Absolument, nous tenons compte de la production des auteurs camerounais. Les auteurs camerounais sont bien représentés dans notre bibliothèque.

**R. T. : Et les éditeurs aussi ?**

Oui, il y a les éditions CLÉ, beaucoup d'ouvrages de l'édition la SOPECAM [ndlr : la Société de Presse et d'Édition du Cameroun], et d'autres éditeurs qui sont bien présents.

**R. T. : Peut-on considérer que les librairies participent à une promotion de l'édition du point de vue local ou national ?**

E. T. : Oui, les librairies jouent vraiment un rôle important, parce que vous pouvez trouver pas mal d'auteurs camerounais, bien qu'il est vrai que l'on trouve aussi beaucoup d'auteurs étrangers.

**R. T. : La situation d'une bibliothèque à Douala favorise-t-elle des contacts avec les éditeurs, par exemple anglophones ?**

E. T. : Oui, et quand nous passons des commandes de livres, nous tenons compte des besoins de nos lecteurs. Nous faisons des sondages pour savoir ce qu'ils désireraient trouver dans la bibliothèque. Il y a d'ailleurs un registre pour les doléances. Nous tenons donc compte de tout cela. Nous avons un

lectorat anglophone et bilingue, et essayons donc de faire en sorte qu'avec peu de moyens, nous puissions satisfaire le plus grand nombre possible. Notre politique est que nul ne doit être négligé. Je me permets d'insister sur le fait que nos moyens sont très limités : nous nous battons comme nous le pouvons pour vraiment satisfaire le plus grand nombre de personnes, y compris les anglophones et les bilingues. Quand vous allez parcourir les rayons, vous allez voir qu'il y a des livres en anglais, et très bientôt en allemand (parce que nous avons de plus en plus de camerounais qui apprennent l'allemand), et sûrement bientôt aussi de espagnol.

**R. T. : Vous évoquez des moyens limités : qu'espérez-vous à ce niveau pour améliorer votre politique documentaire ?**

E. T. : Nous avons voulu que lors de l'élaboration du budget de la mairie, on essaye d'accroître la ligne budgétaire consacrée à la bibliothèque et au développement du livre. Malheureusement, nous en sommes conscients, la mairie a beaucoup à faire et ne s'occupe pas seulement de la bibliothèque. Donc, lorsque nous essayons de persuader les équipes communales de faire davantage pour nous, ils sont tout à fait compréhensifs, mais ils ont d'autres impératifs. C'est pour cela que de temps en temps, nous nous tournons vers nos partenaires qui peuvent nous accorder des dons de livres. Nos besoins sont immenses. Nous avons des livres qui ne devraient plus rester en rayons tant ils sont dépassés mais, faute de moyens, nous ne pouvons pas les remplacer et sommes obligés de les laisser en consultation. Le pourcentage de renouvellement de notre fonds documentaire n'est pas suffisant.

**R. T. : À titre purement informatif : combien y a-t-il de livres et de lecteurs à la bibliothèque de Douala II ?**

E. T. : La bibliothèque Douala II compte 6837 livres. C'est une bibliothèque encyclopédique, donc nous avons opté pour la classification décimale Dewey, qui comporte différentes classes. Nous avons essayé d'équilibrer les catégories afin que chacun y trouve son compte. Il est évident qu'il y a quelques déséquilibres. De plus, lorsque l'on vous accorde des dons, vous n'avez pas le choix. C'est pour cela que nous essayons d'équilibrer les collections lorsque nous faisons des achats pour la bibliothèque. L'année passée, nous avons enregistré trois cent quarante cinq lecteurs : majoritairement des étudiants, des élèves, et des écoliers. Il a également des travailleurs qui viennent se distraire ou se ressourcer.

**R. T. : Concernant les habitudes de lecture, vous avez parlé des catégories étudiantes, scolaires ainsi que des travailleurs. Y-aurait-il quelque chose à faire au niveau de la promotion du livre, par rapport aux personnes qui ne sont plus forcément dans un cycle scolaire ?**

E. T. : Oui, c'est évident. Il y a un gros travail à faire pour pouvoir attirer d'autres couches socioprofessionnelles parce qu'il y a beaucoup plus d'étudiants et d'élèves, et il y a très peu d'autres catégories de lecteurs. Pour pouvoir attirer plus de monde, un travail constant doit être réalisé, ce que nous faisons au quotidien. Seulement, c'est insuffisant. Nous en sommes conscients, mais tout cela nécessite beaucoup de moyens et de communication. Nous essayons tout de même d'attirer le plus grand nombre possible de populations.

**R. T. : Quelle est votre démarche pour attirer ces populations vers votre bibliothèque ?**

E. T. : Nous organisons, par exemple, « Lire en Fête », pour essayer de sensibiliser nos lecteurs par des banderoles ou des affiches. Parfois, nous tâchons de passer des messages à certains chefs de quartiers pour leur faire comprendre que la bibliothèque existe et que la lecture est une très bonne chose. Il faut que ces autorités nous aident à convaincre les populations de venir à la bibliothèque, qui les attend à bras ouverts.

**R. T. : Pour terminer, quels sont vos principaux besoins ?**

E. T. : Nous avons des besoins dans le domaine structurel : notre bibliothèque s'avère déjà étroite, compte tenu du nombre assez élevé de nos lecteurs. Une extension serait donc très importante à l'avenir. Il y a un projet allant dans ce sens : l'exécutif communal est en train de réfléchir à la possibilité de réaliser une extension du bâtiment existant, ou de carrément construire un autre bâtiment qui devrait recevoir la bibliothèque. Voilà le premier besoin. Ensuite, la science de la bibliothéconomie est évolutive. Nous travaillons encore manuellement, et il faut donc penser à l'informatisation de la bibliothèque pour que nous ayons accès aux nouvelles technologies de l'information. Il faudrait également aménager un espace où nous puissions nous raccorder au réseau *Internet*.

### **Annexe 33 - Entretien avec Marcelin Vounda Etoa (éditions CLÉ), Yaoundé : 13 février 2008**

**Raphael THIERRY. Monsieur Vounda Etoa, pourriez-vous nous parler de la fondation des éditions CLE ?**

Marcelin VOUNDA ETOA. Les éditions CLE ont été fondées en 1962 et ont officiellement commencé leurs activités en 1963. Elles sont l'émanation de la réunion des églises protestantes de huit pays d'Afrique francophone. Elles ont également comme membre fondateur la conférence des églises de toute l'Afrique et le conseil des Églises protestantes du Cameroun. À l'origine, les éditions CLE voulaient simplement accompagner la diffusion de la Bible par des petits textes à caractère exégétique pour aider les Africains à comprendre le texte sacré qui, en ces années-là, au regard de ce qui se passait alors dans l'Église catholique, était un texte réputé abscons, hors de portée même des plus instruits. Il fallait donc faire des petites publications pour aider les Africains à comprendre les Écritures. Mais évidemment, dès l'origine, le besoin de s'exprimer des Africains était tel que les éditions CLE ont commencé à recevoir des manuscrits de littérature générale. Le premier dans ce domaine-là est une pièce qui est aujourd'hui devenue très célèbre : *Deux prétendants... un mari* de Guillaume Oyono Mbia, parue en 1964.

**R.T. À partir de 1964 la Littérature Générale ; les Editions CLE ont par la suite prolongé leur vocation d'éditeur généraliste, jusqu'à aujourd'hui.**

M.V.E. Oui, en fait les éditions CLE ont mené jusqu'à présent de front et de façon concomitante une double activité d'éditeur de Littérature Générale et d'éditeur de littérature théologique.

**R.T. De combien de personnes se composent les éditions CLE, et quelle est la formation du personnel ?**

M.V.E. Les éditions CLE emploient douze personnes à temps plein. Nous avons des responsables d'antenne, dans quatre villes du pays, à cela s'ajoute une équipe de commerciaux qui se déploie en fonction des saisons et particulièrement en période de rentrée scolaire, où toute une batterie de commerciaux est mise en branle, c'est alors une vingtaine de personnes qui s'ajoute aux douze employés permanents pour diffuser le livre aux quatre coins du pays et au-delà. Voilà un peu la structure sur le plan du personnel. Ensuite au sein de la maison mère, chaque service est spécialisé dans un domaine : nous avons un service littéraire et production qui est dirigé par un diplômé en édition ; nous avons un service commercial et marketing tenu par un diplômé de l'enseignement supérieur ; un service administratif et juridique qui s'occupe de toute la gestion du personnel sur le plan interne ainsi que de la question de gestion des droits d'auteur. Évidemment ce service est tenu par



un juriste de niveau universitaire second cycle ; un service financier et de comptabilité tenu par un comptable de formation. À côté de tout cela nous avons un magasinier et d'autres personnages de liaison, personnel de surface et évidemment tous les manutentionnaires dont nous pourrions avoir besoin pour les questions de stockage et autres.

**R.T. Pour ce qui est de la production des livres, possédez-vous votre propre atelier ou travaillez-vous avec un imprimeur, et dans ce cas, cette imprimerie est-elle basée au Cameroun ou à l'extérieur ? Comment se passent les transactions ?**

M.V.E. Notre défi est de développer l'industrie locale du livre, notamment le secteur de l'imprimerie, c'est pourquoi nous avons pris le parti, après plusieurs essais d'impression des livres à l'extérieur – en France notamment – de chercher localement des compétences et des industries suffisamment équipées pour produire de bons livres. Plusieurs de nos collègues dans le métier impriment en France et l'on peut se réjouir de la qualité des ouvrages qui en ressortent, mais pour notre part, ce dont nous nous réjouissons aux éditions CLE c'est d'accroître le niveau de qualité des ouvrages produits au Cameroun. Ainsi, nous avons un ensemble d'imprimeurs à Yaoundé nous en avons deux et un hors de Yaoundé, avec lesquels nous travaillons de façon régulière, et l'avantage pour nous est qu'ils peuvent faire des quantités permettant de lancer un ouvrage sur le marché, parce que vous savez très bien que moins on imprime et plus le coût du livre est élevé. Nous pouvons négocier des quantités allant de 500 à 1000 exemplaires, et ça c'est un atout qui nous permet de développer localement l'industrie de l'imprimerie.

**R.T. Puisque nous parlons de l'imprimerie, peut-on parler d'un style des éditions CLE pour ce qui est de la facture des ouvrages ?**

M.V.E. Oui. Notre option originelle était évidemment de produire des quantités africaines ou disons « africanistes », destinées prioritairement aux Africains pour qu'on entende un autre son de cloches pour ceux à qui l'on n'a pas donné la parole et qui ont naturellement quelque chose à dire s'ils sont des êtres vivants qui ont des sensations, qui ont des sens, et qui ont un minimum d'intelligence et de réflexion. Notre option originelle était de faire parler les Africains et nous avons voulu accompagner nos livres de signes qui indiquent sur le plan iconographique les traces de l'Afrique. Si vous prenez nos premiers ouvrages dans les années 60, dans les années 70, nous avons dans notre charte graphique des éléments d'illustration essentiellement tirés du riche patrimoine plastique de l'Afrique, et c'est ce que nous avons continué à faire : nous nous sommes arrimés à la modernité, en faisant des livres toujours un peu plus beaux tout en gardant cette marque de fabrique qui montre la provenance, au moins du livre sinon de la pensée de celui qui l'écrit.

**R.T. Quelles sont les collections des éditions CLE ?**

M.V.E. Évidemment, en matière de collections vous avez un éventail, c'est une dynamique permanente de création de collections, pour adapter les collections aux nouveaux espaces de savoir et aux besoins du public. Nous avons un ensemble de collections, notamment théologiques et, dans le champ de la théologie, nous avons des sous-collections. Dans le champ de la littérature générale, nous répartissons

les ouvrages d'abord en genres, et à l'intérieur de chaque genre nous créons un ensemble de collections en fonction des disciplines ; dans les sciences sociales par exemple nous avons une collection « Sociologie », nous avons une collection « Anthropologie », nous avons une collection « Biographies ». Il est important que les premiers acteurs de la vie, j'allais dire « moderne », de l'Afrique – c'est-à-dire l'Afrique d'après les Indépendances – dont beaucoup sont arrivés aux affaires parfois accidentellement, parfois sans y être vraiment préparés, et beaucoup n'ont pas la capacité d'écrire pour s'exprimer. Nous nous efforçons alors de les accompagner dans la production d'ouvrages qui soient des témoignages soit en les mettant « à table » pour susciter des interviews ou soit en réécrivant les textes qu'ils ont eux-mêmes produit sur leurs témoignages. Donc, les collections ne sont pas fermées et sont une création permanente aux éditions CLE. La dernière en date est une collection de « Classiques », parce que nous nous sommes rendu comptes que les éditions CLE ayant été le premier éditeur d'Afrique d'expression française, des auteurs de tous les pays, contrairement à ce qui se passe maintenant, ont envoyé leurs manuscrits. Et nous avons ainsi les auteurs de Guinée, de Côte d'Ivoire, du Sénégal, bref, de toute l'Afrique. Ce patrimoine est ici, à CLE. Nous avons tous ces livres-là, dont les auteurs ont fait un long chemin et qui sont, pour la plupart, très réputés aujourd'hui, tel Wole Soyinka qui a publié ici une traduction du *Lion et la perle*. Tous ces textes-là sont des textes de qualité qui sont devenus des classiques de la littérature africaine, et que des éditeurs et des universitaires d'Amérique du Nord nous demandent en cession de droits pour de longs extraits qui sont exploités dans les enseignements là-bas et dans les ouvrages à destination du grand public. Tous ces ouvrages, nous voulons les mettre dans une collection que nous avons appelé la collection « des classiques ».

**R.T. À combien d'ouvrages estimez-vous aujourd'hui le catalogue des éditions CLE ?**

M.V.E. Le catalogue compte à ce jour plus de six cents cinquante titres et nous sommes en train de réaliser depuis le début de l'année un inventaire exhaustif, un inventaire physique de tous ces ouvrages. J'espère que nous allons y arriver, parce que le réflexe de la conservation patrimoniale n'est pas très développé ici, au Cameroun. Nous essayons de reconstituer notre catalogue physique avec tous les spécimens, tous les ouvrages que nous avons publié depuis 1964, c'est un vrai pari, que nous espérons pouvoir tenir.

**R.T. Une fois le manuscrit retenu comment se passe le contrat avec l'auteur, demandez-vous une participation ou bien la production est-elle entièrement prise en charge par votre maison d'édition ?**

M.V.E. Par le passé, évidemment, les éditions CLE ont obtenu des subventions de l'Allemagne et des Pays-Bas et jusqu'aux années 70-75 la plupart, sinon tous les livres parus dans la foulée du lancement et de l'implantation des éditions étaient des ouvrages entièrement financés par la maison. Et l'éditeur obtenait même pour certains auteurs des avances sur les droits : ces derniers recevaient ainsi des sommes assez importantes, allant jusqu'à 100 000 francs CFA pour des ouvrages publiés plus tard. Maintenant, notre démarche est d'essayer de spécifier les ouvrages que nous publions : si nous

publions un essai dont nous n'avons pas la garantie de la diffusion, nous pouvons demander à l'auteur de faire un préachat d'une quantité symbolique de cet ouvrage, ce qui permet de commencer à assurer l'écoulement du produit. Mais de façon générale pour les œuvres de fiction, nous finançons entièrement la production de l'ouvrage, et nous allons jusqu'à organiser nous même des dédicaces. Nous avons par exemple après-demain une dédicace à la librairie de Mongo Béti (ndlr : La Librairie des Peuples Noirs) à Tsinga pour un ouvrage qui est paru il y a quelques jours et qui a été entièrement pris en charge par CLE : nous avons organisé et payé tous les frais de la dédicace de l'ouvrage. Cette démarche est l'idéal : c'est la situation à laquelle nous voudrions pouvoir arriver avec toutes nos publications, mais évidemment, pour cela il faut que le marché suive : si vous avez besoin de plus de cinq ans pour amortir un investissement d'un an sur un ouvrage, c'est assez problématique pour gérer les stocks et les titres.

**R.T. Les Éditions CLE représentent combien de parutions chaque année ?**

M.V.E. Les éditions CLE publient en moyenne trente ouvrages par an.

**R.T. Pour aborder la diffusion, et puisqu'il était question de la Librairie des Peuples Noirs : quel est votre réseau de diffusion au Cameroun, mais aussi au niveau africain, ou encore à l'international ; quels sont vos réseaux, vos partenaires, bibliothèques, organismes, ONG... ?**

M.V.E. Nous diffusons des livres sur le plan national à partir de nos points de vente. Je vous ai dit que nous avons des antennes dans les grandes villes de ce pays : la capitale provinciale du Sud, Ebolowa possède une antenne, à l'Ouest nous avons une antenne, au Grand Nord et à Douala également. Nous faisons des dépôts chez les libraires dans les villes où il y en a. Sur le plan sous-régional nous avons l'avantage d'avoir huit pays membres du conseil d'administration des éditions CLE, et les délégués des pays au conseil d'administration sont un peu les prolongements de l'activité de CLE en termes de diffusion dans ces pays là. Nous sommes par ailleurs bien servis par notre réputation parce que, où que vous soyez en Afrique francophone, on sait de quoi il est question lorsque l'on parle de CLE, même si les gens ne sont pas toujours au fait de ce qui se fait actuellement aux éditions. On sait que nous sommes une maison d'édition. De cette manière-là, au regard de nos moyens qui sont assez limités et des possibilités qui sont très faibles de diffuser sur le plan international, nous procédons par paliers : après la diffusion locale, nous avons les représentants de CLE au conseil d'administration des huit pays que sont la Côte d'Ivoire le Togo, le Bénin, le Congo démocratique, le Congo Brazzaville... Nous diffusons à travers ces canaux là, puis nous diffusons également sur la base de l'entremise des partenaires que nous avons aux Pays-Bas, en Suisse. En France, nous avons tenté une expérience de diffusion qui n'a pas été très heureuse parce que nous avons un partenaire, Excelsius. Les livres lui sont parvenus, mais le conditionnement n'a pas été fait, les livres ont été écornés, n'ont pas été placés... Nous sommes donc à la recherche d'un autre diffuseur en France. Pour le reste du monde, nous diffusons à la commande, et sommes en train de mettre sur pied une sorte de cartographie de la consommation du livre, à la fois localement et au niveau sous-régional, de sorte que nous soyons

capables d'envoyer notre catalogue, l'actualité de nos publications et même des spécimens à tous les espaces qui sont susceptibles de les consommer.

**R.T. Au niveau local quelles sont les facilités et les difficultés pour diffuser les livres des Editions CLE ?**

M.V.E. Les ventes se font de deux manières. Lorsque l'auteur est connu, la sortie d'un livre est toujours un événement, et la première manière de vendre des livres consiste à accroître les possibilités de vendre à des occasions ponctuelles que nous appelons les dédicaces. Quand un auteur s'implique personnellement, lorsque nous avons tiré un ouvrage à mille exemplaires, et sur cinq cents exemplaires présents le jour de la dédicace, nous pouvons écouler environ un dixième du stock. Après, le reste se fait par placements et, en général, le roulement du stock est assez lent. Il faut en moyenne trois ou quatre ans, parfois cinq ans même, pour écouler un stock. Quand un ouvrage entre dans les programmes scolaires, il a alors plus de chance de circuler dans les vitrines.

**R.T. Quelle part les bibliothèques représentent-elles dans la diffusion des ouvrages des Editions CLE ?**

M.V.E. La réalité c'est que les bibliothèques ici ne sont pas fonctionnelles et, quand elles le sont c'est le budget qui leur fait défaut. Les bibliothèques communales existent sur un plan « administratif », mais vous ne pouvez pas rencontrer un bibliothécaire qui vous remette un catalogue, et le lendemain vous fasse une commande de cinq ou dix exemplaires d'un livre. Ce que les bibliothécaires font généralement -les bibliothèques scolaires- ce sont des commandes en début d'année, sur la base de subventions qu'elles obtiennent. Les bibliothèques publiques, elles, ne commandent pas de livres, à l'exception du Centre Culturel Français. Je ne vois pas d'autres espaces qui commandent des livres aux éditeurs dans ce pays.

**R.T. Comment se passe l'exportation de vos ouvrages ? Avez-vous des facilités, des aides, des abattements qui puissent en favoriser l'exportation ? Y-a-t-il des obstacles à l'exportation ou sinon à l'importation ? La question des intrants se pose-t-elle ?**

M.V.E. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'au Cameroun et dans nombre d'autres pays africains il n'y a pas encore de véritable politique nationale du livre, donc tous les éléments que vous citez-là, rentrent de façon logique dans les éléments à mettre en œuvre dans le cadre d'une politique nationale du livre. Ce dont nous bénéficions pour le moment, et cela parfois après moult explications aux compagnies de voyage et agences chargées de la diffusion internationale, c'est la prise en compte de la remise de 50 % sur le kilogramme du livre, prescrite par l'UNESCO. Mais pour les autres cas, nous avons de la peine à faire appliquer un certain nombre de conventions et accords internationaux, parce que les douaniers n'ont pas une ligne de conduite générale, c'est-à-dire que selon le douanier que vous avez en face de vous, s'il a l'esprit étroit ou ouvert, vous aurez des facilités ou des difficultés à faire sortir vos livres. Maintenant, au niveau des intrants, évidemment, les éditeurs n'étant pas imprimeurs, ne se servant pas

directement ni de l'encre ou du papier en aussi grande quantité que ces derniers, les questions de l'abattement du prix de l'import sur les intrants ne peuvent être posées à notre niveau.

**R.T. Aujourd'hui quels sont les enjeux éditoriaux, quels sont les combats, vos espoirs pour l'édition, et plus largement pour le livre au Cameroun ?**

M.V.E. Écoutez, la première chose, que l'on voudrait faire admettre dans ce pays serait une présence rationnée dans les programmes scolaires, comme dans plusieurs autres pays africains, notamment en Côte d'Ivoire où l'on trouve des éditeurs partis de rien occuper la scène et avoir le privilège d'être courtisés par des grands éditeurs du Nord. Le seul livre qui se lit en Afrique, c'est un livre prescrit, et les programmes permettent donc de consommer le livre pour les éditeurs, avec l'assurance d'avoir des quotas des éditeurs locaux dans les programmes scolaires. Ce serait là un moyen de *booster* leur activité. La deuxième chose à laquelle il faudrait penser pour que cette activité puisse être capitalisée, ce serait de combattre la piraterie, parce qu'évidemment la piraterie est une gangrène. Aux éditions CLE, nous avons par exemple un manque à gagner de plus de cinquante millions de francs CFA par an, à cause de la piraterie. Il y aurait également lieu de mettre en place une politique nationale du livre qui réglerait tous les problèmes de manifestations littéraires, comme une foire littéraire – le Cameroun n'en a pas – qui réglerait les problèmes de soutien aux éditeurs et de l'activité éditoriale. Dans beaucoup de pays, les éditeurs sont pris en charge pour participer à des salons internationaux, parce qu'à l'occasion des rencontres professionnelles qui se déroulent dans ces salons, ils peuvent s'enrichir, faire des rencontres utiles, s'ouvrir davantage à des projets de coédition. Ici, cela n'existe pas. Je connais d'ailleurs un éditeur camerounais qui va régulièrement à la Foire du livre de Casablanca et qui est pris en charge par le Ministère marocain de la culture, c'est vous montrer l'intérêt... Voilà des choses qui seraient prioritaires dans la mise en place d'une politique nationale du livre qui entraînerait un ensemble de mécanismes : la présence de livres scolaires et de quotas pour les éditeurs locaux dans les programmes scolaires, la lutte contre la piraterie, le soutien aux manifestations, à la diffusion et aux exportations du livre.

**R.T. Le droit du livre est-il encore à faire au Cameroun ?**

M.V.E. Non, le droit est fait, mais il est très dur à mettre en application, parce que les mécanismes dont nous nous sommes servis jusqu'à présent et qui consistent à traquer les pirates en se servant des forces de l'ordre se sont montrés inefficaces et inopérants, parce qu'il y a une incompréhension entre les forces de l'ordre et les éditeurs. Évidemment, cela ne facilite pas les choses. Les pirates ont de gros moyens et prennent de gros risques. Il y a là un ensemble d'enjeux que les éditeurs locaux ne peuvent pas soutenir tous seuls, parce qu'il faut beaucoup d'argent. Il faut des avocats qui soient capables de suivre des procédures, et le temps que cela vous prend, c'est le temps de l'activité pour produire d'autres ouvrages. Voilà un peu le dilemme dans lequel nous sommes aujourd'hui plongés.

### **R.T. La question du droit d'auteur se pose-t-elle au Cameroun ?**

M.V.E. C'est une question qui se pose, mais de façon plus que complexe et de manière passablement embrouillée de mon point de vue. Il y a quelques années, le Ministère camerounais de la Culture a pris des mesures pour créer des sociétés collectives de gestion des droits. Dans le domaine de la littérature on a cru bon de créer une société (ndlr : la SOCILADRA), laquelle ne semble pas très bien maîtriser les spécificités du livre. Premièrement, on essaie d'appliquer au livre un mécanisme, une technique qui opère dans le domaine de la musique, en faisant mettre des timbres sur les livres, ils appellent ça « l'estampillage ». C'est un principe qui est totalement inopérant, et que l'on ne peut pas mettre en œuvre. La spécificité de l'éditeur de livre, c'est que le droit d'auteur est régi par un contrat qui lie l'auteur à son éditeur. Bien sûr, l'une des parties peut dénoncer ce contrat si elle n'est pas satisfaite, mais la société de gestion collective des droits des auteurs est très mal placée pour s'attaquer à la maison d'édition dont l'auteur a pu dénoncer le contrat. Voilà un peu la situation actuelle. Aux éditions CLE nous fixons les droits à échéance fixe : c'est en février (fin février-début mars) que nous payons leurs droits à tous nos auteurs. Il y a des auteurs inscrits aux programmes scolaires qui touchent des sommes que l'on ne va pas dire faramineuses par rapport à ce que touchent certains auteurs dans d'autres pays, mais qui sont tout de même des montants raisonnables vue la quantité de leurs livres que nous vendons.

### **R.T. Un auteur des éditions CLE peut-il vivre de sa plume ?**

M.V.E. Non, ni aux éditions CLE, ni nulle part ailleurs, même pas en France. Je me souviens d'un article de *Marianne* que j'ai lu récemment, qui montrait qu'il fallait peut-être réformer le droit d'auteur, de sorte que l'auteur touche un peu plus... Mais en réalité ce n'est ni l'éditeur, ni l'auteur qui profitent de cette affaire. Je ne sais pas exactement, mais j'ai l'impression que l'argent rapporté par le livre est quelque peu dilué parce que la diffusion coûte parfois jusqu'à 40 % du coût de revient. Je crois que c'est à travers une politique qui consisterait à abaisser le coût des intrants que l'on pourrait raisonnablement envisager d'augmenter les chances des auteurs de gagner un peu plus sur leurs ouvrages. Mais ici ou n'importe où ailleurs, si vous n'êtes pas lauréat d'un très grand prix littéraire, vous ne pouvez vivre de vos droits.

### **R.T. À l'heure actuelle, peut-on considérer que le prix du livre concerne la plupart des Camerounais, ou est-ce que le livre est encore la panacée d'un petit nombre de personnes qui ont les moyens de se l'offrir ?**

M.V.E. Je crois que si l'on voulait calculer les moyens des gens à leur juste mesure, il y aurait lieu de trouver un peu d'argent pour acheter des livres. Quand on regarde les choses superflues et nuisibles à la santé et à l'équilibre psychique que les gens achètent à prix d'argent. Il y aurait la possibilité d'acheter les livres jusqu'à 10 000 F pour une certaine classe. Mais nous, aux éditions CLE, nous nous efforçons justement de minimiser les coûts de production des livres en évitant de produire à l'extérieur, même si toutes choses étant égales par ailleurs, un livre produit à l'extérieur peut avoir la

même valeur que le livre produit localement. Nous nous appliquons à mettre une fourchette de prix pour rendre les livres accessibles. Nous établissons une politique réaliste : les romans coûtent difficilement 4000 à 5 000 francs CFA chez nous, les essais, en fonction de leur volume et de la qualité de leur production qui sont parfois des ouvrages en quadrichromie, atteignent difficilement 10 000 francs. Nous nous efforçons de pratiquer des prix qui soient à la portée du public.

**R.T. Vous parlez de choses nuisibles, il aurait donc une politique à appliquer pour changer les habitudes de lecture ?**

M.V.E. Oui, il y a un vrai problème avec la lecture. Tout ce que nous faisons doit être capitalisé, et amené à une reconnaissance sociale, si l'on veut donner une dynamique à une activité, c'est de cette manière-là que l'on peut encourager les gens à lire et à écrire. Mais à aucun moment vous ne vous trouvez en situation de valoriser ce que vous avez lu. Nous ne sommes pas en France où, à l'occasion de déjeuners ou de dîners, on parle de culture. Ici on pourrait parler de football, ou de tout autre chose, et c'est cela qui tient lieu de culture. Au niveau social, il n'y a pas de reconnaissance ou de valorisation du savoir qui pourrait encourager les gens à lire. Il n'y a pas de concours, ou très peu. Il n'y a pas de prix littéraires, ou très peu. Toutes ces choses-là font que les gens ne sont pas toujours encouragés à lire. Pour le moment, ce que l'on essaye de faire, c'est d'aller avec le livre vers les gens. C'est une expérience que nous avons faite aux éditions CLE cette année : nous ciblons des établissements scolaires et allons donner des livres gratuitement. Ce faisant, nous encourageons les élèves à lire et à être présents tous les mercredis, à l'occasion de séances de lecture avec eux. Nous faisons venir les auteurs dans les lycées et, après, nous remettons des primes et des prix à ces élèves. Et cela les encourage. Pour la tranche d'âge de la jeunesse – c'est-à-dire du secondaire – c'est le meilleur moyen de les encourager à lire. Mais je crains que pour les autres tranches d'âge, leur « religion » soit faite : pour ces derniers, les contraintes de la vie sont le prétexte pour ne pas lire.

**R.T. Une dernière question : quels sont vos espoirs pour l'édition camerounaise ?**

M.V.E. Écoutez, je pense que nous avons l'avantage d'avoir des espaces qui sont à structurer et des mentalités qui sont à former. Si la jeunesse est une force pour l'Afrique, c'est véritablement un avantage, parce que la jeunesse est modelable. Nous misons sur l'avenir. Si nos activités et celles de tous les autres éditeurs sont relancées, structurées, mises en réseau, il y a une chance d'avoir un impact auprès de la jeunesse, et donc de susciter des habitudes de lecture et de consommation du livre plus développées. Maintenant, pour que cela se fasse, il faut qu'en amont nous ayons des autorités, des instances de tutelle qui soient attentives à ces besoins. Il faut qu'il y ait une vision et un projet qui accompagne par toutes sortes d'actions ces projets là, pour que la lecture entre dans les mœurs, et pour que l'édition soit une activité florissante et rentable au Cameroun.

**Annexe 34 - Entretien avec Marcelin Vounda Etoa (2) (éditions CLÉ),  
Yaoundé : 17 mars 2012.**

*Monsieur Vounda, pour commencer, pourriez-vous m'expliquer la raison de la présence des éditions CLE cette année au Salon du livre de Paris. Je sais que vous avez fait le déplacement avec une délégation camerounaise. Serait-il possible d'en apprendre un peu plus sur ce projet ? Quels en sont les enjeux ? Avez-vous tissé des liens avec l'espace "Livres et auteur du bassin du Congo" (1) ?*

Les éditions CLE ont reçu une invitation du ministre camerounais des Arts et de la Culture (2) pour faire partie d'une délégation constituée de deux officiels : le secrétaire général du Ministère et la directrice des Bibliothèques et de la Promotion de la lecture et de deux éditeurs. L'enjeu de notre présence à Paris est l'exploration des mécanismes d'organisation d'un salon, les contacts tous azimuts, etc. Nous sommes en quête d'inspiration et dans le processus d'accumulation de la nécessaire expérience qui nous permettra de commencer localement quelque chose de structurant dans le domaine du livre. Il convient de situer cette mission dans le prolongement de celles de l'année dernière à Paris, Bologne et au salon d'Alger. Il me semble qu'il y a, de la part de notre ministère des arts et de la culture, une volonté de faire bouger les choses dans le secteur du livre. J'ai le sentiment que les nouveaux responsables veulent écouter, voir, toucher du doigt, échanger sur ce qui se fait dans le secteur du livre, en matière d'organisation de manifestations, pour s'en inspirer.

*À l'heure actuelle avez-vous pu nouer des contacts intéressants au salon ? Y a-t-il des projets en cours, qui pourraient laisser présager d'une future présence "officielle" du Cameroun au Salon du livre de Paris ?*

Les officiels de notre délégation ont eu des échanges avec leurs homologues français et francophones. Il est à espérer que dès l'année prochaine, le Cameroun, comme le Congo, la Tunisie, la Guinée Conakry, la Côte d'Ivoire... dispose au Salon du livre de Paris et à d'autres manifestations similaires, d'un stand propre, qui lui permettra de mettre en évidence l'extraordinaire génie et la généreuse fécondité de ses écrivains, ceux du terroir et ceux de la diaspora.

*J'ai appris que vous vous rendiez ensuite au Salon du livre de Bologne. Est-ce au titre de Directeur des éditions Clé ou bien en tant que membre de la délégation camerounaise ?*

C'est toujours en tant que membre de la délégation camerounaise que je me rendrai à Bologne.

*Dans cette perspective, participer à la foire du livre comme Bologne représente-t-il pour vous une opportunité différente, par rapport à Paris. Vous vous situerez alors hors du "cadre" de la francophonie. Y a-t-il des enjeux particuliers pour un éditeur camerounais qui édite des livres en anglais et en français ?*



Comme vous le savez, le Salon du livre de l'enfance de Bologne est un salon professionnel et non commercial ; c'est sûrement le plus grand de ce type au monde. Nous avons intérêt à y participer pour nouer des contacts avec les meilleurs professionnels, dans un domaine, le livre pour enfants, où nous avons encore beaucoup de choses à apprendre et où l'Afrique doit être présente. L'avenir du livre se joue à Bologne chaque année parce que les enfants et les jeunes représentent l'avenir du livre. La lecture est une question d'habitude et les lecteurs de demain, c'est dès aujourd'hui qu'il faut les conquérir et les gagner à la lecture. Par ailleurs, l'interaction entre l'image, le dessin, l'illustration... qui sont au centre des livres pour enfants et l'électronique crée d'autres enjeux. Les enfants et des jeunes africains, comme ceux des autres continents sont très attachés aux dessins animés mais l'essentiel de ce qui leur est servi contribue à les dépayser, à les aliéner de leur culture.

*Pour changer un peu de registre, j'aurais souhaité revenir à la table ronde à laquelle j'ai eu le plaisir d'assister hier et qui était consacrée aux "revues littéraires du monde noir". Vous êtes intervenu dans le cadre de la discussion, votre intervention reprenait d'ailleurs les grandes lignes de la tribune que vous avez publiée dans les pages du quotidien Mutations (3). En vous adressant au directeur éditorial de La Revue littéraire du monde noir, vous avez en effet relevé le décrochage entre de telles revues et les éditeurs africains. J'aurais aimé que vous reveniez sur ce point-là. Comment ressentez-vous ce problème ? N'y a-t-il absolument aucun partenariat existant avec ces médias ? Avez-vous des ambitions, des projets, pour que les choses se modifient ? Des possibilités existent-elles en vue d'assainir les rapports des éditeurs avec les revues étrangères ? Des outils sont-ils actuellement développés au Cameroun, par exemple au niveau des revues numériques ?*

Vous avez dû constater avec moi que lors de cette table ronde, on a très peu fait cas de deux revues majeures publiées sur le continent : *Éthiopiennes* et *Abbia*. Cette amnésie est symptomatique d'un autisme dont souffrent les intellectuels de la place parisienne ; pour eux, rien n'existe sur le continent, en dehors de ce qui se fait dans l'hexagone. Ce nombrilisme devient gênant lorsque l'on croit avoir fait le tour de toutes les littératures africaines et qu'on prétend se prononcer sur tout sans avoir la moindre idée de ce qui se fait en Afrique. Ce sont alors des poncifs et des clichés éculés qui nous sont servis pour rendre compte de la vie littéraire sur le continent. La meilleure illustration de constat malheureux, c'est précisément *La Revue littéraire du monde noir*, comme je le relevais dans la chronique à laquelle vous avez fait allusion, La place faite aux "littératures du Sud" dans le premier numéro de cette revue est de l'ordre de l'exotique et de l'anecdotique. Tenez : deux interviews de libraires à Yaoundé et à Kinshasa en fin de volume ; un seul des huit sujets d'actualité dont les autres portent sur des manifestations se déroulant en France, un compte rendu et un extrait d'un roman gabonais. Soit au total cinq pages seulement du magazine qui en compte soixante-six sont consacrées à des activités se déroulant sur le continent. Par ailleurs je relevais que les revues n'existent pas pour elles-mêmes mais à côté d'une littérature dont elles prolongent les combats. Manifestement le marché du livre africain à Paris n'intéresse que très peu les Français. Lorsque les Africains l'auront compris et qu'ils se

consacreront à structurer l'industrie du livre sur le continent, on s'occupera plus utilement plutôt que d'essayer de forcer l'amour de partenaires qui semblent ignorer jusqu'à notre existence.

*Et justement, il y a en ce moment une revue qui est publiée au Cameroun : Mosaïques. Ce périodique mensuel rend compte de l'actualité du livre et de la culture au Cameroun et à l'étranger. On pourrait aussi évoquer le mensuel Patrimoine, publié entre 2000 et 2007 et qui a fait date dans le milieu culturel camerounais... À l'heure actuelle, on sait que le numérique constitue un moyen de diffusion assez conséquent pour les revues. Est-il pris en compte au Cameroun ? Avez-vous eu vent de projets ?*

Il ne me semble pas encore opportun de passer au tout numérique ; le numérique est indispensable pour une diffusion à large spectre et vers les autres continents. Mais pour le public local, celui qui est le premier destinataire de ce qu'on écrit, le support papier reste très utile. Évidemment, faire le numérique et le papier nécessite plus de moyens financiers. Il est indispensable que les initiateurs et les animateurs des revues culturelles du continent bénéficient de soutiens institutionnels. Pour avoir été l'initiateur et l'animateur principal de la revue *Patrimoine* pendant sept ans, j'avoue qu'il est regrettable que l'essentiel du soutien que j'ai reçu soit venu de la coopération française à travers son ambassade au Cameroun. Dans le cas de *Mosaïques*, je constate à regret que l'un de ses plus grands soutiens c'est la fondation Prince Claus des Pays-Bas. Les institutions nationales doivent mettre la main à la pâte.

*Où en est actuellement la situation au niveau associatif pour les éditeurs camerounais ? Cette question, car je n'ai pas le sentiment que la délégation camerounaise ne soit, à proprement parler, une délégation éditoriale.*

Non, c'est une délégation officielle du ministère de la Culture. De façon générale, les invitations sont adressées au Ministère qui procède à la sélection des éditeurs, sûrement selon des critères de visibilité des maisons d'édition. Évidemment, les éditeurs, à titre individuel sont libres de participer, à leurs frais, aux manifestations littéraires de leur choix. Il est regrettable qu'au niveau associatif, les choses n'aient pas beaucoup bougé. Une dynamique de fusion des deux principales associations a été initiée il y a plus d'un an. On espère la voir aboutir bientôt. Le combat majeur des éditeurs camerounais, c'est la définition par notre gouvernement d'une politique nationale du livre.

*Comment se portent les éditions CLE ?*

J'ai le plaisir de vous annoncer que les éditions CLE se portent très bien. Nous sommes la plus ancienne maison d'édition d'expression française sur le continent. Nous fêtons notre cinquantenaire l'année prochaine avec à notre actif de nombreux grands noms de la littérature noire : Sony Labou Tansi, Henri Lopes, Guy Menga, Jean Baptiste Tati Loutard, Jean Pliya, Francis Bebey, Bernard Dadié, Eboussi Boulaga, Paulin Hountondji, Marcien Towa, etc. Notre défi était de réussir la cure de jouvence qui nous permettrait d'entrer dans la modernité de façon dynamique. Nous l'avons fait. Nous publions en moyenne quarante livres par an. Notre fonds est le plus riche de tous les éditeurs du

continent ; nous n'avons d'ailleurs pas fini de l'explorer puisque, vous le savez peut-être, nous avons découvert dans nos archives, il y a deux ans, un manuscrit inédit de poésie de Sony Labou Tansi. Nos classiques sont en cours de numérisation et de réédition. Concomitamment, nous n'avons pas cessé de rechercher les nouveaux talents sur tout le continent et au-delà. Les publications théologiques restent en très bonne place dans notre politique éditoriale.

*Une dernière question : avez-vous eu des contacts avec l'association Afrilivres, qui semble reprendre quelque peu des couleurs ces derniers temps ?*

On avait espéré que cette association serait autre chose que ce qu'elle a été jusqu'à présent. Peut-être n'avions-nous pas pris la mesure de la complexité des problèmes que nous essayons de résoudre par sa création. Mon point de vue est que les éditeurs africains devront, avant d'espérer être forts hors du continent, l'être d'abord sur le continent et dans leurs pays respectifs. Une association comme Afrilivres devrait prioritairement envisager de travailler sur le continent et considérer la conquête du marché hexagonal et occidental de façon générale comme l'un des points ultimes de sa stratégie.

#### **Notes :**

1. Ce stand, largement subventionné par la République du Congo, représentait pour la troisième fois consécutive l'Afrique subsaharienne francophone au Salon du livre de Paris.
2. Ama Tutu Muna.
- 3.: "La Revue Littéraire du Monde Noir", *Mutations* du 3 novembre 2011.

## **Annexe 35 - Table Ronde à l'Alliance Franco-Camerounaise de Bamenda. Thème : « Les Problématiques du Livre » :17 avril 2008**

*Participants : Younoussa Rouya (technicien des télécoms, écrivain), Khan Richard Nofor (écrivain, chef du département French CCC Mankon), Anye Oscar Akumah (libraire au city council library), Yerimah Denis (écrivain), Tefoit Simon (Enseignant d'électronique), Chamawa Hervé William (Enseignant de froid et climatisation), Nanaseh Vushigho (Représentant de la librairie Goodhope), Raphaël Fonday (Librairie Tafora), John Anyere (teacher and author), Aguh Salomon (écrivain, chef de département French PSS Mankon), Justin Demanon (Librairie Lifrom), Tuma Julius (AFC Bamenda), Denis Human (Progressive Comprehensive High School).*

**Raphaël THIERRY. Pour commencer, s'il vous était possible de me présenter la situation du livre à Bamenda.**

Richard NOFOR. Je suis Richard Nofor, chef du département de français au CCC Mankon. Nous aidons les élèves à maîtriser la langue française à travers les livres. Nous collaborons aussi avec nos inspecteurs pédagogiques, ainsi qu'avec les enseignants du même domaine. Pour ma part, j'ai écrit six ouvrages sur le théâtre. Les difficultés que nous rencontrons à Bamenda se situent au niveau de la production. Rencontrer une maison d'édition nous a coûté beaucoup de moyens financiers. Nous avons l'intention de vendre ces ouvrages à des prix abordables afin que les élèves puissent s'intéresser à la langue française, car nombre d'enfants n'aiment pas le français, ce dont on pourrait trouver la cause dans certains problèmes politiques et historiques. Même si ce n'est pas de notre faute, nous sommes décidés à travailler et c'est la raison pour laquelle nous mettons sur pied des stratégies afin que ces élèves puissent écrire, lire et s'exprimer en français. Certains rencontrent des difficultés à l'écrit tandis que d'autres réussissent à s'exprimer. Une certaine partie des élèves quitte les zones francophones pour Bamenda. Nous faisons tout notre possible pour avoir du matériel, nous lisons d'autres livres. Avec les expériences que nous avons en salle de classe, d'autres enseignants et des inspecteurs pédagogiques, nous essayons de suivre le programme de l'office du baccalauréat et un plan de travail établi par le Ministère de l'Éducation Secondaire. Ce n'est pas du tout facile parce que nous avons beaucoup de problèmes financiers, nous espérons que dans le futur les choses vont s'améliorer. C'est un problème un peu difficile, ici chez nous et très délicat, d'ailleurs, les professeurs et certains d'entre nous qui essayons d'écrire des documents vont avoir recours à nos inspecteurs pédagogiques, à nos collègues, pour voir comment l'on peut sortir des livres qui puissent aider ces élèves-là. Bref, le problème que nous rencontrons, c'est d'abord le fait que nous voulons leur faire aimer le français et puis ensuite il y a le problème de la production, parce que produire des livres présente certaines difficultés chez nous. Voilà donc deux problèmes que je soulève.

\* Parlant de l'écrit, nous rencontrons beaucoup de difficultés. La première difficulté : quel thème choisir ? Deuxième problème : quel lecteur choisir ? Les difficultés de la publication constituent le troisième problème : que faire pour mettre le livre à la disposition des usagers ?

\* La plupart du temps on parle de la promotion, il existe plusieurs types de promotions : certaines sont persuasives tandis que d'autres incitatives. Il est difficile que certains ouvrages soient disponibles à certains endroits à cause du problème de distribution. Par exemple, que faire pour envoyer des livres à Kambé ? A Douala ?

**Younoussa Rouya.** Dans le Nord-Ouest, comme mes prédécesseurs ont pu le dire, le grand problème concerne la production : il y a des écrivains. Beaucoup sont cachés, justement parce qu'ils manquent de moyens pour pouvoir produire des œuvres. Actuellement dans le Nord-Ouest, beaucoup se concentrent sur l'écriture des pamphlets et des choses de ce genre, parce qu'ils savent qu'au moins il y a les élèves qui vont les consommer. Il y a aussi un problème de consommation. Au Cameroun, en général les gens ne lisent pas donc, dans le Nord-Ouest ils se concentrent sur les pamphlets. Actuellement, j'en connais beaucoup qui écrivent, mais ne produisent pas ou bien le font uniquement localement, et donc le produit est consommé localement. Par conséquent, ils ne seront jamais connus sur le plan national et encore moins international. Pour ma part, j'ai beaucoup de manuscrits, des romans, des pièces de théâtre de nouvelles et même des produits de recherches, et tous ces textes sont dans ma chambre justement parce que déjà, pour avoir des informations, c'est très difficile : nous sommes très peu informés et je pense que l'Alliance Franco-Camerounaise pourrait aider les écrivains, déjà en faisant la promotion, en organisant des ateliers d'écriture, pour que l'on fasse une promotion plus large. Des ateliers d'écriture, pourraient amener les gens à s'intéresser à l'écriture, et ce serait déjà une bonne chose : écrire d'abord et puis ensuite penser à qui va consommer ou bien comment produire. Deuxièmement j'aimerais aussi que l'Alliance Franco-Camerounaise de Bamenda nous aide aussi à avoir des informations sur d'autres concours littéraires tels que ceux organisés par RFI ou bien l'Agence Internationale de la Francophonie. De telles choses pourraient déjà aider à résoudre certains des problèmes que nous rencontrons ici, à savoir au niveau des lecteurs : manque de consommateurs, mais aussi manque de moyens pour produire nos œuvres.

**Simon Tefoit.** Il y a de cela quelques années, avec trois collègues nous avons essayé d'écrire un livre dans le domaine de l'enseignement technique. Ce livre devait être adapté aux programmes scolaires par ce que nous avons remarqué que la plupart des livres d'électroniques que l'on trouve dans les bibliothèques sont plus denses que les programmes alors on a eu donc cette idée-là : en réalisant une synthèse des cours que nous avons eu à dispenser, puisque nous sommes sur le terrain. Nous nous sommes répartis les tâches, et pendant que l'on progressait dans nos écrits, nous nous sommes posé la question de savoir comment faire, une fois le manuscrit terminé ? Quelle est la politique du livre au Cameroun ? Quels sont les étapes qu'il faut suivre pour finaliser notre œuvre ? Nous avons remarqué que ce sont des informations qui font défaut afin de réaliser cette œuvre là. Et il y a un autre problème que nous avons noté : en général le livre coûte très cher à produire, ce qui est un obstacle, lorsque l'on

souhaite réaliser un livre adapté au niveau des élèves. Si l'on peut avoir des informations sur les étapes qu'il faut suivre pour pouvoir finaliser une œuvre scolaire, cela nous serait vraiment profitable.

**Nanaseh Vushigho.** Je dirais que la première chose qui doit exister est la liaison avec le distributeur. La librairie assure la liaison entre l'écrivain et le lecteur et malheureusement nous avons des difficultés dans ce secteur parce que la plupart des écrivains se rendent dans les écoles pour faire eux-mêmes la promotion de leurs ouvrages. Dans ce cas, il n'existe plus de liaison entre l'écrivain, la librairie et le lecteur. Le deuxième problème concerne ceux qui vendent des livres dans la rue, ce qui empêche les lecteurs de se rendre vers la librairie parce qu'ils se disent que les prix n'y sont pas abordables. D'autre part, parfois, nous ne trouvons pas les thèmes captivants. S'il pouvait exister une collaboration entre la librairie et les écrivains, cela faciliterait beaucoup de choses dans ce secteur. Savoir qui écrit et sur quoi est important pour notre travail. L'écrivain peut avoir une œuvre intéressante mais il se pose un problème au niveau de la promotion. Nous ferons la promotion si, par exemple, quelqu'un achète un livre dans notre librairie et il est possible que ce dernier dise à quelqu'un d'autre où le trouver, ce qui nous permet de vendre et favorise la promotion des ouvrages.

**Anye Oscar Akumah.** Nous avons entendu parler des écrivains : notre rôle est d'assurer la distribution. Il y a des personnes qui ne sont pas en mesure d'acheter des livres. L'Alliance Franco-Camerounaise met à disposition des ouvrages pour des personnes qui n'ont pas les moyens d'en acheter. Il suffit juste d'avoir un abonnement pour pouvoir emprunter des livres. Notre préoccupation est de veiller sur le cycle de vie du livre et d'en assurer aussi la distribution. Je pense que certains écrivains doivent faire des dons à certaines bibliothèques. Quand vous parlez de l'écrit, vous faites toujours allusion à la bibliothèque, qui est le lieu d'accueil pour les personnes dans l'impossibilité de se procurer un ouvrage.

**Raphaël Fondéy.** Les multiples difficultés que nous rencontrons émanent des écrivains qui font la distribution de leurs livres aux vendeurs de la rue. Ils s'en vont ensuite dans des écoles pour assurer la vente à un faible prix. Quand ils distribuent ces livres, nous achetons au prix fort.

**Denis Human.** Je suis l'auteur de plusieurs livres, dont certains concernent les programmes scolaires, l'office du baccalauréat, d'autres sont destinés au grand public. Le problème que nous rencontrons se situe au niveau de la publication. Il s'agit ici des moyens financiers pour pouvoir produire de grandes quantités de livres. Parfois, nous nous trouvons dans l'obligation de financer par nos propres moyens, et dans ce cas nous ne collaborons pas avec les libraires. Au lieu de distribuer nos ouvrages aux libraires, nous préférons nous rendre dans les écoles pour les apporter aux élèves et enseignants, pour une vente rapide. Cela permet de produire davantage en peu de temps. S'il existait une structure capable d'assurer et financer la publication, beaucoup d'auteurs auraient écrit des ouvrages sur les programmes éducatifs. Parlant des ouvrages destinés au grand public tel que les romans et concernant la « lecture plaisir », le problème majeur est : comment positionner ses ouvrages, comment sensibiliser le public ? Par exemple, si vous vous rendez à Mondial Hôtel pour la dédicace de votre ouvrage, vous ne serez pas en mesure de supporter les frais de location à cause du coût élevé, par exemple 300 000

francs CFA. On est alors obligé de se rendre dans des endroits plus modestes et tout cela à cause du manque de moyens. S'il existait une structure qui puisse sponsoriser la promotion et la vente, parce que la vente reste également un véritable problème. Comme je l'ai dit tantôt je suis auteur, j'ai écrit un livre qui traite de la question : comment les personnes gèrent la sexualité dans la société sans prendre de précautions. Comment ferais-je pour savoir si les personnes qui se trouvent loin de Bamenda ont accès à ce livre ? Notre véritable problème se trouve au niveau des moyens financiers, le positionnement du livre et la vente. Un autre problème se situe au niveau des technologies de l'information et de la communication, et cela réduit énormément le rythme de lecture : durant les années quatre vingt-quatre vingt dix, les gens lisaient beaucoup de romans mais aujourd'hui, ils regardent plutôt des films, ont accès à différentes chaînes de télévision. Si l'on peut faire renaître cet esprit de lecture, cela contribuerait grandement à aider le monde du livre.

### **R.T. Y-a-t-il des échanges entre les aires francophones et anglophones au niveau du livre ?**

**Hervé Chamawa.** Lorsque l'on parle de livres à Bamenda aujourd'hui, on ne peut pas faire fi de la différence linguistique et des lourdeurs que pose même le fait que l'on y parle anglais et français. À Bamenda, quand on regarde les gens qui écrivent, la plupart se retrouvent – comme la plupart des Camerounais d'ailleurs – dans la classe de ceux qui ont un revenu précaire. Et donc, chaque fois que l'on publie quelque chose, on veut tout de suite vendre. C'est d'ailleurs pour cela que l'on contourne facilement les producteurs, chacun essaie de produire à son petit niveau, artisanal, ou de n'importe quelle autre manière, et puis l'on va directement vers ceux qui peuvent acheter. Mais je pense que la culture de la lecture n'étant pas une chose facile à acquérir, il y a peut-être d'autres façons de faire en sorte que ce mixage, ce métissage linguistique se passe très facilement. Avec la radio par exemple : je suis animateur radio, depuis sept ans, et tant qu'animateur radio, il y a des anglophones – je n'aime pas trop ce terme parce qu'il m'a l'air péjoratif, disons plutôt des « Camerounais d'expression anglaise » – qui écoutent mon émission et, à force de s'entendre répondre en français, ces derniers ont pris l'habitude d'écrire en français. Il y en a même un qui a publié des poésies qui sont parues dans *l'Anthologie de la poésie camerounaise* l'année dernière, je crois. Je pense que le fait de parler simplement à travers le langage de la radio, par exemple en utilisant la simplicité du langage du parler, permet à tous ceux qui écoutent de mieux comprendre. Contribuer à faire en sorte que les gens s'intéressent un peu plus à l'écriture, non pas seulement à la langue mais à l'écriture tout court, c'est là notre plus grand enjeu. J'accepte des correspondances en français et en anglais, et chaque semaine je reçois un sac de courrier, les gens peuvent écrire, seulement ceux qui ont à l'idée de produire pour la masse veulent tout de suite gagner. C'est ça le véritable problème. On pense que pour produire un livre il faut viser les écoles, ce n'est pas forcément pour le grand public. On a déjà une cible, et quand on connaît sa cible, généralement, cette cible ne dépasse guère le cadre de Bamenda. Il ne faut pas penser que l'on produit un livre en un an parce que l'on va aller le vendre à Bafoussam. Moi j'ai écrit dans mon domaine, mais quand j'ai écrit – je suis professeur de froid et climatisation – nous avons commencé à enseigner en anglais. Il y a tout juste deux ans que l'on a créé cela dans d'autres

établissements du pays en anglais, parce que, sortis de l'école et formés en français, on nous envoie ici et nous enseignons en anglais. Pour produire un livre, ce n'est d'abord pas pour les francophones. Je produis un livre qui va profiter d'abord à mes élèves mais quand je regarde leur nombre, ils sont de la seconde à la terminale une cinquantaine au maximum. Produire un livre pour cinquante personnes, vraiment, c'est décourageant, on ne peut pas faire cela. Je ne pense pas que c'est pour cela que l'on produit un livre, même s'il est vrai que l'on a envie d'être publié, on a aussi envie de tirer parti du travail que l'on fait. C'est un peu cela nos difficultés.

\*Comme mon collègue l'a dit tantôt, il est important de parler des politiciens qui ne s'intéressent pas à la bibliothèque. Si le *British Council*, qui gère la bibliothèque de la commune urbaine de Bamenda, pouvait organiser des séances de travail pour les bibliothécaires, je pense que l'Alliance Franco-Camerounaise pourrait aussi organiser une séance de ce genre, un séminaire rassemblant des personnes de Limbe, de la partie anglophone du Cameroun, sur l'importance des bibliothèques. Parfois, nous manquons d'instruments de travail pour promouvoir l'habitude de lecture et je pense qu'il serait utile d'offrir une formation aux bibliothécaires. Il faudrait inciter les autorités à renforcer les bibliothèques.

\* Nous vivons vraiment une période triste en ce qui concerne le livre, il faut le reconnaître. Il faut une politique en ce qui concerne la culture du livre au Cameroun. Écoutant notre ami libraire tantôt, lequel s'exprimait sur les nombreux problèmes qu'il peut rencontrer en ce qui concerne la vente des livres à cause de la contrefaçon, je dois dire que je ne partage pas son point de vue : la plupart des livres doivent être inscrits dans le cadre des examens pour pouvoir être vendus. Par ailleurs, beaucoup de camerounais s'intéressent à la boisson et ne lisent pas du tout. Ils ne lisent pas les journaux, encore moins des romans, et notre culture est encore en retard. Les livres prescrits à l'office du baccalauréat concernent le Ministère de l'Éducation Secondaire, et il existe une mauvaise politique en ce qui concerne la vente de livres au Cameroun. Demande-t-on au Ministère de la Culture de se joindre au Ministère de l'Éducation Secondaire et de l'Enseignement Supérieur pour apporter des solutions à ce problème financier, culturel ainsi qu'à la lutte contre la piraterie ? Non. Si tout ceci était fait, je pense que tout auteur camerounais serait fier de son œuvre. Les Camerounais sont très intelligents et travailleurs, le véritable problème que nous rencontrons est la pauvreté : c'est ce qui engendre cette mauvaise politique et des mauvaises décisions prises en faveur du livre.

\* Oui, c'est juste. Par rapport à ce qui était dit précédemment par notre ami libraire, il n'y a pas de mauvais livres ici au Cameroun, il y a seulement des livres qui manquent d'accompagnement. Si j'aborde cette question, c'est parce que nous nous retrouvons ici avec des programmes qui ont un rôle à jouer et des choses à apporter pour les élèves qui sont sur le terrain, il y a très peu de livres de culture générale au Cameroun, parce que cela serait considéré comme trop ludique, et les choses ludiques sont souvent considérées comme n'ayant pas de sens.

\*Je voudrais dire que le moteur de toute action, c'est la motivation. Aujourd'hui, en posant le problème de la littérature, surtout dans le Nord-Ouest, on se rend bien compte que les gens ne veulent pas



« écrire pour écrire ». Mais il est vrai que, quand on parle de lecture, cela s'apprend à l'école, et l'habitude devenant ensuite une seconde nature, on fini par avoir envie de lire sans y être obligé. Mais je veux dire que ce si l'Alliance est là pour promouvoir la culture, elle devrait encourager les jeunes à la lecture, et c'est peut-être les moyens qui posent problème. Pour ma part, je pense que les parents ont encore dans l'esprit que l'Alliance Franco-Camerounaise est un instrument de la colonisation, donc on n'accepte pas toujours de s'y rendre. Il va peut être falloir que l'Alliance, en tant qu'instrument de promotion de la culture, aille vers, non pas les élèves, mais peut-être les parents d'élèves, dans les associations de parents d'élèves, par exemple. Il faudrait peut être aller rencontrer le bureau des associations de parents d'élèves pour leur expliquer qu'ils peuvent envoyer leurs enfants à l'Alliance pour qu'ils apprennent ici à lire de temps en temps. C'est le pays qui gagne dans tous les cas, et que nous soyons bilingues, c'est dans notre intérêt, parce qu'aujourd'hui l'anglais et le français sont quand même des langues qui, sur l'échiquier mondial, pèsent lourd. Il va donc falloir que l'Alliance se rapproche des parents d'élèves pour que les responsables des associations puissent dire en réunion que « l'Alliance est là pour aider les enfants à acquérir l'habitude de la lecture ». Maintenant, s'agissant de ceux qui écrivent des livres, il faut peut-être que l'Alliance organise des ateliers d'écriture comme on a pu le dire auparavant, que les gens apportent leurs manuscrits et que l'Alliance puisse mettre sur pied un comité d'éditeurs pour pouvoir élire ce que les gens ont à proposer et choisir. Il est quand même certains que le fait que nous nous retrouvions ici est la meilleure preuve de l'importance que peut jouer cet espace. Il y a beaucoup de livres que l'on pourrait simplement traduire et l'on aurait des vraies choses nouvelles, parce qu'il y a des choses qui n'existent qu'en français, et des choses qui n'existent qu'en anglais. Est-ce que nous sommes suffisamment informés sur la possibilité de traduire le document que quelqu'un d'autre a écrit ? Il est certain que l'on n'est pas assez informés, et il est des choses qui, traduites, deviennent consommables pour les gens, ici. Je pense que l'on ne peut pas négliger ce que quelqu'un disait tout à l'heure : il faut être engagé, mais l'on ne peut pas être engagé quand on n'a rien à manger. Les gens écrivent pour vendre, et pour rendre visible immédiatement à côté de soi, à ceux qui peuvent acheter, c'est là tout le problème.

Ce que l'on peut aussi se demander, c'est quelles peuvent être les collaborations possibles avec des éditeurs dans le pays, voire même des Nigériens. Nous pouvons essayer de voir comment nous pouvons, dans notre propre pensée et en prenant en compte ce climat présent dans le livre actuellement et à travers ce que j'appelle « idée originale », voir en quoi cela permet de développer, de continuer là où l'autre a arrêté, pour progresser, essayer d'approcher quelque chose qui soit un peu issu de nous-mêmes. En ce qui concerne la diffusion des livres, on ne peut pas écrire sans être capable de diffuser : il faut trouver un partenaire qui puisse diffuser des livres. On peut bien écrire, mais si le livre reste dans la chambre, personne ne le lira, il faut trouver un diffuseur. Et l'on peut bien investir, quand il n'y a pas quelqu'un qui porte le livre pour aller le vendre et le diffuser on ne gagnera pas de l'argent dessus. 20 ans auparavant, on se partageait à l'école primaire des pamphlets appelés *Kouakou*, et ces livres ont été un très grand soutien pour les élèves. S'il peut arriver que la Coopération Française, à travers l'Alliance Franco-Camerounaise de Bamenda, puisse nous trouver certains journaux comme

cela, qu'ils proposent dans les écoles, et, comme notre ami vient de le dire, de rencontrer les associations de parents d'élèves, et de proposer ces livres-là dans les écoles, cela serait une très grande motivation pour permettre aux enfants de lire. Je crois que la conférence est très bien, elle est bonne et c'est le moment adéquat pour que nous puissions exprimer vraiment nos vœux : nous souhaiterions que l'Alliance Franco-Camerounaise avec la Coopération Française et l'Ambassade de France, nous donne accès à ces documents qui soutenaient bien la langue française.

\* Oui, je n'ai pas grand-chose à ajouter, si ce n'est que nous avons un partenaire essentiel, l'UNESCO, où un grand rôle est attribué à l'éducation des jeunes. Au niveau du Ministère de l'Enseignement Secondaire et même au niveau du Ministère de l'Enseignement de Base, on pourrait aussi voir quelle est la politique et l'UNESCO quelles sont les actions qu'ils entreprennent du côté de l'édition du livre.

\* Merci de m'avoir passé la parole. Je pense qu'avant de soulever des problèmes et de proposer des solutions, il faut analyser les faits. L'Alliance Franco-Camerounaise pourra jouer un rôle dans la résolution de tous ces problèmes que nous avons entendu et appris, et nous sommes au stade de mettre tout cela en pratique surtout si les enseignants, les libraires collaborent avec nous, si les écrivains viennent vers nous, parce que nous sommes le maillon principal. À partir du moment où nous faisons comprendre aux élèves qu'ils peuvent acheter un livre dans telle librairie il est certain que ce serait un bon moyen de promotion. Je pense que si l'on garde cette liaison les choses iront dans le bon sens.

\* Pour ma part, je pense que le gouvernement camerounais a un grand rôle à jouer dans la promotion du livre et même de la lecture. Et en ce qui concerne l'Alliance Franco-Camerounaise qui est un instrument de promotion de la langue française, cette dernière devrait orienter ses activités vers un public beaucoup plus large que le public scolaire, parce que j'ai l'impression que l'Alliance, et en particulier l'Alliance de Bamenda, a un public beaucoup plus scolaire, c'est ce que je remarque.

\* Afin de lutter contre la piraterie, il serait souhaitable pour les éditeurs d'amener les livres dans les librairies. Quand on donne ses livres aux vendeurs de la rue, cela favorise la piraterie. Parlant du bilinguisme il serait souhaitable d'organiser des *quizz* aux élèves pendant les vacances en leur proposant des prix pour les meilleurs : cela favoriserait le bilinguisme et inciterait plus d'élèves à apprendre les deux langues.

\* Je pense que nous pouvons mettre des moyens en jeu pour encourager nos élèves qui apprennent la langue française, parce que ce n'est pas du tout facile pour eux. Nous souhaiterions que ce message puisse atteindre les plus hautes autorités.

\* Je vais vous raconter une histoire personnelle : récemment, lors de la Journée Internationale de la Francophonie, on a donné les dix mots de la francophonie et on a demandé de faire une histoire. Je prépare donc mon histoire, elle est prête, je me rends à l'Alliance, simplement pour découvrir que n'étant pas professeur de français je ne peux pas participer. Je me demande bien quel intérêt la Francophonie a à promouvoir une langue seulement pour les professeurs de français. Vous qui êtes proches de l'Ambassade, et de la Francophonie certainement, vous pouvez peut-être leur dire que le

français n'est pas l'affaire du professeur de français et que beaucoup d'autres professeurs sont formés en français, qu'ils utilisent le français tous les jours non pas seulement dans l'enseignement, mais même à travers la radio, comme je le fais, où je présente des émissions en français. Et en plus de cela, je me souviens que l'Alliance Franco-Camerounaise avait jusqu'à l'année dernière des programmes radio diffusés sur les antennes des radios locales. Il me semble que ces derniers temps l'émission n'existe plus et, dans ce cadre-là, l'Alliance aurait pu, par exemple, demander aux auteurs de sortir leurs livres des tiroirs et de passer voir dans quelle mesure ils peuvent être assistés pour que leurs livres arrivent sur le marché. Cela pourrait et devrait être fait à l'Alliance.

\* En guise de conclusion nous demandons à notre ami qui vient de France de soulever ce problème auprès de son Ambassade et de voir comment nous pouvons travailler avec certaines maisons de publication pour pouvoir faciliter notre travail.

\* Nous sommes bibliothécaires de la bibliothèque communautaire, nous sommes une grande structure comme l'Alliance Franco-Camerounaise. Je suggère qu'ils fassent des dons dans les écoles et bibliothèques. Dans notre structure, les usagers demandent des livres en français, mais nous ne pouvons pas disposer de ces livres parce que le fond de notre bibliothèque est originairement un don des Britanniques. Je suggère que l'Alliance puisse faire des dons pour favoriser l'apprentissage de la langue française.

\* Parlant du bilinguisme, je pense que l'Ambassade de France a un grand rôle à jouer dans la partie anglophone du Cameroun, au même titre que le *British Council*. Espérons que tous les problèmes que nous avons abordés aillent au-delà de notre réunion.

\* L'Ambassadeur de France au Cameroun est venu une fois à Bamenda et a promis de nous envoyer des livres bilingues afin que ceux qui parlent le français puissent en acheter même si l'auteur est anglais et *vice et versa*. J'aimerais que vous puissiez me donner une synthèse des principes de publication et de distribution du livre en France, parce qu'au Cameroun c'est compliqué, si vous pouvez me donner une idée de comment cela se passe en France, où nous ne savons pas qui joue quel rôle. Chacun donne son idée de comment cela devrait fonctionner, parce qu'ici quelqu'un écrit un ouvrage et se balade dans la rue pour le vendre, est-ce que ça se passe ainsi en France ? Je pense qu'en France c'est spécialisé, mais je pense aussi qu'au Cameroun, cela ne l'est pas encore. Si vous me parlez de l'expérience française, nous pensons qu'à partir de là, les choses pourront s'améliorer du côté du Cameroun.

\* Je voudrais faire comprendre à Raphaël que, parmi les nombreuses personnes qui adhèrent aux réunions comme celle-ci, très peu réalisent des projets, je souhaiterais qu'il y ait un retour de cette réunion.

## Table des matières générale

### Volume 1

Sommaire (Volume 1).....	3
Liste des abréviations .....	4
<b>Introduction : Le Cameroun, foyer éditorial méconnu .....</b>	<b>8</b>
L'édition africaine au croisement des disciplines .....	9
L'édition africaine dans le marché global .....	12
<i>Le poids des institutions</i> .....	13
<i>L'altermondialisme éditorial</i> .....	14
<i>La circulation et la diffusion du livre africain</i> .....	15
<i>La dématérialisation des ressources</i> .....	16
Le Cameroun comme « glocalité » dans un espace multipolaire .....	17
Questions de méthode et principales références théoriques .....	19
Organisation de notre travail .....	25
<b>PREMIÈRE PARTIE : ÉCONOMIE GLOBALE DU LIVRE ET MODES DE DIFFUSION DE L'ÉDITION AFRICAIN .....</b>	<b>26</b>
<b>1. Globalisation, bibliodiversité et édition africaine .....</b>	<b>27</b>
1.1. L'éditeur africain à l'ère de la globalisation du livre .....	27
1.1.1. <i>L'évolution de l'édition depuis les années 1980</i> .....	27
1.1.2. <i>Du monde du livre à l'édition en Afrique</i> .....	30
1.1.4. <i>Crise économique et captation de l'étranger</i> .....	33
1.1.3. <i>De nouvelles dynamiques de l'édition africaine</i> .....	34
1.2. L'économie globale du livre, de l'écriture des textes à la vente des livres .....	37
1.2.1. <i>La figure de l'éditeur</i> .....	37
1.2.2. <i>Où va le livre... en Afrique ?</i> .....	39
1.2.3. <i>L'édition africaine en France</i> .....	41
1.3. Position des écrivains africains sur le marché du livre français .....	43
1.3.1. <i>L'influence des prix littéraires sur les ventes</i> .....	44
1.3.2. <i>Différents niveaux de succès</i> .....	45
1.4. Une bibliodiversité africaine .....	48
1.4.1. <i>La reconnaissance de l'édition africaine</i> .....	48
1.4.2. <i>La dynamique de la bibliodiversité</i> .....	50
Conclusion du chapitre .....	53

<b>2. Trajectoires d'écrivains africains (de 1950 à nos jours)</b> .....	<b>55</b>
2.1. Logique de diffusion des littératures africaines .....	55
2.1.1. <i>La visibilité de l'édition africaine en France</i> .....	55
2.1.2. <i>D'autres dynamiques de l'édition africaine dans le monde anglo-saxon</i> ..	58
2.2. Trajectoires éditoriales d'écrivains anglophones .....	59
2.2.1. <i>Ken Saro-Wiwa</i> .....	59
2.2.2. <i>Ngũgĩ wa Thiong'o</i> .....	61
2.2.3. <i>Amos Tutuola</i> .....	62
2.2.4. <i>Wole Soyinka</i> .....	64
2.2.5. <i>Nadine Gordimer</i> .....	65
2.2.6. <i>L'édition africaine dans le parcours des écrivains anglophones</i> .....	66
2.3. Trajectoires éditoriales d'écrivains francophones .....	67
2.3.1. <i>Mongo Beti</i> .....	68
2.3.2. <i>Ahmadou Kourouma</i> .....	69
2.3.3. <i>Emmanuel Dongala</i> .....	71
2.3.4. <i>Alain Mabanckou</i> .....	72
2.3.5. <i>Valentin-Yves Mudimbe</i> .....	73
Conclusion du chapitre .....	74
<b>3. Une documentation clairesmée</b> .....	<b>76</b>
3.1. De nombreuses difficultés .....	76
3.2. La documentation africaine .....	77
3.3. Un programme multilatéral sur les acquisitions africaines .....	80
3.4. Le projet <i>Africana</i> depuis 1949 .....	82
3.5. Les bibliographies spécialisées et les intermédiaires privés .....	86
3.6. L'évolution numérique de la documentation africaine .....	90
3.7. Le don dans la chaîne du livre africain .....	94
3.7.1. <i>Différentes approches du don</i> .....	94
3.7.2. <i>Don et marchés du livre</i> .....	96
Conclusion du chapitre .....	99
<b>4. L'information numérique africaine</b> .....	<b>101</b>
4.1. La troisième dimension de l'extraversion africaine .....	101
4.2. La diffusion numérique de l'information éditoriale .....	103
4.3. Le désenclavement numérique africain .....	107

4.4. <i>Leadership</i> électronique du bord pour l'information culturelle africaine .....	109
4.4.1. <i>La diversification des supports d'information</i> .....	111
4.4.2. <i>Les réseaux sociaux</i> .....	114
4.5. Les bases de données culturelles africaines depuis le <i>Web 2.0</i> .....	116
4.5.1. <i>Le projet Sudplanète</i> .....	116
4.5.2. <i>Les ressources Æquatoria</i> .....	118
4.5.3. <i>Le projet LITAFCAR</i> .....	122
4.6. Ambivalence de la fracture numérique .....	122
4.6.1. <i>Les trois niveaux de la fracture numérique</i> .....	123
4.6.2. <i>Les nouvelles pistes de l'édition numérique</i> .....	124
Conclusion du chapitre .....	126
<b>5.     <b>Marchés littéraires et systèmes du livre africain</b></b> .....	<b>128</b>
5.1. Les visages de la globalisation du livre .....	128
5.2. Permanence et actualisation des recherches .....	132
5.3. La prise en compte des productions intellectuelles africaines par la critique	134
5.4. L'édition africaine post-coloniale : la bipolarisation des productions .....	137
5.4.1. <i>Les périodes de l'édition africaine</i> .....	137
5.4.2. <i>L'extraversion des corpus</i> .....	140
5.5. De l'Afrique sur Seine à Ibadan .....	142
5.6. D'Ibadan à Londres : une alternative au modèle éditorial parisien .....	145
Conclusion du chapitre .....	148
<b><i>Conclusion de la première partie : de la globalisation du livre au système éditorial camerounais</i></b> .....	<b>150</b>
<b>DEUXIÈME PARTIE : L'ÉDITION CAMEROUNAISE ET L'ÉCONOMIE DU LIVRE</b> .....	<b>154</b>
<b>1.     <b>Le contexte de production du livre camerounais</b></b> .....	<b>155</b>
1.1. Le Cameroun : pays mosaïque .....	155
1.1.1. <i>Position géographique</i> .....	155
1.1.2. <i>Population</i> .....	155
1.1.3. <i>Situation linguistique</i> .....	156
1.1.4. <i>De l'histoire du Cameroun à l'histoire du livre</i> .....	157
1.2. L'environnement culturel camerounais .....	159
1.2.1. <i>Cameroun, la « culture sacrifiée » ?</i> .....	160
1.2.2. <i>Un processus de construction</i> .....	161

1.3. Une édition « en système » .....	163
1.4. L'institution littéraire francophone : discours et contre-discours .....	166
1.5. « L'appel des intellectuels » camerounais .....	169
1.5.1. Le contexte de « L'appel » .....	169
1.5.2. L'influence de « L'appel » sur le milieu littéraire .....	172
Conclusion du chapitre .....	175
<b>2. La constitution du système éditorial camerounais depuis 1844 .....</b>	<b>177</b>
2.1. Production littéraire camerounaise et continuité éditoriale .....	178
2.2. Le développement du livre au Cameroun (1844-1960) .....	178
2.2.1. L'émergence .....	178
2.2.2. Ibrahim Njoya .....	180
2.2.3. La colonisation française .....	182
2.3. Le développement du livre au Cameroun (1960-1989) .....	188
2.3.1. L'Association des Poètes et Écrivains du Cameroun .....	190
2.3.2. Abbia et l'avènement des revues littéraires .....	191
2.3.3. Les éditions CLÉ .....	193
2.3.4. Le Centre Régional de Promotion du Livre en Afrique .....	197
2.3.5. L'explosion d'une bulle éditoriale .....	202
2.4. L'édition entre flux et reflux à partir des années quatre vingt dix .....	206
2.4.1. Une édition en renouveau .....	207
2.4.2. Une édition aux multiples dynamiques .....	207
2.4.3. La presse spécialisée dans le paysage littéraire camerounais .....	209
2.4.4. L'insularité de l'édition camerounaise contemporaine .....	210
Conclusion du chapitre .....	211
<b>3. Encadrement et contextualisation de l'édition camerounaise .....</b>	<b>215</b>
3.1. Un marché du livre aux dynamiques complexes .....	215
3.2. Le contexte macroéconomique et la coopération internationale .....	217
3.2.1. Politiques culturelles sous-régionale et nationale .....	217
3.2.2. Culture et économie .....	218
3.3. Un encadrement légal problématique .....	224
3.4. Flou de la politique du livre .....	226
3.5. La propriété intellectuelle au Cameroun .....	228
3.5.1. Le projet d'estampillage de la SOCILADRA .....	228
3.5.2. Une taxation problématique .....	230
3.6. La fiscalité douanière : une réforme sans application .....	231

3.7. Des décisions inefficaces .....	232
Conclusion du chapitre .....	234
<b>4. La structuration de l'édition camerounaise .....</b>	<b>236</b>
4.1. L'impossibilité du champ littéraire camerounais .....	236
4.1.1. <i>Premier niveau de la crise éditoriale : la politique du livre</i> .....	237
4.1.2. <i>Deuxième niveau de la crise éditoriale : la production du livre</i> .....	238
4.1.3. <i>Troisième niveau de la crise éditoriale : le champ littéraire</i> .....	239
4.2. La progressive réémergence éditoriale (1990-2000) .....	241
4.3. La répartition bilingue de l'édition camerounaise .....	244
4.3.1. <i>L'édition francophone</i> .....	244
4.3.2. <i>L'édition anglophone</i> .....	247
4.4. Une édition camerounaise en situation d'autarcie .....	248
4.5. La réunion des intérêts professionnels .....	251
4.6. Les programmes scolaires .....	255
4.6.1. <i>L'organisation du marché</i> .....	256
4.6.2. <i>Un marché en situation de déséquilibre</i> .....	259
Conclusion du chapitre .....	261
<b>5. Production, diffusion et décentrement du livre camerounais .....</b>	<b>263</b>
5.1. Disparités de la production du livre .....	263
5.2. L'extraversion littéraire .....	265
5.3. Le décentrement éditorial et la coédition .....	268
5.4. Présence et diffusion du livre camerounais à l'étranger .....	272
5.5. La diffusion du livre au Cameroun .....	274
5.5.1. <i>La librairie, un secteur en évolution</i> .....	275
5.5.2. <i>Les différentes formes de la librairie camerounaise</i> .....	277
5.5.3. <i>Le double traitement éditorial dans la librairie camerounaise</i> .....	279
5.5.4. <i>L'influence des opérateurs étrangers sur le marché du livre</i> .....	282
Conclusion du chapitre .....	285
<b>Conclusion de la deuxième partie : le Cameroun, du « système éditorial » vers le « système du livre » .....</b>	<b>288</b>
<b>Conclusion générale : l'édition africaine en relation(s) .....</b>	<b>293</b>
De la globalisation du livre à l'édition africaine .....	294



Le marché du livre africain dans le contexte de la mondialisation .....	296
Le marché du livre en Afrique .....	299
L'accès à l'information .....	300
Le traitement théorique de l'édition africaine .....	301
Le développement de l'édition camerounaise .....	304
Le système éditorial camerounais .....	305
Le Cameroun, une « glocalité » éditoriale .....	306
Les conditions d'un système littéraire africain .....	308

**Bibliographie ..... 310**

Monographies .....	311
Articles .....	317
Sites Internet .....	326
Ateliers professionnels, entretiens, rencontres .....	329

**Table des matières ..... 333**

**Volume 2**

Table des matières - Volume 2 .....	342
Introduction .....	344

**Publications ..... 345**

Annexe 1 : « Une histoire du livre et de l'édition à Lubumbashi » .....	346
Annexe 2 : « Le livre en Côte d'Ivoire : aperçu » .....	357
Annexe 3 : « Le livre à Madagascar : aperçu » .....	363
Annexe 4 : « Le livre au Sénégal : aperçu » .....	369
Annexe 5 : « Le rôle de l'écrivain dans nos sociétés » .....	375
Annexe 6 : « L'édition africaine au 32 <sup>ème</sup> salon du livre de Paris » .....	388
Annexe 7 : « L'édition africaine au 33 <sup>ème</sup> Salon du livre de Paris : du centre vers les "marges" » .....	401

**Entretiens ..... 406**

Annexe 8 : Entretien avec Ernest Alima - Écrivain .....	407
Annexe 9 : Entretien avec Djaili Amadou Amal - Écrivaine .....	413
Annexe 10 : Entretien avec Kalliopi Ango Ela - Fondation Paul Ango Ela de Géopolitique en Afrique centrale .....	417

Annexe 11 : Entretien avec Jean-Claude Awono - Éditions Ifrikiya .....	424
Annexe 12 : Entretien avec Japhet-Marie Bidjek - Presses Universitaires de Yaoundé.....	429
Annexe 13 : Entretien avec Japhet Bidjek et Théodore Mayene - Presses Universitaires de Yaoundé.....	435
Annexe 14 : Entretien avec Odile Biyidi Awala - Librairie des Peuples Noirs .....	442
Annexe 15 : Entretien avec Dramane Boaré et Muriel Diallo - Éditions Les Classiques Ivoiriens .....	450
Annexe 16 : Entretien avec Angéline Solange Bonono - Écrivaine .....	461
Annexe 17 : Entretien avec Aminata Diop et Pauline Pétesch - Stand « Livres et Auteurs du Bassin du Congo ».....	468
Annexe 18 : Entretien avec Gaston-Paul Effa, Hilaire Sikounmo et Kouam Tawa - Écrivains .....	477
Annexe 19 : Entretien avec Joseph Fumtim et François Nkémé - Éditions Ifrikiya ..	485
Annexe 20 : Entretien avec Isabelle Gremillet - L'Oiseau Indigo Diffusion.....	497
Annexe 21 : Entretien avec Roger Kaffo et Hilaire de Prince Pokam - Enseignants	503
Annexe 22 : Entretien avec Patrice Kayo - Écrivain.....	512
Annexe 23 : Entretien avec Marcel Kemadjou - Association « Livre Ouvert » .....	517
Annexe 24 : Entretien avec Charles W. Kiven - Directeur adjoint de la Bibliothèque Universitaire de Buea.....	522
Annexe 25 : Entretien avec Jean-Yves Mollier - Enseignant en histoire du livre et de l'édition .....	525
Annexe 26 : Entretien avec Mouhammadou Modibo Aliou - Enseignant .....	533
Annexe 27 : Entretien avec Adamou Mouthe - Auteur .....	542
Annexe 28 : Entretien avec Henry N'Koumo ( <i>et al.</i> ) - Stand Côte d'Ivoire (Salon du livre de Paris) .....	546
Annexe 29 : Entretien avec Judith Egoume Ombang (1) - Librairie Technique et Professionnelle .....	562
Annexe 30 : Entretien avec Judith Egoume Ombang (2) - Librairie Technique et Professionnelle.....	567
Annexe 31 : Entretien avec Rosemary M. Shafack - Bibliothèque Universitaire de Buea .....	572
Annexe 32 : Entretien avec Emmanuel Tcheukam - Bibliothèque municipale Douala II .....	575
Annexe 33 : Entretien avec Marcelin Vounda Etoa (1) - Éditions CLÉ.....	579
Annexe 34 : Entretien avec Marcelin Vounda Etoa (2) - Éditions CLÉ.....	587

Annexe 35 : Table Ronde à l'Alliance Franco-Camerounaise de Bamenda - « Les problématiques du Livre au Cameroun » .....	591
<b>Table des matières générale</b> .....	<b>599</b>

